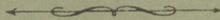


Biblioteka
U. M. K.
Toruń

321152 digit

EUGÈNE STARCZEWSKI

L'EUROPE
ET
LA POLOGNE



Librairie académique PERRIN et C^{ie}.

L'EUROPE
LA POLOGNE
L'EUROPE ET LA POLOGNE

Copyright by Perrin et C^{ie} 1913.

EUGÈNE STARCZEWSKI

L'EUROPE
ET
LA POLOGNE

*Il a été imprimé 5 exemplaires numérotés
sur papier de Hollande Van Gelder.*

PARIS

LIBRAIRIE ACADEMIQUE
PERRIN ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1913

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

EUGÈNE STANISZEWSKI

L'EUROPE

LA POLOGNE



WYDANO Z DUBLETÓW
Biblioteki Narodowej

321152

W. 2281/60

PRÉFACE

Il n'est pas de besoin plus grand, pour les individus comme pour les nations, que l'appréciation régulière et juste de leur activité. La vérité absolue est toujours, sinon l'unique, au moins le meilleur poteau indicateur, qui mène au vrai but. Mais, comme toutes les choses précieuses, la connaissance de la vérité se conquiert difficilement, et même, à l'état pur, elle ne se laisse saisir qu'exceptionnellement par les esprits d'élite. De plus, la vérité, disséminée dans le monde, se trouve mélangée à des opinions plus ou moins erronées ou partiales; car toute pensée humaine est toujours marquée d'une subjectivité qui s'éloigne plus ou moins de l'objectivisme, suivant les conditions de temps, de lieu, ou les traits distinctifs des individus ou des nations.

C'est ainsi que les ouvrages tendancieux et partiaux sont souvent de la première importance

pour connaître la vérité. Les uns, dans l'appréciation des objets qu'ils traitent, inclinent à l'optimisme, et font passer la lumière de la vérité par des verres de couleur trop rose ; les autres se distinguent par un pessimisme, où la noire mélancolie, le dégoût ou le désespoir cachent la claire lumière de la vérité. Ce n'est qu'en comparant ces jugements qui s'écartent, d'un côté comme de l'autre, de la vérité absolue, que celle-ci se laisse saisir et connaître par nous. Cependant, comme les nations, à la ressemblance des individus, sont plutôt portées à la gloriole, et ont ainsi une prédilection pour les jugements optimistes et même appuyés sur la flatterie, il est à la fois utile et nécessaire, pour l'intérêt même de la vérité absolue, qu'elles entendent de temps en temps des opinions d'une note plus pessimiste, ou même désagréable pour l'orgueil national.

C'est une de ces notes pessimistes que fait entendre ce livre, qui, sorti de la plume d'un ardent patriote polonais, étudie la situation de l'Europe, et en même temps celle de la France, du point de vue d'un des représentants d'une nation qui, après un glorieux passé historique, à l'Orient de l'Europe, où durant de nombreuses années elle est restée, avec la France, en relations plus qu'amicales, puisque ces deux nations se complétaient réciproquement dans l'équilibre européen, passe depuis plus de cent ans par des épreuves si exceptionnelles que l'Europe éclairée

ne s'est pas senti la force de regarder ce martyr, et n'a trouvé qu'un moyen pour épargner sa sentimentalité : se détourner et oublier.

Et de fait, si nous comparons le présent au passé, quel énorme changement s'est produit dans les rapports de la France avec la nation polonaise. Jadis, la Pologne, État puissant, était recherchée par la France, comme une alliée naturelle à l'Orient. Plus tard, quand la Pologne commença à décliner, la France était occupée par ses propres soucis, avant comme après la Révolution, et sur les ruines de la Pologne, elle laissa s'établir la monarchie prussienne dont la puissance date de cette époque. Aujourd'hui enfin, nous avons presque oublié la Pologne, et toute notre orientation à l'Est est dirigée vers la Russie qui, dans les questions polonaises, est le plus étroit allié de la Prusse.

Les sympathies polonaises à notre égard durèrent beaucoup plus longtemps que les nôtres. Elles prirent même parfois les proportions d'une foi fanatique en nos forces et en notre aide. Napoléon I^{er}, tout en ne se rendant pas assez compte de l'importance de la question polonaise pour la politique française, fit encore, après tout, quelque chose pour les Polonais, et ceux-ci furent les compagnons d'armes les plus fidèles des soldats français. Mais la Monarchie de Juillet et le gouvernement du Second Empire ne surent que donner des promesses, et abandonnèrent les

Polonais à la merci de leurs vainqueurs, lors des insurrections de 1830 et de 1863.

A la fin, une réaction s'est produite dans les esprits polonais. L'ouvrage que nous présentons au public témoigne à quel point les Polonais ont perdu confiance dans l'aide et la force de la France, et nous donne ce grave avertissement, qu'à l'Est de l'Europe se produisent des transformations, d'opinions d'abord, mais qui pèseront un jour sur le sort de l'Europe. Tous les Polonais, il est vrai, ne partagent pas les idées de l'auteur; beaucoup ont encore les yeux tournés vers nous et attendent que notre alliance avec la Russie gagne au moins à la nationalité polonaise quelques allègements. Mais faisons-nous quoi que ce soit pour réaliser ces espérances? Ne contribuons-nous pas à les détruire, par notre indifférence?

Ce que l'auteur écrit de nos fautes dans la politique européenne, touchant la question polonaise, est en général conforme à la réalité. De même que ses jugements sur notre politique actuelle, ses dernières conclusions sont empreintes d'un extrême pessimisme. Il vaut néanmoins la peine de les lire, parce qu'elles touchent à des choses de première importance pour notre vie politique, et à des questions dont la solution peut décider de toute l'orientation de la politique européenne.

Bien que l'auteur soit un juge sévère pour

nous, comme du reste pour sa propre nation, on s'aperçoit cependant qu'il a dû beaucoup souffrir, avant de renoncer à cet amour de la France qui tenait de si près à son cœur polonais. Puisse ce livre ne pas nous inspirer de malveillance pour une nation de tout temps amie, qui a déjà tant souffert grâce à l'indifférence de l'Europe, et servir à élucider les questions qui constituent l'essence de la politique européenne, et de notre relation à cette politique. Cette explication amènera un jour le rapprochement polono-français.

M. B.

INTRODUCTION

On entend par « question polonaise » une question qui, d'un côté, touche au passé et au présent de la nation polonaise, et qui de l'autre intéresse les conclusions et indications relatives à ses destinées.

On dit également « cause polonaise », parce qu'un meurtre politique a été perpétré sur l'État polonais, et parce que la nation polonaise s'est trouvée dépouillée de cette indépendance de la personnalité politique qui appartient par nature à toute nation, et dont elle avait elle-même joui dans une longue suite de siècles.

La question polonaise se présente à tous les yeux comme une question homogène et

nettement délimitée. En dépit de l'attentat politique du XVIII^e siècle, elle a constitué, constituée et, jusqu'à sa solution normale, doit constituer l'un des facteurs essentiels de toute la politique européenne.

Si elle apparaît telle objectivement, qu'en faut-il dire d'un point de vue subjectif, qui est celui d'où l'envisage tout Polonais qui pense? Elle est pour lui le foyer où se concentrent toutes ses pensées et tous ses rêves, l'axe de sa volonté, l'objet de ses éternelles inquiétudes, et comme un feu sacré qui brûle sans trêve de son berceau à son lit de mort. Et quand l'un d'eux semble négliger ce feu et témoigner moins d'intérêt à la cause polonaise, aussitôt le Prussien, qui torture jusqu'aux enfants, ou le Russe, le « Frère Slave », qui n'a obéi jusqu'à ce jour qu'aux ordres de Berlin ou à son nationalisme sauvage, viennent, d'un grand coup sur la tête, réveiller l'ancienne vigilance patriotique. Ils ne permettent pas d'oublier que la « cause » existe, que vivre sans elle nous ne le pouvons, ni nous, ni nos bourreaux. Elle est, elle dure, elle durera, jusqu'à notre libération!

Or une question de cette portée, jusqu'ici,

a été comprise très diversement, non seulement par les étrangers, mais par nous-mêmes. A vrai dire, parmi les étrangers, beaucoup, occupés de leurs propres affaires, ne soupçonnent même pas qu'elle se pose. Effacée de la carte d'Europe comme état indépendant, la Pologne n'a plus à leurs yeux une individualité assez distincte pour qu'ils se croient tenus d'en savoir quelque chose. Et aujourd'hui il est si commode de pouvoir ignorer telle ou telle chose!... Simplement, de temps à autre, on entend parler, quelque part là-bas, en Orient, d'on ne sait trop quels Polonais, de leurs persécutions, de leurs revendications, d'une situation qui a quelque vague intérêt pour l'ensemble des États européens. Quant à connaître exactement cette situation, nul n'y songe. Le volcan est recouvert des cendres de tant d'années! Ne serait-il donc pas encore éteint?

On rencontre cependant une élite infime d'esprits plus attentifs qui se rendent compte que, malgré le nombre des années, ce crime historique n'est pas encore couvert par la prescription, que ce procès demeure entier, que la nation polonaise, après tant de bles-

sure, est toujours vivante, qu'elle est ressuscitée, qu'elle exigera jugement et satisfaction, qu'elle constitue une force, que cette force, en menaçant les bourreaux, les tient unis par la solidarité du forfait et des intérêts, et qu'enfin elle vient parfois troubler, comme facteur prépondérant, la régularité des rapports internationaux.

Mais, outre que ces observateurs clairvoyants ou ces consciences scrupuleuses sont extrêmement rares, les masses ont un goût chaque jour plus marqué pour les réalités concrètes, et le monde, qui rend un culte à la force brutale, devient plein de mépris pour les théories et les principes. Dès lors, les quelques voix d'étrangers qui s'élèvent pour la défense de la cause polonaise se perdent fatalement dans le déluge d'impostures et de calomnies imaginées par nos ennemis et dans l'indifférence du public européen. Aux yeux de l'Europe, la « question polonaise » apparaît comme une chose brumeuse, confuse, rebutante, sans formes définies, tout juste digne de quelque allusion rapide, mais dépourvue d'actualité et d'intérêt.

Cette attitude de l'étranger à l'égard de

notre cause s'aggrave de nos propres divergences. Ayant sous les yeux la tombe où git notre passé politique, et continuant, en tant que nation, à être poussés tous les jours dans cette fosse, nous sommes condamnés, malgré nous, à une certaine nervosité dans nos jugements sur la question polonaise, et cette nervosité nous conduit à l'exagération et à l'inconséquence.

Les uns, l'œil fixé avec mélancolie sur les souvenirs des gloires anciennes et des épreuves exceptionnelles qui les ont suivies, divinisent le passé, perdent l'équilibre du jugement, et contemplent la réalité à travers leur mysticisme.

D'autres, par une exaltation d'esprit critique, dépassent les bornes de l'objectivité, et tombent dans le piège de maudire le passé dont les premiers faisaient l'apothéose. Toute l'histoire de la nation devient pour eux une série d'erreurs et de crimes, dont le spectacle leur est une torture. Plus d'un parmi nous a passé par cette maladie d'autoflagellation nationale, et plus d'un livre polonais a ancré dans les esprits de la jeunesse des jugements par trop sommaires sur les siècles antérieurs.

D'autres, trop attentifs aux diffamations dont on veut déshonorer notre cause au milieu de l'hostilité ou de l'indifférence étrangère, se sont résignés à la passivité et à l'esclavage, se sont accommodés de cet état d'avilissement, et renoncent même à rêver pour leur pays une situation normale : il doit continuer à rester le paria de l'Europe.

D'autres enfin, poussant trop loin, effacent leur propre individualité nationale, cherchent le salut ou l'apaisement dans des théories ou des programmes cosmopolites qui dissolvent leur énergie ou qui, sous l'étiquette de polonisme, ne font que précipiter la ruine de leur patrie.

Ainsi, dans l'appréciation du passé, comme dans l'explication de notre chute, comme dans les problèmes du temps présent, comme dans les prévisions de l'avenir, partout les divergences, partout une indétermination confuse, et souvent des opinions où la critique a si peu de part qu'elles vont jusqu'aux préjugés.

Dans ces conditions, l'examen de la question polonaise, de son ensemble ou de ses détails, constitue et doit constituer l'objet

de recherches continuelles de la part des spécialistes d'histoire et de politique comme des individus et des partis. Tout travail en ce sens peut être une contribution utile au problème, en permettant une approximation plus exacte de la vérité, en offrant pour l'avenir des indications plus positives, ou en mettant au jour des aspects nouveaux de la question.

Ajoutons ceci. Se faire une idée déterminée de la question polonaise, pour ce qui touche au passé, au présent et à l'avenir, c'est là, pour tout Polonais qui aime son pays, un besoin aussi impérieux que pour tout homme qui pense celui de se former telle ou telle conception, mais enfin une conception, de ce monde et de la vie en général.

Les convictions tant religieuses que philosophiques traversent communément, au cours de la vie humaine, certaines phases d'évolution. De la foi infantine, l'homme passe à la frivole incrédulité de l'adolescent, de là à une certaine réserve dans les questions d'ordre universel, jusqu'à ce qu'enfin s'affermisse en lui un profond sentiment religieux ou qu'il se

crée quelque philosophie plus ou moins consistante.

Il en va de même, souvent, pour l'âme du Polonais, dans la manière dont il comprend les problèmes de sa nation. Après l'adoration naïve du passé, vient d'ordinaire une période de critique effrénée. En toute circonstance où nos pères n'ont pas suivi la route qui passe aujourd'hui pour bonne, il les accuse de faute impardonnable. Et quant aux fautes véritables, elles prennent à ses yeux les proportions de crimes monstrueux, qui lui font envisager le passé avec horreur et indignation. Puis, avec le temps, apparaît l'insensibilité de l'engourdissement, l'indifférence, et une répugnance instinctive à se rappeler l'histoire de notre chute. Enfin, lentement, lentement, une connaissance plus exacte des faits, les comparaisons, les méditations, suggèrent à son esprit une opinion plus calme sur le sens de cette histoire ; il en a une intelligence et un sentiment plus directs ; la pensée s'apaise, la question prend des formes plus concrètes, aussi éloignées de la fanfaronnade que du désespoir.

En mathématiques, la ligne droite est le

plus court chemin d'un point à un autre. De même, dans l'ordre des choses humaines, la condition primordiale d'une intelligence et d'une estimation des faits est la connaissance précise et sans voiles de ces faits. Quand on est arrivé à une vue aussi objective que possible, et qu'on s'est dépouillé des préjugés, du sentiment et de l'esprit de système, alors seulement une question devient accessible et intelligible.

Aussi bien, en abordant une question aussi grave que la question polonaise, devons-nous avant tout envisager notre histoire d'un œil calme, sans passion, comme celle de toute autre nation étrangère, et nous garder de la plier à je ne sais quelles théories. Nous sommes tenus de suivre une voie plus inductive, en évitant à chaque pas les fourvoiements et les exagérations.

D'autre part, il est d'une bonne méthode de ne pas nous noyer dans le détail, et de séparer les choses de premier ordre des choses de second ou de troisième ordre. La vérité historique y gagne. Disons même qu'elle nous invite à dépasser les menus détails pour en dégager les généralisations.

Faute de quoi le tableau perd la perspective indispensable, les petites choses occupent le premier plan et les grandes manquent de relief. En particulier, quand nous dépassons les recherches strictement scientifiques sur l'histoire de Pologne, pour nous placer à un point de vue plutôt politique et considérer le passé dans ses rapports avec le présent et l'avenir, le souci du détail et la confusion des faits de valeur inégale risquerait de brouiller notre vue, d'égarer ou de compliquer notre diagnostic, et de rendre impossible la découverte du remède qui convient à l'avenir.

Voilà pourquoi dans cet examen de la question, destiné à un large public, nous éliminerons de propos délibéré tout détail superflu; nous n'en présenterons qu'une esquisse des faits, et nous dégagerons les points d'intérêt essentiel et fondamental. Grouper ces points, en tirer par voie logique des conclusions objectives, ce sera fournir les éléments indispensables à l'intelligence de la question polonaise, et contribuer peut-être à sa solution.

Enfin, on ne saurait prétendre à l'objectivité et revendiquer le droit de porter un ver-

dict en cette matière qu'en se libérant de la tendance naturelle et générale, mais irrationnelle, à ne trouver guère dans notre histoire que des coupables et des criminels. L'histoire d'une nation dépend dans une mesure très faible de la conduite des individus. En tout cas, si l'on a le souci de la vérité absolue, il importe, quand on parle de faute et de responsabilité, de les formuler avec netteté, et de ne pas transporter à la légère les reproches et récriminations d'une personne sur une autre, ou d'une époque sur une autre. Il nous suffira de nous rappeler ce principe pour faire justice d'une foule d'accusations sommaires contre le passé, qui faussent notre propre conscience nationale et déforment la vérité de l'histoire.

Ne perdons pas de vue que, dans l'histoire de Pologne, il convient de distinguer trois périodes parfaitement indépendantes, dont chacune a son histoire propre, sa responsabilité propre. On ne saurait les confondre dans un même jugement qu'à propos de cas isolés et soigneusement délimités.

Ces périodes sont : 1° la Pologne monarchique, jusqu'à la fin du XIV^e siècle; — 2° la

Pologne nobiliaire, jusqu'à 1794; — 3^e la Pologne nationale, depuis l'insurrection de Kosciuszko.

Dans la première période, les principaux acteurs responsables de l'histoire sont les souverains. Dans la seconde, la responsabilité revient à la noblesse. Dans la troisième enfin, et dans la troisième seulement, la nation entière entre en scène et assume la responsabilité de son histoire.

C'est la monarchie, dans la première période, qui a commis la faute d'ouvrir la Pologne aux Juifs, d'appeler les Chevaliers Teutoniques, de renoncer à la Silésie et d'occuper en échange la Ruthénie Rouge. Pareillement les résultats du gouvernement anarchique et la perte de notre indépendance politique ne sont imputables qu'à une classe de la nation, la noblesse dégénérée. Dans la troisième période, quand toute la nation entre dans l'arène (y compris la noblesse modernisée), elle passe par les convulsions douloureuses des insurrections, et dans l'étau des États conquérants acharnés à la dénationaliser, elle s'endurcit pour ses travaux futurs et les reprises victorieuses de l'avenir.

Ainsi chaque homme, chaque génération, chaque époque historique ont leur responsabilité propre. Les enfants ne peuvent répondre pour les fautes de leurs parents, non plus qu'une génération pour les erreurs des précédentes. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de parler des suites et résultats des choses jadis accomplies, et d'en assigner les auteurs au tribunal de l'histoire. Au cours de cette enquête équitable, quand nous verrons surgir, à côté des erreurs, des choses bonnes et des actions louables, nous devons les apprécier, les mettre en évidence, et les employer à la construction du nouvel édifice. Et de fait, dans ce passé, la critique historique découvre de plus en plus de ces choses bonnes et excellentes. Les fautes se réduisent à quelques moments, dont l'importance historique n'est pas douteuse, mais dont on ne saurait conclure le manque de vitalité de la masse nobiliaire.

C'est pourquoi, sans imputer à l'ensemble de la nation les fautes antérieures à 1794, il n'est pas nécessaire non plus de renier notre passé, puisque notre effort national y trouve souvent un point d'appui, sans compter cette

tradition vénérable qui constitue dans la vie un principe d'énergie si précieux, un de ces impondérables spirituels dont on mesure trop rarement l'importance.

Les recherches sur la question polonaise, avons-nous dit, touchent au passé, au présent et à l'avenir. Pour le passé, ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas l'histoire de la Pologne proprement dite, ce sont les circonstances et les causes de sa chute. Une description détaillée de la situation actuelle n'est pas nécessaire, étant généralement connue et présentée par beaucoup d'ouvrages spéciaux. Nous pouvons donc joindre, à nos considérations sur le présent, des indications relatives à notre politique visant l'avenir.

L'EUROPE ET LA POLOGNE

CHAPITRE PREMIER

CAUSES DE LA DÉCADENCE DE LA POLOGNE

- I. Partages de la Pologne. Les causes de la décadence de la République furent de nature extérieure. La faiblesse intérieure comme facteur auxiliaire et secondaire.
- II. Particularités de l'évolution de la nation polonaise. Les idées de liberté et d'égalité. Leur antagonisme. Disparition du pouvoir de l'Etat. Importance de la famille. Faiblesse de la nation au xviii^e siècle.
- III. Evolution de la Russie. En quoi elle diffère de celle de la Pologne. Evolution et politique de la Prusse. Le condottierisme. Histoire de l'Autriche. En quoi elle diffère de celle de la Prusse.
- IV. Etat de l'Europe au xviii^e siècle. Fin de l'ancien système d'équilibre. Politique de conquête. Essais de justification des partages de la Pologne. Ces partages déterminent la suprématie de la Prusse et par suite indirectement des changements dans toute l'Europe. Changements en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Angleterre, en France et en Russie.

I

Partages de la Pologne. Les causes de la décadence de la République furent de nature extérieure. La faiblesse intérieure comme facteur auxiliaire et secondaire.

On sait que souvent les auteurs d'un crime se couvrent d'un prétexte de légitime défense ou

prétendent que leur victime s'est donné la mort elle-même.

Il en est de même pour les crimes internationaux. On justifie les violences de raisons diverses, et la victime est toujours le premier coupable.

D'après cet usage, lorsqu'à la fin du dix-huitième siècle fut perpétré, par un forfait exceptionnellement odieux et cruel, le triple partage de la Pologne, à la suite duquel cet État fut effacé de la carte d'Europe, les puissances copartageantes travaillèrent à démontrer leur innocence, et par toute une campagne de mensonges et d'inventions calomnieuses entreprirent de souiller et de déshonorer notre passé.

Il en fut et en sera toujours ainsi dans ces sortes d'attentats publics. Mais dans le cas de la Pologne, l'attentat prenait des proportions extraordinaires.

Eh quoi! Voici un État qui a huit siècles d'histoire, qui est un des plus grands de l'Europe, qui sert de rempart à la civilisation du côté de l'Orient, qu'illustra naguère Sobieski par sa victoire sous les murs de Vienne, et cet État, à la faveur d'un affaiblissement passager, devient l'objet des intrigues de ses voisins; ils se concertent pour ne permettre aucune réforme dans cet État et y perpétuer artificiellement l'anarchie; en même temps, prenant prétexte de cette même anarchie, ils commencent comme des vautours à déchirer le corps de leur malheureuse victime,

et quand elle entreprend de se débattre, ils la mettent en pièces et anéantissent jusqu'à son nom!

Le tout s'accomplit avec une telle promptitude, avec une perfidie de préméditation tellement décidée, qu'aujourd'hui même, après tant d'années, on demeure stupéfait en présence de ce mauvais coup international.

L'histoire offre et offrira encore le spectacle d'un État qui arrache une province à un autre État ou même le subjugue entièrement, de nations qui fondent des États alors que d'autres succombent et sont annexées à d'autres États. Mais en pleine Europe, en pleine civilisation, que quelques voisins se soient entendus non seulement pour détruire l'existence politique d'une nation, mais encore la déchirer littéralement en lambeaux, afin de la détruire et de la dénationaliser, — cela non, on ne le vit jamais dans l'histoire de l'Europe éclairée, et à coup sûr on ne l'y verra pas deux fois.

La monstruosité du fait, en général, n'est pas appréciée à sa valeur. Les hommes s'habituent à tout. Il suffit d'un certain temps pour qu'ils arrivent à regarder d'un œil indifférent les choses les plus extraordinaires, et pour peu qu'elles durent, elles leur deviennent familières et naturelles.

Nous-mêmes, les victimes, nous avons déjà cessé de nous étonner. Bien mieux, à force de subir la fascination de nos ennemis et les remon-

trances de l'univers, nous en sommes venus à nous demander, en toute humilité d'esprit, si cette situation historique de parias de l'Europe, inconnue à toute autre nation, n'était pas, quoique incommode et désagréable, une situation normale pour nous, et conforme à nos destinées véritables.

Après un déluge de calamités et de désastres de toute sorte, il est naturel à l'homme de se battre la poitrine et de faire des actes de contrition et de pénitence. Nous avons donc commencé par nous attribuer une mission surnaturelle de martyr, et par croire que nous étions le Christ des Nations, prédestiné à la souffrance pour le salut des autres. Puis, nous nous sommes mis à reconnaître en nous les plus exécrables fautes et les pires erreurs, à nous plonger dans le souvenir de mille péchés réels ou imaginaires, et nous nous sommes abandonnés aux spasmes de la douleur intérieure jusqu'à la folie et jusqu'au suicide. En même temps, nous avons perdu la vigueur morale qui permet non seulement de se flageller, mais de tout juger, les autres et soi-même, avec modération, et d'apprécier avec lucidité sa propre situation.

Nous sommes devenus semblables à l'homme qui, par une imprudence blâmable, s'est laissé surprendre et dépouiller de tout son avoir. Il lui a fallu du temps pour revenir à lui, se ressaisir, reconnaître son imprudence. Mais il vit, il est

sain de corps et d'esprit, et au lieu du désespoir il a devant lui le travail, et par le travail la possibilité de recouvrer le bien perdu.

Quoi qu'il en soit, le crime reste un crime. Nous avons été faibles et inconsiderés. Nous avons un régime politique impraticable. Nous n'avons pas su lier organiquement les différentes parties de l'État que nous avons construit. Tout cela est peut-être vrai. Mais il n'est pas moins vrai que la violence dont nous fûmes les victimes n'avait pas pour but de corriger ces imperfections. Au moment où nous nous disposions à appliquer les premières réformes, nos voisins se sont hâtés d'opérer le démembrement. La Pologne a été déchirée parce qu'elle songeait à corriger ses fautes.

On a voulu tuer la nation. C'était peu. On a écartelé son corps, on l'a jeté dans la tombe, on a roulé une pierre dessus, et l'on a placé des gardes de peur qu'elle ne vînt à ressusciter. Et quand elle a remué et soulevé cette pierre, les meurtriers se sont réunis et ont juré entre eux un pacte de fidélité. Leurs anciennes mésintelligences ont fait place à une harmonie fraternelle et à l'accord le plus touchant.

Mais peut-on tuer une nation? Peut-on, dans le cas particulier, dénationaliser vingt millions de Polonais? Par un système de persécution comparable à celle des premiers chrétiens, peut-on leur arracher leur langue, leur foi, leur amour

de la patrie? Il faudrait, pour le croire, être un monstre et un sot.

Le roi des rois, Xerxès, fit fouetter la mer qui lui avait désobéi. Les césars voulurent anéantir jusqu'au nom du christianisme. L'Inquisition du moyen âge tenta de barrer la route à la pensée humaine en faisant périr des milliers d'hommes. Ainsi, depuis cent ans, deux nations civilisées se déshonorent par leur acharnement contre l'infortunée nation polonaise.

Mais à supposer que ces crimes prennent fin, peut-on admettre que l'œuvre du partage se consolidera entre trois puissances dont la politique, les intérêts et les tendances ne sauraient toujours concorder, qui dès aujourd'hui se comportent très différemment à l'égard des Polonais, et qui demain peut-être, dans leurs conflits, obligeraient ceux-ci à des luttes fratricides contre leurs compatriotes? Est-il possible d'exiger que les Polonais Prussiens soient toujours du côté de l'Allemagne, et ceux de Russie toujours du côté de la Russie? Est-il possible que les Polonais Russes souhaitent la ruine de l'Autriche, malgré les libertés dont jouissent les Polonais de Galicie? Ces paradoxes démontrent que le fait qui les a rendus possibles, à savoir le démembrement de la nation polonaise entre trois puissances distinctes, est une source de conflits insolubles.

L'Europe, en quelque sorte, s'en est rendu compte. Peu après les partages, nous voyons

renaître la Pologne sous le nom de Duché de Varsovie. Plus tard, après la tourmente napoléonienne, d'une partie de la Pologne est constitué le Royaume de Pologne. Mais comme toutes les demi-mesures, ces dispositions étaient vouées à l'échec. Suivent des insurrections, des répressions, une politique dénationalisatrice en Russie et en Prusse, des allègements en Galicie. La question polonaise n'est pas plus tranchée qu'auparavant.

La Pologne reste vivante, malgré toutes ses blessures et toutes ses tortures. Elle nage dans le sang de ses enfants, et la plaie vive ne se fermera qu'au jour où la question polonaise aura reçu sa solution.

Et cette solution ne peut être que la réunion des Polonais en un même État, distinct ou rattaché à un autre, mais tel du moins qu'il donne satisfaction entière aux droits nationaux et naturels qui appartiennent aux Polonais.

Dès lors, c'est une fable ou un parti pris révoltant de soutenir que la Pologne est morte de sa mort naturelle, et que cet organisme s'est décomposé de lui-même. Au contraire, la chute de la Pologne s'explique par des causes surtout extérieures. Elle a été assaillie et partagée traîtreusement. Et s'il est vrai qu'elle fût à ce moment dans le désordre et la faiblesse, cette situation n'a été qu'une circonstance favorable au pillage et à la violence, elle n'a pas été une cause effec-

tive de ruine. D'autres États ont traversé des périodes analogues de désordre et de faiblesse, mais les conséquences pour eux n'ont jamais été semblables, parce que jamais ne se rencontra pareil concours de ces causes extérieures dont il nous faut parler maintenant.

II

Particularités de l'évolution de la nation polonaise. Les idées de liberté et d'égalité. Leur antagonisme. Disparition du pouvoir de l'État. Importance de la famille. Faiblesse de la nation au XVIII^e siècle.

Il faut avoir bien présent à l'esprit ce qu'était la Pologne, et ce qu'étaient les États avoisinants qui l'ont partagée.

La Pologne était un État qui avait atteint au faite de sa puissance dès le XVI^e siècle. Il était alors rattaché librement par voie d'union à la Lithuanie et à la Ruthénie. De monarchie héréditaire, il se transformait peu à peu en une république ayant un roi électif à sa tête. C'était donc un État entièrement différent de ses voisins, différent aussi du type des autres États européens, rappelant à certains égards l'Angleterre et, par ailleurs, la Rome républicaine. Il faut cependant se rappeler qu'en Pologne, tout comme dans les autres États d'Europe, la classe inférieure des paysans n'avait aucune participation au gouver-

nement. En cela toutes les critiques de nos ennemis, qui tendent à représenter l'oppression des paysans comme particulière à la Pologne, ne sont qu'ignorance ou imposture. Rien ne distingue essentiellement la Pologne, à ce point de vue, du reste de l'Europe.

En laissant de côté les paysans qui, ici comme partout ailleurs au XVIII^e siècle, ne jouissaient pas des droits civiques et politiques, nous remarquerons que la Pologne a précédé toutes les autres nations européennes, à l'exception de l'Angleterre, dans la conquête des organisations politiques inspirées des idées de liberté et d'égalité devant la loi, idées qui, approfondies mais souvent portées à l'abus, sont devenues les puissantes devises de la Révolution française.

En fait de liberté individuelle et d'égalité devant la loi, comparons la Pologne du XVI^e siècle et les autres États de l'Europe. Un observateur sans prévention sera émerveillé de ce régime où l'ordre légal était fondé sur la liberté et l'égalité des citoyens, et du souffle de progrès qui vivifiait toute la nation. À côté, dans les autres États, il verra régner un absolutisme plus ou moins grand, et les individus courbés dans une servitude complète, emprisonnés dans un vaste réseau de privilèges et de restrictions. Le régime anglais lui-même, si nous rappelons seulement le gouvernement sanglant d'Henri VIII et de ses successeurs, ne saurait se mettre en parallèle,

au moins au xvi^e siècle, avec le régime polonais de légalité et de liberté. Il est vrai que la Grande Charte de 1215 a doté l'Angleterre de certaines garanties de liberté individuelle, mais en fait cette liberté n'a été assurée aux Anglais que par l'*Habeas Corpus* de 1679. Or en Pologne la loi *Neminem captivabimus nisi jure victum*, publiée en 1433, garantissait aux citoyens cette liberté individuelle d'une manière effective. A partir du xvi^e siècle elle était si bien entrée dans les mœurs qu'on avait peine à en concevoir la violation et qu'elle était universellement respectée.

Si maintenant nous ajoutons à ces garanties la légalité fondée sur l'idée d'une égalité complète des citoyens devant la loi, et si nous nous rappelons l'épanouissement de la littérature polonaise et de la culture générale au xvi^e siècle, nous devons reconnaître que, loin de rester en arrière des autres nations dans les conquêtes de la civilisation, la Pologne, à certains égards, les devançait notablement.

Cette brillante civilisation du xvi^e siècle avait cependant ses défauts, qui peut-être, dans la suite, ont contribué pour leur part à l'affaiblissement de l'État polonais. Parmi ces défauts, nous devons signaler, avant tout, précisément, le développement trop hâtif de cette civilisation, déterminé par la facilité même avec laquelle la société polonaise triompha dans ses opérations politiques et territoriales. Rien ne trempe comme la lutte, lutte

pour l'existence, ou pour le droit, ou pour la civilisation. Tout ce qui n'est pas acheté par l'effort reste faible, débile, impropre à durer et à se développer.

Considérons les triomphes polonais des xiv^e et xv^e siècles. Partout nous constatons qu'ils furent favorisés par une chance exceptionnelle. Quand elle annexa, en 1386, les pays lithuaniens et ruthènes, quand elle arracha à ses rois toute une suite de libertés, quand elle connut une prospérité matérielle remarquable, grâce à la réunion, en 1466, de la Prusse royale¹ et au développement du commerce des blés par Dantzig, la Pologne n'eut aucune difficulté à vaincre, et sa fortune rappelle la grandeur que l'Espagne, du xvi^e siècle dut à ses merveilleuses conquêtes dans le Nouveau-Monde.

Cela étant, l'organisme de l'État et la civilisation polonaise en général devaient nécessairement se marquer de certains caractères propres aux œuvres prématurées, qui ne procèdent pas de la lente expérience des siècles, et qui sont mal affermiées pour les luttes de l'avenir. Mais d'autre part, plus que dans les autres nations, ils dépendirent de certaines individualités prépondérantes et de l'action sur les masses de certaines devises et théories populaires.

1. Ainsi s'appelait la partie de la Prusse qui appartient à la Pologne jusqu'en 1772. On appelait Prusse ducale la partie qui, après 1466, appartient à l'ordre Teutonique, et passa plus tard au Brandebourg, tout en demeurant vassale de la Pologne.

Et de fait l'accroissement de force extraordinaire et soudain qui suivit l'Union lithuanienne, eut pour conséquence de rendre moins redoutables les voisins de la Pologne, au xv^e et au xvi^e siècles. Dès lors, on sentit moins la nécessité d'un vigoureux pouvoir royal, et même central. Enfin le système d'union librement consentie entre pays différents conduisit lui-même à une certaine décentralisation.

L'activité nationale se porta donc non plus principalement du côté de la lutte avec l'ennemi voisin, mais du côté de l'évolution intérieure et de la conquête des libertés civiques. Accueillant une dynastie étrangère qui, en Lithuanie, était habituée à l'autocratie, la Pologne devait tendre naturellement à resserrer le pouvoir royal dans des bornes constitutionnelles. Ce qui favorisa ces tendances, ce fut le caractère des villes du royaume, médiocres d'importance, habitées surtout par des Allemands et des Juifs, et ne représentant pas les éléments nationaux. Ainsi le pouvoir royal ne pouvait y trouver le point d'appui qu'il trouva dans les autres pays, où les villes étaient les alliés naturels des souverains dans leurs luttes contre la noblesse. Enfin, ne rencontrant pas d'obstacle sur sa route de la part du pouvoir royal, ayant eu rapidement raison des prétentions des magnats, encouragée d'ailleurs par l'influence de l'humanisme, la noblesse se transforme peu à peu en une société démocratique et même démagogique, avec

tous les avantages et tous les inconvénients propres à ce genre de société.

On constate donc, dans l'évolution de la caste nobiliaire, une tendance à l'égalité et une hostilité marquée à l'égard de tout ce qui s'élève en quelque manière au-dessus du niveau commun. Le roi devient *primus inter pares*, le palatin est l'égal du dernier hobereau, et la voix d'un seul citoyen pèse du même poids que celle de la majorité.

Logiquement, le principe d'égalité demeure incompatible avec le principe de liberté. Ils se heurtent et se contrarient. Si l'un des deux triomphe pour un temps, il sera vaincu à son tour. Ce conflit des deux principes, c'est le mystère même du progrès et le drame de tous les efforts humains. A vouloir unir l'eau et le feu, on s'expose inévitablement à toutes les catastrophes.

La démocratie aspire toujours à l'égalité, mais elle revendique en même temps la liberté. Concilier raisonnablement, par voie de compromis, ces deux exigences contradictoires, tel est, pour une société, le secret de l'équilibre et de la santé. Cette vérité que les deux principes, loin d'être en connexion, sont en antagonisme, les foules ne la perçoivent pas immédiatement. Elles sont condamnées à la conquérir par l'expérience. Seule la vie, la pratique des choses, le libre conflit des forces opposées, les tâtonnements et les enseignements qui en sortent permettent de régler et d'équilibrer



les rapports des idées de liberté et des tendances égalitaires.

Là fut malheureusement la différence entre les libertés polonaises et les libertés anglaises. Les premières ont été faussées par l'égalitarisme et les poussées instinctives de la foule. Les secondes sont issues d'un libre jeu de forces, d'une patiente expérience, et ont été tempérées d'une dose appréciable de principes aristocratiques.

La Pologne, dont on incrimine tant, aujourd'hui, les prétentions aristocratiques, représenta en réalité le type achevé de la société anti-aristocratique et démagogique. A vrai dire, chacun pour son compte se juchait sur son échelle, mais chacun demandait aux autres un démocratisme strict.

De la sorte, une fois engagée dans les voies de la démagogie, nobiliaire il est vrai, mais enfin de la démagogie, la Pologne, privée du contrepoids des luttes extérieures et de l'activité intérieure, devait fatalement s'égarer dans les impasses et perdre ses forces organiques.

Nous voyons la liberté effective du xvi^e siècle se transformer peu à peu en licence, et dès le xvii^e siècle dégénérer en pure et simple anarchie. Après avoir limité le pouvoir royal, on entreprit de restreindre toute autorité. On adopta pour modèle les institutions de la Rome républicaine, et l'on remit en honneur des théories et des principes sans rapport avec les besoins des temps nouveaux. Un personnage d'ailleurs éminent,

Jean Zamoyski, s'érigea en tribun du peuple nobiliaire et lui inculqua la conviction de la souveraineté populaire. La monarchie polonaise devait se transformer en république selon le type de la république romaine. Les institutions et les charges devaient procéder d'un libre vote ou être dépourvues de pouvoir propre. Le fondement de l'État devait être la vertu de ses citoyens.

Ajoutons les tendances décentralisatrices, dues aux théories excessives sur la liberté et à la tradition en vertu de laquelle l'État était un composé de parties distinctes et librement associées. Chaque province, chaque palatinat, chaque terre, chaque district, jouissaient non seulement de l'autonomie locale, mais des droits constitutifs de la souveraineté. La Diète, issue de l'élection, était destinée en principe à compléter les autres pouvoirs, y compris celui du roi, et même à s'y substituer. Elle devint peu à peu un congrès de représentants de terres et des différents intérêts locaux. Les décisions s'y prenaient, comme dans tout congrès, à l'unanimité. Et ainsi l'unité de l'État fut dissoute au bénéfice du particularisme de clocher. Le pouvoir tomba aux diétines¹.

En même temps qu'on annihilait le pouvoir législatif, on affaiblissait, par crainte des abus, le

1. Les diétines (*sejmiki*, petites diètes) étaient les assemblées provinciales des palatinats ou des parties de palatinats (terres), chargées de régler les affaires d'administration locale et d'élire les nonces à la Diète (*Sejm*) ou assemblée générale.

pouvoir exécutif. Toutes les fonctions qui dépendaient du pouvoir royal furent rendues viagères, et le roi perdit ainsi toute influence sur les grands dignitaires. En outre, on limita considérablement les attributions de ces dignitaires. Par degrés, les différents offices, et la fonction même de roi, viagère comme les autres, furent dépouillés de la réalité du pouvoir, et prirent un caractère purement honorifique.

On n'épargna pas non plus les prérogatives judiciaires de la couronne. Les charges de justice devinrent entièrement indépendantes et électives. On institua, comme instance suprême, ce qu'on appelait le *Tribunal*, formé, ainsi que la Diète, de députés élus par tout le royaume. Et quand apparut l'usage de suspendre les diètes, on vit souvent aussi une suspension des tribunaux.

Ainsi toute l'organisation de l'État était uniquement calculée en vue de garantir à l'individu le maintien des libertés conquises, et selon le principe de l'égalité absolue devant la loi. Toute autre considération, défense extérieure, ordre social, législation, exacte distribution de la justice, tout était subordonné à cette préoccupation et passa peu à peu au second plan. Faire abstraction de tels intérêts, négliger les besoins les plus urgents de l'État, c'était faire violence à la vie même. Et la vie devait trouver quelque remède, un succédané quelconque du gouvernement par la majorité et du pouvoir exécutif. Elle créa les con-

fédérations. C'étaient des ligues organisées à l'occasion de telle ou telle difficulté pressante. Les confédérations générales s'approprièrent la totalité des droits de l'État, sans les restrictions ordinaires. Ainsi elles investissaient leurs mandataires de pouvoirs exécutifs étendus, et formaient des diètes où le droit de *veto* était aboli, c'est-à-dire où l'on votait à la majorité ordinaire. Leur durée n'était pas réduite à deux ou six semaines, comme celle des autres, mais indéfinie, et variable suivant les nécessités.

Dans ces conditions, les confédérations pouvaient réellement combler plus d'une lacune et corriger plus d'un défaut du régime existant. Quelques-unes même firent grand bien, comme celle de Tyszowce, à qui revient l'honneur d'avoir chassé les Suédois de Pologne, au temps de Jean-Casimir, en 1655. Par malheur, c'était là une arme à deux tranchants, un remède souvent pire que le mal. La plupart des Confédérations attirèrent sur la Pologne les pires fléaux. D'autre part, l'existence même de ces ligues, étant la négation du pouvoir de l'État, contribuait à précipiter sa ruine, et en prétendant porter remède aux imperfections du régime, elles ne faisaient que les perpétuer et rendre comme superflue toute réforme fondamentale.

On peut dire, sous certaines réserves, que toute nation a le gouvernement qu'elle mérite. Mais il est juste aussi de reconnaître que les destinées



d'une nation dépendent, dans une forte mesure, des conditions légales dans lesquelles elle a été appelée à agir et à se développer. Si, pour une raison quelconque, l'organisation de l'État est défectueuse, l'âme de la nation et son caractère, par le fait même, subiront certaines déviations.

Depuis la fin du xvi^e siècle, l'organisation politique de la Pologne eut pour effet d'émanciper l'individu, de le libérer de plus en plus de l'État, en sorte qu'il ne relevât que de sa volonté propre et n'eût à compter qu'avec sa force morale. Au lieu d'exciter et d'entretenir l'activité individuelle au profit de l'État, cette organisation l'entrava de plus en plus. Si la Pologne, au xvi^e siècle encore, peut se glorifier des hauts faits et des exploits patriotiques de ses citoyens, ce n'est pas grâce à l'État, c'est malgré lui, et nous devons les admirer d'autant plus que l'honneur en revient aux seules vertus privées et aux belles traditions de famille. Mais ces vertus tombent de plus en plus, car les conditions de la vie publique, au lieu de les soutenir, ne sont propres qu'à les dégrader. Une société organisée exclusivement pour des saints et des hommes de vertu serait irréalisable et ne vivrait pas. Un État bien constitué est celui qui, tout en entretenant le goût des vertus civiques, peut à l'occasion se soutenir sans leur appui et fonctionner par ses moyens propres. Si la Pologne, au dernier degré de sa décadence, nous montre, surtout dans les milieux de caractère patriarcal,

toute une réserve d'énergie et de vertus domestiques, il faut en attribuer le mérite non pas à la vie publique dégénérée, mais uniquement à la famille, à ce groupe social élémentaire grâce auquel la Pologne tenait encore debout dans les dernières années de sa ruine, et qui a joué le plus grand rôle dans le relèvement moral de la nation.

Toutes ces vérités, cette action désastreuse du régime politique, cette décadence de la force nationale, ne pouvaient échapper aux esprits les plus éclairés de Pologne. Malheureusement le prestige fatal du principe égalitaire rendait ces voix de plus en plus timides et il fallait les grands malheurs nationaux pour que cette foule nobiliaire comprît enfin la nécessité de réformes fondamentales.

Ainsi, après avoir conquis sans effort, dès le xvi^e siècle, ce que, *mutatis mutandis*, l'Angleterre conquit au xvii^e siècle, la France au xviii^e, et le reste de l'Europe au xix^e, après avoir traversé une longue période de splendeur et de prospérité, la Pologne, victime d'une constitution mal équilibrée, était tombée au xviii^e siècle dans un état de faiblesse et d'anarchie qui exigeait des modifications radicales. Qu'elle fût capable de les réaliser, de rajeunir son organisme, et de reprendre sa place à côté des autres États de l'Europe, la preuve en est dans la vitalité dont elle témoigne après avoir été privée de son indépendance politique, déchirée en trois parties et dépouillée de tous les droits du citoyen et de l'homme.

Pourquoi la nation polonaise n'a-t-elle pas accompli ces réformes? Pourquoi est-elle tombée au moment où elle allait les réaliser?

Parce qu'une fois, une seule fois dans l'histoire d'Europe, il s'est trouvé que trois grandes puissances profitèrent au même moment de la faiblesse d'un voisin et se concertèrent pour l'assaillir et le démembrer.

Ce qu'était cette nation polonaise et comment, du faite de sa gloire, le xviii^e siècle l'a vue rouler à l'abîme, nous venons de le dire en quelques mots. Voyons maintenant ce qu'étaient ses agresseurs.

III

Évolution de la Russie. En quoi elle diffère de celle de la Pologne. Évolution et politique de la Prusse. Le condottierisme. Histoire de l'Autriche. En quoi elle diffère de celle de la Prusse.

L'évolution de la Russie est l'antithèse de celle de la Pologne.

La Pologne reçut de l'Occident la civilisation latine, et l'apporta en Orient à la Lithuanie et à la Ruthénie. La Russie, elle, reçut sa civilisation de l'Orient, de Byzance, avec un amalgame d'influences mongoles et tatares. C'est seulement vers la fin du xvii^e siècle, depuis Pierre le Grand, que nous voyons s'introduire artificiellement la

civilisation occidentale, influence toute extérieure et politique, qui détermina un certain changement, mais partiel, dans le caractère de la civilisation russe.

La Pologne, dès la fin du xiv^e siècle, avait atteint une énorme extension territoriale, sans effort; et son union avec la Lithuanie et la Ruthénie fut réalisée sans violence. La Moscovie ne s'agrandit qu'à la longue, avec des difficultés considérables, par la politique belliqueuse et tenace des grands princes de Moscou, « rassembleurs des terres russes. » Elle dut attendre jusqu'au xviii^e siècle pour connaître l'ère des conquêtes faciles et s'accroître notablement du côté de l'Est, de l'Ouest, et du Sud.

Ainsi, tandis que la Pologne parvenait à l'apogée de sa puissance dès les xv^e et xvi^e siècles, la Russie, dans le même temps, était retenue dans son développement par les incursions tatares et par les effets mêmes de sa longue servitude. Elle n'entre au rang des grands états européens qu'à l'époque où la force de la Pologne s'épuise, au xviii^e siècle.

La Pologne était et est restée un état exclusivement arien-slave, car, si l'on met de côté les Juifs et les Allemands (ces derniers absorbés par la population locale), les Polonais et les Ruthènes constituent des nations slaves, et les Lithuaniens sont le rameau le plus proche des Slaves. La Russie, outre l'élément russe, a assimilé des élé-

ments très notables de Mongols, de Finnois et de Tatares. Ces différences ethnographiques expliquent comment la population polonaise présentait tous les caractères, défauts et qualités, des peuples slaves, tandis que la nation russe, sous l'influence des éléments absorbés, prenait tous les traits des peuples de provenance mêlée.

La Pologne portait à l'Orient la culture européenne, les principes de liberté personnelle et les notions de droits civiques. La Russie offrait le type d'un état ultra-autocratique, où l'on ignorait jusqu'au nom de liberté personnelle et de droits civiques.

Toute autocratie a pour principe la notion d'une égalité absolue des hommes dans l'esclavage. Tous sont uniformément privés de droits. De cela la nation russe a gardé l'empreinte ineffaçable, dans son organisation comme dans sa culture, alors que, tout à l'inverse, l'individualisme effréné du caractère polonais s'explique en grande partie par le système ultra-libéral de gouvernement.

La Pologne, au nom du principe de liberté, affaiblit l'État jusqu'aux dernières limites. La Russie, au nom de la notion d'État, renonça à la liberté et renforça monstrueusement les prérogatives du pouvoir. Quand le pouvoir de l'État en Pologne eut été affaibli outre mesure, chaque citoyen put dire : la Pologne, c'est moi ! En Russie, le seul citoyen était le tsar.

Toutes ces différences, si essentielles, si grosses de conséquences, prirent une importance plus grande encore par la présence sur le trône de Russie d'un génie politique comme celui de Pierre le Grand. Si la Pologne, au xvii^e siècle, avait eu son Pierre le Grand, ses destinées auraient pris une autre voie.

Le résultat de toutes ces circonstances fut qu'au moment de la décadence complète de l'État polonais au xviii^e siècle, la Russie cessa d'être un empire asiatique, barbare, étranger au reste de l'Europe, pour se transformer en un État européen, doté d'une civilisation occidentale extérieure, qui exerça sur tout l'Orient de l'Europe une influence prépondérante et fut en mesure d'entreprendre des luttes et des conquêtes.

Aujourd'hui, au commencement du xx^e siècle, quand nous voyons la Russie livrée à son tour à l'anarchie et en décadence économique, le contraste entre la Pologne déchue et la Russie puissante tend à s'atténuer, mais les causes de cette situation ne sont pas toutes ce qu'elles furent pour la Pologne. Celle-ci, par son extension territoriale trop rapide, au xiv^e et au xv^e siècles, avait affaibli son centre ethnographique, détruit son équilibre social et faussé son caractère propre. De même façon, c'est à ses conquêtes trop faciles sur la Pologne, la Turquie, la Suède et l'Asie, que la Russie doit son affaiblissement organique et son insensée bureaucratie conqué-

rante. Elle ne peut ni digérer ses conquêtes, ni trouver un moyen raisonnable de se les rattacher. Mais là s'arrête l'analogie. L'épuisement de la Pologne au XVIII^e siècle eut avant tout pour cause l'affaiblissement de l'État au profit de l'individu. Tout au rebours, la déchéance actuelle de la Russie s'explique principalement par la suprématie de l'État aboutissant à la paralysie complète de l'individu.

Dans les sociétés et les civilisations, les erreurs ne révèlent pas toujours immédiatement leurs conséquences, et souvent le défaut même d'équilibre est, pour un temps, une condition de force. Ce fut le cas de la Russie avec son absolue soumission de l'individu au Moloch-État, et ses appétits aveugles de conquêtes territoriales.

Au moment où la Pologne périssait, ces tendances dominaient sans partage, et la Russie, en pleine possession de ses forces, n'aspirait qu'aux agrandissements.

La pensée de Pierre le Grand fut d'imposer graduellement à toute la Pologne la domination de la Russie. Cette politique lui survécut, jusqu'à Catherine II. Pour la réaliser, la Russie s'appliqua par tous les moyens à entretenir l'anarchie en Pologne et à empêcher le relèvement politique du pays. Elle autorisa exclusivement les réformes qui, tout en corrigeant un peu la constitution, asservissaient encore davantage la Pologne à sa voisine.

Cependant le développement de cette politique était surveillé attentivement par le descendant des anciens vassaux polonais, le roi de Prusse.

Il s'agit maintenant de voir ce qu'était, au XVIII^e siècle, le second État agresseur, la Prusse.

Au x^e siècle, l'empereur Henri I^{er} forme la Marche du Nord, de possessions conquises sur la Slavie. Elle prend dans la suite le nom de sa ville principale, Brandebourg, en slave *Branny-Bor*. Ce petit fief impérial est élevé en 1356 par la Bulle d'or de Charles IV à la dignité de septième électorat. En 1415, comme rémunération de sommes avancées à l'empereur Sigismond, cet électorat est donné en fief au burgrave de Nuremberg, Frédéric de Hohenzollern.

Deux siècles plus tard, en 1618, les électeurs de Brandebourg deviennent également ducs de la Prusse dite ducale, pour cette raison qu'en 1512 l'un des Hohenzollern, Albert, avait été nommé grand maître de l'Ordre teutonique, et qu'en 1525, au temps de la Réforme, avec le consentement de la Pologne suzeraine de la Prusse, le même prince s'était déclaré sécularisé et vassal de la couronne polonaise. Cette dernière, après l'extinction de la ligne albertine, avait strictement le droit de retirer la Prusse aux Hohenzollern de Brandebourg. En 1618, et même avant, elle pouvait incorporer la Prusse à la Pologne. En ne le faisant pas, elle réchauffa dans son sein un ser-

pent dont la morsure, cent cinquante ans plus tard, devait la tuer.

Après la guerre de Trente Ans et la paix de Westphalie en 1648, Frédéric-Guillaume, le Grand-Électeur, obtient la Poméranie orientale et les évêchés sécularisés de Magdebourg, Halberstad, Minden et Kamin, sans compter qu'avec les autres princes allemands il s'émancipe complètement, en fait, de la tutelle impériale.

En 1656, au temps de Jean-Casimir, profitant de l'invasion suédoise, ce même Grand-Électeur s'unit au roi de Suède Charles-Gustave, puis le trahit, et par le traité de Wehlau, confirmé en 1660 par celui d'Oliva, s'affranchit de la suzeraineté polonaise.

Le fils du Grand-Électeur, Frédéric, obtient de l'Empereur, en 1701, le titre de roi, et se fait solennellement couronner à Königsberg comme roi de Prusse sous le nom de Frédéric I^{er}.

Son fils et successeur, Frédéric-Guillaume I^{er}, porte son armée à 40.000 hommes. Après lui, le trône est occupé par Frédéric II, dit le Grand, homme curieux à tous égards, dépourvu de moralité et de principes, avec des prétentions philosophiques et un cynisme sans bornes, administrateur parfait et stratéliste de génie. Il a été et restera, avec Bismarck, l'idole de la Prusse et de cette partie de l'Allemagne où la force prévaut sur le droit et où la politique est conçue comme un égoïsme national et gouvernemental auquel

tous les moyens sont bons, même les plus odieux, pourvu qu'ils conduisent au but.

Le Brandebourg ou la Prusse a été et demeure avant tout la Marche de l'Est du monde germanique, qui a pour mission la lutte contre les pays slaves. Cette lutte est engagée depuis l'aube du moyen âge, et malheureusement elle continue. Par les surnoms seuls des premiers margraves de Brandebourg, — les Ours, les Lions, — on se fait une idée de la rapacité qui caractérisa ces représentants du germanisme militant. C'est en 1226 qu'apparurent en Prusse les chevaliers de l'Ordre teutonique, ces chevaliers chrétiens du monde germanique qui prétendaient servir la croix en exterminant les malheureuses populations lithuanienues et en obéissant aux appétits de pillage et de conquête. Aussi, quand la Lithuanie, après son union avec la Pologne, reçoit le baptême, les incursions teutoniques, au lieu de cesser, se distinguent par un redoublement de fureur, et continuent jusqu'au jour où Pologne et Lithuanie perdent enfin patience.

Il fallut la bataille de Grünwald, en 1410, pour briser les forces de l'Ordre. Mais la Pologne eut le tort de ne pas mettre à profit sa victoire et de le laisser se ressaisir. Au prix de longues difficultés, en 1466, la paix de Thorn fit tomber enfin en ses mains la Prusse royale (aujourd'hui occidentale), en laissant aux chevaliers, avec Königsberg, le territoire qui fut plus tard la Prusse

ducale, et qui est aujourd'hui la Prusse orientale. Le grand-maître, il est vrai, fut tenu de prêter hommage à la couronne de Pologne, mais les dangers pour l'avenir subsistaient. La Pologne commit encore une faute plus grave lorsqu'en 1525, elle consentit à la sécularisation des terres de l'Ordre et à la constitution d'un duché héréditaire au bénéfice de la ligne cadette des Hohenzollern. Il est vrai que ce duché demeurait théoriquement vassal, mais ce lien s'affaiblit peu à peu, surtout en 1618, où nous avons vu que l'étourderie de la Pologne laissa passer le duché aux mains des Hohenzollern de Brandebourg. Toute l'histoire de la Prusse, unie désormais au Brandebourg, n'est plus qu'une suite de machinations contre la Pologne, jusqu'à la ruine définitive.

Après la chute de la Pologne, la Prusse deviendra voisine de la Russie, et sous des apparences amicales agira systématiquement contre son existence politique et économique. La politique inconsiderée de la Pologne avait laissé grandir la Prusse en royaume souverain. De même, la Russie a aidé la Prusse à devenir le puissant empire allemand, dont l'objectif immédiat est de continuer ses conquêtes sur le monde slave.

La Pologne, certes, s'est montrée étrangement aveugle. Mais que dire de la Russie qui, aujourd'hui même, après tant de leçons, va chercher encore à Berlin ses directions politiques?

Pourtant, avant de devenir l'Empire allemand, la Prusse était un État où la minorité seule représentait le véritable élément germanique. La majorité de la population était faite d'autochtones germanisés, Slaves ou Lithuaniens.

Ainsi le Prussien est proprement dit un renégat slavo-lithuanien, et comme tel, bien que voisin du Slave par le type physique, il lui est hostile. Si nous songeons que les éléments immigrés, tant en Brandebourg qu'en Prusse, étaient avant tout un ramassis d'aventuriers cherchant fortune du côté de l'Orient, et peu scrupuleux sur le choix des moyens, nous comprendrons pourquoi le type du Prussien diffère d'une façon frappante du type allemand moyen, et pourquoi il va jusqu'à considérer les sentiments nobles comme de simples préjugés.

Née du brigandage et du pillage, la Prusse continua à se développer par le brigandage et le pillage. Et si dans les relations internationales la morale ne joue pas en général un grand rôle, l'histoire de Prusse, à cet égard, se distingue par sa perversité et sa perfidie. La fin de la politique prussienne a constamment justifié les moyens, et cette fin n'a jamais été que le dépouillement des étrangers. Elle est restée indifférente aux vues religieuses, ou nationales, ou civilisatrices, à tout ce qui d'ordinaire inspire l'idéalisme des nations, à tout ce qui les porte aux guerres, aux injustices et aux violations de la morale commune. Non, la

Prusse n'a jamais connu qu'un mobile, l'égoïsme d'État.

Quand un pays prend les armes pour libérer du joug étranger une partie de ses nationaux, ou pour réunir des fractions nationales séparées, ou pour civiliser des contrées barbares en y répandant sa foi et sa culture, les violences, les iniquités et les perfidies se justifient, malgré tout, d'une idée et d'un principe moral. Mais quand nous voyons les incursions des chevaliers en Lithuanie au moment même où celle-ci recevait le baptême et la civilisation de l'Occident, quand nous voyons la Prusse dans une perpétuelle convoitise du bien d'autrui, dans un perpétuel effort de conquêtes, occupée sans relâche à fortifier son armée et son organisation politique dans le seul dessein de profiter d'une faiblesse de l'étranger, ou d'un moment d'inattention, pour fondre sur lui, foulant aux pieds, pour atteindre ses fins, toute préoccupation religieuse, nationale ou civilisatrice, alors nous devons reconnaître que cette Prusse n'a été, au cœur de l'Europe, qu'un condottiere sans foi ni loi, dont l'unique souci fut de piller et de « s'arrondir ».

S'arrondir, telle est bien la formule caractéristique de la politique prussienne. Quand la Prusse ducale était séparée du Brandebourg par la Prusse royale, les rois de Prusse pouvaient naturellement aspirer à s'arrondir par l'annexion de ce dernier pays. Non contents de cela, nous les

voyons occuper la Grande-Pologne et une partie de l'actuel royaume de Pologne, avec Varsovie. C'était pure et simple usurpation. Quand la Prusse possédait en Allemagne des tronçons de territoires disséminés, elle voulut en égaliser la figure, « pour s'arrondir ». Cela fait, elle se mit en quête de nouveaux morceaux, encore « pour s'arrondir ». Elle est le seul État qui, en faisant de nouvelles acquisitions, ne craignit pas de former un échiquier. Au contraire, elle aimait ce système, qui lui donnait sans cesse occasion d'appliquer sa maxime favorite.

En considérant la Prusse actuelle et son ambition d'accaparer les provinces baltiques, nous imaginerons ce qu'elle est capable de tenter « pour s'arrondir ».

Or voici qu'à la tête de cet État, de ce minuscule État perpétuellement travaillé du besoin de s'arrondir, se trouva un Frédéric II, exceptionnellement remarquable par la malice et le machiavélisme. Il avait hérité de son père 40.000 hommes d'excellente troupe et des coffres amplement garnis de thalers. Il utilise immédiatement ces ressources en arrachant la Silésie à l'Autriche. Il luttera longuement, affrontera la coalition de toute l'Europe, l'Angleterre exceptée, et finalement l'emportera non seulement en vertu de son habileté et de son énergie extraordinaires, mais grâce aux faveurs du hasard. Car juste à l'heure la plus critique pour la Russie, la tsarine Elisabeth meurt

et a pour successeur un Pierre III, ce dément entiché de Frédéric. Après la guerre de Sept Ans, la Prusse est épuisée, affamée. Il lui faut une nouvelle pâture. Et alors, peu à peu mûrit et prend corps une pensée que le Roi-Philosophe avait longtemps caressée, le projet d'un premier partage de la Pologne et de l'acquisition de la Prusse royale. Ce fut le grand succès du règne de Frédéric, car la Russie et l'Autriche étaient hostiles au partage, et il lui fallut, pour les y déterminer, toutes les adresses de sa diplomatie et plusieurs années de labeur opiniâtre. Enfin l'œuvre fut réalisée. Frédéric en vint à ses fins. La Russie envisageait déjà la Pologne comme sa proie exclusive : il la força à faire sa part au petit roi de Prusse. L'Autriche voulait respecter l'intégrité de la Pologne : il la força à inaugurer elle-même les partages, en 1769, par l'occupation du comté de Zips. Parvenu, souverain subalterne, Frédéric avait grandi jusqu'à devenir le partenaire de deux cours impériales. Après la besogne, il put dire avec son cynisme habituel : « La Pologne est devenue comme la communion, qui a réuni l'évangélique, le schismatique et le catholique. »

Les successeurs de Frédéric s'appliquèrent simplement à suivre ses traces.

La troisième puissance copartageante, l'Autriche, qui avait eu des répugnances à s'engager dans l'opération, une fois le fait accompli, une fois la « communion » reçue, ne s'en montra pas

moins, jusqu'à ses revers de la seconde moitié du XIX^e siècle, le digne émule de ses complices et le persécuteur acharné de la Pologne.

Aussi, en appréciant le rôle de l'Autriche dans le démembrement de notre pays, ne devons-nous pas identifier l'Autriche d'aujourd'hui avec celle de Joseph II ou de Metternich. La politique autrichienne de cette époque doit être envisagée à la lumière des faits strictement historiques et replacée dans le cadre des intérêts auxquels obéissait alors la monarchie des Habsbourg.

Cette monarchie était ce qu'elle est demeurée, une agglomération des pays et des nations les plus diverses, groupés au hasard sous le sceptre d'une même dynastie. Rappelons-nous qu'à cette époque, et jusqu'au XIX^e siècle, la question des nationalités ne se posait pour ainsi dire pas en Europe. La langue latine était celle des administrations intérieures, la langue française celle des relations diplomatiques. La cohésion des États était faite des traditions, des dynasties, des lois ou des privilèges collectifs. Bien que les souverains d'Autriche fussent des monarques allemands, à titre d'empereurs et de possesseurs de différents pays germaniques, leurs prétentions à une certaine universalité due à leur dignité impériale, encourageaient leur indulgence ou leur indifférence pour les nationalités. En outre, il faut considérer de quelle façon ces différentes nationalités se sont trouvées réunies sous le sceptre de

l'Autriche. Tout au rebours de la Prusse, qui ne devait ses possessions qu'à la violence des armes, l'Autriche tenait les siennes de conventions pacifiques, et surtout d'accords matrimoniaux. On connaît le distique :

Bella gerant alii.
Tu felix Austria nube.

Dès le ^{xiii}^e siècle, le duché d'Autriche comprenait : la haute et basse Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole. Ces provinces appartinrent un moment au roi de Bohême Otokar, qui périt en 1278 à la bataille de Marchfeld, en combattant Rodolphe, le premier empereur de la maison des Habsbourg. Dès lors les pays autrichiens deviennent propriété des Habsbourg, qui y ajoutent le Tyrol en 1363.

En 1477, par son mariage avec Marie de Bourgogne, Maximilien d'Autriche réunit à ses possessions les Pays-Bas. Son fils, Philippe le Beau, à la suite de son mariage avec Jeanne de Castille, devient en 1504 roi de Castille. A son tour Charles-Quint, fils de Philippe le Beau, devient en 1516 roi de toute l'Espagne, hérite en 1519, à la mort de son grand-père Maximilien, de toutes les possessions des Habsbourg, et reçoit en 1520 la couronne impériale. L'année suivante, se réservant l'Empire, l'Espagne et les Pays-Bas, il cède les provinces autrichiennes à son frère Ferdinand, qui devint le chef des Habsbourg d'Autriche

comme Philippe II, fils de Charles-Quint, devait être le chef des Habsbourg d'Espagne.

Ce n'était pas encore là le terme des splendeurs des Habsbourg et des heureux effets de leur politique d'alliances. En 1515, Maximilien convia le roi de Pologne, Sigismond le Vieux, et son frère aîné Ladislas, roi de Bohême et de Hongrie, à une entrevue qui eut lieu à Vienne. Là, sachant que Ladislas a deux enfants, une fille de treize ans, Anne, et un fils de neuf ans, Louis, il engage doubles fiançailles, celles d'Anne avec son petit-fils Ferdinand, âgé de douze ans, et celles de Louis avec sa petite-fille Marie, âgée de dix ans. Cette combinaison eut des résultats merveilleux. Après la mort de Ladislas, la Bohême et la Hongrie revinrent à son fils Louis, qui mourut lui-même sans enfants en 1526. Ses deux riches royaumes échurent ainsi à son beau-frère, Ferdinand de Habsbourg, qui les réunit à ses possessions autrichiennes.

Les rapports de voisinage entre l'Autriche et la Pologne furent toujours des plus amicaux, surtout de la part de la Pologne. La cause en fut dans la communauté de foi, dans la nécessité de faire face, de part et d'autre, au danger turc, et dans les liens de famille. Sigismond-Auguste fut marié aux deux filles de l'empereur Ferdinand I^{er}, Elisabeth et Catherine. Sigismond III eut également pour femmes deux Autrichiennes, Anne et Constance, petite-filles de Ferdinand. Ladislas IV

épousa en premières noces la fille de Ferdinand II, Cécile-Renée, Michel Wisniowiecki, Eléonore, fille de Ferdinand III, enfin Auguste III, l'archiduchesse Marie-Josèphe, fille de Joseph I^{er}.

En 1683, Jean Sobieski, par sa brillante victoire sur les Turcs devant Vienne, sauve l'Autriche d'une ruine complète. La Pologne reste l'alliée de l'Autriche et s'associe avec elle, contre les Turcs, dans une lutte qui ne prend fin qu'à la paix de Carlowitz.

Nous voyons donc que depuis la réunion de la Bohême et de la Hongrie à l'Autriche, rien ne mit celle-ci en conflit avec la Pologne, et qu'au contraire les deux pays eurent des liens multiples. Étant donné la dignité impériale et le caractère allemand d'une dynastie propriétaire de domaines allemands, l'Autriche se sentit toujours, avant tout, un État germanique, et c'est pourquoi, même après l'acquisition de la Bohême et de la Hongrie, son effort d'expansion fut dirigé non pas à l'est, mais au nord, du côté des pays germaniques. Le voisinage de la Pologne lui assurait la sécurité en face de la Turquie et de la Russie. Et c'est pourquoi la ruine de cet État ne pouvait qu'être nuisible à ses intérêts.

Il serait ridicule de vouloir chercher une générosité quelconque dans la politique autrichienne, puisqu'elle s'inspirait, tout comme les autres, de différentes raisons d'État qui n'ont rien de commun, d'ordinaire, avec les maximes courantes de la morale. Cependant, si l'on met en parallèle

l'attitude de la Prusse et celle de l'Autriche, le contraste apparaît nettement, aussi bien dans les fins que dans les moyens, et dans les principes que dans l'exécution. L'Autriche, après tout, c'est un grand seigneur qui a quelque égard aux questions d'honneur. L'ancienne Prusse ne fut qu'un misérable trafiquant qui ramasse n'importe où, et pour qui tout profit est bon. L'Autriche, c'est une antique demeure achevée et vénérable, à laquelle plusieurs siècles ont mis la main, un composé de tous les styles, mais dont l'ensemble a la majesté de la tradition. La Prusse, c'est la maison de rapport aux plâtres frais, sans caractère, sans harmonie, surélevée au jour le jour et élargie par des maçons pressés.

Telles étaient les différences de ces deux États, au XVIII^e siècle du moins, quand la ruine de la Pologne fut consommée.

IV

État de l'Europe au XVIII^e siècle. Fin de l'ancien système d'équilibre. Politique de conquête. Essais de justification des partages de la Pologne. La chute de la Pologne assure la suprématie de la Prusse, et détermine ainsi indirectement des changements dans toute l'Europe. Changements en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Angleterre, en France et en Russie.

Au milieu du XVIII^e siècle, l'Europe présentait la physionomie suivante :

Partout, sauf en Pologne, règne un despotisme plus ou moins éclairé. Partout, sauf en Pologne, on ne médite qu'intrigues, usurpations et perfidies. Partout, sauf en Pologne, on entretient d'énormes armées destinées à servir cette politique de violences, dénuée de tous principes moraux.

La quantité de ces combinaisons de conquêtes et de partages est telle au XVIII^e siècle, elles présentent une telle confusion, une telle instabilité, et s'inspirent enfin de conceptions si médiocres, que les histoires même les plus détaillées de cette époque n'en ont retenu qu'une partie. On dirait que l'affaiblissement de la foi et la diffusion du rationalisme philosophique avaient fait perdre aux pouvoirs dirigeants de l'Europe toute noblesse de sentiments et tout scrupule moral. Il était admis que la violence était légitime, que la moralité ne convenait qu'aux fous, et que les crimes les plus effrontés, s'ils étaient couronnés de succès, représentaient la perfection de la sagesse politique.

Dans une pareille atmosphère, le roi-philosophe de Sans-Souci, ami de Voltaire et des coups d'audace, devait respirer comme le poisson dans l'eau. Sans conteste, dans le cadre de son époque, il mérite le titre de grand, car il fut incomparable dans l'art de faire de la nuit le jour, et du jour la nuit, de fouler aux pieds les principes, de mystifier ses plus proches amis, de donner sa parole pour la violer, et de forcer les autres, par

le jeu de sa diplomatie, à faire précisément ce qu'ils ne voulaient pas faire. Avec cela, homme de hautes capacités militaires et administratives, esprit alerte et perspicace. A tout prendre, un joueur de premier ordre, un « grand » partenaire.

A voir son premier acte politique, qui fut l'occupation de la Silésie, on ne sait si l'on doit s'indigner de la brutalité de cette opération, ou se scandaliser du cynisme avec lequel il tenta de la légitimer, ou admirer la hardiesse, la souplesse et le génie militaire dont il fit preuve. Il se révèle dès l'abord comme un lutteur terrible et implacable, avec lequel il faudra compter, devant lequel il faudra perpétuellement se tenir sur le qui-vive.

Or voici qu'à côté du territoire où régnait ce maître fourbe, s'étendait un grand État slave, languissant et débile, dont les citoyens, après avoir connu les succès des armes, rassasiés de richesses et de gloire, s'étaient mis à rêver une idylle d'égalité et de liberté civiles, jointe aux douceurs de la concorde avec les voisins. En renonçant à porter préjudice à ces voisins, et en leur faisant des concessions, ils comptaient qu'on les respecterait et qu'on ne troublerait pas leur paix. Sans prendre garde à l'évolution des autres États européens, ils affaiblissaient leur pouvoir central, gaspillaient leur force armée et négligeaient leurs finances. Chez eux, l'intérêt privé domi-

nait et les vertus publiques restaient sans emploi. Mais l'heure allait sonner où cette société devait se réveiller, discerner les secrets de sa faiblesse, et entreprendre sa régénération.

Il s'agissait de renforcer le pouvoir central, de reconstituer le trésor, de remettre sur pied les vieilles et glorieuses phalanges, de rajeunir l'administration, de relever la condition des classes déshéritées, puis d'envisager bien en face la situation internationale et les menées des puissances voisines. Tous les articles de ce programme étaient déjà conçus et élaborés par les différents partis.

Si la Pologne eût été, comme l'Angleterre, la Suède ou l'Espagne, séparée des autres États par une mer ou une chaîne de montagnes infranchissables, si elle avait eu tout au moins les frontières de la France, un seul adversaire au lieu de trois, ou même trois adversaires mais n'ayant pas tous des forces prépondérantes, elle eût pu, elle aussi, se relever de son impuissance, faire aboutir ses réformes, se réadapter aux conditions du moment, et demander une prospérité nouvelle non plus aux vertus individuelles ou familiales, mais à une administration bien équilibrée, à un trésor riche et à une solide armée.

Par malheur, ses frontières étaient toutes larges ouvertes, et ses voisins s'appelaient la Russie, la Prusse et l'Autriche. Les voisins veillaient. A l'Est, la Russie contrecarrait les réformes, où elle

voyait un obstacle à ses plans de main mise sur la Pologne. A l'Ouest, Frédéric, moins fort, mais plus féroce et plus retors, épiait sa proie, excitait la Russie et l'Autriche, s'interposait entre la Russie et la Pologne dont il envenimait les rapports, sous couleur de bons offices, inventait un projet de partage après un autre, et finalement triomphait en arrachant la complicité de ses voisines.

Pourquoi l'Autriche céda-t-elle? Marie-Thérèse était résolument hostile à l'idée d'un partage, et même, pour des motifs d'ordre moral, son tout-puissant ministre, Kaunitz, partageait ses répugnances. Mais le jour où, grâce aux manœuvres de Frédéric, il ne fut plus douteux que la Russie et la Prusse étaient disposées à occuper une partie de la République, l'Autriche perdit tout sang-froid et, pour sauvegarder l'équilibre, elle donna elle-même le signal des partages. En 1769, elle s'appropriâ le comté de Zips, comme dépendant de la couronne hongroise. Cette détermination de Marie-Thérèse était, pour la diplomatie de Frédéric, un triomphe. Il était assuré, désormais, de la réalisation de ses plans.

Le reste de l'Europe se trouvait dans la plus grande confusion. L'ancien système d'équilibre fondé sur la rivalité de la France et de l'Autriche venait de s'écrouler. La France était devenue l'alliée de l'Autriche dans sa lutte contre la Prusse, et en même temps guerroyait contre l'Angleterre au sujet des colonies américaines. La

Russie, dans ces conflits, passait d'un parti à l'autre. Quand, dans la guerre de Sept Ans, l'étoile de Frédéric parut pâlir et même s'éteindre, la mort d'Élisabeth et l'avènement de Pierre III eurent pour effet de jeter dans la balance, au profit de Frédéric, tout le poids des armées russes, et de le sauver d'une perte certaine. Dès ce moment, la Russie sera plus d'une fois le meilleur artisan de la prospérité prussienne, et comme la Pologne, elle réchauffera un serpent qui la récompensera en se retournant contre elle.

La guerre de Sept Ans avait épuisé l'Europe. Au moment où les puissances n'étaient occupées qu'à panser leurs blessures, le roi de Pologne Auguste III meurt (3 octobre 1763), et le dernier interrègne commence.

Le 31 mars 1763, la Russie et la Prusse contractent une alliance dont un article secret stipule le maintien de l'anarchie en Pologne et la protection commune des dissidents¹. Dès lors la Russie et la Prusse agissent continuellement de concert, sauf que la première serait disposée parfois à laisser passer quelque réforme insignifiante et que la seconde s'y oppose de tout son pouvoir. Ainsi, quand il fut question de renforcer le gouvernement, d'une façon d'ailleurs très anodine, par l'institution du Conseil permanent, la Prusse

1. Les non-catholiques.

attendit, pour y consentir, d'avoir assouvi son appétit par le premier partage.

Les apologistes de la Prusse et de Frédéric II ont fait valoir plus d'une fois cet argument que l'acquisition de la Prusse Royale était une nécessité d'État, que les possessions prussiennes étaient divisées en deux tronçons, et que toute puissance, si elle veut échapper à la ruine, est tenue de s'assurer, par la diplomatie ou les armes, les frontières indispensables à sa sécurité. Nous avons déjà parlé de cette politique qui consistait à « s'arrondir ». S'il n'eût été question, pour Frédéric, que de cette sécurité, il n'aurait pas continué, après l'avoir garantie, à travailler à l'affaiblissement de la République. Il aurait au contraire songé au voisinage de la Russie, qui était de nature à l'inquiéter, et il se serait applaudi du relèvement de la Pologne. Il n'en fut rien. Méthodiquement, il poursuivit ses machinations contre les Polonais. S'il semble parfois se relâcher de son ardeur, c'est qu'il est repu, et qu'il faut bien prendre le temps de digérer. Après une bonne affaire, Gagne-Petit se frotte les mains.

Une fois reposé, il reprend la suite de ses intrigues. Si le deuxième et le troisième partage ont été opérés après sa mort, sous son successeur, il n'en a pas moins la responsabilité, et c'est la pensée politique du philosophe de Sans-Souci qui continue à inspirer l'œuvre du démembrement.

Un autre argument des apologistes de la Russie et de la Prusse consiste à justifier les partages en invoquant des tendances nationalistes et confessionnelles. Rien de plus éloigné de la réalité historique. Ni la Russie, ni la Prusse, ni en général aucune puissance européenne, à cette époque, n'obéissaient à des mobiles de cet ordre. Le principe des nationalités n'est devenu un facteur politique qu'au XIX^e siècle, et l'on ne peut parler qu'à un point de vue tout contemporain, de l'importance que présentent, pour la Russie, les pays ruthènes, — et pour la Prusse, les intérêts germaniques. Pareillement, dans les rapports de la Pologne avec la Prusse et la Russie, la question des dissidents eut un rôle exclusivement politique, car ces deux derniers États, pour leur compte, ignoraient la tolérance des opinions, et les querelles religieuses ne leur furent qu'un prétexte à s'immiscer dans les affaires intérieures de la Pologne, à y fomenter des troubles, et à justifier leur intervention aux yeux de l'Europe.

Un dernier argument, plus médiocre encore que les précédents, a été tiré de la situation déplorable des paysans polonais. Cette situation n'était pas plus enviable dans le reste de l'Europe. Et même, à beaucoup d'égards, étant donné l'anarchie et la faiblesse de l'administration, la condition des serfs polonais était moins dure qu'ailleurs, et la preuve en est que la Prusse et la Russie se plaignaient de voir leurs paysans

s'enfuir en Pologne et s'y fixer sans retour. Si les choses étaient telles que les présentent les écrivains russes et allemands, les émigrants auraient été les paysans polonais. Or le fait était rare, bien que les frontières de la République fussent ouvertes à qui voulait en sortir.

Rien de caractéristique à cet égard, comme une lettre du ministre russe Bezborodko à Repnine, en date du 25 juillet 1794. Nous y lisons textuellement : « Les Polonais ont des façons de penser dont on peut redouter la contagion. L'émancipation des serfs et autres choses semblables provoqueraient peut-être une agitation de nos masses rurales. Ces considérations ont décidé la perte de la Pologne et son démembrement ». Ainsi les réformes paysannes des derniers temps de la République, au lieu de contribuer à son relèvement, ne firent que précipiter sa ruine.

En toutes choses, rien ne vaut la vérité. Les défenseurs des trois puissances perdent leur temps à vouloir prouver que l'anéantissement de la Pologne fut une opération opportune, nécessaire et même salutaire. Ce ne fut qu'un vulgaire et vil larcin, dont les complices furent encouragés par la faiblesse d'un État dépourvu de gouvernement, d'armée et d'argent. Avant que leur victime eût le temps de faire front, ils l'étouffèrent, à eux trois, du poids de leurs bataillons.

La mort de la Pologne sauva la France. S'ils n'avaient pas été distraits par les partages, les

trois États auraient tourné leurs convoitises et leurs forces militaires du côté du Rhin. Mais ils avaient aubaine et pâture sur la Vistule. Comme l'Ordre teutonique, au xv^e siècle, était entré en Lithuanie pour y refouler un paganisme qui n'existait plus, de même les puissances copartageantes prétextèrent les tendances jacobines de la Pologne, pour la démembrer, au moment même où elle entreprenait de fortifier le pouvoir de ses souverains. Et c'est ainsi qu'en 1793, la Pologne cessa d'être un État, et disparut de la carte d'Europe.

Bien que la Pologne ait perdu, depuis la fin du xviii^e siècle, tout rôle actif, et toute importance officielle, elle a continué, comme masse passive et comme objet de rivalités et d'intrigues entre les cours, à remplir en partie sa fonction d'État-tampon entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, et elle est restée un élément d'équilibre oriental et même européen.

L'œuvre des partages obligea la Russie à renoncer à son rêve de s'approprier la Pologne entière. Mais, en prétendant maintenir l'équilibre des trois États, elle détruisit complètement celui de l'Est européen par rapport à la France et à l'Angleterre, d'autant que leur connivence fut, selon le mot de Frédéric, une « communion » qui devait les associer longtemps ensemble contre le reste de l'Europe.

Le désintéressement de la France, au moment

des derniers partages, s'explique par l'effervescence révolutionnaire à laquelle elle était en proie. Les hommes de la Révolution, auxquels les Polonais demandèrent assistance, aveuglés par leurs doctrines démagogiques, ne voulurent voir dans la République qu'un État aristocratique et hostile aux bouleversements sociaux. Ils ne jugèrent donc pas à propos de chercher à l'Est, dans la Pologne, un contrepoids à la coalition des trois États, qui devait cependant, d'une manière ou d'une autre, se retourner contre la France. Ce qui s'explique moins, c'est l'indifférence de la France d'ancien régime en face du premier partage. La diplomatie française, après ses efforts infructueux pour la cause de Stanislas Leszczyński, fut tellement rebutée par la difficulté des rapports avec la Pologne anarchique qu'elle se détourna d'elle complètement, au grand dommage des deux pays.

Ce que fut la chute de la Pologne, au point de vue de l'équilibre européen, on le comprend mieux aujourd'hui qu'au lendemain de la catastrophe. Mais l'opinion ne se rend pas encore un compte suffisant de toutes les conséquences qui en sortirent. Et ces conséquences sont incalculables.

D'abord la solidarité du crime riva les unes aux autres la Russie, la Prusse et l'Autriche, et toute leur politique, désormais, fut commandée par la question polonaise. Le spectre de la Pologne

morte apparut plus redoutable que la Pologne vivante. Elle fut comme un épouvantail dont la Prusse, en particulier, se servit à merveille pour intimider la Russie et conquérir un ascendant sur elle. C'est grâce à la Russie qu'elle put écraser l'Autriche en 1866 et la France en 1871. L'Autriche fut éliminée de la Confédération germanique, et la Prusse devint l'Empire d'Allemagne.

Du margrave de Brandebourg, la Pologne avait fait un roi de Prusse, et du roi de Prusse la Russie fit un Empereur d'Allemagne.

A la Pologne, la Prusse a déjà payé sa dette de reconnaissance, la Russie à son tour ne manquera pas de recevoir sa récompense.

Effrayées par la prépondérance de la Prusse, l'Autriche et l'Italie tombent sous son influence et forment avec elle la Triplice. La même crainte détermine la Russie, la France et l'Angleterre à conclure la Triple Entente pour contrebalancer l'hégémonie prussienne.

Trop tard. La situation est entièrement modifiée. La Prusse est devenue l'Allemagne, et l'Allemagne n'est plus une agglomération de petits États particuliers, peuplés d'habitants paisibles, pauvres, amateurs de poésie et de philosophie, elle est une nation homogène, remuante, entreprenante, brutale, envahissante, qui se trouve à l'étroit, qui veut de l'air, et aspire à la domination universelle.

L'Autriche contemporaine ne ressemble plus à

celle de 1866. Depuis cette date, graduellement, toutes les nationalités qui composent la monarchie des Habsbourg conquièrent l'égalité des droits, et l'Autriche se rallie peu à peu à l'idée des Jagellons, qui était de grouper sous un même sceptre des nations diverses jouissant de l'autonomie et de droits rigoureusement égaux. Cette évolution, inévitable et logique, ne peut s'accomplir sans froissements et sans secousses, et elle a provoqué quelques inquiétudes sur la résistance de l'État. De là les projets de partage ou de morcellement dont on a tant parlé. Toutefois, dans ces derniers temps, l'Autriche s'est ressaisie, et nul doute que son avenir dépende, en grande partie, de la compétence de ses monarques et hommes d'État, des satisfactions qu'elle donnera aux tendances décentralisatrices de ses peuples, et de la manière dont elle saura concilier ces tendances avec l'unité et la cohésion intérieure de l'Empire. De toutes façons, l'Autriche, dans ses rapports avec l'Allemagne, est tenue à une politique extrêmement prudente, car ses destinées en dépendent. On doit prévoir que les liens de l'Allemagne et de l'Autriche, par la force des choses, se resserreront et deviendront, comme on dit, « plus qu'une alliance ». Par quoi, exactement, seront-ils constitués? Quels seront les principes de ces rapports? A qui appartiendra la prépondérance? L'avenir le dira.

On s'explique que l'Italie dépende de la poli-

tique des autres États, si l'on songe qu'elle ne réalisa son unité que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, et encore moins par ses propres forces que par le concours de la France. Qu'elle appartienne à la Triplice, c'est-à-dire à une combinaison dirigée précisément contre sa bienfaitrice, rien de moins surprenant. La reconnaissance n'a rien à voir en politique. Au surplus, pour son expansion territoriale et économique, l'Italie a besoin de colonies en Afrique. Or de ce côté, sa grande rivale est la France. Aujourd'hui que le consentement de toutes les puissances lui a permis de conquérir la Tripolitaine, la situation changera. Mais de toutes façons, à l'avenir, l'Italie devra compter avec la suprématie politique de l'Allemagne.

L'Angleterre, au XVIII^e et au XIX^e siècle, fut en perpétuelle rivalité avec la France et appuya les efforts de la Prusse. Après l'unité allemande, les rôles changèrent. La France cessa d'être dangereuse pour l'Angleterre. En revanche, avec ses aspirations à une politique mondiale, avec l'énorme développement de son commerce, de son industrie et de sa puissance maritime, l'Allemagne devint une menace pour la suprématie de la Grande-Bretagne. Il apparut de toute évidence que le monde anglo-saxon et le monde germanique étaient destinés à engager, un jour ou l'autre, un duel mortel, dont l'enjeu était d'une importance capitale, et cela pour des raisons

supérieures parfois à la volonté même des deux peuples et de leurs gouvernements. La Némésis historique prépare, entre les deux grandes puissances contemporaines, un conflit qui doit aboutir à un remaniement de la carte de l'Europe et du monde.

La France et la Russie sont l'une et l'autre dans une période de faiblesse. La première, épuisée par la saignée napoléonienne, débilitée par la révolution et le socialisme, arrêtée dans son développement par la diminution de sa natalité, semble un organisme fatigué qui aspire au repos de la vieillesse. Elle a cessé d'être redoutable à l'Angleterre et à la Russie. Si elle a contracté une entente avec elles, c'est dans des intentions moins offensives que défensives, et pour garantir sa sécurité. Elle est appelée à subir de plus en plus la suprématie de l'Allemagne.

La Prusse n'est pas encore entrée en conflit avec la Russie. Tant qu'elle a eu besoin de son appui, elle s'est associée étroitement à elle, en affectant une cordialité et un dévouement sans limites. Ce n'est qu'après les défaites de l'Autriche et de la France que la Russie a eu son tour. Insensiblement, dans l'ombre, la Prusse a entrepris de miner la puissance de sa voisine, et unie à l'Autriche, elle n'attend qu'une occasion favorable pour se jeter sur elle et lui payer ses dettes à sa façon. Pour l'affaiblir, elle y a soutenu et continue d'y soutenir systématiquement la poli-

tique de réaction et de dénationalisation. Elle l'a poussée aux entreprises en Orient. Elle a provoqué l'aventure de Mandchourie et la guerre du Japon. Jusqu'à présent, elle n'a pas réussi à brouiller la Russie et l'Angleterre. Mais quand elle y sera parvenue, ou quand elle aura trouvé un *modus vivendi* avec la Grande-Bretagne, la guerre germano-russe éclatera infailliblement. En attendant, elle continuera à peser sur l'Empire des tsars en paralysant les tentatives de réformes et en encourageant, comme diversion, la lutte contre les « allogènes ». Cela ne rappelle-t-il pas étrangement la politique appliquée en Pologne par un Frédéric II, qui y soutenait l'anarchie et les dissidents ?

Nous reparlerons plus loin de ces changements de la situation politique européenne, qui se réduisent finalement à une prépondérance exorbitante non pas tant de l'Allemagne proprement dite que de la Prusse.

Nous les avons indiqués ici sommairement pour rendre sensibles les conséquences européennes du crime dont fut victime la République polonaise. Il est hors de doute que sans les partages de la Pologne l'histoire n'aurait connu ni Sadowa, ni Sedan, ni Tsoushima.

Frédéric disait déjà que la Prusse ne pouvait pas exister tant que la Pologne existerait. Évidemment, si la Pologne vivait, la Prusse et l'Allemagne ne seraient pas mortes, et l'unité allemande

n'en aurait pas moins été réalisée. Mais la Prusse ne serait pas ce qu'elle est, et l'Allemagne ne se trouverait pas prussifiée.

Ni l'esprit du peuple allemand, ni ses intérêts nationaux, ni sa grandeur, ni sa prospérité n'exigeaient ce meurtre de la Pologne. Pour les autres États ce meurtre a été l'origine des désastres et des cataclysmes.

*Das ist der Fluch der bösen That
Sie Kann das Böse nur gebären.*

La chute de la République fut déterminée par l'intervention violente de trois puissances associées contre un quatrième État désarmé et affaibli. Mais cet affaiblissement, quelles en étaient les causes intimes ? C'est ce que nous allons maintenant examiner.

de gouvernement, licence de la noblesse, liberum veto, décadence des villes, servitude du peuple, décadence de l'instruction publique, défauts nationaux, etc. A proprement parler ce sont là les manifestations de cette impuissance, ce n'en sont pas les causes. Absence de gouvernement? Soit, mais pourquoi n'y en avait-il pas? Licence de la noblesse? Abaissement des classes inférieures plus marqué que dans le reste de l'Europe? Mais quelles raisons spéciales expliquent cette situation spéciale? Pourquoi l'instruction publique a-t-elle dégénéré? D'où venaient les défauts nationaux? En démêlant ces causes premières, nous nous expliquerons les causes secondaires qui en procèdent.

Quand on aborde ces problèmes d'importance essentielle, deux faits s'imposent immédiatement comme étant à l'origine de nos insuffisances politiques et nationales. D'abord la Pologne n'a pas gardé son territoire ethnographique, puisqu'elle a cédé à l'Ouest des terres polonaises et qu'elle s'est annexé la Lithuanie et la Ruthénie. Ensuite elle a ouvert ses frontières à une quantité exagérée de Juifs.

Dans quelle mesure ces facteurs influèrent sur le développement ultérieur de la Pologne, voilà ce qu'il est nécessaire d'apprécier, avant tout, si l'on veut se rendre compte que l'anarchie de son gouvernement et le déclin de ses énergies intellectuelles et morales ne furent pas l'œuvre du hasard

CHAPITRE II

CAUSES DE FAIBLESSE

- I. Les frontières ethnographiques dépassées. Cession de terres polonaises à l'Ouest. Réunion de la Lithuanie et de la Ruthénie.
- II. Excès d'immigration juive. Décadence de la bourgeoisie.
- III. Organisation politique et sociale. Les magnats. La noblesse moyenne. La plèbe nobiliaire. Décadence du pouvoir central. Conflits des différents groupes nobiliaires. Influence des Juifs. Désorganisation générale. Influence de l'anarchie sur la société.
- IV. Le caractère national sous le gouvernement nobiliaire. Ses défauts. Excès d'individualisme. Manque d'esprit logique. Faiblesse de caractère. Egalitarisme. Les bons côtés.

I

Les frontières ethnographiques dépassées. Cession de terres polonaises à l'Ouest. Réunion de la Lithuanie et de la Ruthénie.

Quand on traite des causes d'impuissance de la Pologne et de son peuple à la fin du XVIII^e siècle, on en énumère toute la série traditionnelle : absence

mais découlèrent, comme conséquences, des moments précédents. D'autre part, en déterminant de multiformes symptômes maladifs ultérieurs, ces conséquences devinrent elles-mêmes causes de déviations subséquentes, et ainsi se produisit graduellement l'empoisonnement de tout le corps politique et national, empoisonnement qui abaissa au point que l'on sait notre force de résistance au moment des partages.

Qu'avons-nous fait de notre territoire ethnographique?

Sans remonter au-delà du xii^e siècle, le territoire polonais, dès Boleslas III, comprenait toute la Poméranie, la Grande-Pologne, la Silésie, la Kouïavie, la Mazovie et la Petite-Pologne. A l'Ouest s'étendaient les terres slaves des Lutitises et des Serbes de Lusace; plus loin, dans le bassin de l'Elbe, celles des Slaves Polabes. Les populations de ces régions étaient encore, en grande partie, païennes et barbares. Les Allemands purent ainsi invoquer des prétextes de mission civilisatrice et chrétienne pour déborder peu à peu sur l'Est, exterminer ces populations, et s'approprier leurs territoires. Pour confirmer ces conquêtes et en rendre possibles de nouvelles, l'empereur Henri I^{er} créa la Marche du Nord.

En 1157, le margrave Albert l'Ours enlève aux Slaves de la Havel leur ville principale, Branibor, en allemand Brandebourg, et la Marche du Nord reçoit le nom de Marche de Brandebourg.

Avec le temps, la capitale des margraves, futurs rois de Prusse, se transporte encore plus à l'Est, à Berlin, qui était une colonie slave. De cette façon, les Polonais se trouvèrent de bonne heure en contact avec l'avant-garde germanique, qui poussait sans cesse vers l'Est. S'ils n'avaient été convertis au christianisme dès 965, ils auraient à leur tour subi le sort de leurs frères slaves de l'Ouest. Cependant l'expansion des Germains ne fut pas arrêtée, et ils finirent par enlever à la Pologne, à la fin du xiii^e siècle, la Poméranie occidentale avec la ville de Kolobrzeg (en allemand Kolberg), où avait été fondé cent ans auparavant un évêché dépendant de la Pologne.

La Poméranie orientale ou de Dantzig, habitée actuellement par les Kachoubes¹, et que les Allemands appellent Pomérelie, fut enlevée à son tour au royaume polonais à l'époque où il se morcela en duchés toujours en lutte les uns contre les autres. Au commencement du xiiii^e siècle, Leszek le Blanc en confia le gouvernement à Swientopelk qui profita des discordes générales pour se soustraire à son autorité et pour se proclamer seigneur indépendant. Leszek et les princes ses amis préparèrent contre lui une expédition, mais en 1227 il tomba sur les princes et assassina Leszek. Dès lors, la Poméranie, de l'Oder à la Vistule, se désagrégea en principautés indépendantes qui,

1. Polonais du Nord, parlant un patois polonais archaïque.

après avoir appartenu, au commencement du xiv^e siècle, et pour peu de temps, à Ladislas Lokietek, tombèrent rapidement aux mains des chevaliers teutoniques.

Les chevaliers avaient été imprudemment appelés, en 1226, par Conrad de Mazovie, pour réprimer les incursions des Prussiens païens. Peu à peu, ils étendirent leur domination sur toute la Prusse et le bassin inférieur de la Vistule. Quand leurs déprédations devinrent décidément intolérables, même pour les populations allemandes qu'ils y avaient introduites, la Pologne entreprit d'y mettre fin. Mais, en dépit de la glorieuse série de ses victoires, inaugurée en 1410 par la journée de Grünwald, les chevaliers gardèrent longtemps leurs positions. Ce fut seulement en 1466, sous Casimir Jagellon, que la Pologne, par la paix de Thorn, reprit possession de la Poméranie de Dantzig, de la Warmie et de la terre de Culm (Chelmno), dont l'ensemble reçut dès lors le nom de Prusse royale. La Prusse proprement dite, appelée plus tard Prusse ducale et aujourd'hui Prusse orientale, peuplée au Nord de Lithuaniens et au Sud de Polonais, demeura au pouvoir de l'Ordre, et passa dans la suite aux mains des électeurs de Brandebourg.

Du côté de la Silésie, la Pologne fut peut-être encore moins heureuse. Cette riche contrée polonaise, morcelée en petits duchés, fut rattachée alternativement à la couronne de Pologne et à

celle de Bohême. Après de longues guerres, Casimir le Grand, désireux de se consacrer à ses réformes, fut contraint en 1335 de signer la paix de Trentchine par laquelle il cédait le duché de Silésie au roi Jean de Bohême. Celui-ci, en échange, abandonnait ses prétentions à la couronne de Pologne. Casimir était en droit d'espérer que la Silésie, un jour ou l'autre, ferait retour à son royaume. En tout cas il ne pouvait prévoir que cette province tomberait avec la Bohême au pouvoir des Allemands, de l'Autriche d'abord, et que la Prusse s'en rendrait maîtresse en 1745.

De tous les duchés silésiens, la Pologne ne recouvra que ceux de Zator et d'Oswiecim. Tous les autres subirent une germanisation complète, à laquelle n'échappèrent que les populations polonaises de la Silésie d'Oppeln (Opole) et du duché de Teschen (Cieszyn).

Les pertes que la Pologne éprouvait à l'Ouest, elle les compensa à l'Est. Casimir le Grand incorpora au royaume la Ruthénie Rouge, et plus tard, par l'union avec la Lithuanie (1386), la Pologne s'adjoignit d'immenses territoires lithuaniens et ruthènes. A la suite de pareils succès, elle renonça à lutter pour reconquérir les contrées foncièrement polonaises, Silésie, Poméranie, Stettin, Kolberg, et Mazovie prussienne.

Les États et les nations qui dépassent leurs limites ethnographiques sont condamnés, par la force des choses, à perdre de vue leurs conditions

propres de développement. Au contraire, les peuples que la pression d'éléments étrangers oblige à rester repliés sur eux-mêmes acquièrent de la résistance, affermissent leur caractère, consolident leur organisation sociale, et tournent tout leur effort à l'avantage de leur perfectionnement.

Quand une nation néglige de tirer parti de son propre territoire et, sans avoir besoin d'écouler son trop-plein par l'émigration, occupe de nouvelles régions dont l'exploitation est plus facile, elle compromet inévitablement son originalité ethnique. Son activité, transportée sur un théâtre étranger, ne donne plus le même rendement que sur le sol où elle était appelée naturellement à se déployer. Souvent ces sortes d'expansion ont pour résultat de fausser le jeu du mécanisme social et politique, et le caractère national lui-même. Les Conquistadors espagnols, les Hakatistes prussiens, les nationalistes russes sont à cet égard des exemples significatifs.

Pour les Polonais, il faut faire cette réserve qu'on ne vit jamais envahisseurs moins féroces. Ils ne furent pas persécuteurs de langues et de nationalités. Ils entravèrent moins que d'autres le développement des différentes confessions. Et s'ils établirent en Ruthénie leur régime de planteurs, la cause en fut dans le caractère de ces régions désertes, si souvent ravagées par les incursions tatares.

Quoi qu'il en soit, le débordement de la Pologne

hors de ses frontières ethnographiques eut pour elle, tant au point de vue social que politique et national, des conséquences désastreuses.

D'abord l'acquisition d'énormes espaces du côté de l'Est la détourna de ses propres domaines de Silésie, de Poméranie et de Prusse.

Ensuite, au moment où les pays purement polonais souffraient plutôt d'une faible densité de population, un fort courant d'émigration se produisit, qui entraîna les éléments les plus actifs et les plus énergiques. Ce fut autant de perdu pour la nationalité polonaise. Ces émigrés polonais adoptèrent la langue et les mœurs des Ruthènes, et l'on n'exagérerait pas en disant que leur nombre s'éleva à deux ou trois millions d'individus, dont nous trouvons aujourd'hui les descendants parmi nos plus ardents ennemis. En général on parle peu de ce fait, et l'on ne mentionne guère que la polonisation de quelques milliers de familles nobles en Lithuanie ou Ruthénie qui n'eut pourtant qu'une importance infiniment moindre.

En troisième lieu, les facilités d'émigration à l'Est détournèrent la population de toute autre occupation que la guerre ou l'agriculture. Le commerce et l'industrie ne purent se développer. D'ailleurs l'agriculture elle-même restait dans un état primitif. On négligeait le pays, on ne construisait pas de bonnes routes, on délaissait l'exploitation des richesses minérales. L'administration locale était loin de ce qu'elle est dans les

pays où une vie sociale active, intense, rend possible un accroissement de la prospérité générale.

De plus, la colonisation de la Ruthénie favorisa la création d'immenses propriétés foncières, et l'enrichissement des magnats. Dès ce moment, les magnats tirèrent principalement leur fortune non plus des terres polonaises, mais des domaines lithuano-ruthènes. Pour peupler ces vastes espaces, les « roitelets » ukrainiens et les seigneurs de Lithuanie attirèrent une foule de Polonais, dont les uns, appartenant au peuple, furent absorbés par l'élément indigène, tandis que les autres appartenant à la petite noblesse, surtout mazovienne, devinrent leur clientèle et furent exploités comme instruments de leur politique.

Ainsi, en s'adjoignant des éléments étrangers, la Pologne diminua, sur ses confins naturels, son pouvoir d'assimilation. Chose caractéristique, sur plus d'un point où la population polonaise se trouvait en contact avec la population ruthène, la frontière ethnographique se modifia au détriment de la première, particulièrement sous l'influence de l'union religieuse (1596), qui contribua beaucoup à ruthéniser les Polonais.

Enfin, du jour où elle poussa vers l'Est les frontières du royaume, la politique polonaise tendit à rompre les liens qui la rattachaient aux États occidentaux. En se tournant du côté de l'Orient, elle condamna le pays non seulement à lutter contre les Turcs, les Tatars et les Moscovites,

mais à entretenir des rapports avec eux. Il suffit de comparer la civilisation de la Pologne aux xv^e et xvi^e siècles d'une part, et au xvii^e de l'autre, pour constater l'action de l'Orient sur sa civilisation, et le recul des influences occidentales.

A toutes ces conséquences de l'union avec la Lithuanie et la Ruthénie, il convient d'ajouter que ces pays, le dernier surtout, étaient très fertiles, que leur mise en valeur ne réclamait pas des efforts exceptionnels, et qu'ainsi l'union n'eut pas même, pour la Pologne, comme les conquêtes d'outre-mer et les entreprises coloniales, l'avantage d'exercer son énergie et son esprit d'initiative. Pour conquérir et conserver ses colonies de l'Inde ou de l'Amérique, l'Angleterre dut créer une flotte énorme et se munir des qualités indispensables au navigateur, au conquérant, au colon et au marchand, c'est-à-dire de prévoyance, d'endurance, de sang-froid et de hardiesse. La Pologne, elle, ne retira de ses succès en Ruthénie qu'une opinion exagérée de ses moyens.

De la sorte, l'union avec la Lithuanie peut apparaître comme un glorieux monument de conquête pacifique et civilisatrice, et prouver la supériorité de la douceur et de la tolérance, dans les œuvres de cette nature, sur l'usage de la force brutale. Mais à un point de vue strictement national, il est incontestable que cette union affaiblit la vitalité de la Pologne, qu'elle la

désarma pour l'heure des désastres, et qu'elle légua à la postérité un lourd héritage de difficultés, comme les questions ruthène et lithuanienne.

Nous nous faisons gloire souvent de notre « mission » à l'Est, qui nous aurait imposé de répandre la civilisation occidentale et d'être le boulevard du christianisme. Mais la première mission d'un peuple est de s'assurer un développement normal dans ses limites propres, avant de songer à les franchir. Les Allemands, eux aussi, poussèrent à l'Est, mais ils comprirent leur mission d'une façon moins platonique. S'ils furent obligés, pour avoir de l'air, de déborder sur des pays nouveaux, ils n'abandonnèrent rien de leurs positions à l'Ouest.

Comme la Pologne était médiocrement peuplée, et comme les guerres continuelles et les invasions mongoles du XIII^e siècle avaient fait périr une foule de ses habitants, la colonisation allemande y devint chaque jour plus active, inondant nos villes et noyant nos frontières occidentales. Malgré tout, sous l'influence du milieu, ces éléments commençaient à se poloniser, lorsqu'apparut un nouvel ennemi : l'immigration en masse des Juifs

II

Excès d'immigration juive. Décadence de la bourgeoisie.

Aux temps où l'Europe entière repoussait les Juifs, la Pologne seule leur offrit une large hospitalité, et dès les premières années du XII^e siècle, isolément d'abord, puis en masse, ils y affluèrent d'Allemagne, d'Espagne, de Byzance et de l'Orient. Nulle part ailleurs l'instinct défensif des nations ne leur permit de se grouper et de fonder ainsi des établissements.

Aujourd'hui les Juifs prétendent volontiers que leur condition, dans cette nouvelle patrie, ne fut pas des plus enviables. Ils portent à la Pologne plus de haine que de reconnaissance. Ils allèguent la sévérité des lois et règlements civils et politiques qui les maintenaient dans la misère et l'obscurité. On ne peut résoudre cette question que par voie de comparaison, en cherchant quelle était la condition des Juifs dans les autres pays. Il apparaîtra clairement que les Juifs, en Pologne, étaient traités avec une générosité exceptionnelle, qui d'ailleurs leur fut aussi funeste qu'aux Polonais, car en attirant un trop grand nombre d'entre eux sur un territoire limité, elle les empêcha de se fondre avec la population locale et de s'assimiler la civilisation européenne.

Laissons parler les faits. Dans toute l'Europe, les Juifs étaient persécutés, traqués, relégués à part. La Pologne les accueillit, les toléra, respecta leur manière de vivre, leur foi, leur langue et leur civilisation. Aucune collectivité de l'ancienne Pologne ne jouit d'une autonomie comparable à celle des Juifs.

Cette hospitalité accordée à une pareille masse d'immigrants réfractaires à l'assimilation entraîna des conséquences d'une extrême gravité. Elle empêcha la formation d'un tiers-état polonais. Elle dévia le caractère de la nation et surtout de la noblesse. Elle rendit impossible l'exercice d'un pouvoir équilibré. Elle contribua à la fatale prépondérance de la noblesse. Elle fut enfin pour une part dans la décadence intellectuelle du pays.

Pour comprendre cette suite d'effets, il faut se rappeler que la santé, dans le développement des États et des nations, dépend des mêmes conditions que celle de tout organisme vivant. Elle est un jeu de forces en équilibre normal. Or, ces forces, jusqu'à la fin du xviii^e siècle, furent le pouvoir monarchique, la noblesse, et le tiers-état. Nulle part le peuple des campagnes et les ouvriers ne jouaient un rôle actif. C'est pourquoi il faut ignorer l'histoire pour prétendre, comme nous l'avons vu, que l'abaissement du peuple fut, pour la Pologne, une des causes de sa ruine.

Le tiers-état des villes polonaises, dès l'origine, rencontra des conditions de développement extrê-

mement défavorables : faible densité d'une population disséminée sur une vaste étendue, incursions tatars, guerres civiles, goût du peuple pour l'agriculture, et colonisation allemande encouragée par toutes ces causes.

Les villes étaient ainsi en Pologne *locus minoris resistentiæ*, et quand, après l'invasion mongole du xiii^e siècle, la colonisation allemande redoubla d'activité, ce furent les villes qu'elle envahit d'abord. Après beaucoup d'efforts, elles se repolonisèrent, au xvi^e siècle, mais à ce moment les éléments juifs s'y implantèrent à leur tour. Ces immixtions successives furent un obstacle au développement du tiers-état indigène.

Dans un État dont l'évolution est normale, nous voyons toujours les nécessités de la défense à l'extérieur engendrer un fort pouvoir monarchique. Puis contre ce pouvoir entre en lutte une force nouvelle, qui est la noblesse, et c'est dans les villes que le roi cherche un appui pour lui résister.

En Pologne, la campagne s'émancipa de l'autorité royale beaucoup plus tôt que les villes. Celles-ci restaient attachées à la couronne, alors que les magnats, puis la petite noblesse, luttèrent pour leur indépendance.

Et ici nous remarquons un phénomène unique, qui n'était possible qu'en Pologne, et grâce à la masse juive. Dans leur rivalité avec la bourgeoisie chrétienne, les Juifs appellent à leur aide

la noblesse, qui affaiblit ainsi l'allié naturel du roi, les villes, et soutient à leurs dépens l'élément hébreu. Aux mains des nobles, le Juif fut comme un coin qu'ils enfoncèrent dans ce tronc vigoureux. Cette situation exceptionnelle vaut qu'on s'y arrête.

Les Juifs, doués d'aptitudes spéciales pour le trafic, se sont toujours trouvés en concurrence avec le commerce urbain, dans tous les pays. Première raison pour laquelle leur immigration devait être funeste aux villes polonaises.

Méprisés universellement en Europe et consacrés exclusivement au commerce, ils devaient contribuer à avilir aux yeux des Polonais les occupations du négoce.

Et comme, d'autre part, ils étaient privés de droits depuis des siècles et habitués, par intérêt, à flatter les forts pour obtenir leur protection, ils se mirent, en Pologne, à ramper devant la noblesse et contribuèrent ainsi à sa déchéance morale et économique.

Une série de lois, entre autres celles de 1496, de 1505 et de 1507, exemptèrent la noblesse et le clergé des droits de douane pour tous les articles qu'ils destinaient non pas au commerce, mais à leur usage personnel. L'entrepreneur de transports, ou son commis, ou un intendant garantis-
saient par serment que la marchandise appartenait à un gentilhomme ou à un ecclésiastique ; exportée, ils devaient déclarer qu'elle provenait

du producteur ; importée, qu'elle ne serait pas objet de trafic. Or les Juifs parvinrent à tirer de ces lois des avantages notables. Sous le nom des nobles, ils importaient et exportaient, embauchaient des individus pour leur faire prêter de faux serments, et désarmaient par cette contrebande la concurrence des marchands chrétiens.

La noblesse se désintéressait du commerce et n'entendait rien aux faits d'ordre économique. Au xvii^e siècle se produisit une grave perturbation monétaire, due à la baisse considérable du prix de l'argent et au grand afflux de métaux précieux qui avait suivi la découverte de l'Amérique. Faute de comprendre la corrélation qu'il y a entre les prix et la valeur de l'argent, la noblesse rendait les bourgeois responsables de la hausse. Par là s'explique l'habitude que prirent les diètes de grever les marchandises de taxes fixes. Ce système n'ayant pas donné de résultat, une loi de 1643 imposa à tout marchand le serment, une fois ses frais couverts, de ne réaliser qu'un bénéfice de 7 pour 100, s'il était polonais, de 5 pour 100 s'il était étranger, et de 3 pour 100 s'il était juif.

A première vue, ce règlement paraît sévère pour ces derniers. En réalité, il leur fut une source de profits. En prêtant serment devant l'administration du palatinat, le Juif, évidemment, ne se sentait obligé à rien, tandis que sa clientèle, sur la foi des certificats légaux, croyait

acheter une marchandise dont il ne tirait qu'un bénéfice minime. Et nous ne disons rien de ses autres moyens de concurrence, tels que la falsification des poids et mesures, le brocantage, la servilité devant le chaland, la diffamation des entreprises rivales, et l'emploi de fausse monnaie.

On a dit plus haut comment la Pologne, en reculant ses frontières à l'Est, et en transportant de ce côté le meilleur de ses forces, perdit contact avec l'Occident et ne put dès lors participer aux transformations économiques qui s'y produisirent. L'Occident, se débarrassant d'un régime suranné, s'initiait au crédit, aux transactions en numéraire, à la politique commerciale, et à l'intervention de l'État dans les questions de production et d'échange. Pendant ce temps, la Pologne manquait d'hommes au courant de ces progrès, capables d'en faire bénéficier la masse de leurs compatriotes et de faire prévaloir les principes régénérateurs. Les villes étaient paralysées, la noblesse se vouait exclusivement à l'agriculture. Dans ce désordre, la place restait aux Juifs, qui n'avaient pas intérêt à combattre une ignorance dont ils tiraient leur prospérité.

En 1633, la diète décréta que tout noble, établi dans une ville, qui se livrerait au trafic ou exercerait des fonctions municipales, serait déchu de ses titres. La noblesse ne comprenait pas qu'en ravalant ainsi la vie urbaine, elle la condamnait à être la proie des Juifs.

Enfin, pour achever d'emporter la place, les Juifs, d'accord avec les nobles, créèrent ce qu'on appelait des « Jurydyki ». C'étaient des quartiers urbains indépendants de l'administration municipale et exonérés de toute charge et servitude. Leur origine fut la suivante : les portions de terrain que les nobles détenaient, soit autour des villes, soit dans leur enceinte, avaient été affranchies, à titre de propriétés nobiliaires, de toute autorité municipale. Or ce furent les Juifs surtout qui s'y installèrent, entrant ainsi dans les villes, dont les privilèges devenaient lettre morte, bénéficiant en fait de tous les droits, et ne supportant aucune autre charge que le loyer qu'ils payaient au gentilhomme propriétaire.

Le commerce des boissons, dès le xvii^e siècle, était le monopole à peu près exclusif des Juifs, et c'est à cette époque qu'apparut le type du juif aubergiste qui, à la ville comme à la campagne, se chargeait d'enivrer le peuple et d'exploiter ses vices, dans son intérêt propre et dans celui d'une noblesse aveugle.

Jadis des Écossais, des Anglais, des Allemands étaient venus dans les villes de Pologne pour y fonder des maisons de commerce. Ils avaient créé un mouvement d'affaires important avec les États occidentaux. L'invasion juive détruisit tout.

Peu à peu, elle se rendit maîtresse incontestée des villes, à part quelques capitales commer-

çantes où subsistaient quelques vestiges de vieille bourgeoisie.

On entend faire grief à la Pologne de n'avoir pas su assimiler les Juifs. Si le reproche n'est pas tendancieux, il est inconsideré.

D'assimilation méthodique, il n'en était alors question nulle part en Europe. En fait d'assimilation, on n'en connaissait qu'une sorte : forcer les gens à embrasser le christianisme, ce qui revenait en somme à les éliminer.

Les Juifs, de leur côté, répugnaient à toute assimilation. Leur religion et leurs mœurs faisaient obstacle à une fusion quelconque avec l'infidèle, et même aux simples rapports sociaux.

Ils ont toujours aspiré, en tout pays, à s'assurer l'autonomie nationale et religieuse, et l'on comprend difficilement qu'ils puissent reprocher à la Pologne d'avoir satisfait ces aspirations.

Enfin, par malheur pour eux comme pour nous, ils étaient vraiment trop nombreux. Autrement ils se seraient au moins approprié la langue polonaise, comme ils ont fait en Allemagne où ils étaient disséminés. L'économiste Sombart démontre qu'une certaine quantité de Juifs introduite dans une nation, loin de lui être préjudiciable, a les propriétés adjuvantes d'un « levain ». Encore faut-il qu'il n'y ait pas trop de ce levain. Or plus de la moitié des Juifs de la terre s'étaient donné rendez-vous en Pologne. Quelle pâte aurait pu supporter tout ce « levain ? »

L'unique solution, pour la Pologne, était de faire comme les autres États, de restreindre leurs établissements et même, s'ils se multipliaient trop, de les forcer à émigrer. Elle ne le fit pas, et ce fut le malheur des Juifs, mais surtout de la Pologne. Il serait singulier, tout de même, qu'ils aillent maintenant lui savoir mauvais gré de ne les avoir pas jetés hors de ses frontières.

III

Organisation politique et sociale. Les magnats. La noblesse moyenne. La plèbe nobiliaire. Décadence du pouvoir central. Conflits des différents groupes nobiliaires. Influence des Juifs. Désorganisation générale. Influence de l'anarchie sur la société.

Si nous avons bien saisi l'importance historique des deux particularités fatales qui caractérisent l'évolution de la Pologne, son débordement hors des frontières ethnographiques, et l'inondation juive, nous serons en état de comprendre les déformations organiques qui affectèrent le caractère national et l'État, et qui furent la cause directe de la débilité où nous voyons le pays au XVIII^e siècle.

Abandonner les frontières ethnographiques de l'Ouest et compenser sans effort cette perte sur la Lithuanie et la Ruthénie, c'était désertier les lourds devoirs que la nature imposait à la Pologne, pour

s'assurer dans l'avenir une existence sans difficultés. L'énergie nationale en fut abaissée. Après les invasions mongoles et les guerres civiles, la Pologne du *xiv*^e siècle, manquant de bras, inondée de colons allemands, ne fut plus capable de défendre ses frontières de l'Ouest et du Nord, et dut les abandonner à la race germanique. Mais, malgré ce sacrifice, elle ne sut pas s'affermir dans les frontières nouvelles qu'elle s'était données ni faire œuvre de colonisation intérieure. La conquête de la Ruthénie Rouge, puis l'Union avec la Ruthénie-Lithuanie ne firent que la détourner davantage de son domaine naturel.

Tout progrès de civilisation n'est possible qu'étant donné une certaine densité de population. Un pays dont les habitants sont trop à l'aise sur des espaces trop grands est condamné d'avance à reculer. Son développement ne peut être sain ni harmonieux. La Pologne du *xiv*^e siècle était exclusivement agricole, avec une industrie et un commerce rudimentaires. Les villes, peu nombreuses, étaient peuplées d'étrangers, surtout d'Allemands, que l'élément indigène, faute de densité suffisante, n'assimilait qu'avec peine. C'était la colonisation lithuano-ruthène qui était responsable de cet état de choses. Sans elle, la population plus compacte aurait bien été obligée de se livrer à une exploitation intensive de la terre, de développer ses transactions, et de se créer une industrie.

En attirant les individus les plus actifs et les plus entreprenants, les propriétaires des régions colonisées accrurent considérablement la valeur de leurs domaines. Ainsi, tandis que le cœur même de la Pologne s'affaiblissait, tandis que les villes tombaient en décadence, la haute aristocratie devait à la colonisation un accroissement de force à la fois dans la métropole et dans les territoires annexés.

Dans la Pologne proprement dite, du temps de Ladislas Lokietek et de Casimir le Grand, cette haute aristocratie avait déjà perdu beaucoup de son ancienne importance. Mais à partir de l'époque du roi Louis, et surtout depuis la fameuse convention de Koszyce (1374), puis à la suite du mariage d'Hedvige et de Jagellon, elle reconquit une telle influence que Casimir Jagellon fut contraint de chercher contre elle un appui dans la petite noblesse.

Quant à celle de Lituanie et de Petite-Russie, elle n'eut pas, jusqu'à l'Union, les privilèges dont jouissaient déjà les seigneurs polonais. Ce fut l'Union d'Horodlo, en 1413, qui les lui accorda et qui fut le point de départ de sa puissance.

La propriété foncière de Mazovie était la plus morcelée. La Grande-Pologne, et surtout la Petite-Pologne, avaient des domaines plus étendus. Mais les plus vastes étaient ceux de Lituanie et de Ruthénie, si bien que la haute aristocratie trouvait la principale assise de sa richesse préci-

sément hors des frontières de la véritable Pologne.

Peu à peu les seigneurs de la Pologne proprement dite furent entraînés, à leur tour, à acquérir en Ruthénie. Il y avait là de vastes domaines appartenant à la couronne, d'énormes espaces incultes, où ils venaient chercher fortune.

En même temps, la supériorité de la culture polonaise et les unions qui se contractèrent eurent pour effet d'imposer aux grandes familles lithuano-ruthènes les mœurs et la nationalité polonaises.

Ainsi, graduellement, les principales forces de la haute aristocratie se transportent à l'Est. C'est de là qu'elle tire ses ressources, son influence politique; c'est là qu'elle organise les forces armées dont elle ne tarde pas à s'entourer; c'est là, pour s'implanter dans les solitudes de l'Ukraine, qu'elle entreprend cette politique de planteurs qui devait engager la Pologne dans des luttes sanglantes avec les Cosaques et les Tatars de Crimée. C'est l'Union avec la Lithuanie et la Ruthénie qui a déterminé la prépondérance des grands seigneurs polonais.

Dès le xv^e siècle, on voit le pouvoir central préoccupé de contrebalancer l'influence de la haute aristocratie. Mais ce contre-poids, où le trouver?

Impossible, comme dans l'Occident, de compter sur les villes affaiblies, accaparées par des étrangers, allemands et juifs. Si les premiers, insensiblement polonisés, étaient en état de participer

à la vie municipale, en revanche les Juifs demeureraient si rebelles à toute assimilation, par leur langue, leur race et leur culture, qu'il ne pouvait être question de songer à leur appui.

Cet appui, le pouvoir royal fut donc obligé de le demander à la petite noblesse, dont le caractère était d'ailleurs entièrement original.

En Occident, les droits nobiliaires découlaient du féodalisme et du régime des fiefs, dont le nombre était très supérieur à celui des terres allodiales. En Pologne, féodalité et vassalité furent inconnues. La propriété y était presque exclusivement allodiale. Par là, la noblesse dépendait beaucoup moins de la possession foncière; elle formait une caste personnelle, issue d'ancêtres chevaliers. Elle était un privilège de naissance et non de position sociale.

Plus indépendante, elle était aussi, pour la même raison, beaucoup plus nombreuse. Elle pouvait se dire sans exagération une « nation nobiliaire ». Au xviii^e siècle, tandis que la noblesse française comprenait environ 250.000 individus pour un total de 26 millions d'habitants, soit une proportion de 1 pour 100, la Pologne, sur 10 millions d'habitants, comprenait 800.000 nobles, c'est-à-dire 8 pour 100.

Lorsqu'au xv^e siècle Casimir Jagellon entreprit de lutter contre la haute aristocratie, il dut payer le concours de la petite noblesse en lui octroyant des libertés et privilèges. En particulier le statut

de Nieszawa (1454) lui assura la prépondérance sur la bourgeoisie et même sur la haute aristocratie, puisqu'il abolissait la juridiction des castellans et lui reconnaissait le droit d'élire les juges. Par le même statut, le roi s'engageait à ne promulguer aucune loi nouvelle et à ne convoquer l'arrière-ban (*pospolite ruszenie*) qu'avec l'assentiment des diètes.

La masse nobiliaire, par la force des choses, fut donc appelée à devenir toute-puissante et à prendre le gouvernement des affaires. Il est clair que dans toute société une classe à laquelle rien ne fait équilibre doit accaparer le pouvoir avec tous ses profits, se pervertir elle-même et entraîner la ruine générale.

Le successeur de Casimir Jagellon, Jean-Albert, l'élève de Callimaque, se préoccupa, comme son père, de fortifier le pouvoir royal et, comme lui, s'appuya sur la petite noblesse. Pour la gagner, il lui fit d'énormes concessions à la diète de Piotrkow, en 1496. Il l'exempta de tout droit de péage. Il restreignit de nouveau, à son profit, les droits des villes et des paysans. Il interdit aux bourgeois d'acquérir des propriétés foncières, pour lui en réserver le droit. Il lui réserva également toutes les hautes dignités ecclésiastiques. Les kmetons ou serfs furent attachés à la glèbe. Dans chaque famille de paysans, un seul des fils eut le droit de se livrer aux études ou à l'industrie, « de peur que la terre ne vint à manquer de

bras » (influence de la colonisation des confins). Il fut interdit de citer les paysans ailleurs qu'au tribunal de leur seigneur, ce qui les privait des garanties du droit public et consacrait le pouvoir patrimonial des nobles. La même diète désigna aussi les endroits où devaient siéger les diètes, et où la noblesse devait désormais, régulièrement, élire ses représentants aux diètes.

Sous le successeur de Jean-Albert, Alexandre, la haute aristocratie releva un moment la tête. Alexandre, avant de monter sur le trône, était grand-duc de Lithuanie, où il avait gouverné surtout avec l'appui des magnats. Dès 1492, il avait pris l'engagement de les consulter pour l'administration des revenus publics, les envois d'ambassades, la distribution des charges, en un mot pour toutes les questions de gouvernement. Aussi, une fois roi de Pologne, dut-il prendre les mêmes engagements envers les magnats polonais, par le statut de Mielnik. Il se réservait uniquement le droit de diriger le Sénat, ou Conseil des seigneurs, auquel devait revenir toute la réalité du pouvoir. La petite noblesse ne pouvait souscrire à ces changements. En 1505, la diète de Radom restreignit le pouvoir royal et les droits des seigneurs, par la loi *Nihil novi* qui interdisait au souverain de modifier en quoi que ce fût l'ordre établi sans le consentement du Sénat et des nonces terriens. Dès lors, les impôts, la défense du pays, la législation et tout le pouvoir politique dépendirent de

la noblesse, sur laquelle les magnats durent s'appuyer et dont le concours leur devint indispensable.

Les nonces élus aux diétines composaient la Chambre des nonces. Ils arrivaient avec des mandats dont souvent ils ne pouvaient ni ne voulaient s'écarter. D'autres fois, ils en appelaient aux diétines ultérieures, dites « de relation », qui avaient pouvoir de statuer en dernier ressort sur les décisions prises par les diètes. Ce système eut naturellement pour effet de compromettre l'homogénéité du pouvoir politique et de faire prévaloir les intérêts du particularisme local.

La composition du Sénat n'était pas plus rationnelle. Outre les palatins et les castellans, il comprenait tous les évêques et les ministres ou grands dignitaires qui, au lieu de seconder le roi, se rangeaient souvent dans l'opposition. La participation des prélats à la politique eut deux conséquences funestes : elle les détacha de leurs devoirs professionnels de sacerdoce, et elle favorisa un dangereux cléralisme gouvernemental. Quand l'archevêque de Gnesne, en 1573, fut reconnu, à titre de primat, comme *interrex*, et chargé d'assurer l'exercice du pouvoir pendant ces vacances du trône qui d'ordinaire se prolongeaient si longtemps, l'influence politique de l'épiscopat polonais prit des proportions inconnues aux autres pays.

Ainsi les deux Chambres représentatives de Pologne, l'une avec ses mandats impératifs, l'autre

avec ses membres, évêques et ministres, formaient un mécanisme mal compris, dont l'autorité royale ne pouvait rien attendre. Tous les efforts qu'elle tenta dans la suite pour s'appuyer tantôt sur les magnats contre les nobles, tantôt sur les nobles contre les magnats, étaient condamnés d'avance à échouer.

Par exemple, pour refréner la licence de la petite noblesse, Sigismond le Vieux fit alliance avec la haute aristocratie, et malgré la loi qui déclarait incompatibles les fonctions de sénateur et celles de staroste, il distribua aux sénateurs les starosties, qui étaient, pour le pouvoir central, des postes de première importance. Ces libéralités furent sans effet. Il suffit de rappeler la « Guerre aux poules » de 1537, où l'arrière-ban de 150.000 hommes, rassemblé sous les murs de Léopol, se mutina contre le roi impuissant et, au lieu de marcher contre les Moldaves, extermina toute la volaille de la région.

Le service personnel était déjà pour la noblesse un trop lourd fardeau. Elle tendait à remplacer la *pospolite* par des contingents mercenaires. Pour se soustraire aux charges des impôts, elle demandait que le roi procédât à ce qu'on appelait « l'exécution des biens », c'est-à-dire la restitution forcée aux domaines de la couronne de toutes les terres qui en avaient été distraites sans le consentement des diètes.

Cette mesure fut prise sous Sigismond-Auguste

à la diète de 1562, et la restitution imposée à tous ceux dont la concession ne remontait pas au delà de 1504. En outre, ces biens furent transférés, à titre viager, aux citoyens qu'on en jugea dignes, et le quart de leur revenu devait servir à l'entretien d'une armée permanente dite « armée du quart ». La réforme, salutaire en soi, était une victoire de la noblesse sur les magnats. Cependant, en se délivrant de l'impôt militaire, elle perdit l'habitude d'envisager les intérêts de l'État, sans compter que les magnats exercèrent sur les rois une pression assez forte pour s'assurer le bénéfice à peu près exclusif des distributions de domaines.

Tout conspirait en Pologne à élever la noblesse et à rabaisser le pouvoir. La réforme elle-même, qui était partout complice de l'absolutisme, ne fit que donner à la noblesse l'occasion de se distinguer par son libéralisme. En encourageant l'activité intellectuelle et littéraire, elle mit une aureole au siècle des Sigismonds. Mais à cet âge d'or déjà étaient déposés dans l'organisme national tous les germes d'où devait sortir l'anarchie et l'impuissance du XVIII^e siècle.

Incontestablement, ce qui contribua à hâter leur développement, ce fut l'absence d'individualités supérieures au service de la couronne, et l'extinction prématurée de la dynastie des Jagellons.

Pendant ce temps, la noblesse enrichissait ses prérogatives. Rappelons ici la loi d'après laquelle

tous les produits bruts (provenant exclusivement des nobles, seuls propriétaires fonciers) pouvaient être exportés sans subir aucune taxe, tandis que toute exportation de produits fabriqués était prohibée, et qu'en revanche ceux de l'étranger avaient libre accès en Pologne. La noblesse n'avait égard qu'à ses propres intérêts, et ne songeait ni à ceux de la collectivité, ni au développement des villes, ni à l'industrie nationale.

Sigismond-Auguste avait su réaliser en 1569, à Lublin, l'union de la Pologne et de la Lithuanie, mais il avait été impuissant à régler les questions relatives à la succession au trône. Quand il mourut, un interrègne s'ouvrit. Aucune disposition constitutionnelle ne prévoyait encore les situations de ce genre. A vrai dire, tous les Jagellons avaient été eux-mêmes des rois électifs, mais leur élection n'était guère qu'une formalité, qui se réglait d'emblée à la première assemblée ou diète. Mais avec Sigismond-Auguste c'était la dynastie qui s'éteignait. Aussi les nobles organisèrent-ils de nombreuses réunions, et c'est de là qu'entrèrent en usage les diètes « de convocation » ou diètes préliminaires.

A la diète de convocation de 1573 il fut décidé que l'archevêque de Gnesne, primat de Pologne, à qui incombaient les fonctions d'*interrex*, aurait la prérogative de convoquer les diètes et de présider les élections. Les dissidents demandèrent que cette présidence fût attribuée à un dignitaire

séculier, le maréchal de la Couronne, mais leur demande fut repoussée. La même diète prit une seconde décision touchant le mode d'élection du souverain. Quelques-uns proposèrent de confier cette élection aux députés de la diète, dont le nombre, pour la circonstance, serait quadruplé. Mais l'intervention de Jean Zamoyski, ce tribun de la démogagie nobiliaire, fit accepter le principe du vote direct et *viritim* du corps entier de la noblesse. En même temps, pour accroître l'influence de celle-ci, qui résidait surtout en Mazovie, on décida que les élections auraient lieu dans le voisinage de Varsovie, et non à Lublin, comme certains le proposaient pour commémorer l'Union de 1569.

Confier les élections aux masses turbulentes de la noblesse, c'était commettre la plus impolitique des fautes. Pouvait-on compter qu'elles se feraient avec quelque intelligence du bien public et des intérêts de l'État ?

Le gouvernement, au xiv^e siècle, avait passé du roi aux magnats, puis, au xv^e, des magnats aux propriétaires fonciers. Maintenant il tombait aux mains de la plèbe nobiliaire. Et quand enfin certains articles ajoutés aux *pacta conventa* jurés par Henri de Valois relevèrent la nation de son devoir d'obéissance au cas où le roi porterait une atteinte quelconque aux droits et privilèges de la noblesse, ce fut, pour le pouvoir central, le coup de grâce, et il cessa en fait d'exister. Désormais,

il était asservi au caprice du premier noble venu, qui pouvait dire : l'État, c'est moi. Entre ces nobles, les relations prirent une sorte de caractère international, et l'on peut comprendre ainsi et le *liberum veto*, et les confédérations, et les *rokosz* (révoltes), et la politique personnelle que les magnats engageaient avec certaines cours étrangères, et enfin toute l'anarchie des siècles qui suivirent.

La notion même d'État s'évanouit. Chaque noble, pour son compte, représentait une puissance capable de faire échec aux volontés de la République entière, qui n'était plus que l'unité vague de ces souverainetés.

Si jadis les rois avaient recherché l'appui de la noblesse, en tant que classe sociale, ils ne le pouvaient plus désormais, car cette classe s'était disloquée, effritée en poussière d'atomes.

Dès lors, roi, magnats, clergé, bourgeois, Juifs, tous ceux qui ont quelque chose à solliciter, tous ceux qui aspirent à jouer un rôle quelconque en Pologne sont obligés, chapeau bas et cadeau en main, de briguer les bonnes grâces de ces milliers de monarques qui constituent la plèbe nobiliaire.

Cette plèbe a tous les vices de la foule. Elle est impulsive, étrangère aux larges vues, incapable de comprendre les besoins généraux, égoïste, partielle, amoureuse de nivellement social et même intellectuel, facile à prendre au mirage des beaux programmes irréalisables.

Si l'État, malgré tout, tient encore debout pendant deux siècles, ce n'est plus grâce à son organisation, c'est en dépit d'elle. Il doit ce prolongement de son existence à toutes les forces accumulées dans les âges précédents, aux principes de famille et aux vertus privées. Mais aucun pays, avons-nous dit, ne peut vivre uniquement de ces qualités morales. Il est obligé de compter avec les imperfections de la nature humaine : « Les classes dirigeantes en Angleterre, au xviii^e siècle, lisons-nous dans Julien Klaczko, étaient peut-être encore plus corrompues et certainement ne valaient pas mieux que les nôtres à la même époque. Les désastres s'accumulaient alors sur la nation. L'Amérique était perdue sans retour. Les esprits fermentaient, excités par les perturbateurs démagogues. La guerre européenne avec la France exigeait sans cesse de nouveaux sacrifices. L'héritier du trône était l'objet du mépris universel. Le roi avait perdu la raison. Tel était l'état de l'Angleterre à la fin du xviii^e siècle. C'est alors qu'apparut toute la grandeur et toute la sagesse de sa constitution qui continuait à fonctionner malgré l'effroyable corruption de l'aristocratie, la perte de l'Amérique, la guerre générale, l'effervescence des esprits, les violences de l'opposition, l'avilissement de l'héritier présomptif et la démence du souverain. Par contre, avec notre constitution, alors que nous avons les plus grands citoyens, les plus

sublimes héros, les patriotes les plus dévoués, la Pologne ne faisait que se trainer. Et quand elle eut perdu ces hommes, elle tomba, n'ayant trouvé dans ses institutions aucun appui, aucun moyen de salut, mais seulement le fatal instrument de sa propre perte. » Telles furent les suites du défaut d'équilibre et de la suprématie sans limites de la plèbe nobiliaire dans la vie politique de la Pologne.

Le pouvoir royal cesse d'être une autorité effective ; il n'est plus qu'une dignité honorifique, et, par la dispensation des charges et des bénéfices, la source de toute « la prospérité nobiliaire ». Voici ce que dit un contemporain de Sigismond III et de Ladislas IV, l'évêque historien Piasecki : « Le roi de Pologne, dans ses fonctions publiques, est comme la reine des abeilles qui ne fait que distribuer le miel à ses sujets. C'est lui seul qui dispose de toutes les charges et dignités de la République, qui sont en si grand nombre. Il enrichit à tel point ses sujets avec son trésor, sur l'immense étendue de son royaume et parmi les nombreuses nations qu'il gouverne, qu'il n'y a gentilhomme ou militaire bien méritant qui n'en ait sa part, et d'aucuns si bonne qu'ils atteignent à la fortune. Les ecclésiastiques reçoivent du roi de riches abbayes, et toute l'autorité du roi est fondée sur le pouvoir qu'il a de gagner par ces moyens ceux qui aspirent à de telles faveurs. Sans contrainte, par une lente et douce attirance, il incline à lui

tous les esprits. Il n'a aucun aiguillon. La vie, la liberté, les biens de la noblesse échappent entièrement à son pouvoir. » Certes, tout cela était du miel pour la noblesse. Mais le roi y perdait jusqu'à l'ombre de la souveraineté, et c'était précisément ce que voulait cette noblesse aux yeux de laquelle la moindre manifestation de pouvoir évoquait le spectre de *l'absolutum dominium*.

Et cependant, en dehors d'elle, le pouvoir royal n'avait aucun point d'appui. Le peuple des campagnes, au xvii^e siècle et au xviii^e, ne s'était encore élevé en Europe à aucun rôle politique, et il ne pouvait être question de son émancipation. Jean-Casimir ne devait en avoir qu'une idée bien confuse, le jour où, sous l'impression des calamités déchainées par l'invasion suédoise, il fit le vœu solennel, dans la cathédrale de Léopol, de mettre fin à l'oppression des paysans. Cette idée d'ailleurs n'eut pas de suites et n'en pouvait pas avoir. Elle n'était réalisable ni en Pologne, ni en Europe, où tout le régime social et économique dépendait de la coutume des corvées. Et puisque d'autre part les villes, dominées par l'élément étranger, étaient incapables de jouer un rôle, toute la vie politique était concentrée dans la noblesse. C'était là que les luttes se livraient, que les partis en venaient aux mains, que les destinées de l'État se jouaient.

Malgré leur égalité théorique, les nobles se divisaient en trois catégories distinctes, repré-

sentant des groupes sociaux différents : les magnats, la noblesse moyenne ou terrienne, et la plèbe nobiliaire.

Les magnats sont pour la plupart les descendants des anciens seigneurs. Mais la haute aristocratie, en tant que corps constitué, avait été brisée définitivement au xvi^e siècle. Le hobereau dans son clos était devenu l'égal du palatin. Cependant l'inégalité des conditions matérielles subsistait, et même tendait à s'accroître. En colonisant les riches étendues de la Ruthénie, les magnats s'étaient créés des propriétés immenses, avec un luxe royal, de véritables armées à leur solde, une multitude de courtisans et d'employés. D'autre part, la rupture s'étant produite entre la bourgeoisie et la noblesse, celle-ci, quand sa situation économique était médiocre, ou que les guerres et calamités d'autre sorte l'avaient conduite à la banqueroute, ne savait où se procurer les ressources matérielles qui lui manquaient. Par mépris de caste pour la bourgeoisie et ses professions, le gentilhomme, plutôt que de se rendre utile dans le commerce ou l'industrie des villes, allait jusqu'à se mettre au service du magnat, qui l'exploitait en le méprisant. C'est ainsi que se formèrent les légions de ce qu'on appela la racaille nobiliaire, et qui composa la moitié au moins de toute la masse. Enfin la catégorie de la noblesse terrienne (*bene nati et possessionati*) se composait, pour la moindre partie, de gens à for-

tune suffisante pour s'assurer une existence indépendante, et, pour la majorité, de petits propriétaires souvent proches de la racaille nobiliaire, qui dépendaient comme elle de la faveur des magnats et qui rivalisaient avec elle d'ignorance et de grossièreté.

L'ensemble de ces groupes constituait cette « nation nobiliaire » aux mains de laquelle était le sort de la République, et qui réduisait toute la vie politique aux intérêts particuliers et aux conflits de ses différents partis. Pendant deux siècles, au xvi^e et au xvii^e, nous assistons à ces conflits. Par le concours de tel et tel groupe, la couronne essaie de sauver au moins les apparences du pouvoir politique. Mais ces tentatives étaient destinées à échouer, parce que déjà la caste nobiliaire était remplacée par l'individu, dont la fantaisie rendait désormais impossible toute direction de la nef de l'État.

Voyons néanmoins le parti que le pouvoir essaya de tirer de certains groupes nobiliaires.

A l'époque de Batory, la prépondérance appartient à la noblesse terrienne. Les magnats sont tenus en lisière par la forte main du roi-héros. C'est sur cette noblesse terrienne que roi et magnats s'appuient lors du procès des Zborowski. Le roi l'emporta. Il se concilia la noblesse par son énergie de fer, par ses exploits militaires, et par une concession nouvelle dans l'ordre judiciaire, l'établissement du Tribunal de la Cou-

ronne. L'accusation d'aspirer à la tyrannie, qui fut portée contre lui, n'eut aucun effet, bien que cet épouvantail fût destiné à devenir désormais, dans les mains des magnats, leur meilleur instrument de combat contre le pouvoir.

Sous Sigismond III, nous voyons grandir l'importance des magnats. C'est l'expédition de Mniszech à Moscou, la révolte de Zebrzydowski, la conquête d'immenses territoires ruthènes par les seigneurs, et le commencement des troubles de la Cosaquerie.

Ladislas IV, homme de cœur et de tête, mais inférieur à Batory, projetait de briser la puissance des magnats, et défendit de tout son pouvoir les Cosaques et ses vastes plans de guerre. Mais il mourut avant d'avoir rien réalisé.

Sous Jean-Casimir, c'est « le déluge ». La Pologne est envahie par les Suédois, les Moscovites, les Tatars et les Cosaques. Tous les supports de l'État s'écroulent. Tous les liens qui en faisaient la cohésion se relâchent. Des puissances destructives surgissent, qui en font disparaître jusqu'à l'idée. Ainsi commencent les funestes guerres cosaques, luttes des roitelets ukrainiens pour leurs terres, politique bornée et stupide. Ainsi, à l'instigation de Janus Radziwill, le député Sicinski introduit à la diète de 1652 le *liberum veto*. Ainsi des magnats comme Janus Radziwill, Radziejowski et Opalinski, tendent la main aux ennemis de la Pologne, les introduisent dans le

pays, et excitent la nation à la trahison. Ainsi la petite noblesse reste longtemps passive devant les désastres nationaux, se soumet sans résistance à la force étrangère, s'accommode de la déchéance et même du démembrement du pays, pourvu qu'elle sauvegarde sa propre tranquillité. Il faudra que l'envahisseur s'en prenne directement à elle pour qu'elle sorte de sa honteuse apathie, pour qu'elle se résolve à donner quelques coups de sabre et à chasser l'ennemi. Tous les projets de Jean-Casimir et de Marie-Louise relatifs à l'hérédité de la couronne et à l'alliance française sont étouffés sous les cris de *absolutum dominium*. Enfin vient le *rokosz* ou sédition de Georges Lubomirski, après quoi le roi abdique en prédisant à la nation sa chute et son démembrement.

L'élection de Michel Wisniowiecki n'est qu'une facétie par laquelle la plèbe nobiliaire veut affirmer sa prépondérance aux yeux des magnats. Désormais ce n'est plus la raison qui gouverne dans les choses publiques, c'est la basse intrigue, l'intérêt privé, et la vénalité. La sagesse politique imposait un rapprochement avec la France. Tous ceux qui avaient conservé quelque sens des intérêts généraux soutenaient l'idée d'une alliance. Mais le roi Michel, après son mariage avec Éléonore d'Autriche, se met à la remorque de Vienne, encouragé en cela par la noblesse, tandis que Sobieski se met à la tête du parti français. Et cependant, deux ans plus tard, c'était à ce Sobieski

que la noblesse offrait la couronne, encore pour défier les magnats.

Les élections de candidats Piasts, c'est-à-dire nationaux, achevèrent de ruiner l'autorité du trône, et encore que Sobieski fût le meilleur de tous les Piasts possibles, son règne, tout glorieux qu'il fût par les armes, ne fit qu'accélérer les progrès de l'anarchie. Les magnats reprennent l'avantage sur la petite noblesse, mais ils n'en profitent que pour détruire, et la plèbe nobiliaire n'est plus que l'instrument docile de leurs intérêts et de leurs luttes de partis.

Tout s'appauvrit et dégénère. La masse nobiliaire perd tout sentiment des besoins généraux, végète dans l'abrutissement, tourne la religion en dévotion ou en fanatisme, s'imagine qu'elle est le peuple élu de ce monde, et que le souverain bonheur est d'être gentilhomme polonais. On en vint à un tel aveuglement qu'on ne s'avisait même pas de remarquer le développement des puissances voisines, et leurs menées contre la République. Avec une égale inconscience, tous se persuadèrent qu'en présence des rivalités qui mettaient aux prises les États voisins, une haute sagesse politique commandait la neutralité. On crut naïvement que c'était l'anarchie qui faisait vivre la Pologne puisque, ne s'attaquant à personne, personne ne viendrait l'attaquer.

L'idéologie médiocre de cette noblesse démagogique gagna de proche en proche les classes

éclairées, les propriétaires fonciers qui manquaient de plus en plus de culture, le clergé, les jésuites eux-mêmes, qui se recrutaient surtout dans les rangs de la noblesse et qui étaient obligés de flatter les masses pour entretenir leur popularité, enfin les magnats, qui en étaient réduits à exploiter les bas instincts pour assurer le succès de leurs combinaisons privées. Et en dessous de ces classes dirigeantes et du triste ensemble qu'elles composent, que voyons-nous? Aux champs une masse paysanne passive, asservie, abrutie, encore loin de son réveil; dans les villes, une multitude de Juifs, fermés à la vie nationale, attachés comme des parasites au corps malade de la République. Et dans cette atmosphère de mort, ils dépérissaient aussi et devenaient les plus misérables de leur race. Par l'excès de leur nombre ils tuaient le pays qui les avait hospitalisés, mais ils se perdaient avec lui.

Voyons de plus près cette situation. L'inerte masse des paysans, au plus bas degré de la société, ne représente, comme dans le reste de l'Europe, qu'une force de travail. Elle n'a ni instructions, ni droits, ni aspirations politiques. Une petite minorité, les serfs du domaine royal et de certains bénéfices ecclésiastiques, les mercenaires libres, jouissaient de quelques droits civils et de la protection de l'État. L'immense majorité, tous les serfs des domaines nobiliaires, n'étaient protégés par aucune loi et étaient à la

discrétion de leurs seigneurs. Il faut dire que la douceur du caractère national rendait rares les abus de ce pouvoir, que la peine de mort, par exemple, n'était jamais appliquée, et que celle du fouet n'était pas donnée avec trop de cruauté. L'opinion publique protégeait le sujet contre les cruautés du maître. On ignorait en Pologne ces raffinements d'atrocité que l'on voyait en Moscovie, ces exécutions où l'on coupait nez et oreilles, où l'on arrachait les narines, brisait les membres, écartelait et administrait le knout jusqu'à la mort. Mais la condition des paysans de Pologne, sur les terres nobles, n'en était pas moins extrêmement dure. Le seigneur, poussé par les besoins de la concurrence, tirait de leur travail tout ce qu'il pouvait, et les réduisait à un état d'affreuse misère.

Dans cette oppression des paysans, une part sérieuse de responsabilité revient à ceux qui, pour les questions d'argent, étaient les conseillers, les aides et souvent les guides de la noblesse, — les Juifs. Partout où apparaît le Juif, comme aubergiste, comme homme de confiance, le sort du paysan s'aggrave. Avec son tempérament et ses aptitudes exceptionnelles aux combinaisons financières, il est né pour l'exploitation la plus impitoyable du travail de l'homme et de ses infirmités. *In Geldsachen hört die Gemüthlichkeit auf!*

Cette devise, le Juif l'applique à toutes les

formes du travail, à toutes les relations économiques. Il ne manqua pas d'en faire usage, en Pologne, dans ses rapports avec la noblesse.

Un trait de la race, encore, est de se ranger toujours au parti du plus fort. A leur apparition en Pologne, les Juifs se mirent sous la protection directe du roi; elle était alors la plus efficace. Dans la suite, quand le pouvoir passa aux mains de la noblesse, nous les voyons rechercher sa faveur, l'aider dans sa lutte contre la bourgeoisie et les franchises municipales, enfin accaparer peu à peu toutes ses affaires et se rendre maîtres de son négoce. Ils furent pour elle ce que Mephistophelès fut pour Faust. Ils surent tirer merveilleusement parti de sa psychologie, encourager en elle ce qui pouvait favoriser leurs desseins, paresse, frivolité, prodigalité, mépris du commerce et de l'industrie, goût des jouissances. Ils mirent à profit ses privilèges en fait de taxes douanières, d'exemption de droits municipaux, et de commerce des boissons. Ils lui enseignèrent la manière de gérer ses biens et de se faire des revenus par le travail de ses sujets et par leurs vices, l'ivrognerie et la débauche. Bientôt tout noble eut son ou ses Juifs. On ne peut se représenter un noble sans son conseiller juif, un conseiller inappréciable dans les affaires, car il les traitait en faisant bon marché de tout sentiment national, ou politique, ou même humain.

Les relations des différents groupes nobiliaires,

depuis le hobereau jusqu'au grand seigneur, ont été présentées avec un réalisme et un relief extraordinaires par l'écrivain Henri Rzewuski dans ses *Mémoires de monsieur Séverin Soplica*. Soplica croit au dogme de l'égalité nobiliaire : « Nous étions tous égaux entre nous, s'écrie-t-il. Le magnat était un gentilhomme riche, et le simple gentilhomme un seigneur pauvre ». Mais, en dépit de cette fameuse égalité, Soplica a beau être investi d'une des charges honoraires de la petite noblesse, il embrasse les genoux des magnats et s'aplatit tout de son long devant leur grandeur. En dépit de cette égalité, il défend la cause inique de Radziwill parce qu'il mange son pain et que ce pain est bon. Il vote comme le maître le lui ordonne, et avant de partir chez son « égal », le staroste de Kaniow, il va à confesse, ne sachant pas s'il sortira vivant de son château. Ce Soplica, avec son servilisme devant les « frères magnats », avec son patriotisme radziwillien et sa religiosité de patenôtres et de rosaires, est le type achevé de cette noblesse qui resta insensible à toutes les voix d'un siècle éclairé. Quant au type du magnat dégénéré, on le trouve dans la personne de ce prince Charles Radziwill, qui disait à tout le monde : « Monsieur, mon bon ami », et qui en a gardé le nom, « Panie Kochanku ». Propriétaire de domaines plus vastes que bien des principautés souveraines et plusieurs des palatinats de la République, fier, vain, hableur, plat, bon cœur

au fond, ce magnat caricatural est le produit d'un temps, le représentant de cette aristocratie épuisée et corrompue du xviii^e siècle. Nulle part ailleurs qu'en Pologne, le type du « Panie Kochanku » n'était possible.

Les rapports des classes nobiliaires furent subordonnés aux principes fondamentaux du droit public polonais ; ces principes eux-mêmes étaient déduits de la fausse théorie en vertu de laquelle on prétendait concilier, comme corrélatives, la liberté et l'égalité. Une liberté qui aboutissait à mettre au même niveau la notion de sujet et celle de maître, n'était plus que de la licence. Quant aux tendances égalitaires, vu la pleine liberté des prépondérances de toute sorte, elles n'avaient pour effet que des apparences d'égalité et paralysaient toute activité normale et féconde. Il n'y avait ainsi, dans la réalité, que mensonge et illusion. Les individus comme les groupes, au lieu d'évoluer régulièrement, étaient condamnés à l'immobilité. Toute idée neuve, élevée, toute tentative de réforme, n'étaient regardées que comme une violation des principes consacrés par la tradition. Il fallut hurler avec les loups, faire le sot parmi les sots, le fanatique parmi les fanatiques, et l'amant de la liberté dans la pétaudière des diétines. Défense de corriger le système politique : les nobles le trouvaient parfait. Défense de relever la puissance de l'État : ces politiques pensaient que son impuissance

même était la garantie de sa sécurité. Défense de rêver une armée forte ou un trésor bien garni : la liberté en pourrait être menacée. Les sciences et les arts ? La plèbe nobiliaire n'y entendait rien. Passé le rudiment de grammaire latine, elle ne voyait au reste que niaiserie. Que pouvaient faire dans de pareilles conditions ces magnats, représentants des grandes familles, ces roitelets d'Ukraine ou de Lithuanie, détenteurs de domaines immenses, regorgeant de tous les biens matériels qui portent l'homme à chercher quelque part la satisfaction de nobles désirs et un aliment pour ses besoins d'esprit, d'imagination et de cœur ?

La santé d'un organisme dépend de celle des organes. Dans une société chaque groupe, chaque individu, pour être utile à la collectivité, doit trouver une fonction propre. Quand cette fonction manque, le groupe ou l'individu deviennent superflus, et leur activité s'exerce à l'encontre des intérêts généraux.

Ce fut le cas de l'aristocratie polonaise au xvii^e et au xviii^e siècles. En vertu de la mode égalitaire, l'élite doit passer sous la même toise que le pauvre diable dépourvu d'argent, de manières et de culture. Elle n'eut plus permission de porter, comme ailleurs, les décorations ou les titres de prince et de comte, mais elle eut le droit, comme les hobereaux, de remplir des fonctions honorifiques, avec des noms sénatoriaux

pompeux, qui ne correspondaient à rien, et de vivre sur le dos du monarque en lui soutirant des domaines et des starosties.

La plèbe nobiliaire restait complètement indifférente aux relations diplomatiques avec l'étranger, et ne souffrait pas que la République eût des représentants permanents auprès des cours européennes. Par contre, elle autorisait les magnats à s'entendre selon leurs fantaisies avec les États étrangers et à traiter avec eux des choses publiques.

Tremblant pour ses libertés et redoutant l'affermissement du pouvoir royal, elle ne souffrait pas d'armée permanente. Mais elle permettait aux magnats d'entretenir d'énormes milices, qui étaient de véritables armées au service d'intérêts particuliers.

Par passion d'indépendance, elle voulut avoir des diètes et des tribunaux libres. Mais elle laissait les magnats employer l'intrigue et souvent la violence pour dissoudre les diètes et peser sur la justice.

Nous voyons par là à quoi était borné le champ d'activité de l'aristocratie polonaise. Il lui était loisible d'accaparer les charges titulaires et les starosties de bon rapport, d'entretenir des intelligences avec les gouvernements étrangers, d'avoir des cours vraiment royales, des armées, et de porter le désordre dans les diètes et les tribunaux. Mais il ne lui était pas loisible de contribuer à la

prospérité de l'État, d'exercer des fonctions effectives, et de jouir des titres et distinctions que l'on admettait dans le monde entier. Elle était condamnée à ne rien créer, à demeurer une force nuisible et destructrice, et à ne penser qu'à son profit et à son élévation.

On sait combien il est malaisé de cultiver les bons penchants et facile d'encourager les mauvais. Le niveau moral de l'aristocratie polonaise, au xvii^e et au xviii^e siècles, descendit très bas, et la démoralisation de la petite noblesse prit des proportions monstrueuses. Comme elle était insensible aux suggestions de la raison, il fallait la prendre par ses bas instincts, et la haute aristocratie contribua puissamment à rabaisser sa valeur civique.

Avec son invraisemblable constitution, la nation devint semblable à la mouche prise dans la toile d'araignée, ou au voyageur égaré dans les marécages et qui enfonce à chaque nouveau pas.

Même les suprêmes dignitaires de la République malade, les derniers rois, présentent un triste spectacle. Ils paraissent subir le maléfice général. Déjà Sobieski, ce grand héros, le plus remarquable, incontestablement, de tous les magnats de son temps, nous offusque par certaines démarches qui ne s'inspirent pas uniquement de préoccupations d'intérêt public et qui tendent à satisfaire des intérêts de famille : par exemple ses efforts pour conquérir la Moldavie au profit de

son fils. Auguste II marchande ouvertement la couronne et précède Frédéric II dans les projets de démembrement. Pour Auguste III, la Pologne n'est qu'un gros bénéfice, auquel rien ne l'attache que le profit.

Représentons-nous donc cette organisation inouïe de la Pologne au xvii^e et au xviii^e siècle, cette impossibilité pour ainsi dire matérielle d'une vie publique normale, cette nécessité pour les individus pacifiques de se murer dans les choses domestiques, et pour les hommes actifs de gaspiller leur énergie sans bénéfice pour la communauté et même à son détriment. Alors nous comprendrons trois choses : la première, c'est qu'il fallait à cette nation, à cette société une vitalité extraordinaire pour se soutenir deux siècles avant de sombrer dans ce chaos ; la seconde, c'est que les vertus domestiques et familiales doivent être bien puissantes pour avoir suppléé ainsi, durant deux cents ans, à la force de l'État, et pour avoir permis à cette nation, après la catastrophe, de durer encore et d'attendre des destinées meilleures ; la troisième enfin, c'est que nous serions mal venus de jeter la pierre à nos ancêtres et de ne voir en eux que des traîtres, sans prendre en compte les circonstances qui ont paralysé leur activité publique.

Qui ne fut pas traître, en ces temps d'aveuglement et de déchéance ? Rappelons-nous comment, lors de l'invasion suédoise, tous les palatins,

toute l'armée, les hetmans en tête, abandonnent le roi Jean-Casimir ; comment le parti français, mené par Sobieski, complota contre le roi Michel, puis comment, quand Sobieski fut roi à son tour, les Sapieha et les Lubomirski essayèrent de le détrôner. Rappelons-nous que, durant les compétitions d'Auguste II et de Stanislas Leszczyński, la noblesse reconnut tantôt l'un, tantôt l'autre ; que les Czartoryski essayèrent d'arracher la couronne à Auguste III ; que vers la fin de la République tous les partis invoquaient l'assistance des cours voisines. Dans cette anarchie où le régime lui-même autorisait le premier venu à s'aboucher avec les ennemis de son pays et le faisait juge de son roi, comment savoir où et quand il y avait trahison ? Là-dessus, les meneurs de Targowica, infâmes aux yeux de la postérité, ne manqueraient pas d'arguments à leur décharge. De toutes façons, dans d'autres conjonctures, ils n'auraient pas été ce qu'ils furent.

Il ne s'agit pas, dans une histoire de notre chute, de chercher des fautes, mais de saisir des causes, ni de crier vengeance contre les traîtres, mais d'analyser la maladie dont la classe noble était rongée, cette classe qui plus tard, après la chute, et dans des conditions si difficiles, sut se régénérer et reconquérir son prestige de dévouement et de patriotisme.

La cause de cette chute, ce fut l'intervention violente de l'étranger, qui ne donna pas à la

nation affaiblie le temps de reprendre ses forces. Quant aux raisons qui expliquent cet affaiblissement lui-même, elles ont été souvent indiquées d'une façon incomplète ou inexacte. Nous avons essayé de montrer que, si l'on signale beaucoup de raisons, les véritables et primordiales furent : d'une part, la structure mal équilibrée de la société, due à la disparition du tiers-état, qui elle-même eut pour cause l'immigration exagérée des Juifs ; d'autre part le mouvement d'expansion qui porta les Polonais trop loin de leurs frontières ethnographiques. Les phases de cette évolution anormale, nous les avons parcourues rapidement, et nous avons assisté à ce spectacle de classes sociales et d'individus qui perdent en quelque manière leur centre de gravité, s'affranchissent de la discipline politique, rendent impossible l'unité organique de l'État et le réduisent enfin à néant.

On fait une bonne brique avec de la glaise, et non pas avec du sable. Ainsi, pour faire un État, il faut une société qui se prête, dont les éléments puissent s'agglutiner ; autrement il croule et s'effrite en unités. Le sable qui nous empêcha de nous agglutiner, ce fut notre malheureuse constitution, qui nous livra à la merci de l'ennemi. Même après nos malheurs, il reste en nous quelque chose des causes qui les ont provoqués. Nous n'en serons débarrassés qu'à la longue. Nous voulons parler de la déviation du tempérament

national, qui, à l'époque du démembrement, fut une autre raison sérieuse de notre impuissance.

IV

Le caractère national sous le gouvernement nobiliaire. Ses défauts. Excès d'individualisme. Manque d'esprit logique. Faiblesse de caractère. Égalitarisme. Les bons côtés.

Il serait grandement injuste de chercher la cause principale de notre affaiblissement national, et plus encore de notre ruine politique, dans les défauts et la déchéance du caractère polonais. La comparaison avec les autres nations ne nous autorise pas à cette induction. Nombre d'entre elles ont connu des périodes plus graves d'abaissement moral et de dégénérescence des caractères. Elles n'ont pas péri, parce qu'elles eurent ou le temps de se relever, ou un régime politique assez fort pour se maintenir malgré les désordres des particuliers, ou enfin l'avantage d'être favorisées par les circonstances extérieures.

Il n'en est pas moins nécessaire d'examiner la question de nos défauts nationaux. On ne saurait nier, d'abord, qu'ils ont fortement contribué à précipiter la ruine de la République. Ensuite, après cette ruine, et jusqu'au moment où cet état se reconstituera sous une forme ou sous une autre, la principale tâche de la nation doit être de corriger son caractère, et elle ne peut le faire

sans connaître exactement les imperfections qui se sont révélées par son histoire.

Le caractère polonais, dans ses particularités, s'explique avant tout par nos origines. Bien qu'on nous accuse souvent de nous désintéresser de la cause slave, nulle nation slave n'a conservé plus purs le sang et les qualités de la race. Les Russes et les Bulgares ont un fort appoint de sang mongol; les Ruthènes, de sang tatar et valaque; les Tchèques, d'allemand; les Slovaques et Croates, de hongrois; les Slovènes, d'allemand et d'italien. Les Polonais seuls sont à peu près restés préservés de tout mélange. Leurs voisins allemands d'ouest descendent eux-mêmes de Slaves vaincus. Ce n'est qu'en Lithuanie qu'on trouve trace de sang indigène dans la population polonaise, mais le Lithuanien est proche parent du Slave. Les traits caractéristiques des Slaves, race avant tout agricole, sont connus : douceur, gaité allant jusqu'à la légèreté, défaut de patience et de discipline, tempérament impulsif, prédominance du sentiment sur les facultés raisonnables. Les conditions dans lesquelles s'est développée la nation polonaise, loin d'atténuer ces traits originels, devaient encore les accentuer.

L'affluence en Pologne des Juifs chassés de l'Europe, surtout au temps des Croisades, et plus tard lors de la Réforme, atteste qu'ils y trouvèrent une nation qui se distinguait des autres par sa douceur et sa tolérance, mais aussi par son

défaut de clairvoyance et de sens pratique. Leur action, au cours des siècles suivants, sur le caractère national et particulièrement de la noblesse, fut pernicieuse à tous les points de vue. Avec leurs instincts de parasites et leur perspicacité psychologique, ils devaient s'entendre à dépraver le caractère de la race au mieux de leurs intérêts.

La seconde cause historique qui agit sur ce caractère national, ce furent les faciles conquêtes de l'Est, et le goût trop exclusif des occupations agricoles. Les succès sans effort démoralisent, et la variabilité des conditions atmosphériques fait perdre au cultivateur l'habitude de la ponctualité.

Enfin, comme on l'a vu, le régime politique devait avoir l'influence la plus désastreuse, en facilitant la licence et en rendant impossible toute activité féconde.

Les principaux défauts nationaux furent l'excès d'individualisme, le manque d'esprit logique, l'absence de caractère énergique, et la passion de l'égalité.

Pour ne pas tomber dans l'extrême, notons tout de suite que ces défauts étaient contrebalancés par des qualités : noblesse de sentiments, esprit chevaleresque, probité, sérénité d'esprit : amour de la liberté, patriotisme, tolérance, respect des liens de famille et attachement aux traditions. Toutes ces qualités, à l'époque de notre ruine, se manifestèrent parfois à peine, et l'on put croire même souvent qu'elles avaient dis-

paru. Il n'en était rien. Quand la nation se réveilla de sa longue léthargie, elles brillèrent à nouveau de tout leur éclat.

Au premier rang de nos défauts nationaux, nous avons placé l'individualisme. C'est plus qu'un défaut, c'est notre trait de race, qui s'explique par l'esprit d'indiscipline naturel au Slave, et aussi par l'extrême liberté dont jouit chez nous l'individu pendant les dernières années de notre existence politique. L'État, avons-nous dit, relégué au second plan, n'était plus qu'un total d'unités indépendantes. Cet état de choses devait naturellement agir sur l'esprit national, donner naissance au type du brouillon et de l'éternel mécontent, entraîner le dédain de l'ordre et de la subordination, et entacher le sentiment patriotique lui-même d'égoïsme et de particularisme.

Notre second défaut est la faiblesse de notre esprit logique, la spontanéité de nos réflexes de sensibilité, que la raison ne contrôle pas, c'est-à-dire enfin notre caractère impulsif. Étant une des plus jeunes nations européennes, et ayant gardé plus que d'autres le naturel de la jeunesse, nous n'avons jamais eu un esprit critique exercé, et comme dit Szujski, tout était chez nous prime-sautier, fougueux, passionné. Nous étions prompts aux actes, à condition de n'y pas persévérer; prompts aux accusations, à condition de les oublier ensuite; prompts aux décisions, pour ne pas les

tenir. Dans les diètes et assemblées publiques, nous aimions contrecarrer tout, puis tout accepter sans réflexion; gaspiller d'abord le temps en minuties, puis à l'heure du départ, décider tout, d'un bloc, sans y regarder. Nous lésinions souvent pour la défense nationale, et nous finissions par donner jusqu'au dernier sou. Nous stigmatisions du nom de traître quiconque n'était pas de notre avis, mais en aucun pays les véritables traîtres ne reçurent plus d'égards. Au même moment nous condamnions et nous absolvions, nous flétrissions et nous oubliions. Les notions de bien et de mal se confondaient dans nos esprits; la raison ni la vertu n'étaient estimées et récompensées à leur juste prix, et le crime ni la sottise ne recevaient leur salaire. Avec tout notre individualisme désordonné, nous pensions trouver un moyen facile de réaliser l'harmonie en terminant nos disputes par d'enthousiastes « aimons-nous! » Aux heures d'exaltation, nous mesurions toujours nos forces à nos desseins, pour retomber souvent immédiatement, et sans causes, dans la plus noire désespérance. Nous entretenions les plus absurdes illusions, croyant par exemple que nos voisins respecteraient notre faiblesse, et que la Pologne subsisterait par l'anarchie. Nous nous laissions mener par les hableurs politiques, et nous mettions notre confiance en la Prusse quand elle était occupée à nous trahir. La noblesse pressentait les suites d'un mauvais gouvernement; par exemple,

elle se rendait à peu près compte du mal que faisait le passage des armées, ou, dans l'ordre économique, la falsification des monnaies. Mais pour y aviser, elle ne savait comment s'y prendre. Nous étions capables de nous battre avec vaillance, mais nous étions embarrassés de notre victoire. Nous nous vantions à l'envi de notre liberté individuelle, nous dépouillions la royauté de tout pouvoir dans la crainte de l'*absolutum dominium*, nous allions jusqu'au rêve d'une égalité absolue : mais nous souffrions la tyrannie du magnat et de l'étranger, et nous courbions la tête devant le plus fort. Toutes ces contradictions étaient dues au défaut d'équilibre, de mesure et de sagesse critique, qui est le propre des nations trop jeunes, et que notre système politique ne fit qu'accroître.

Notre faiblesse de volonté s'y rattache étroitement. Sans contredit, la pureté slave du sang polonais eut ici la cause essentielle. Mais il y faut ajouter encore l'influence de notre évolution historique.

A l'aube de l'histoire, les Slaves nous donnent une première preuve de leur inconsistance de caractère par la facilité avec laquelle ils se prêtèrent à l'assimilation germanique. Pourtant, dès ces premiers siècles, nous voyons apparaître quelques individualités énergiques, telles que Boleslas le Vaillant, Boleslas Bouche-torse, Ladislas Lokietek, Casimir le Grand, et Zbigniew Olésnicki. Après eux,

notre histoire compte toute une lignée d'hommes remarquables, et au xvi^e siècle, de grands esprits. Mais les gens de forte volonté et de bonne trempe se font de plus en plus rares. Jean Zamoyski, ce tribun de la plèbe nobiliaire, qui en affermit la domination par ses théories, présente encore l'union de la volonté et de la constance avec d'extraordinaires qualités d'esprit. Après lui, elles disparaissent. Ossolinski, Sobieski, Leszczyński, les Czartoryski eux-mêmes, plus tard les hommes de la diète de quatre ans (1788-1792), enfin Kosciuszko, tous sont gens de valeur morale et intellectuelle, mais de caractère faible. L'énergie manque pour le mal autant que pour le bien. Combien les Zebrzydowski, les Radziejowski, les Janus Radziwill, les George Lubomirski, et les hommes de Targowica, sont loin des Cromwell et des hommes de la Révolution française ! Nos *rokosz*, nos confédérations, nos guerres civiles, nos luttes religieuses ne diffèrent-elles pas étrangement des mouvements analogues qui se produisirent dans d'autres pays ? Beaucoup de démonstrations tumultueuses, mais point de haines tenaces ni de grandes tueries. Cette bénignité d'humeur préservait des grandes passions et des grands crimes, mais elle portait aux mesures incohérentes et à l'indifférence en présence du bien et du mal. Voilà ce qu'il convient de ne jamais perdre de vue, quand on porte un jugement sur les actes de nos pères.

Pour mesurer à quel point les conditions historiques contribuèrent à l'affaiblissement du caractère national, il faut se rappeler qu'un caractère se forge par la lutte, la difficulté, les conflits de forces sociales. Rien de cela en Pologne. La noblesse n'eut aucune peine à étendre ses privilèges et à devenir la classe prépondérante. Les villes ne purent se développer. La population rurale resta condamnée à l'esclavage. Après l'Union avec la Lithuanie et la Ruthénie, l'ennemi extérieur fut dompté. La chevalerie polonaise, dès le xvi^e siècle devient une classe agricole, qui ne rêve rien au-delà de la paix, de « la douce paix. » En lisant le *Miroir de l'honnête homme*, de Rej, nous voyons que l'idéal de la noblesse polonaise, en ce temps-là, était de se cultiver modérément, de mener une vie tranquille à la campagne, de jouir de l'aisance et des douceurs du foyer, et de ne s'occuper des choses publiques qu'autant qu'il n'en coûterait rien à la « liberté de la vie. » Et de fait, au xvii^e et plus encore au xviii^e siècle, la majorité des nobles se tenaient à l'écart de la vie publique, et leur nombre ne fit que croître. Cette vie même, d'ailleurs, était de moins en moins attirante. Les grands desseins du xiv^e et du xv^e siècles étaient réalisés. On ne voulait plus entendre parler de guerre, malgré les incursions continuelles des Tatars, qui se renouvelaient précisément parce qu'au lieu d'en finir une bonne fois avec eux, on préférait les repousser

mollement de temps à autre. A l'époque des rois saxons, ces luttes mêmes ont cessé. La vie s'écoule, désœuvrée, inactive, dissolvante, tout absorbée par les mesquines querelles de diétines et de tribunaux, par les récriminations contre les pilleries des armées étrangères, dénuée d'aspirations et d'idéal. Dans ces conditions, comment les caractères pouvaient-ils se tremper? Ceux qui avaient quelque énergie ne pouvaient que la perdre dans cette confusion de chicane et de débauche. Des hommes de sang-froid, alliant les qualités de l'esprit à la force de la volonté, il ne s'en trouvait nulle part.

Si nous considérons maintenant le quatrième défaut de la noblesse, sa passion de l'égalité, nous devons noter d'abord que ces tendances au nivellement sont en contradiction manifeste avec la prédilection incontestable des Polonais pour les formes aristocratiques. Nous retrouvons donc ici l'illogisme atavique. Ces tendances étaient peut-être favorisées par d'anciens souvenirs slaves, mais elles l'étaient bien davantage par la constitution politique et la théorie utopique en vertu de laquelle on croyait pouvoir concilier l'égalité et la liberté. C'est cette théorie qui a fait répandre tant de sang aux époques révolutionnaires, et qui trouble et troublera encore les sociétés humaines. Si elle s'insinua dans l'esprit de notre noblesse, ce fut grâce à la politique de flatterie pratiquée par la couronne comme par les magnats, et que l'absence

d'un tiers-état rendit inévitable. L'omnipotence du peuple nobiliaire, proclamée par des autorités comme Jean Zamoyski et A. M. Fredro, était un principe bien fait pour flatter les ambitions des nobles. Ne pouvant se réaliser positivement, par exemple dans le domaine matériel, il fut appliqué à l'ordre juridique, social et intellectuel. Les instincts démagogiques protestèrent même contre l'inégalité des esprits et prirent en défiance le vrai savoir et la raison politique. C'est alors que fut en honneur toute une littérature de pacotille, le style ampoulé, la phraséologie, le macaronisme et le genre panégyrique. L'éducation des jeunes gens se fit exclusivement dans les pensions de jésuites qui, pour s'adapter au niveau commun, ne dépassaient pas les éléments de grammaire latine. L'idéal du Polonais devint la médiocrité.

Sur ces quatre défauts fondamentaux se greffèrent d'autres défauts secondaires, comme l'égoïsme, le manque de courage civique, le bavardage, et en général tous les vices de la foule.

L'exacte connaissance des défauts propres à un pays est d'autant plus importante que les traits de caractère, dans une nation, demeurent gravés profondément et se transmettent d'une génération à la suivante. Il est plus facile à un peuple de changer ses lois et sa constitution, de passer de l'ignorance aux lumières, que de corriger son naturel et de se créer une âme nouvelle. Pour

cette œuvre, il lui faut du temps, un effort obstiné, et par-dessus tout la connaissance exacte de toutes les imperfections auxquelles il entreprend de porter remède.

CHAPITRE III

CONJONCTURES POLITIQUES

- I. Notre idéal d'indépendance et notre situation vis-à-vis des Etats copartageants.
- II. En quoi consiste au juste notre idéal d'indépendance. Union et autonomie.
- III. La France d'aujourd'hui. Ce qu'est la Russie. Sa situation.
- IV. L'antagonisme anglo-allemand. La situation de l'Angleterre. En quoi consiste la puissance de l'Allemagne.
- V. La situation de l'Autriche. Son étroite solidarité avec l'Allemagne. Prévisions sur la solution du conflit anglo-allemand.

I

Notre idéal d'indépendance et notre situation vis-à-vis des Etats copartageants.

« Une grande nation peut tomber, seule une nation avilie peut disparaître ». Ces paroles de Staszyc sont la sagesse même. Aux siècles de barbarie, quand le sentiment national existait à peine, il pouvait être question de lui faire violence. Ainsi

périssent sous la pression exterminatrice du monde germanique les nombreuses tribus slaves de l'Elbe et de l'Oder, ainsi que les Lithuaniens de Prusse. Aujourd'hui, on ne saurait songer à dénationaliser les Polonais, et tous les efforts tentés en ce sens par les Prussiens comme par les Russes ne sont que des manifestations de sauvagerie et n'ont aucune chance de succès. Pour qu'ils réussissent, il faudrait que la nation polonaise se renonçât elle-même. Or il ne paraît pas qu'elle en prenne le chemin. Les renégats, chez elle, se font plus rares de jour en jour.

Écoutons encore ce que dit un autre de nos grands hommes d'État, Hugues Kollontaj : « Les Polonais ne se laisseront pas digérer par l'étranger si leur mémoire reste fidèle à la liberté, s'ils en élargissent l'esprit, s'ils ne cessent de s'éclairer mutuellement, et s'ils renoncent aux frivolités et aux fadaïses pour se tenir prêts à tout événement. Ils ne se sauveront ni avec les vains bavardages, ni avec les enthousiasmes irréfléchis, ni avec l'espoir qu'on viendra leur tendre la main. Il s'agit d'avoir un enthousiasme stable, de compter sur soi, de saisir les occasions, d'attendre sagement les circonstances, et de n'exécuter les résolutions qu'après en avoir longtemps délibéré. » Ces viriles et fermes paroles renferment tout un programme, un programme dont la réalisation peut-être ne viendra qu'à échéance lointaine, mais qui est également dégagé d'un optimisme excessif et d'une

funeste idéologie. La nation qui le suivra peut être assurée non seulement de ne pas périr, mais de voir son sort s'améliorer.

Rappelons aussi les mémorables paroles de Napoléon I^{er} adressées à son aide de camp Sulkowski : « Les Polonais ne doivent pas se reposer sur des secours étrangers. Ils doivent s'armer eux-mêmes. Toutes les belles paroles qu'on leur contera n'aboutiront à rien... Une nation écrasée par ses voisins ne peut se relever que les armes à la main. » Sans légions polonaises, nous n'aurions eu ni le duché de Varsovie, ni le royaume de Pologne après le Congrès de Vienne.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, Maurice Mochnacki, notre grand homme d'action et écrivain politique, écrit à son tour : « Après le démembrement de son pays, liberté ou oppression, douceur ou brutalité de gouvernement, tout conduit le Polonais au même résultat, à la lutte sanglante pour reconquérir l'existence politique qu'il a perdue, mais dont il n'a jamais cessé d'être digne. Telle est notre immuable destinée. Quand le gouvernement de l'étranger est doux, les Polonais se soulèvent parce qu'ils le peuvent, quand il est sévère ils se soulèvent parce qu'ils le doivent. Rien ne les fera s'accommoder de la ruine de leur patrie, la modération non plus que la cruauté. Cette nécessité pour les uns d'être les tyrans, et pour les autres d'être des insurgés, cette fatalité qui, depuis le partage de la Pologne, pèse sur ce

pays comme sur ses oppresseurs, voilà ce qui donne à tous nos mouvements nationaux une dignité, et à notre histoire un caractère qui n'appartient qu'à elle. »

Nous devons nous rappeler que dans la vie publique, les nations comme les individus ne jouent un rôle que s'ils savent soutenir les épreuves et attendre les moments favorables pour en tirer parti. « La vie d'une nation ne se mesure pas à celle des hommes. »

L'histoire nous en fournit de nombreux exemples.

La Russie d'aujourd'hui, l'ancienne Moscovie, fut subjuguée par les Mongols au commencement du XIII^e siècle et resta en leur pouvoir plus de deux cents ans. Elle dura. Et quand la force de ses maîtres faiblit, elle s'arracha lentement à leur dépendance, jusqu'à ce qu'elle eût recouvré son ancienne liberté.

La Prusse d'aujourd'hui, écrasée par Napoléon, se tut et pansa ses blessures, attendant la malheureuse campagne de Russie. Elle sortit finalement entière, et même fortifiée, des guerres du premier Empire.

L'Allemagne, après la guerre de Trente Ans (1618-1648), était épuisée, anéantie, morcelée en cent États grands et petits. La couronne impériale était devenue une dignité honorifique. Les guerres de Napoléon achevèrent de ruiner ce qui restait de cohésion dans cet empire. Et nous voyons

aujourd'hui une Allemagne unifiée et plus forte qu'elle ne fut jamais.

La France, au temps de la guerre de Cent Ans (1339-1453) tombe à rien. Tout le Nord est aux mains des Anglais. La nation supporte un moment le joug, puis peu à peu s'éveille. Jeanne d'Arc apparaît, et les Anglais sont chassés de France.

Rappelons-nous le terrible sort des Pays-Bas au *xvi*^e siècle, sous le règne de Philippe II et le gouvernement de son atroce lieutenant, le duc d'Albe. La politique espagnole avait juré d'extirper du pays le protestantisme. Des milliers de gens furent massacrés, le pays mis à feu et à sang. Et tout cela passa. Dès 1579, les provinces du Nord concluent l'union d'Utrecht; en 1609 Philippe III, successeur de Philippe II, est forcé de traiter, et sous Philippe IV, à la paix de Westphalie (1648), l'indépendance des Provinces-Unies est définitivement reconnue. L'Espagne, ce puissant empire de Charles-Quint et de Philippe II sur lequel « le soleil ne se couchait jamais », tombe lentement dans la décrépitude, et ses forces l'abandonnent pour longtemps.

Et cependant, lorsqu'en 1808 Napoléon occupe la Péninsule et lui impose comme roi son frère Joseph, lorsque les Français y semblent implantés pour longtemps, le pays échappe par ses soulèvements à la domination complète et retrouve sa liberté en 1814.

L'histoire de l'Italie offre les mêmes enseigne-

ments. Elle traversa toute une suite de changements, tantôt au comble de la prospérité, tantôt accablée sous un déluge de calamités. En 476, l'empire d'Occident s'écroule sous l'invasion des barbares germaniques. Les Ostrogoths, puis les Lombards, s'y établirent. Une partie de l'Italie est occupée par Byzance, l'autre par Pépin le Bref qui en forme les États de l'Église. Puis ce sont les gouvernements des rois franconiens et des empereurs allemands, les querelles des investitures. Enfin, au *xiii*^e siècle, l'Italie secoue le joug allemand et se constitue en États nationaux : Gènes, Pise, Venise, Milan, Florence, le royaume de Naples et de Sicile, sans compter les États pontificaux. Cet état de choses subsiste jusqu'au commencement du *xvi*^e siècle, où l'Italie redevient la proie des Français, des Allemands et des Espagnols. Ce n'est qu'en 1861 qu'est réalisée l'Unité italienne, grâce à la politique avisée et persévérante de Cavour, au concours de Napoléon III et aux vaillantes équipées de Garibaldi.

La Grèce, en 146 avant J.-C., fut vaincue par Rome et subit son joug. Sa situation s'améliora quand l'empire romain, à la fin du *iv*^e siècle, se fractionna en deux parties, et quand l'empire d'Orient et de Byzance devint en fait l'empire grec. Elle n'en fut pas moins désolée par les incursions des Goths d'abord, puis des Slaves. Au *xiii*^e siècle, après la fondation de l'empire latin de Constantinople, elle fut morcelée en petits États

féodaux dont une partie ne tarda pas à disparaître, tandis que les autres subsistèrent jusqu'à la prise de Constantinople par les Turcs en 1453. Dès lors, la Grèce fut courbée pendant près de quatre siècles sous la domination turque, mais des jours meilleurs se levèrent et après de longues et sanglantes luttes, elle reconquit son indépendance en 1830.

La Serbie et la Bulgarie, états jadis autonomes (après s'être détachés de l'empire de Byzance), tombèrent sous le joug turc après la défaite de Kossovo (1389), restèrent asservies pendant plusieurs siècles, tentèrent une suite de soulèvements auxquels les Russes en particulier prêtèrent la main, puis recouvrèrent également leur indépendance, d'abord comme vassales de la Porte, puis comme États souverains.

La Hongrie, dès la fin du x^e siècle, constituait un État. Le premier roi « apostolique », Étienne, régna de 997 à 1038. En 1526, périt à la bataille de Mohacz contre les Turcs le dernier roi de Hongrie qui ne fût pas un Habsbourg, Louis II Jagellon. Dès lors le pays passe sous la domination tantôt de la Turquie, tantôt de la maison d'Autriche. Ce n'est qu'en 1699, à la paix de Carlowitz, que la Turquie renonce à la Hongrie et à la Transylvanie, qui sont incorporées à l'Autriche. Bien que la Hongrie fût demeurée en union avec l'Autriche comme royaume théoriquement distinct, l'Autriche ne fit pas grand cas de ses droits et s'appliqua à la traiter comme une simple pro-

vince. En 1848 éclate la révolution. La diète proclame la déchéance des Habsbourg. L'insurrection une fois étouffée avec l'appui de la Russie, la Hongrie perd tous ses privilèges et est rattachée directement à Vienne. Ce n'est qu'après les désastres de l'Autriche en 1859 et 1866 qu'elle retrouve son ancienne indépendance, et aujourd'hui, en vertu de l'accord de 1867, elle constitue un royaume uni à l'Autriche par un lien d'union personnelle.

La Bohême, dans la monarchie des Habsbourg, peut prétendre à une importance égale. Elle fut toujours, elle aussi, un royaume indépendant, et passa, en 1526, avec la Hongrie, sous la domination des Habsbourg. Eu égard à sa position géographique, elle fut exposée davantage à la germanisation, qui se fit impitoyable après le désastre de la Montagne-Blanche en 1620. Elle perdit son existence propre et ne fut gouvernée que par des Allemands. L'aristocratie et les classes éclairées se laissèrent germaniser, et les régions voisines de l'Allemagne se vidèrent à peu près de tout élément tchèque. On eût dit que cette nation était morte, et que sa langue n'était plus qu'un bas patois. Et cependant elle ressuscita de ses cendres, au xix^e siècle, sous l'influence de la culture nationale, et quand l'Autriche, après ses désastres militaires, conféra des droits égaux aux peuples de la monarchie.

Nous voyons donc que plus d'un pays et plus

d'un peuple, après avoir perdu son indépendance, après avoir connu de longues années de servitude et de persécution, s'est relevé et a reconquis ses droits. Mais jamais cette œuvre ne se fit sans sacrifices. La liberté ne fut jamais rachetée qu'au prix d'un long et rude labeur, et par des flots de sang versés sur les champs de bataille.

Considérons notre propre histoire après les partages. Si douze ans après le démembrement définitif, le duché de Varsovie est constitué, le mérite en revient avant tout à l'héroïsme de nos légions. Si en 1809 ce duché s'enrichit des territoires que l'Autriche avait enlevés au dernier partage, ce n'est pas une libéralité de Napoléon, c'est un trophée des armes polonaises guidées par le prince Joseph Poniatowski. Si en 1815 le royaume de Pologne est formé, en des frontières d'ailleurs étroites, la générosité et le bon vouloir de l'Europe n'y sont pour rien, non plus que son intelligence de la question polonaise et de son importance. La cause unique, la voici : au temps de Napoléon, la Pologne s'était créé une force militaire, et à l'époque du Congrès de Vienne elle était occupée par Alexandre I^{er} qui devint roi de Pologne. La réunion du minuscule royaume constitutionnel à l'énorme empire autocratique du czar était une anomalie si étrange qu'elle ne pouvait qu'aboutir à une catastrophe. Les Polonais ne pouvaient se résigner à être ainsi étouffés dans d'étroites frontières, ni à subir le despotisme

brutal du grand-duc Constantin. D'autre part, l'autocratie russe ne pouvait souffrir les libertés constitutionnelles des Polonais, ni la société russe leurs privilèges. Bien que la révolution de 1830 ait abouti à un désastre, elle n'en était pas moins inévitable, et si, au lieu des pitoyables Chlopicki et Skrzynecki, nos destins avaient été confiés à des hommes de la taille des Washington, des Cromwell, ou simplement des Stephane Czarniecki et des Kosciuszko, le résultat en eût été tout autre. Quant à l'insurrection de 1863, elle nous a enseigné que c'est pure folie de vouloir recouvrer son indépendance en n'ayant pas égard aux circonstances et en ne comptant que sur l'intervention désintéressée de l'étranger.

Certainement, nous ne retomberons pas dans les fautes passées, mais nous saurons nous rappeler que s'il est maladroit d'entreprendre des insurrections qui échouent, il l'est plus encore d'imaginer que nos droits nous seront restitués sans qu'il nous faille montrer notre force. La force est l'unique source du droit, mais elle peut être aussi autre chose que la brutalité.

Pour devenir cette force, nous devons nous rendre un compte exact de notre position, tenir bon dans l'épreuve, nous préparer à mettre à profit les circonstances, et travailler sans relâche à notre régénération. Quiconque à l'heure présente nous exciterait au soulèvement serait un fou ou un provocateur. Mais quiconque renonce-

rait à l'idée de l'indépendance serait un sot ou un hypocrite : « La vie d'une nation ne se mesure pas à celle des hommes... »

Nos devoirs envers les gouvernements, appuyés sur le principe d'un loyalisme complet, ne sauraient nous faire abdiquer notre idéal d'avenir meilleur. Un idéal, une conviction, une théorie ne se punissent pas.

La loyauté, dans les rapports internationaux, ne consiste que dans la manière dont les États se comportent, en fait, les uns à l'égard des autres. Elle est indépendante de leurs ambitions de conquêtes ou d'agrandissements. La Russie peut caresser le rêve d'enlever la Galicie à l'Autriche sans être accusée de déloyauté, tant qu'elle ne passe pas du rêve à l'action. La France peut entretenir avec l'Allemagne une politique loyale, sans renoncer à reprendre l'Alsace-Lorraine. L'Italie peut agir de même à l'égard de l'Autriche sans persécuter les irrédentistes qui s'obstinent à leurs prétentions sur Trente et Trieste ; l'Allemagne à l'égard de l'Autriche, tout en méditant une annexion des pays autrichiens ; l'Autriche enfin à l'égard de tous ses voisins, malgré ses ambitions de conquête en Orient.

Il faut distinguer l'acte de l'idéal, l'exécution de la théorie, et l'avenir du présent, le loyalisme d'aujourd'hui n'engage pas l'avenir.

Nous pouvons être actuellement, nous autres Polonais, loyaux sujets de la Russie, de l'Alle-

magne et de l'Autriche, sans renoncer à notre idéal d'indépendance. Non seulement nous pouvons y rester fidèles, mais si nous voulons nous respecter et ne pas perdre le respect des autres, nous sommes tenus de le confesser hautement.

Quelle nation soucieuse de son honneur s'accommoderait de la perte de son autonomie ? Les peuples ne vénèrent-ils pas par-dessus tout leurs héros, les champions de leur liberté ? Dmitri Donskoï, Minine, Pojarski en Russie, Jeanne d'Arc en France, Garibaldi en Italie, Hofer en Tyrol, Guillaume Tell en Suisse, Kordecki et Kosciuszko en Pologne, autant de héros qui luttèrent pour l'indépendance de leur patrie.

Nous ne serons pas coupables de perfidie en gardant notre idéal d'indépendance. Mais ce serait une méprise de la part des États qui nous gouvernent de confondre les exigences du présent avec l'idéal de l'avenir, et de persécuter une nation asservie non pas pour ses actes, mais au nom des idées qu'elle ne veut pas renier. Nous avons, à l'heure actuelle, des devoirs positifs. Hors de là, nous sommes libres et ne relevons que de nous. Cette évidence apparaîtra mieux, si l'on songe que nous nous trouvons coupés en trois tronçons, que nous subissons simultanément trois gouvernements, et que chacun d'eux a ses aspirations politiques et nationales particulières. Faudra-t-il donc qu'une seule et même nation se fasse trois consciences et trois âmes ?

Ce serait contredire sa notion même, un peuple étant une unité de langue, de tendances et de traditions.

L'Écriture dit qu'on ne peut servir deux maîtres, mais elle dit qu'il faut rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. Bien que la nation polonaise ait aujourd'hui trois maîtres à servir, elle peut demeurer en accord avec elle-même si elle a soin de bien distinguer ce qui est à César et ce qui est à Dieu, c'est-à-dire à sa conscience.

Si César veut mettre la main sur ce qui appartient à Dieu, sur nos aspirations intimes et nos rêves, ce n'est de sa part que fourberie ou provocation consciente.

Le ministre prussien qui lit à la tribune du Parlement des extraits de journaux polonais où il est question de notre idéal d'indépendance, et qui là-dessus les accuse de haute trahison, est un pur et simple faussaire. Et ces mensonges sont d'autant plus hideux qu'ils agissent sur les masses et en excitent les plus bas instincts. Voilà pourquoi l'homme d'État français, sans doute, a dit de l'Alsace-Lorraine : « Pensons-y toujours, n'en parlons jamais ».

Étant donné le nombre de ceux qui ne veulent ni ne peuvent nous comprendre, étant donné aussi les difficultés de notre situation politique et les ennemis qui épient chacun de nos gestes pour en tirer parti contre nous, nous devons penser

souvent, nous aussi, à cette maxime française. Mais n'exagérons pas. N'allons pas, sous prétexte de ménager les susceptibilités ou le mauvais vouloir des autres, étouffer en nous la vérité qui fait notre vie; n'allons pas nous persuader nous-mêmes que ce n'est pas l'indépendance que nous rêvons; n'abdiquons pas cet idéal qui est la condition de notre résistance et le gage de notre avenir.

Du reste, nous ne tromperions personne. Quand nous protesterions à la face du monde que nous avons abandonné cet idéal, nul ne nous croirait. Ce serait faire insulte à la nature, à la raison et à l'humanité. Une telle renonciation soulèverait la réprobation de toutes les consciences. « J'aime la trahison, disait le tsar Nicolas I^{er}, mais je méprise le traître. »

II

En quoi consiste au juste notre idéal d'indépendance. Union et autonomie.

Si l'indépendance demeure nécessairement notre idéal, il s'agit de définir exactement et d'une manière positive ce que nous entendons par là. Quelles en sont les conditions ?

Il ne peut plus être question de reconstruire l'ancienne République nobiliaire, même avec tous les perfectionnements qu'on voudra. Cette Répu-

blique n'était pas faite uniquement de la Pologne proprement dite, elle comprenait en outre la Lithuanie et la Ruthénie qui ont, elles aussi, leurs aspirations et besoins propres. Aujourd'hui que les sociétés se sont démocratisées, l'action déterminante n'appartient pas aux tendances des classes supérieures, mais de plus en plus à celles des masses populaires. Nous ne pourrions convertir à notre idéal, sans leur consentement, des peuples dont l'histoire fut unie à la nôtre. Un consentement de cette sorte ne s'obtient guère facilement, sans compter qu'il nous entraînerait fatalement à des compromis qui troubleraient et affaibliraient nos propres tendances.

D'autre part, au temps de la République, des fractions considérables de la nation, dépourvues aujourd'hui de classes dirigeantes, ont été détachées du tronc familial et sont devenues étrangères à notre vie politique. Ainsi le duché de Teschen et la Silésie d'Oppeln, ainsi la Mazovie prussienne, partie de l'ancienne Prusse ducale.

Une nation doit être avant tout une et homogène; elle doit être la synthèse de tous les éléments qui lui appartiennent.

Jusqu'au xix^e siècle, l'idée de nationalité n'existait pas. On ne connaissait que l'idée monarchique. Or une monarchie était relativement indifférente à la langue que parlaient ses sujets, et ne se préoccupait pas de dénationaliser. L'idée nouvelle qui, au xix^e siècle, est devenue si puis-

sante, a provoqué des événements remarquables, comme l'unité italienne, l'unité allemande, et l'émancipation de la Péninsule des Balkans. Mais par ailleurs elle a servi de prétexte aux entreprises de dénationalisation, et son abus est ainsi devenu une source de souffrances pour les peuples vaincus.

En même temps, le perfectionnement des moyens de communication, le développement de la technique et des transactions mondiales, les transformations de la vie sociale et de la culture, tout tend à uniformiser la vie européenne, à abaisser les barrières qui séparent les diverses nations, et à fondre les peuples dans une communauté de civilisation. Le progrès en ce sens ne permet pas de souhaiter la formation de petits États. Il exige au contraire de plus en plus une fusion en vastes agglomérations, sous forme de grands empires, ou d'États fédéraux, ou de confédération d'États.

Ce que gagne le progrès à la suppression des frontières de petits États et à la formation de vastes unités qui facilitent l'évolution de masses plus considérables, rien ne le fait comprendre comme la transfiguration de l'Italie et celle de l'Allemagne sous la devise d'Union nationale. De part et d'autre, en dehors des questions nationales, il a suffi que des groupements isolés fussent rapprochés et fondus pour que leur force économique et leur bien-être s'en trouvât relevé, surtout en Allemagne, et cela dans des proportions telles que

la situation européenne a été complètement bouleversée.

Cette évolution en vertu de laquelle les unités politiques tendent à s'élargir, a renouvelé entièrement la notion même d'État. L'isolement, l'individualité organique cesse d'être, pour une nation, l'idéal de l'avenir. État et nationalité ne coïncident plus. L'un devient plus large que l'autre. Les petits États nationaux apparaîtront bientôt comme un anachronisme, et de l'idée de nationalité il ne restera que cet axiome : qu'un seul et même peuple ne saurait appartenir à plusieurs États.

Si nous voyons aujourd'hui de grands empires comme l'Allemagne et la Russie resserrer leurs fonctions d'États dans les cadres étroits du nationalisme, c'est que toute évolution de ce genre ne s'opère pas d'un jour à l'autre, que le nationalisme aujourd'hui suranné doit, avant de disparaître complètement, pousser le chauvinisme jusqu'au dernier terme de l'absurde, c'est enfin que dans la composition de l'Allemagne actuelle n'entre qu'une faible quantité d'éléments allogènes, et que la Russie cherche dans le nationalisme un moyen de se relever de la faiblesse qui l'a gagnée.

Sans doute, l'ère des États-Unis d'Europe est encore lointaine. Cependant l'évolution actuelle de l'Autriche commence déjà à réaliser, en réduction, le type des États de l'avenir, et c'est dans

ce sens que se feront les transformations futures de l'Europe politique.

Il nous faut tenir compte de ces perspectives si nous voulons définir notre idéal d'indépendance et en chercher les conditions de réalisation. Un État national distinct, nous avons fort peu de chances de le constituer. Notre idéal doit être plutôt de rassembler toutes les terres polonaises, d'en former un tout organique, franchement autonome, puis de les faire entrer, suivant le système fédéraliste, dans la composition de quelque grand État européen, qui n'aurait pas lui-même de caractère nationaliste ou qui consacrerait les droits des nationalités dont il serait le lien. L'essentiel pour nous est : 1° que *toutes* les terres polonaises soient réunies en un organisme *unique* ; 2° que cet organisme unique soit sinon un État distinct, du moins une unité *effectivement autonome* ; 3° qu'enfin ce grand État dans la composition duquel nous entrerons comme élément autonome *ne puisse pas* mettre en œuvre des tendances nationalistes.

L'ambition que nous avons de réunir les terres polonaises est de celles qui aboutirent à l'unité italienne et à l'unité allemande. Elle est d'autant plus ardente que nous avons souffert d'un démembrement, et que les trois États auxquels nous appartenons nous demandent trois loyalismes, trois patriotismes et trois politiques. Nous n'avons pas cessé d'être sur un lit de Procuste,

tourmentés par trois tortionnaires. Quand l'un reprenait haleine, les autres le remplaçaient. Si donc nous avons aujourd'hui à choisir entre telle et telle combinaison politique dont l'une nous ferait un meilleur sort, mais au prix du démembrement, et l'autre un sort plus médiocre mais en respectant notre unité, sans hésiter nous devrions nous rallier à la dernière.

La seconde condition de notre indépendance, l'autonomie non pas fictive mais effective, est en relation directe avec la troisième, à savoir que l'État dans la composition duquel nous entrerions éventuellement ne puisse faire de politique nationaliste. Cette politique est souvent une source de conflits difficiles à résoudre. Je n'en veux pour exemple que la suppression arbitraire par la Russie de la séculaire autonomie finlandaise. Quand ils parlent du royaume de Pologne, les Russes affirment volontiers et font croire trop souvent jusque chez nous qu'il a perdu son autonomie à cause de ses insurrections. La Finlande, elle, était pourtant le pays le plus loyaliste de l'empire ; elle ne s'était jamais soulevée. Mais du jour où les passions nationalistes commencèrent à travailler la Russie, on n'eut garde de l'oublier, et son autonomie fut regardée comme un outrage au peuple russe. Le Grand-Duché de Posen, lui non plus, ne s'était pas soulevé ; on lui arracha cependant tous ses droits autonomes. Par contre, la Hongrie, qui s'était insurgée, qui avait pro-

clamé la déchéance de la dynastie régnante, quelques années après avoir été dépouillée de son autonomie, la recouvrait plus large, plus avantageuse, parce que d'État à caractère allemand, l'Autriche avait dû se transformer en État à caractère fédéral. Les Boers également, après avoir été vaincus par les Anglais, jouissent d'une large et franche autonomie, parce que les tendances dominantes, en Angleterre, ne sont pas nationalistes mais libérales ou impérialistes, et parce que ce pays, pratiquant une politique mondiale, est tenu de respecter l'originalité des peuples nombreux qu'il gouverne.

Tout État qui veut être national, c'est-à-dire État d'une seule nation, ne peut qu'être hostile à toute autonomie. Les autonomies conférées aux parties distinctes d'un tel État ne se maintiendront que par la force. Elles ne seront à l'abri que si la nationalité qui se prétend souveraine est relativement faible, comme les Allemands en Autriche. Elles auront tout à craindre si cette nationalité, par sa force, est assurée de l'impunité.

Voilà pourquoi les autonomies n'ont de raison d'être que dans deux cas : 1° quand les États sont constitués non sur la base du nationalisme, mais sur celle du fédéralisme, comme les États-Unis d'Amérique et la Suisse ; 2° quand dans un État à forme nationaliste la nationalité gouvernante est incapable de menacer les autres et de les opprimer. Par la force des choses, cette sorte d'État

doit passer peu à peu au type fédéraliste. Telle est la situation de l'Autriche. Telle sera bientôt celle de la Hongrie. Telle devrait être celle de la Russie, si elle voulait et savait voir l'avenir. Telle sera enfin celle de l'Allemagne, le jour où elle aura organisé l'empire central-européen.

On voit ainsi que notre idéal d'indépendance se réduit à l'ambition de réunir toutes les terres polonaises en un organisme autonome, qui entretrait lui-même dans la composition de l'un des États voisins. Ces voisins sont précisément les bénéficiaires du partage, la Russie, l'Autriche et l'Allemagne.

Dans chacun de ces États, en divers temps, on a eu la pensée d'une réunion de toutes les terres polonaises, mais les projets n'ont pas abouti. Seule la Russie, qui depuis Pierre-le-Grand avait conçu cette idée, se vit après le congrès de Vienne maîtresse de la plus grande partie de ces terres. En profitant des événements, elle aurait pu réaliser complètement le rêve de Pierre-le-Grand, mais elle l'oublia et ne fit aucun effort en ce sens. En revanche elle imita avec zèle la politique prussienne de dénationalisation. Elle fit tout pour réduire le nom même de royaume de Pologne à n'être que *colifichet*. Il est clair qu'elle se soucie peu d'acquérir des droits sur les terres polonaises, et fait peu de cas du titre de roi de Pologne.

Jusqu'à Sadowa, l'Autriche était un État centralisateur aux mains des bureaucrates allemands.

La Galicie n'était pour elle qu'une province qu'elle pouvait, aujourd'hui ou demain, troquer contre une autre, et qu'elle exploitait économiquement jusqu'à épuisement complet. Etant donné pareille politique, il ne pouvait être question pour l'Autriche, à ce moment, d'envisager un projet de réunion des terres polonaises.

La Prusse, instigatrice des partages, acteur principal dans l'opération, s'est montrée jusqu'ici plus résolue encore que la Russie et l'Autriche dans la politique d'extermination. Quand elle se fut assuré l'hégémonie de l'Allemagne, elle ne devint que plus implacable et atteignit la perfection de la tyrannie avec ses lois sur la colonisation, sur l'expropriation, et l'interdiction de la langue polonaise.

Etant donné cette attitude des États conquérants vis-à-vis de la Pologne, il importe de se demander quelle est au juste, dans l'Europe contemporaine, la situation de ces États, indépendamment de leur passé. Surtout, quel est leur avenir ? Leur évolution permet-elle d'espérer comme possible et probable une solution de la question polonaise qui donnerait satisfaction à notre idéal d'unité et d'autonomie ?

III

La France d'aujourd'hui. Ce qu'est la Russie. Sa situation.

Nous autres Polonais, à cause de nos malheurs exceptionnels, nous sommes souvent enclins à

tomber dans l'exagération et à penser que nous avons été les seuls à commettre de grandes fautes à l'intérieur et à l'extérieur, tandis qu'au cours de leur histoire les autres nations n'auraient jamais manqué de prévoir l'avenir et de pratiquer une politique à longue portée.

En réalité toutes les nations ont connu la splendeur et la décadence, l'erreur et les triomphes. La roue de la Fortune tourne. D'autre part, avec des apparences de santé et de prospérité, certaines nations se rapprochent rapidement de la vieillesse, et d'autres, qui sont déchues, se régénèrent et reprennent des forces.

Si l'on étudie un peuple, il faut donc, pour comprendre l'état actuel de son évolution et pour saisir l'orientation de ses destinées, envisager autre chose que ses vicissitudes de revers ou de succès. Il s'agit de dégager les grandes lignes de son développement et de rechercher, sous les faits passagers, les indices de son état futur. A ce point de vue, si l'on compare l'Europe actuelle et l'Europe du siècle dernier, on constate des changements considérables et l'on peut prévoir, dans un avenir prochain, une transformation radicale.

La première puissance européenne au XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e était sans contredit la France. A cette époque, elle marchait en tête de la civilisation, était la maîtresse de l'Europe et dictait à tous des lois. La grande rivalité de la France et de la maison d'Autriche s'était

terminée après la Guerre de Trente ans par l'émiettement de l'Allemagne en minuscules États dépourvus de toute importance politique, tandis que la France tendait à une centralisation de plus en plus forte. Au moment de la grande Révolution, ce pays comptait 26 millions d'habitants, tandis que l'Autriche en comptait 20, l'Angleterre 13, la Pologne 8 et la Prusse 5. La Russie, il est vrai, en comptait également 26 millions, mais si l'on compare les chiffres de population aux coefficients de densité d'après le principe tiré de la théorie de la probabilité (Korzon, *Histoire intérieure*, I, p. 163), on constate que la France était huit fois plus forte que la Russie et deux fois plus forte que l'Angleterre. Quand cette force mobilisée par la Révolution et les guerres européennes pesa sur les autres États, il fallut plusieurs années à la coalition de l'Europe entière pour en avoir raison et la dompter.

Après ces colossales dépenses d'énergie, la France connut encore les révolutions de 1830 et de 1848, la Commune de 1871, les campagnes victorieuses de 1855 et de 1859, et les désastres de 1870. Tant de sang versé, tant de convulsions subies par une nation dont l'histoire était déjà longue modifièrent complètement son état intérieur, ses tendances, et par suite sa position en Europe et ses destinées. Ajoutons-y les fautes politiques qu'elle commit dans ses rapports avec la Pologne, la Prusse et l'Autriche. La Pologne

était l'alliée naturelle de la France à l'Est de l'Europe. Mais celle-ci, rebutée par l'anarchie de son alliée, l'abandonna à son sort, et l'élection de Stanislas-Auguste, de même que les partages, se firent sans qu'elle y mit obstacle. Et cependant, même en mourant, la Pologne lui rendit service. Les deux derniers partages détournèrent d'elle l'attention et les forces armées des États conquérants. C'est ce que reconnaît ouvertement l'éminent historien français A. Sorel, dans son célèbre ouvrage sur l'Europe et la Révolution.

La chute de la Pologne eut cette conséquence de créer pour l'avenir à la France un ennemi redoutable, la monarchie prussienne. Bien que Napoléon l'ait écrasée pour un moment et ressuscité une partie de la Pologne sous le nom de duché de Varsovie, il ne se rendit pas compte exactement du danger que la Prusse représentait, ni de l'utilité de la Pologne pour la sûreté même de la France. De même les insurrections polonaises n'ont pas été soutenues par la France, qui a mystifié leurs chefs pour les abandonner au dernier moment. Pendant ce temps, la Prusse grandissait sur les ruines de la Pologne, soutenue par la Russie qu'elle excitait en agitant l'épouvantail polonais. Pour contrebalancer cette force prussienne, il ne restait plus à la France que l'Autriche, qu'elle abandonna à son tour en 1866. Or c'est Sadowa qui a conduit les Prussiens à Sedan et à Versailles.

Aujourd'hui le rôle historique de la France, dans l'ordre politique, est considérablement réduit. La nation est fatiguée. L'excès de centralisation, les guerres, les bouleversements politiques, les efforts démesurés, tout a contribué à l'épuiser. La natalité s'est arrêtée. Alors qu'avant la Révolution la population du pays égalait celle de la Russie et dépassait notablement celle de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Prusse, elle se trouve aujourd'hui inférieure à celle de chacun de ces États. A côté de ses 39 millions d'habitants, la Russie en a 150, l'Allemagne 64, l'Autriche 50, l'Angleterre 44. Tous ces pays sont en augmentation incessante, tandis qu'elle reste au même niveau et ne tardera pas à descendre. Avec ses magnifiques colonies, elle n'a ni colons ni marchandises à exporter. Les richesses qu'elle a accumulées suffisent à son existence paisible, et l'économie qui la porte jusqu'à limiter volontairement sa progéniture a remplacé l'énergie et l'esprit d'initiative de jadis.

Il faut songer à l'influence qu'exerce l'abaissement de natalité sur l'état économique, moral et politique d'un peuple. La statistique nous apprend que la natalité est en proportion inverse de la richesse et de l'instruction. Le développement intellectuel rend l'individu plus prévoyant.

D'autre part, si, dans les classes ouvrières, chaque naissance nouvelle est pour la famille un

accroissement de bien-être, dans les classes aisées la conséquence est opposée.

La source de tout bien-être est le travail. Plus le travail est intelligent, plus il est productif. Mais dans les sociétés mal organisées, il peut arriver que des individus manquent de travail. Alors que se produit-il? Malgré la qualité du travail, malgré l'accroissement du bien-être individuel, le rendement de l'ensemble ne peut être aussi bon que si tous travaillaient normalement selon leur métier et leur compétence. Dès lors, le bien-être général décroît. Une autre condition de celui-ci, c'est une situation sociale telle que la collectivité puisse donner son maximum d'effort. Ajoutons à cela l'économie et la prévoyance, et nous verrons apparaître peu à peu les capitaux, qui sont le fruit du travail humain. Numéraire ou biens matériels, ils sont une conséquence du bien-être, sans lequel ils ne pourraient se constituer; mais d'un autre côté, par le revenu, ils sont à leur tour un facteur de bien-être.

L'évolution économique des sociétés atteste que celles-ci sont en pleine prospérité quand les trois conditions précédentes se trouvent réunies et s'équilibrent harmonieusement. Dans une société jeune et saine, on voit souvent un travail individuel de haute valeur et une situation sociale normale, mais l'absence de capitaux paralyse dans une certaine mesure l'activité générale et en limite le rendement. Dans les sociétés vieilles,

à ressources surabondantes, c'est le phénomène inverse qui apparaît : l'excès des capitaux tue l'énergie individuelle.

La France d'aujourd'hui traverse une période de ce genre. Elle possède un riche trésor de capitaux que lui ont légués le travail, le génie, l'épargne et la prévoyance des générations antérieures. Avec l'esprit d'économie qu'il tient également de ses aïeux, le Français d'aujourd'hui satisfait par la rente beaucoup de ses besoins; son travail, moins intense, revient plus cher. De là toute une série de conséquences. Ce travail plus cher ne résiste pas à la concurrence de l'étranger, dont le travail est à meilleur compte. Sur les marchés étrangers et parfois même nationaux, l'industrie française est évincée. La population perd ainsi l'habitude de la rivalité commerciale, se restreint à une production destinée uniquement aux nationaux, et, ne trouvant pas d'emploi pour ses capitaux, les met au service des entreprises étrangères. La France devient le banquier du monde. Il s'ensuit que le caractère national subit une transformation, qu'il perd ses qualités actives, énergie, initiative, ténacité, pour devenir circonspect jusqu'à la pusillanimité, économe jusqu'à l'égoïsme, conservateur jusqu'à la routine et à la réaction. La jeunesse s'éloigne des carrières aventureuses pour se ruer dans les bureaux. Les mariages d'intérêt se multiplient. La natalité décroît dans des proportions effrayantes.

La France a un vaste et précieux empire colonial : tout le Nord-Ouest africain, Madagascar, la Cochinchine, le Tonkin, etc. Ces possessions commencent à lui devenir inutiles.

Les colonies peuvent servir à trois fins : être un terrain de colonisation, être un domaine d'exploitation de richesses minières et agricoles, et favoriser le commerce de la métropole en lui fournissant des matières premières et en lui servant de débouchés pour ses objets manufacturés.

Les colonies françaises ne rapportent à la France aucun de ces trois avantages. Des colons, voilà longtemps qu'elle n'en a plus. Étant donné la diminution de sa natalité, elle en aura de moins en moins ; loin d'être un pays qui émigre, elle a besoin d'un appoint d'immigration. Quant aux terrains d'exploitation industrielle ou agricole, elle n'a plus assez le goût de l'entreprise pour en chercher hors de l'Europe. Enfin le commerce qu'elle entretient avec ses colonies est presque insignifiant, bien inférieur à celui des Anglais et des Allemands avec ces mêmes colonies. Chose singulière, son industrie n'a rien à leur fournir. Après la conquête de Madagascar, on consulta les industriels français sur le parti qu'on pourrait tirer de ce débouché nouveau. Il apparut alors qu'ils ne songeaient à satisfaire que les besoins des peuples de haute culture et qu'ils se désintéressaient des indigènes de colonies. Sur ce

point, il laissent le champ libre à l'Angleterre et à l'Allemagne.

On ne peut pas dire que l'industrie française soit en décadence. Au contraire, elle est fort prospère. Mais elle n'a qu'une clientèle française, et elle ne fournit les marchés du monde civilisé que d'articles de luxe. Elle ne cherche qu'à se ménager d'autres débouchés.

Le Français, de plus en plus, vit sur les économies des générations antérieures et même, à certains égards, aux dépens des générations à venir, puisqu'il redoute les charges et ne se crée pas de postérité. En dehors de la vie de rentier, il ne connaît plus que les postes des administrations publiques ou privées, ou encore les entreprises intellectuelles et commerciales qui offrent le plus de garanties possible de solidité, et qui ne demandent pas trop de mouvement.

L'immigration augmente de jour en jour. Certaines branches du travail sont proprement le monopole de l'étranger. Les hôtels sont aux mains des Allemands. Dans les ports du Midi, on rencontre une majorité de débardeurs italiens. Les affaires de banque, comme partout en Europe, sont accaparées par les Juifs.

Et maintenant, c'est le mouvement syndicaliste, qui paralyse toute autorité du gouvernement. Le Français, par nature, répugne à l'individualisme ; il a besoin d'une forte et universelle tutelle de l'Etat. Il fait bon marché de la liberté individuelle,

mais il tient fort aux apparences de l'égalité. Aussi s'accommode-t-il de tout despotisme, pourvu qu'il ne soit pas personnel. Les courants socialistes qui traversent les peuples contemporains ont donc donné naissance, dans les classes laborieuses, au mouvement syndicaliste. Il tend à enlever à l'Etat certaines de ses fonctions pour les confier à de grandes associations professionnelles soumises à une discipline despotique et qui, destinées d'abord à la défense des intérêts ouvriers, en sont venues, sous l'influence de l'agitation anarchiste, à se proposer comme but de lutter non plus contre le gouvernement, mais contre la société et la civilisation.

Enfin, sur le terrain de la pensée, nous voyons dans la France d'aujourd'hui, des marques d'extrême intolérance, se manifestant principalement dans la lutte que mènent les partis au pouvoir contre l'Eglise catholique, par des moyens qui rappellent les anciennes luttes religieuses du moyen âge, avec cette seule différence que jadis ou persécutait l'incrédulité et qu'aujourd'hui on persécute la foi. Mais le fanatisme est resté le même.

La France, absorbée par ses luttes intestines, marche encore à la tête de la *civilisation*, mais non plus à la tête de la *politique*.

L'antagonisme franco-allemand, malgré tous les cliquetis de sabre qu'ont éveillés par exemple les affaires du Maroc, a perdu depuis beau temps

son caractère belliqueux. La France paraît désormais résignée à la perte de l'Alsace-Lorraine, et la formule que nous citons plus haut : *Pensons-y toujours, n'en parlons jamais*, fait qu'à force de n'en pas parler on finit par y penser très peu. Les Allemands regardent de plus en plus la puissance militaire de la France comme quantité négligeable ; ils ont du reste le plus haut respect de ses richesses, qui excitent leurs convoitises. Pour s'en emparer, ils ne peuvent maintenant songer à une guerre. Ils ont sur le dos un autre ennemi, le lion britannique. Mais ils peuvent attendre, et se contenter pour l'instant de leur « pénétration pacifique » en France. La patience est une méthode. Le fruit mûrit, ils le cueilleront. Dès aujourd'hui, les riches plaines françaises sont moins peuplées que la Galicie ou le pauvre royaume de Pologne. L'Allemagne cherche des colonies, et la France en a trop. L'Allemagne a besoin pour son industrie de minerai de fer, qu'elle va chercher en Suède, en Espagne et en France ; la France en a d'inépuisables gisements dans les Ardennes et dans la Lorraine française. Loin de penser à une restitution quelconque, l'Allemagne a des visées qui menacent l'existence même de la France. Mais sa politique, à cet égard, se borne pour le moment à préparer l'avenir. Sa préoccupation immédiate est la lutte avec l'Angleterre, et s'il surgit souvent des incidents franco-allemands, ils sont dûs aux influences anglaises.

La politique extérieure de la France, en un siècle, a également subi des changements considérables. Sous la menace de la nouvelle puissance qui s'est élevée au centre de l'Europe et qui tend à une suprématie universelle, les anciens ennemis de la France se sont rangés à ses côtés. Son adversaire séculaire, la Grande-Bretagne, est présentement sa meilleure amie, et l'oreille des autocrates russes supporte désormais les accents de la *Marseillaise*. Dans cette triple entente, la France n'a pas un rôle dominant. Elle doit plutôt sa considération à son office de banquier. Et d'ailleurs il faut encore tenir compte de sa force armée, bien que certains de ses ministres de la Guerre, occupés surtout de la lutte contre l'Eglise, aient tout fait pour la détruire, à la grande satisfaction des Allemands.

Nous laisserons de côté provisoirement les plus proches voisins de la France, Angleterre et Allemagne, pour nous occuper d'abord de son alliée, la Russie. L'antagonisme anglo-allemand constituant le *nœud* de la situation européenne doit être réservé pour un examen plus approfondi.

Aucun État ne peut mieux se comparer que la Russie à un colosse aux pieds d'argile. Elevée par le labeur de nombreuses générations, par l'oppression de nombreux peuples, et par le génie de quelques souverains exceptionnels, la grande monarchie de l'Europe orientale avait, dès la fin

du XVIII^e siècle et au cours du XIX^e, la réputation d'une puissance inébranlable. Il a suffi, cependant, pour la terrasser, des petits soldats du Japon. Lors de ce qu'on a appelé l'ère constitutionnelle, cette nation jeune est apparue comme un organisme déjà délabré.

Quand on compare les Russes aux autres peuples d'Europe, abstraction faite des formes extérieures, on est stupéfait des différences qui séparent leur âme nationale de l'âme européenne. Démoralisée par un asservissement séculaire, dépravée par une culture et un clergé byzantins, cette âme oscille entre le plus bas matérialisme et les régions les plus inaccessibles du mysticisme. Le joug tatar, l'autocratie byzantino-tatar, le nivellement des classes, l'anéantissement de la liberté et de la dignité individuelles devant le bon plaisir du pouvoir, l'absorption de la religion même par l'État, tout cela a marqué l'âme russe de traits ineffaçables, inconnus aux civilisations de l'Occident.

En rapprochant l'évolution historique de la Russie et celle de la Pologne, on constate des oppositions frappantes, si frappantes même qu'en vertu de l'adage suivant lequel les extrêmes se touchent, les conséquences sont toutes semblables.

En Pologne, l'individu secoue de bonne heure la tutelle de l'État. En Russie, l'État ne tarde pas à subjuguier l'individu.

En Pologne, l'individu anéantit l'Etat; en Russie, l'Etat annihile l'individu.

Au fond, les résultats se rejoignent. De part et d'autre, ces excès faussent la machine politique et le caractère national.

Bien mieux, un même facteur de destruction est commun aux deux pays. Comme la Pologne, la Russie s'est étendue trop tôt et trop aisément au delà de ses frontières ethniques, en Orient, parmi des peuples d'une civilisation inférieure. Et l'effet fut identique : affaiblissement de race et affaiblissement de caractère.

En revanche, la Russie peut être fière de sa politique et des volontés vigoureuses qui la servirent : Ivan III, Vassili III, Ivan IV, Pierre le Grand, Catherine II. Ce sont eux qui ont fait de la Russie la grande force militaire qui dès le XVIII^e siècle dictait ses lois à l'Europe.

Cependant la force militaire ne suffit pas. Elle est dépendante de certaines conditions intérieures. Or ces conditions, en Russie, sont déplorable.

L'individu, incapable de faire usage de sa liberté sitôt privé de la tutelle de l'Etat, tombe dans l'anarchie. Le patriotisme dégénère chez lui en mépris pour les autres nations, et en brutalité. Il adore ses propres erreurs. Son libéralisme est tout en mot, à moins qu'il ne prenne une forme d'anarchie. De partis moyens, comme en Europe, aucun. Le servilisme et l'arrivisme corrompent

jusqu'aux moelles une bureaucratie indifférente aux destinées du pays.

Lorsqu'éclata la guerre avec le Japon, personne en Russie n'y attacha d'importance. Quand vinrent les défaites ignominieuses, tout le monde eut tôt fait de s'en accommoder. A la faveur des désastres, le mouvement libertaire commença. Les nationalistes essaient de prouver qu'il était l'œuvre des éléments allogènes de l'empire, surtout des Juifs. L'exagération est évidente, mais on ne saurait nier qu'à beaucoup d'égards le mouvement fut tout artificiel. Au temps des décembristes, en 1825, pour provoquer une agitation en faveur de la constitution, on dut faire croire aux armées que cette « constitution » était la femme du grand-duc Constantin; de même on n'attira les paysans à la cause de la révolution qu'en leur promettant un partage des terres. Sauf les questions agraires, le paysan russe est indifférent à tout; or il compose les quatre-vingt-dix centièmes de la population totale.

Enfin ce qu'il est intéressant de voir dans le système représentatif dont la Russie fut dotée, ce n'est pas son mécanisme théorique, mais le parti qu'on en tira. Les uns commencèrent à combattre non telle ou telle disposition, mais le principe même de tout régime parlementaire, — et cela s'appela le parti conservateur. D'autres voulurent d'un coup abattre tout l'édifice social et faire des expériences socialistes que l'Europe n'avait encore

jamais tentées, — et ce furent les partis du travail et de la sociale, auxquels les « cadets » eux-mêmes durent faire bonne figure. D'autres enfin ne se soucièrent que de défendre leurs privilèges et de s'assurer le pouvoir : ils devaient constituer le centre. Cet assemblage confus ne sut rien faire pour régénérer le pays. Sous la main de Stolypine, à tendances étroites et rétrogrades, il ne songea pas à marcher dans le sens des réformes dont le souverain avait ouvert la voie et à faire œuvre de défense contre les ennemis de l'extérieur. Il inaugura les persécutions contre tous les citoyens qui n'appartenaient pas à la nationalité grand-russe, abrogea l'autonomie de la Finlande, opprima les Polonais, redoubla de rigueur contre les Juifs, mécontenta les Musulmans, renversa les principes de tolérance religieuse proclamés par le tsar, avant même que fût constituée la représentation nationale.

Dans ces conjonctures, le peuple russe démontra que l'heure n'était pas venue pour lui de prendre part au gouvernement. Il donnait raison aux pires prédictions des pessimistes.

Il est curieux que dès 1832 notre Mochnacki s'en soit rendu compte par avance : « L'absolutisme moscovite, écrivait-il, n'est pas comme ailleurs une institution transitoire, surajoutée en quelque sorte à la nation, et dont la suppression pourrait lui être avantageuse. Ceux qui le croient sont à coup sûr d'estimables philanthropes, tels

que Pestel et Bestoujev, ou chez nous Lelewel. Mais à coup sûr aussi ils ne connaissent pas toutes les Russies. Enlevons pour un moment à la Russie son autocrate : elle cesse d'être un corps politique. Le pouvoir unique et universel du tsarisme, considéré comme fondement du droit et tel que l'ont institué les Khans tatars, tient seul en lisière ce monstre géographique, qui touche à la Suède et aux États-Unis, à la Germanie et à la Chine, à la Turquie et aux Indes. Le premier qui, dans ce pays, voudra contrôler l'autorité supérieure et lui opposer le droit, portera un coup mortel à cette puissance. De lui datera la chute de Moscou... Ce qu'un pareil despotisme a créé, la liberté ne pourra le conserver. Il n'y a qu'un patriotisme en Russie, c'est l'esclavage. »

Il faut maintenant considérer qu'en fait de nationalités la Russie est l'État le plus disparate. Pour sauver les apparences, elle soutient d'ordinaire que les Ruthènes, appelés aujourd'hui les Ukrainiens, font partie intégrante de la nation. Or les Ruthènes, pour peu qu'ils soient libres d'exprimer leurs idées, déclarent précisément le contraire. Notre affaire, à nous Polonais, n'est pas d'intervenir dans la querelle, mais on peut bien dire que personne ne saurait imposer à un autre sa nationalité, et que l'opinion des intéressés joue un grand rôle quand il s'agit de délimiter les langues et les dialectes. Et pourtant les nationalistes russes voudraient nous voir protester contre les

prétentions des Ukrainiens, et ils regardent l'égalité des droits accordée aux Ruthènes de Galicie comme un attentat des Polonais contre la nationalité grand-russe. La langue des Ruthènes ou Petits-Russes est au grand-russe ce qu'est le hollandais à l'allemand. On entend souvent les Allemands dire que le hollandais n'est qu'un vulgaire *Platdeutsch*. C'est à peu près l'attitude des Russes dans la question d'Ukraine (Ruthénie).

Quoi qu'il en soit, sans préjuger de l'avenir, le seul fait que les Ukrainiens se reconnaissent pour une nationalité différente des Russes mérite qu'on en tienne compte. Les Grands-Russes, les Russes proprement dits, ne sont en Russie que 45 pour 100, soit 68 millions. Le reste de la population comprend 26 millions de Ruthènes ou Petits-Russes, 7 millions de Ruthènes Blancs, 11 millions de Polonais, 2 millions de Lithuaniens et Samogitiens, 1 million et demi de Lettons, 2 millions d'Allemands, 6 millions de Juifs, 4 millions de Finnois et d'Esthoniens, 2 millions de Mordves et de Tchérémisses, 4 millions de Tatars, 1 million et demi de Roumains, sans compter des Arméniens, des Suédois, des Bulgares, des Grecs, les tribus du Caucase (Gruses, Tcherkesses, etc.), les tribus mongoles (Bachkirs, Tchouvaches, Kirghizs, Kal-mouks, etc.).

Cela n'empêche pas que les Russes regardent la Russie comme un État national. Rien ne les irrite plus que de leur montrer que cet État est

polylingue, et de le comparer avec l'Autriche. Faute de voir les chiffres, ils sont conduits à une politique erronée qui va contre les intérêts de leur pays.

Étant donné la multiplicité de territoires à langues différentes qu'elle possède sur ses confins, l'unique politique qui s'impose à la Russie serait, comme a fait l'Angleterre, de conférer des droits égaux à ces nationalités, et d'octroyer l'autonomie aux plus civilisées d'entre elles. Le jour n'est pas venu où le gouvernement et la société sauront comprendre cette politique. Un centralisme extrême a toujours été la loi de l'État russe, et depuis les réactionnaires jusqu'aux socialistes, personne n'imagine, sans lui, que cet État puisse être fort. On veut qu'il ait les moyens de tailler, à Pétersbourg, un patron uniforme de bonheur pour toutes les nationalités de l'empire. Cette sorte de daltonisme est en rapport étroit avec le besoin séculaire d'une tutelle de l'État, qui est une des caractéristiques du peuple russe.

Étant donné ce fanatisme de centralisation, cette indifférence à l'égard de toutes les variétés ethniques et géographiques, cette horreur de toute autonomie, il est clair que les aspirations slaves en Russie, panslavisme ancien ou néo-slavisme, doivent aboutir toujours à des tendances russificatrices, masquées de beaux mots et de promesses de fraternité.

Incapable qu'elle est de comprendre et d'appli-

quer une autre méthode que l'unification et la centralisation à outrance, la Russie, du même coup, est incapable non seulement de continuer son mouvement d'extension, mais de se maintenir dans ses limites actuelles. Il lui faudrait, pour cela, russifier les territoires de ses confins, ou les reconnaître comme distincts de la nationalité russe et les traiter comme tels. Or elle ne peut ni l'un ni l'autre.

A quel point elle réussit à se les aliéner par sa politique, on s'en rend compte par l'exemple de la Finlande et de la Pologne.

La Finlande, avons-nous dit, était la partie de l'empire la plus loyaliste, la plus pacifique, et la plus prospère. Il semblait que son autonomie n'était un danger pour personne. Mais elle offusquait certains politiciens de Russie. Et voilà qu'aujourd'hui, Dieu sait pour quel motif et quel but, cette autonomie est supprimée, et la population est devenue hostile à tout ce qui est russe.

En ce qui touche la Pologne, il semble que l'annexion d'une partie considérable des terres polonaises sous le nom de royaume de Pologne dut présenter pour la Russie un avantage de premier ordre. Ce royaume de Pologne pouvait être pour elle comme un Piémont, grâce auquel elle aurait pu conquérir les autres pays polonais, et même slaves. La grande route de la Slavie passe par Varsovie. Ces ambitions politiques, la Russie les eut en effet, mais elle ne sut pas les réaliser. Le

point de départ fut cet invraisemblable mariage de l'énorme empire autocratique russe avec ce bout de terre constitutionnel qu'on dénomma royaume de Pologne. Cette union anormale était condamnée d'avance à de violents orages. Imaginons le tsar Nicolas I^{er}, ce symbole du pouvoir autocratique, ce maître absolu de beaucoup de millions de sujets, obligé de s'incliner devant les droits constitutionnels d'une poignée de Polonais ! Et si nous nous rappelons que le royaume du Congrès n'était aux yeux du grand-duc Constantin qu'un dédommagement de la couronne impériale, qu'il avait le despotisme fantasque d'un Paul I^{er}, qu'il n'avait nulle idée de ce que pouvait signifier une constitution devant la volonté du monarque ou de son représentant, nous comprendrons que la révolution de 1830 ait été une nécessité historique et comme le coup de tonnerre par lequel devait finir le printemps de cette union qui liait la Pologne à la Russie. Après l'échec du soulèvement, l'union entre dans une seconde période. La constitution est abolie, la volonté du souverain dégagée de toute entrave. La méthode de conciliation, qui encourageait les Polonais à la patience, est remplacée par la persécution sans merci. Alors que, vingt ans après leur révolte de 1848, l'empereur François-Joseph oublie que les Hongrois ont prononcé sa déchéance et leur octroie une constitution nouvelle, Nicolas I^{er} garda jusqu'à la mort la mémoire de l'outrage

fait à sa souveraineté, et on le reproche aujourd'hui encore aux Polonais. Le résultat de cette politique de rancune, ce fut le soulèvement de janvier 1863, coup de tête désespéré plus que mouvement réfléchi, soubresaut nerveux plutôt qu'acte politique. Et c'est alors la troisième période, l'œuvre de torture et d'extermination systématique. Quand on cherche les visées d'une pareille politique, on ne les trouve pas.

Dénationaliser? Les Russes eux-mêmes ne comptent pas y arriver. Détruire? Pourquoi? Pour plaire aux Prussiens? La Russie en serait la première victime. Torturer pour torturer? Ce serait la plus abominable des dépravations. Nous serons plus près de la vérité en affirmant que la politique russe en Pologne n'a été qu'un mouvement impulsif, aveugle, et qu'elle n'a nullement songé à y faire œuvre d'avenir. L'homme d'Orient se vengeait sur l'homme d'Occident, dont il haïssait la supériorité de culture, les mœurs et les traditions différentes.

Que tel soit le sens véritable des choses, la dernière ère constitutionnelle en a fourni la preuve. Jusqu'en 1905, on pouvait croire que ce n'était pas la nation russe, mais son gouvernement, qui menait la lutte contre les Polonais. La Douma est réunie, et c'est une recrudescence de persécution, une véritable frénésie de destruction. Il devint clair pour les Polonais qu'ils n'avaient rien à attendre de la nation russe elle-même.

Un psychologue français connu, M. Gustave Le Bon, a démontré qu'il est impossible de s'expliquer l'histoire si l'on n'a sans cesse à l'esprit que les différentes nations ne peuvent ni sentir ni agir de la même manière, et par suite qu'elles sont incapables de se comprendre. Les différents peuples ont bien dans leurs langues des expressions communes, regardées comme synonymes, mais ces expressions éveillent en chacun d'eux des impressions, des idées, des formes de pensée tout autres. Entre les peuples dont l'âme et le mécanisme spirituel différent, un abîme infranchissable est creusé, eussent-ils même bénéficié d'une culture en apparence commune. Leurs pensées ne se rencontreront pas. Parleraient-ils des siècles ensemble, ils ne s'entendraient pas; leur logique le leur interdit.

Or l'âme russe et l'âme polonaise sont radicalement étrangères l'une à l'autre; l'une, mélange de slave, de tatar et de byzantin; l'autre, slave et occidentale; l'une toute déterministe, l'autre passionnément individualiste; la première éprise d'idées abstraites, incapable de concilier l'idéal avec la vie réelle, la seconde, à l'exemple de l'Europe, éprise de formes esthétiques et cherchant en elles l'accord de l'idéal et de la réalité.

Par suite, en dépit de la communauté d'origine, Russes et Polonais diffèrent plus entre eux que les Russes ne diffèrent des Grecs ou les Polonais des Allemands et des Français. La culture

les sépare plus que la race ne les rapproche.

Un publiciste russe apprécié et très au courant des choses d'Extrême-Orient, le prince Oukhtomski, a fort bien établi que de tous les peuples de l'Europe, ce sont les Russes qui sentent le mieux l'âme orientale, car par leur origine et plus encore par leur culture, ils ont beaucoup plus d'affinités avec l'Orient qu'avec l'Occident. L'âme d'un peuple ne se forme pas dans la période où sa civilisation s'épanouit, mais dans celle où elle commence, car d'après M. Le Bon, les propriétés psychologiques, comme les propriétés anatomiques, sont la résultante de modifications séculaires enregistrées successivement, et ce sont les morts, non les vivants, qui jouent le principal rôle dans l'élaboration d'une âme nationale.

Pour mesurer l'abîme qui sépare l'âme russe de l'âme occidentale, il suffit de comparer les idées publiées par les titans de la pensée russe tels que Léon Tolstoï ou Dostoïewskii avec celles des écrivains comme Victor Hugo, Goethe, Mickiewicz, Krasinski ou Sienkiewicz. Par tout son être spirituel, la Pologne appartient à la civilisation de l'Europe occidentale, et c'est pourquoi son union avec la Russie présente des difficultés telles pour les deux pays qu'il faudrait, pour en avoir raison, un homme d'État russe d'esprit vraiment supérieur. Mais ces hommes-là sont rares.

En attendant, la Russie, dans la question polonaise, et en général dans toute sa politique relative à ses possessions de confins, travaille littéralement pour le roi de Prusse.

Pensons seulement à l'attitude que montra la Prusse au xviii^e siècle, quand elle tenait tout préparés ses plans de partage de la Pologne. Cette même attitude, elle la montre aujourd'hui à l'égard de la Russie. En Pologne, elle s'appliquait à perpétuer un vieux régime anarchique. En Russie, ce n'est un secret pour personne, elle a travaillé et travaille encore à maintenir le système suranné de centralisation et de bureaucratie, et à faire obstacle à toute réforme de l'État. En Pologne, elle excitait le mécontentement des citoyens, soutenant d'un côté la noblesse ignorante et fanatique, appuyant de l'autre les réclamations incessantes des dissidents. En Russie, personne ne l'ignore, elle a usé de pression diplomatique pour faire échouer toutes les mesures propres à alléger la situation des Polonais. Si elle encourage le mouvement ukrainien, ce n'est pas, évidemment par compassion pour les Ruthènes, ni simplement pour se faire une nouvelle arme contre les Polonais. Après avoir poussé la Russie en Mandchourie, elle est en train de la pousser en Perse. Quand on voit tout cela, et le soin qu'elle apporte à endormir sa vigilance et à la détourner des problèmes les plus graves pour ses destinées, on comprend que le xx^e siècle soit appelé à être

témoin d'une agression analogue à celle dont la Pologne fut victime au XVIII^e.

Tant que la Prusse a eu besoin de la Russie, au temps des partages, au temps des guerres napoléoniennes, au temps où elle consolidait son influence sur la Confédération germanique, puis dans sa rivalité avec l'Autriche, pour la conquête du Sleswig-Holstein, pour Sadowa et Sedan, elle se montra l'humble servante de la cour de Pétersbourg. Mais depuis la création de l'Empire allemand, la situation a changé. On serait tenté d'en sourire, mais tel est le fait : après la Pologne, le Danemark, la Confédération, l'Autriche et la France, on prévoit que ce sera le tour de la Russie d'être culbutée par la Prusse. Pour le moment, l'antagonisme anglo-allemand, dont nous parlerons plus loin, est le seul obstacle qui retarde la lutte. En attendant, la politique russe suit les inspirations de Berlin.

Peu importe que la Russie se soit dégagée officiellement de la Triplice de trois empereurs et qu'elle ait conclu une entente avec la France et l'Angleterre. Cette entente paralyse les trois États plus qu'elle ne les fortifie. La Russie ne se lancera jamais dans une aventure contre l'Allemagne, surtout après ses défaites d'Orient. A cet égard, elle exerce sur ses alliés une action modératrice, et fait ainsi, malgré elle, dans cette combinaison anti-allemande, les affaires de l'Allemagne. D'autre part, confiante dans le secours de

ses alliées, elle néglige imprudemment sa propre force militaire et se croit à l'abri de toute agression. Ainsi pensait la Pologne au XVIII^e siècle : elle paya cher ses illusions. Tant qu'elle différa les réformes, elle put encore végéter. Dès qu'elle se mit à l'œuvre sérieusement, elle périt. En appliquant sa méthode, la Prusse, pour écraser la Russie, attendra qu'elle entreprenne de se régénérer. Telle est donc en somme la situation de la Russie par rapport à l'Allemagne : elle peut s'unir avec l'Angleterre et la France, et se mettre ainsi pour un temps à l'abri d'une agression extérieure, mais il lui est interdit de penser aux réformes, ce serait un *casus belli*. Elle n'y songera pas d'ailleurs avant longtemps. Elle se contente des apparences de son ancienne puissance et de son alliance avec l'Angleterre et la France. Pour le reste, elle s'en soucie peu. Quand l'Angleterre sera abattue, ou quand un accord anglo-allemand sera conclu, elle ouvrira enfin les yeux. Mais ne sera-t-il pas trop tard ?

Quand on leur fait ces prédictions de Cassandre, les Russes les trouvent ridicules ou exagérées. Et l'énorme étendue de leur empire ? Et ses 160 millions d'habitants ? N'est-ce pas là une puissance ?

Rien de plus trompeur que ces indications. La force d'un État ne se mesure pas uniquement au nombre de ses habitants ni à la grandeur de son territoire. Il y a un coefficient plus important que la quantité, c'est la qualité, et l'étendue du terri-

toire peut être principe de faiblesse aussi bien que de force.

Pour apprécier au juste la puissance de leur pays, les Russes doivent réfléchir à ce fait qu'un hectare de leur terre, malgré sa fertilité, produit le quart de ce que donne l'hectare en Allemagne; qu'ils ont 80 pour 100 d'illettrés; que proportionnellement à leur population, le réseau de voies ferrées, de télégraphe et de téléphone, qui indique le degré de civilisation, est insignifiant chez eux en comparaison du développement qu'il a dans le reste de l'Europe; que la Russie est seule à connaître des phénomènes comme les disettes permanentes dans les régions les plus fertiles (du moins celles qui sont aux mains des Russes, car ces fléaux sont ignorés partout où est installé le colon allemand); qu'à part une poignée de bureaucrates et de prêtres orthodoxes, le mécontentement y est universel; et qu'enfin le gouvernement ne connaît à cela qu'un remède, violence et lois d'exception. En attendant, comme disent les Français, on peut tout faire avec les baïonnettes, sauf s'asseoir dessus.

Le ministre Stolypine, tué récemment, disait que la Russie, pour renaître, n'avait besoin que de vingt ans de paix. Supposons qu'elle évite la guerre pendant vingt ans, qu'y aura-t-il de changé?

On allègue que la prospérité de la Russie est en développement continu. Sans doute, mais

celle de l'Allemagne augmente trois fois plus vite.

On objectera que la Russie opère enfin d'heureuses réformes agraires et qu'elle délivre l'agriculture de la propriété communale collective. Ce fut là, on doit l'avouer, la seule idée saine de Stolypine. Elle lui fut suggérée par la comparaison de son pays natal avec ce qu'il avait vu dans un long séjour en Lithuanie. Mais les réformes agraires ont ceci de particulier qu'elles exigent du temps, beaucoup de temps, et en Russie, étant donné l'énorme quantité des vices du régime qu'il s'agit de remanier, elles demandent la vie de plusieurs générations. Et pourtant, il y a moins de dix ans, les patriotes russes regardaient la propriété communale collective comme la quintessence de la raison politique, comme la panacée du socialisme et du paupérisme. Les Polonais qui préconisaient les principes agraires aujourd'hui consacrés leur apparaissaient comme les représentants rétrogrades de « l'Occident pourri ». Il est à craindre, au contraire, que les réformes agraires de Russie, appliquées par la bureaucratie, sans égard aux particularités locales, n'aient pour effet immédiat que d'augmenter la pauvreté des classes rurales en les déroutant par le bouleversement d'un état de choses séculaire. Étant donné le niveau médiocre de l'instruction, elles compromettront peut-être l'agriculture, ou tout au moins en enrayeront le développement.

D'autres réformes moins larges, plus faciles, sont réalisées dans des conditions déplorables, ou renvoyées à l'époque de la « pacification », autrement dit aux calendes grecques, car il est clair qu'une pacification n'est possible que du jour où la situation sociale elle-même sera améliorée.

Par contre, la Russie se lance à corps perdu dans la lutte contre les allogènes, lutte stupide, meurtrière pour elle comme pour les autres.

Ce sombre tableau s'éclaire-t-il de quelques lueurs d'un avenir meilleur? On les chercherait en vain. Il faudrait à cela des hommes éminents, des patriotes authentiques, de la raison politique. Mais quand finira le règne des Pourichkievitch, des Markov, des Menchikov et des Euloge?...

Et pendant ce temps les années passent et ne reviennent pas.

En fin de compte, quel avenir attend l'empire russe, si les choses continuent à aller leur train et si un nouveau Pierre le Grand ne vient pas le pousser dans d'autres voies? La Russie veut être un État national, et, d'un autre côté, la centralisation lui paraît être indispensable à la puissance de l'État. Réaliser ce programme d'une façon durable, elle ne le peut que dans les limites de son propre domaine ethnographique. Seul un État ethnographiquement homogène a les moyens d'appliquer largement une politique nationaliste et centraliste.

En abandonnant ses possessions allogènes pour

se replier à l'intérieur de ses frontières naturelles, la Russie resterait encore un grand État riche d'un grand avenir historique. Le peuple russe est bien doué, actif, jeune, mais dévié par la civilisation byzantine, et par l'oppression de l'État. S'il entrait en contact plus direct avec l'Occident, s'il ne se bornait pas, comme jusqu'à ce jour, à lui emprunter son vernis, s'il s'appropriait les réalités de sa civilisation, s'il jouissait un certain temps des droits politiques et civils du citoyen, s'il restreignait à la mesure de l'indispensable la tutelle de l'État, si enfin il mettait l'instruction à la portée de tous, il se transformerait peu à peu, s'anoblirait, acquerrait l'équilibre et la paix qui lui manquent, relèverait le niveau de son activité économique, et au lieu d'un patriotisme de destruction et de servilisme adopterait un patriotisme véritable.

Cet avenir explique en quelque sorte que les Russes envisagent sans trop d'effroi la perspective de désastres sur les confins de l'empire. Il explique aussi en partie cette indifférence, incompréhensible pour l'étranger, avec laquelle ils parlent de céder la Pologne à l'Allemagne et la Sibérie au Japon. Ne serait-il pas plus logique de reconnaître à ces parties de l'empire une autonomie complète? Mais la logique n'est pas le propre des foules. La noblesse polonaise, elle aussi, avant les partages, se cramponnait à ses droits et privilèges; elle aimait mieux... tout perdre d'un coup. Telle est l'ironie, ou la tragédie, des choses humaines!

IV

L'antagonisme anglo-allemand. La situation de l'Angleterre.
En quoi consiste la puissance de l'Allemagne.

Nous en venons maintenant à l'antagonisme anglo-allemand, qui commande aujourd'hui toutes les destinées de l'Europe politique et qui est le fait dominant de la situation contemporaine.

Toute puissance qui a surgi sur le continent et qui a paru en quelque manière une menace pour les intérêts anglais a toujours eu affaire à la rude poigne de John Bull. L'Espagne, la Hollande, la France et la Russie l'ont éprouvé tour à tour. A l'Allemagne aujourd'hui d'en faire l'expérience. En définitive l'hostilité à laquelle elle se heurte de la part de l'Angleterre ne fait qu'attester et consacrer, à son honneur, l'hégémonie qu'elle a conquise en Europe le jour où elle a réalisé l'Unité allemande.

Comment l'Angleterre a-t-elle eu le pouvoir de briser successivement toutes les puissances continentales? Comment est-elle parvenue à étendre son empire et sa race sur les cinq parties du monde? Où est pour elle le danger du côté de l'Allemagne? Pour répondre à ces questions, il faut examiner les fondements de la puissance anglaise, sa politique à l'égard des autres États et sa situation internationale actuelle, puis les consé-

quences de l'Unité de 1871 et la force que représente aujourd'hui l'Allemagne unie, enfin les ambitions mondiales de cet empire qui sont une menace directe pour les intérêts vitaux de la Grande-Bretagne.

Comme éléments particuliers de la puissance anglaise, il faut signaler l'exceptionnelle énergie de la nation, la saine évolution de sa vie publique, les richesses naturelles du pays et son avantageuse position géographique.

L'énergie anglaise procède d'un heureux mélange d'individualisme et de volonté inflexible. D'où viennent eux-mêmes ces traits du tempérament britannique? Croisement de la race anglo-saxonne avec les races celtique et normande? Influences géographiques? Guerres de religion? Constitution politique? Conquêtes d'outre-mer? Assurément toutes ces causes agissent. En tous cas, le caractère national a pris une telle originalité qu'il est devenu un type. Il se distingue surtout par l'individualisme, l'amour de la liberté et de l'indépendance, la persévérance, l'esprit d'initiative, le sang-froid, et un haut sentiment moral. Contrairement aux peuples latins qui ont besoin d'un pouvoir fort, l'Anglais se suffit à lui-même et supporte mal la tutelle de l'État.

Les qualités du caractère, pour une nation, sont un trésor cent fois plus précieux que celles de l'esprit. Le savoir passe aisément d'un peuple à l'autre : les traits du caractère sont fixes et intrans-

missibles. C'est lui qui décide de l'évolution d'un pays et de ses destinées. Une décadence intellectuelle, par elle-même, n'entraîne pas sa ruine, mais il dépérit dès que le caractère dégénère, ce qui arrive souvent juste au moment où la civilisation y atteint son plein développement.

« L'influence du caractère, — dit M. Le Bon, — est souveraine dans la vie des peuples, alors que celle de l'intelligence est véritablement bien faible. Les Romains de la décadence avaient une intelligence autrement raffinée que celle de leurs rudes ancêtres, mais ils avaient perdu les qualités de caractère : la persévérance, l'énergie, l'invincible ténacité, l'aptitude à se sacrifier pour un idéal, l'inviolable respect des lois, qui avaient fait la grandeur de leurs aïeux. C'est par le caractère que 60.000 Anglais tiennent sous le joug 250 millions d'Hindous, dont beaucoup sont au moins leurs égaux par l'intelligence, et dont quelques-uns les dépassent immensément par les goûts artistiques et par la profondeur des vues philosophiques. C'est par le caractère qu'ils sont à la tête du plus gigantesque empire colonial qu'ait connu l'histoire. C'est sur le caractère et non sur l'intelligence, que se fondent les sociétés, les religions et les empires. Le caractère, c'est ce qui permet aux peuples de sentir et d'agir. Ils n'ont jamais beaucoup gagné à vouloir trop raisonner et trop penser. »

Les Anglais doivent leur empire colonial à ce

qu'ils ont su respecter les mœurs, coutumes et lois des peuples qu'ils avaient soumis, les laisser libres de se gouverner, et borner leur rôle à lever certains impôts, entretenir le commerce et maintenir la paix.

En comparant le développement du caractère anglais et celui du caractère polonais, nous constatons qu'ils se ressemblent par l'individualisme. Mais pour la volonté, la persévérance, la maîtrise de soi, les différences sont profondes et s'expliquent à la fois par la race et pas l'histoire. Tandis que les Anglais ont dû engager de longues et pénibles luttes sur mer, sur terre et dans les pays étrangers, les Polonais ont colonisé sans peine les terres de l'Est grâce à l'union lithuanoruthène. Les difficultés ont trempé les premiers ; les conquêtes faciles ont affaibli et faussé les seconds.

Si la constitution anglaise, dans son développement, s'explique par le caractère de la nation, on peut dire, d'un autre côté, qu'elle a puissamment contribué à la formation de ce caractère, en soutenant les vertus de la race, en lui laissant pleine liberté de mouvement, et en favorisant une évolution régulière de son activité.

Établie sur les principes de la liberté civique et d'une large autonomie, affranchissant l'initiative privée, dans des domaines variés, de toute intervention de l'État, cette constitution s'est gardée des erreurs où sont tombées nombre de puissances

continentales, telles que la Pologne et la France. Elle n'a pas tenté d'identifier la liberté et les maximes égalitaires, ces deux notions qui s'excluent et qu'on ne peut accorder dans la réalité, comme nous l'avons montré, qu'au prix de conséquences fatales.

Avec la préoccupation de garantir à l'individu une complète liberté d'action, elle est restée conséquente et n'a pas voulu obéir aux billevesées égalitaires en faisant passer tous les citoyens sous la même toise. Au contraire, toutes les variétés de condition et d'intelligence formées par la vie même, elle les a respectées en les tournant au bien général. Ajoutons à cela une structure sociale où les classes n'étaient pas au même niveau, mais s'équilibraient mutuellement et concouraient ensemble à l'œuvre du progrès. Telles quelles, les institutions anglaises ne pouvaient qu'encourager merveilleusement l'évolution du pays et affermir le caractère de ses habitants.

Elles étaient d'ailleurs si parfaitement adéquates à l'esprit de cette société que les articles n'en étaient pas codifiés et n'avaient pas besoin de l'être. On peut dire sans exagérer que les lois constitutionnelles ne régnaient pas en Angleterre, mais qu'elles y existaient simplement ; elles n'étaient pas la loi, mais un état de fait approprié aux besoins et aux conditions de développement du pays.

Pour être juste, il faut reconnaître aussi que

l'émancipation relative de l'individu et la limitation correspondante des pouvoirs de l'Etat furent favorisées par des conditions géographiques exceptionnelles, qui ont fait défaut à la Pologne. Une des causes de la chute de la Pologne fut l'affaiblissement de sa force militaire, que la noblesse tendait à restreindre dans la crainte de l'*absolutum dominium*. On l'a souvent accusée à ce propos d'aveuglement politique et même de haute trahison. Or les mêmes tendances, les mêmes faits se rencontrent dans l'histoire de l'Angleterre, à cette différence près que le royaume dut à sa position insulaire d'éviter les désastres auxquels l'exposait la faiblesse de ses moyens militaires. En 1697, le Parlement ne réduisit-il pas l'armée à 10.000 hommes, parce qu'il voyait en elle un instrument de despotisme ?

Si l'isolement géographique garantissait la sécurité de l'Angleterre à l'extérieur et lui donnait ainsi un avantage sur les Etats du continent, d'autres conditions naturelles ne lui étaient pas moins favorables. Jouissant d'un climat tempéré grâce à la proximité du Gulf-Stream, entourée par la mer de tous les côtés, possédant avec un sol fertile des richesses minières inépuisables, elle put de bonne heure équilibrer son activité en la développant dans tous les sens, ce qui n'était pas permis aux peuples exclusivement agricoles. En même temps que l'agriculture, elle se fit une industrie et un commerce, qui prirent une telle

extension qu'ils arrivèrent à dépasser les besoins des marchés européens et portèrent la puissance anglaise dans toutes les parties du monde. Dès lors, le pivot de la politique anglaise, ce fut la colonisation.

En cela, aucun peuple ne saurait rivaliser avec les aptitudes des Anglais. Les Hollandais, eux aussi, savent respecter les mœurs, les coutumes, la langue et les lois des pays qui leur sont soumis ; la preuve en est que, malgré une force militaire insignifiante, ils se maintiennent à Sumatra, Java, Bornéo, et Célèbes. Mais ils sont plus lourds, moins entreprenants et moins nombreux. Espagnols et Portugais ont conquis d'énormes territoires dans l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale ; ils y ont fondé des empires distincts. Mais là comme dans leur métropole, ils ont prouvé leur incapacité de créer des sociétés ordonnées, laborieuses et de large culture. Alors que l'Amérique du Nord, Etats-Unis et Canada, peuplée d'émigrants anglais, présente un magnifique exemple des qualités anglo-saxonnes, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, où affluent les Espagnols et les Portugais, présente un terrible émiettement d'Etats de toute dimension : Mexique, Guatémala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica, Panama, Colombie, Vénézuéla, Bolivie, Brésil, Paraguay, Uruguay, Argentine, Equateur, Pérou, Chili, Cuba, Saint-Domingue, Haïti. Tous ces Etats, grands et petits, ont une forme répu-

blicaine, inspirée, il est vrai, du régime des Etats-Unis, mais en réalité moitié anarchique, moitié dictatoriale. Guerres civiles et guerres extérieures y sont un phénomène chronique. Les changements de présidence s'opèrent couramment par la violence, et les présidents, une fois au pouvoir, se transforment en autocrates. La population ne montre ni énergie, ni sens rassis, ni moralité. Tout le commerce et toute l'industrie de ces anciennes colonies espagnoles sont aux mains des étrangers, Anglais, Américains, Allemands. L'agriculture elle-même passe peu à peu aux colons allemands, italiens ou polonais.

Les colonies françaises présentent un tout autre aspect. L'élément métropolitain y fait défaut. Pour ses vieilles colonies comme le Canada ou le Nord algérien, la France avait encore des émigrants, qui s'y sont maintenus. Pour le reste, elle n'a que des fonctionnaires, avec quelques marchands ou industriels. Sa population est trop faible, et il lui manque les qualités indispensables au colon, l'activité et l'initiative qui sait se passer de la protection de l'Etat.

Le Russe même, à cet égard, montre plus d'aptitudes que le Français ; mais il ne sait les appliquer qu'en Asie, au milieu de civilisations inférieures, et avec des procédés d'exploitation rudimentaires.

Quant aux Allemands, il convient de remarquer qu'ils avaient depuis longtemps en réserve d'excel-

lents éléments de colonisation. Après la grande invasion mongole du XIII^e siècle, une foule d'entre eux s'établirent sur les terres polonaises. L'Ordre teutonique, pour coloniser la Prusse qu'il avait conquise, en attira un grand nombre. En Transylvanie, la colonisation germanique fut très active. Catherine II s'en servit dans la Crimée et la région du Volga. Ces colonies, actuellement encore, sont florissantes. Enfin, jusqu'à ces derniers temps, les Allemands allaient fonder des établissements à l'Est, en Posnanie, en Prusse occidentale, dans le royaume de Pologne et en Volhynie. Du côté des Etats-Unis et du Brésil, leur mouvement d'émigration était considérable.

Aujourd'hui, ce courant de colonisation est presque arrêté. L'essor extraordinaire de l'industrie allemande demandait tant de bras que l'émigration a cessé, et que même l'agriculture et l'industrie sont obligées d'embaucher des ouvriers à la saison, surtout de Galicie et du royaume de Pologne.

Mais si les colonies sont nécessaires à un pays pour déverser le trop-plein de sa population, elles le sont aussi pour le développement de son commerce et de son industrie, comme par exemple aux Anglais l'Inde, l'Egypte et l'Afrique du Sud. Ces colonies de débouchés, les Allemands en ont impérieusement besoin, étant donné l'accroissement incessant de leur production. On le voit par les transactions qu'ils font avec les colonies

anglaises et françaises, avec l'Amérique, la Chine et le Japon.

Malheureusement, quand ils atteignirent cet essor industriel qui leur faisait une nécessité de se procurer des colonies, il se trouvait que tout, ou presque tout, était déjà aux mains de l'Angleterre et de la France. De là, pour l'avenir, d'inévitables conflits.

En attendant, ils ont pris ce qu'ils ont pu : de vastes territoires sur la côte orientale et la côte occidentale de l'Afrique, et en Chine Kiao-Tchéou dans la péninsule de Chan-Toung. Ces expériences ne permettent guère d'augurer avantageusement des capacités allemandes en fait de grande politique coloniale. Au lieu d'appliquer la sage méthode anglaise et de respecter avant tout les mœurs, les coutumes, l'individualité des populations indigènes, en se contentant des bénéfices économiques, l'Allemagne d'aujourd'hui, docile au casque à pointe prussien, s'empresse, dès le lendemain de l'occupation, d'installer un régime de gouvernement modelé sur celui de la Posnanie. Elle civilise la population avec le bâton prussien et l'alphabet allemand, à moins qu'elle ne la chasse des pays qu'elle occupe. Ainsi ces colonies présentent un contraste tragi-comique, fertile en bons sujets de farce ou d'opérette. Malheureusement, il y a du sang, car mal en prend aux nègres d'Afrique ou aux Chinois de Kiao-Tchéou de prétendre, comme de simples rebelles polonais,

garder leur langue et leurs mœurs. Les indigènes des colonies africaines ont été à peu près exterminés, et les Chinois de Kiao-Tchéou expulsés en grande partie. Ce qui reste apprend sagement la langue allemande, et l'on a l'espoir de voir bientôt des patriotes teutons noirs et jaunes!...

Il est clair que même si elle doit s'améliorer, une pareille situation, créée et entretenue par une bureaucratie indifférente au droit humain, rend impossible, pour le moment, toute large politique coloniale. Elle devra certainement être modifiée le jour où les Allemands auront adopté pour leur compte des procédés moins prussiens et plus dignes d'une nation destinée à un grand avenir. En tout cas, cette évolution demande du temps, et l'Allemand d'aujourd'hui, par sa tournure d'esprit, n'est pas à la hauteur d'une grande œuvre colonisatrice. Plus encore que l'infériorité numérique des dreadnoughts, qui n'est que momentanée, cette incapacité de l'Allemagne laisse l'avantage, dans les entreprises d'outre-mer, à la politique anglaise et à ses vastes combinaisons.

Mais l'Angleterre est prévoyante. Elle sait que les besoins d'expansion d'une industrie toujours croissante pousseront malgré tout l'Allemagne à une lutte implacable dont l'enjeu sera l'empire de la mer. Cette menace est de date récente. Jusqu'à l'Unité allemande, elle ne se préoccupait ni de la Prusse ni de l'Autriche. Elle les considérait même

comme ses alliées dans sa rivalité avec la France qui, après l'écrasement de la puissance maritime de l'Espagne et de la Hollande, semblait seule en état de lui disputer la domination des mers. Aujourd'hui encore, malgré la perte des colonies que la Grande-Bretagne lui a enlevées, la France possède de vastes domaines outre-mer et la seconde armée navale de l'Europe. Jusqu'à la fin du xix^e siècle, la Russie était également regardée comme une ennemie naturelle de l'Angleterre, dont elle menaçait les possessions de l'Inde. Mais la guerre russo-japonaise a dissipé toute inquiétude de ce côté, et les rapports des deux puissances ont été modifiés. De ses anciens ennemis l'Angleterre a fait ses alliés contre l'Allemagne. N'est-il pas trop tard?

Dans son excellent ouvrage intitulé *Études de diplomatie*, Julien Klaczko a mis en lumière toutes les erreurs de la politique anglaise depuis le milieu du siècle dernier; elle a porté trop loin les concessions dans la question polonaise; elle a été vaincue dans la question danoise; elle n'a pas su prévoir les destinées de la Prusse. En politique, la courte vue se paie. L'Angleterre d'aujourd'hui ne veut pas retomber dans la même faute, et elle s'arme sans relâche, en face de l'Allemagne, pour se préparer aux conflits de l'avenir.

Si l'on veut comprendre le prodigieux change-

ment qui s'est accompli en Allemagne après 1871, il faut se représenter ce qu'elle était avant l'Unité.

Fractionnée en une multitude d'États et principautés, dont les frontières faisaient un embrouillement fantastique et dont les lois et règlements variaient à l'infini, elle était de tous côtés entravée dans son développement, et ne pouvait ni avoir une politique homogène ni se sentir un organisme vivant. L'unité politique avait été ruinée définitivement par le traité de Westphalie qui reconnaissait la souveraineté des différents États et réduisait la dignité impériale à un simple titre. Tant que l'Autriche n'eut pas de rivale en Allemagne, les empereurs, comme souverains des pays autrichiens, gardèrent encore une ombre de suprématie. Mais quand la Prusse vint contrebalancer son influence, quand elle se proclama empire autrichien, et quand, par la création de la Confédération du Rhin, Napoléon eut arraché à son action les royaumes de Westphalie, de Bavière, de Wurtemberg et de Saxe, la confusion politique de l'Allemagne fut à son comble. Elle ne fut plus qu'un groupement flottant d'États attirés tantôt par l'Autriche, tantôt par la Prusse, et travaillés par les intrigues de la France, de la Russie et de l'Angleterre. D'un tel état de choses que pouvait-il résulter, sinon une situation politique, juridique et économique déplorable?

Les succès de la Prusse dans l'ancienne confédération, l'hégémonie qu'elle réussit à conquérir,

sa popularité indéniable malgré le particularisme des États du Sud et l'aversion de plus d'une personnalité éminente pour l'arrogance prussienne, tout cela s'explique. Instinctivement, on lui sait gré et on l'admire d'avoir accompli cette unité dont la réalisation était pour l'Allemagne une question de vie ou de mort. Quoiqu'ils aient passé sous le joug prussien, c'est de ce jour-là que les Allemands ont commencé à vivre une vie digne d'un grand peuple.

Auparavant, l'Allemagne était pauvre et avait faim. La terre ne suffisait pas à nourrir sa population. Les nombreuses barrières douanières, d'État à État, entravaient le développement de son industrie. Son évolution économique ne pouvait avoir une continuité et une force en rapport avec le nombre de ses habitants. L'Allemand émigrail, passait la mer, venait en Pologne, en Russie, cherchant partout les bénéfices qu'il ne pouvait trouver dans sa patrie. De là ce *Drang nach Osten*, qui a déjà fait tant de mal à notre nationalité et qui aujourd'hui, grâce à l'Unité, grâce aux changements des conditions économiques, a presque entièrement cessé malgré les efforts contraires de la politique germanisatrice.

Sur la situation économique de l'Allemagne contemporaine, M. Jean Purwin a inséré dans notre *Revue Nationale* (Przegląd Narodowy) de 1909 et 1910 une série d'articles remarquables auxquels nous emprunterons les renseignements

et observations qui vont suivre. Ils mettent en relief les conséquences de l'Unité au point de vue de l'industrie et du commerce allemands.

Le trait saillant, dans cette situation, est la grande production et l'importance numérique de la clientèle qu'elle fournit. Elle est inconnue aux autres pays, même à l'Angleterre. Rendue possible par l'Unité, elle répond d'ailleurs parfaitement au caractère national. En parcourant les différentes branches de l'industrie allemande, on remarque que les plus développées sont celles qui dépendent beaucoup moins des aptitudes individuelles du producteur que des moyens de fabrication en masse. Ainsi, au premier rang on trouve les industries textiles, dont l'importance est énorme, puisqu'après l'alimentation le vêtement est le premier besoin de l'homme. Or elles n'existent pas dans tous les pays. Les pays exclusivement agricoles les ignorent. D'autres les connaissent depuis peu et ne fournissent que des qualités inférieures. D'autres au contraire ne fabriquent que des qualités supérieures, comme la France et de plus en plus l'Angleterre, qui pratiquent ces industries de longue date et possèdent des débouchés assurés, ou comme les États-Unis, où la main-d'œuvre est d'un prix élevé. Ces trois sortes de pays, l'industrie textile allemande se charge de les fournir, tout en alimentant les marchés nationaux. Aux pays agricoles, elle procure tous les genres d'articles. Aux pays produc-

teurs de qualités inférieures, elle procure les supérieures, et vice versa. Les Allemands peuvent ainsi soutenir la concurrence étrangère : 1° parce qu'ils ont d'énormes marchés intérieurs, ce qui leur permet de produire en masse et de se spécialiser dans différentes branches; 2° parce que de toutes les grandes nations industrielles, ils ont la main-d'œuvre la moins chère; 3° parce qu'ils achètent beaucoup eux-mêmes à l'étranger, ce qui étend les ramifications de leur commerce; 4° parce qu'enfin, et cette raison n'est pas la plus négligeable, l'industrie textile exige moins de capacités individuelles que de routine et d'automatisme.

En fait d'industrie métallurgique, les Allemands se flattent d'être les premiers ingénieurs du monde. On ne saurait le contester. A force de faire, on finit par bien faire. Mais ce n'est pas là que réside leur supériorité. La preuve en est que l'exportation des machines de précision, machines à vapeur et locomobiles, est relativement restreinte, puisqu'elle n'est guère supérieure, avec ses 8 millions de marks, à celle des boîtes à musique qui est de 7 millions. En revanche, les machines-outils atteignent un chiffre d'exportation de 43 millions de marks, et les Allemands sont dans cette branche les fournisseurs du monde entier, parce qu'elles ne sont guère utilisées que dans les fabriques de machines, qui sont en Allemagne plus nombreuses qu'ailleurs; obligée de

s'en munir elle-même en grande quantité, elle en fait en même temps pour l'étranger.

L'exportation des jouets d'enfants monte à 70 millions de marks. Là encore les aptitudes individuelles n'ont aucun rôle. Les jouets n'amusement qu'autant qu'ils sont renouvelés. La production en masse diminue les frais, et l'étendue du marché permet de différencier les qualités.

Le rapport qui existe entre la production et l'étendue de la clientèle apparaît bien en ce qui concerne l'ameublement et les meubles de style. Personne ne s'avisera de considérer le sens décoratif des Allemands comme supérieur à celui des Français. Ce sont eux pourtant, aujourd'hui, qui donnent le ton. Pourquoi? Parce que chaque année leur population s'accroît d'un million d'habitants. Il faut monter des appartements nouveaux par centaines de mille, et dans le nombre, des milliers sont luxueux ou aisés. En France, la population n'augmentant plus, les appartements à aménager sont en quantité médiocre; la production ne se fait pas en masse, ne rapporte pas, et tombe.

Par contre, dans la confection pour dames, l'accroissement de population et l'étendue de la clientèle ont une importance moindre. Les Français ont le dessus. A conditions égales, ils savent garder le premier rang. Mais dès qu'il s'agit de production en masse, l'Allemand reprend l'avantage sur le Français et même sur l'Anglais.

On voit par là que le nombre des clients est un facteur considérable dans la production industrielle. Quantité et qualité finissent par se mélanger et se confondre. Une production intense permet, en répétant, de réfléchir et de rectifier. Avec l'application voulue, elle peut arriver à tirer un parti avantageux d'éléments médiocres.

L'industrie chimique, gloire de l'industrie allemande, se présente dans des conditions un peu différentes. Si elle a accaparé presque tous les marchés du monde, elle le doit à diverses raisons. D'abord ici encore la production en masse a une grande importance. Mais l'organisation du travail scientifique en a une plus grande. Les Allemands se vantent d'avoir réussi à occuper le milieu entre la science et l'industrie. On peut bien dire en effet qu'ils ont industrialisé la science et « scientifié » l'industrie. Grâce à la quantité de ses hommes instruits, l'Allemagne tient la tête par le nombre de ses universités, c'est-à-dire de ses professeurs, privat-docents et préparateurs, et aussi par le nombre de ses publications techniques, ce qui permet d'entretenir toute une armée de travailleurs spéciaux. En facilitant l'obtention des doctorats, elle a réduit ces titres à être une sorte de convenance dans les milieux cultivés, qui paient ainsi comme un impôt intellectuel. On conçoit qu'un pareil système ait eu sa répercussion sur la littérature scientifique et l'ait encom-

brée de non-valeurs. Il est difficile de s'y former le goût et l'esprit, et il est aisé de s'y perdre. En revanche, pour la quantité, le résultat est magnifique. C'est un prodigieux amas de matériaux scientifiques. Quand ce travail est objectif et rigoureux, ce qui est le cas de la chimie, de la physique et des différentes techniques, il offre des moyens précieux de perfectionner l'industrie par la science. Il faut cependant remarquer que le chiffre d'exportation des industries chimiques allemandes ne représente qu'une faible partie des exportations totales, à peine 2 pour 100, soit 120 millions de marks sur 6.500.

Quoi qu'il en soit, le premier élément de la puissance industrielle de l'Allemagne est le grand nombre des ses travailleurs et de ses clients. Un autre facteur y a contribué, le caractère national.

Il vaut la peine d'entendre ce que disent là-dessus différents écrivains. Sombart signale comme caractéristique essentielle de l'âme allemande l'inaptitude à goûter la forme et le défaut de sens artistique. De là deux traits particuliers : le fort sentiment de l'obligation et la capacité de spécialisation, *Talent zum Teilmenschen*. Parmi les facteurs ethniques, Sombart relève l'importance des croisements celtiques et slaves. L'élément français lui paraît très appréciable, mais avant tout l'élément juif. La psychologie juive répond si bien aux conditions du développement capitaliste, que « moderne », « capitaliste » et

« juif » tendent de plus en plus à devenir des mots synonymes. Le Juif se distingue par une volonté soutenue qui agit dans le même sens à travers une suite de générations. Ce que le père n'a pas réalisé, le fils y atteint, ou le petit-fils. L'égoïsme, l'absence de scrupule sont le support de cette énergie. Mais par-dessus tout ce qui désigne le Juif pour un rôle de premier ordre dans l'évolution capitaliste, c'est son esprit d'abstraction, son indifférence à l'égard de toute valeur qualitative, son impuissance à respecter tout ce qui est concret, individuel, vivant. A notre époque, où tout tend à perdre son originalité, où la marchandise, objet des grandes opérations financières, doit être de type uniforme pour le monde entier, où l'argent devient la grande puissance, ces aptitudes du Juif sont de plus en plus précieuses. Elles agissent sur le développement du capitalisme à la manière d'un ferment. Or, l'Allemagne possède ce ferment, et en quantité modérée. Si elle en avait davantage, elle en souffrirait comme en ont souffert d'autres pays.

Un économiste français, M. Blondel, remarque que le conflit anglo-allemand met de plus en plus en évidence la supériorité de l'esprit d'association allemand sur l'individualisme anglo-américain. L'Allemand est lourd et manque d'initiative, mais il est discipliné et il sait s'adapter. Il est plus fait pour perfectionner que pour inventer, mais il sait s'approprier les inventions des autres. Il

s'efforce de suppléer par la méthode à l'entrain et au ressort qui lui manquent. Plus qu'aucun peuple au monde, il demande à l'application systématique ce que d'autres demandent au talent et à la dextérité naturelle.

L'écrivain anglais Shodwell résume ainsi les méthodes des trois peuples rivaux : l'Allemand avance à pas comptés, l'Américain saute, l'Anglais tient le milieu.

Enfin Nietzsche indique que les Allemands, ayant été le plus croisé des peuples et le plus soumis à l'influence de races diverses, sont à tous égards un *Volk der Mitte*.

Toutes ces définitions, sans être rigoureuses, font ressortir des éléments de caractère infiniment précieux aux Allemands dans la lutte de concurrence qu'ils ont engagée en Europe et sur toute la surface du monde.

C'est le commerce qui fraie les voies à l'industrie germanique. Lui aussi est en rapport avec la population et l'étendue de la clientèle. L'Allemand exporte beaucoup et achète beaucoup. Vendre est pour lui une nécessité. Il est tenu de lutter contre la concurrence étrangère. Le livre de M. Georges Blondel, *L'essor industriel et commercial du peuple allemand*, donne à cet égard des exemples de son savoir-faire.

L'Angleterre exportait jadis en Russie des mouchoirs rouges. Ils étaient de forme oblongue. Les femmes russes les auraient voulu carrés, mais

les fabricants du Lancashire se trouvaient meilleurs juges. Un beau jour arrive un commis-voyageur allemand. Sa fabrique avait été informée. Dès lors les femmes russes eurent des mouchoirs carrés, mais ils ne venaient plus de Manchester.

A la Trinité, les Anglais fournissaient les chaussures. Les indigènes ont, paraît-il, les pieds plats, et les formes anglaises ne leur allaient pas. Les producteurs anglais voulurent quand même les imposer. L'Allemand arrive, prend les mesures, et l'Anglais perd ses pratiques.

Au Brésil, on ne veut rien en noir. Les Anglais expédiaient dans ce pays d'excellentes aiguilles à coudre, mais enveloppées dans du papier noir. Informés par leurs agents du mauvais effet que produisait cette coutume, les Allemands envoyèrent dans du papier rouge des aiguilles de qualité inférieure et élevèrent les prix de 20 pour 100. Tout le monde fut satisfait, les indigènes et les Allemands. Ajoutons ici, de notre chef, que si les Anglais dominaient ces régions, les indigènes vivraient heureux en dépit du papier noir, tandis qu'avec les Allemands et leurs méthodes de colonisation, ils n'auraient bientôt plus besoin d'aiguilles ni de papier rouge.

Autre exemple : les Suédois aiment beaucoup les vins français. Les Allemands savent combler à souhait les désirs de leur clientèle. Ils impriment à Hambourg des étiquettes en français, les

collent sur leurs bouteilles, et envoient en Suède tout ce qu'on veut.

Le Français a le geste large. S'il exporte, c'est sur une grande échelle. Un industriel projetait d'envoyer outre-mer des stocks de parapluies, — dans des pays où il ne pleut pas. Rien d'étonnant qu'il ait fait de mauvaises affaires. L'Allemand procède d'une autre manière. Il s'informe de tout, systématise les renseignements et les publie. C'est toute une science. Si dans les bibliothèques allemandes nous ouvrons les énormes volumes intitulés *Handelspolitik*, nous y trouverons des variétés de sciences, telles que *Verpackungswesen*, *Reklame*, etc., que le Français traite de haut comme « science d'épicier ».

Le commerce d'outre-mer était, il y a peu de temps encore, un monopole anglais. Les Allemands ne sont entrés en ligne que d'hier, encouragés en cela par les conditions de leur production et par l'indépendance des routes commerciales qu'ils se sont réservées. Ils les conservent au prix de sommes colossales et de risques énormes. Tous ces sacrifices ne sont possibles qu'aux vastes organismes économiques. Dans la seule année 1908, quand l'émigration pour l'Amérique diminue fortement, le *Norddeutscher Lloyd* subit un déficit de 17 millions de marks. Pour supporter de telles secousses, il faut des entreprises d'une solidité financière que peu de nations peuvent posséder.

Que l'Allemand, ayant passé les mers, ait réussi, on se l'explique aisément. Que rencontrât-il devant lui ? Ceux qui considéraient ces pays comme leur domaine commercial, et qui ne connaissaient pas de concurrence. Il se servit contre eux des principes de la concurrence européenne. Les peuples d'outre-mer, incapables de discerner la qualité des marchandises, n'étaient sensibles qu'à la différence des prix : il excella à fabriquer de la camelote, tout en apprenant aussi avec le temps à fabriquer de bons produits.

Aujourd'hui il occupe dans le commerce mondial une position de plus en plus forte, et remplit une tâche civilisatrice importante. Jadis l'Anglais luttait pour le libéralisme économique en Europe et mettait sur son drapeau : Libre Echange. C'est l'Allemagne, actuellement, qui a accaparé cette devise. Jadis le Français criait : A bas le privilège ! et sonnait l'éveil de la démocratie européenne. Maintenant, il n'en a plus la force, et c'est l'Allemand qui le remplace, hors de toute vue altruiste, uniquement soucieux des intérêts de son expansion économique.

Ce formidable essor industriel et commercial force les Allemands à des conquêtes territoriales. Les colonies d'outre-mer étant occupées et le globe n'ayant plus de place libre, il ne leur reste plus que le recours des armes. Ils tendront évidemment à s'approprier les terres à la fois les plus aisées à prendre et les plus nécessaires à leur dé-

veloppement. Sur le continent, ils se portent donc vers l'est, l'ouest, le nord-est, et par les Balkans du côté de l'Asie Mineure et de la Mésopotamie. Hors du continent, ils recherchent la plus grande quantité possible de colonies. Or dans ces deux sens ils se heurtent à une résistance absolue de la part de l'Angleterre, qui est menacée aux Indes par le voisinage de la Mésopotamie et qui possède la plupart des domaines coloniaux. Mais rappelons-nous que l'expansion du petit État de Frédéric II s'est rencontrée à l'ouest, au midi et à l'est, non avec un, mais avec trois puissants empires, la Russie, l'Autriche et la France.

La politique est aussi une affaire de patience. Avec le temps et les circonstances, on voit souvent se réaliser ce qu'on attendait le moins, à plus forte raison ce qui est en germe dans le présent. Les événements se prononcent décidément en faveur de l'expansion allemande. L'unique obstacle, pour elle, est l'arrogante présomption d'un peuple arrivé au faite de sa puissance, et les erreurs et mécomptes qui en sont la conséquence.

D'après le tableau de l'Europe que nous avons esquissé, l'Angleterre représente la seule force capable de faire échec à l'Allemagne. Mais pour comprendre le cours ultérieur des événements, on doit s'arrêter à l'Autriche, qui est comme un pont par lequel les influences allemandes passent dans les Balkans, et qui a partie liée avec l'Allemagne en vue de futures conquêtes orientales. Habitée

par de nombreux slaves et une certaine quantité de Hongrois, elle n'a pas les moyens, avec ses 12 millions d'Allemands, d'asservir le reste de la monarchie. Mais ces 12 millions, avec le concours des 36 millions de l'empire, peuvent l'engager dans les voies de la politique allemande, surtout si cette politique a soin de ménager les intérêts des peuples autrichiens, si elle profite des réformes préparées pour eux, et si elle réussit par là à les associer à ses destinées.

V

La situation de l'Autriche. — Son étroite solidarité avec l'Allemagne. — Prévisions sur la solution du conflit anglo-allemand.

L'Autriche, dont on a si souvent prédit la ruine prochaine, peut être considérée comme un État d'avenir. Non qu'elle soit, comme on l'affirme, nécessaire à l'équilibre européen : le sort de la Pologne a trop fait voir la valeur de pareilles prévisions. Mais elle prépare et élabore les conditions suivant lesquelles nombre de peuples de l'Europe centrale seront appelés à vivre groupés sous l'hégémonie de l'Allemagne.

En se donnant comme tâche d'exclure l'Autriche de la confédération germanique, le prince de Bismarck n'avait en vue que de réaliser l'unité de l'Allemagne sous la suprématie de la Prusse. Mais

cela fait, il se hâta de conclure avec elle une alliance qui fut le fondement de la politique ultérieure de l'empire. Il est hors de doute que, dès ce moment, l'Autriche ne pouvait adopter une position neutre en face de l'Allemagne. Alliance ou guerre, inéluctablement. L'Allemagne ne souffrirait pas une séparation pacifique.

Et cela se conçoit. L'Autriche est pour son expansion territoriale et économique le pays rêvé. Elle est peuplée de 12 millions d'Allemands et d'environ 40 millions d'habitants appartenant à dix nationalités différentes dont la langue d'entente commune est l'allemand. Elle est sous l'influence de la civilisation allemande. Par sa position géographique, elle sert de trait d'union entre l'empire et la péninsule des Balkans, habitée elle-même par de petites nationalités slaves et route naturelle de l'Asie Mineure et de la Mésopotamie. Celle-ci, depuis longtemps, est le rêve des Allemands. Ils songent à en faire, comme aux temps antiques, la terre la plus fertile qu'il y ait sous le soleil. C'est pour s'en rendre maîtres qu'ils construisent dès aujourd'hui le chemin de fer de Bagdad.

La situation de la Posnanie, du Sleswig, de l'Alsace-Lorraine, il est vrai, fait apparaître leur politique à l'égard des autres nationalités sous un jour tel que personne, en Autriche comme dans les Balkans, sauf les éléments germaniques, n'envisage sans effroi la perspective de leur domina-

tion. Cependant n'oublions pas que l'Autriche elle-même, jusqu'en 1866, a suivi une politique de germanisation assez analogue à celle de l'Allemagne contemporaine. Si elle y a renoncé, ce n'est pas par des considérations de sentiment, mais par la force des événements. Le même fait peut se produire en Allemagne, lorsque d'État national mené en laisse par la Prusse elle sera devenue un grand empire d'Europe centrale enveloppant des populations diverses de langue et de race. C'est ainsi qu'elle sera bien obligée de renoncer, dans sa politique coloniale, aux manières prussiennes et d'imiter le respect des Anglais pour les populations indigènes.

L'Autriche actuelle, dans son évolution, doit donc être considérée à un double point de vue : à l'intérieur, en tant qu'elle prépare les conditions suivant lesquelles de nombreux peuples pourront entrer dans la composition d'un vaste empire d'Europe centrale ; à l'extérieur, en tant que sa politique travaille à grouper en ce sens la plus grande quantité de pays et de peuples.

Quels résultats la politique des Habsbourg a-t-elle obtenus jusqu'ici dans son effort pour adapter l'organisation de l'Etat à onze nationalités juxtaposées et souvent hostiles les unes aux autres ?

D'abord quelques chiffres. La monarchie compte aujourd'hui 50 millions d'habitants : 12 millions d'Allemands, 8 millions de Hongrois, 7 millions de Tchèques, 6 millions de Serbo-Croates, 4 mil-

lions de Polonais, presque autant de Ruthènes, 3 millions de Roumains, 2 millions de Juifs, 2 millions de Slovaques, 1 million et demi de Slovènes, et 700.000 Italiens. Jusqu'en 1866, toutes ces nationalités subirent une germanisation plus ou moins énergique suivant les époques, et un régime de centralisation. La Galicie, même au point de vue économique, eut beaucoup à souffrir. Après Sadowa, l'Autriche, cessant d'appartenir à la Confédération germanique, accorda des droits à ces nationalités. En même temps, pour apaiser les Hongrois, elle accueillit leurs revendications, et les anciens pays de la couronne de Saint Etienne furent détachés de l'Autriche, et reçurent une constitution spéciale dans laquelle le principe de l'égalité des droits des nationalités fut entièrement mis de côté.

Les pays qui ne furent pas réunis à la Hongrie reçurent, pour couper court aux querelles, la dénomination de « pays représentés au Parlement de Vienne ». Ils comprennent les provinces suivantes ayant le titre de royaumes ou de duchés : Basse-Autriche, Haute-Autriche, Tyrol, Vorarlberg, Styrie, Carinthie, Carniole, Goritz, Istrie, Dalmatie, Bohême, Moravie, Silésie, Galicie et grand-duché de Cracovie, Bukovine. Ces pays comptent 28 millions d'habitants : plus de 9 millions d'Allemands, 7 millions de Tchèques, 4 millions de Polonais, 3 millions et demi de Ruthènes, 1 million et demi de Slovènes,

1.200.000 Juifs, 700.000 Serbes et Croates, 700.000 Italiens et 300.000 Roumains.

La Hongrie compte 20 millions d'habitants, à savoir : 8 millions de Hongrois, 3 millions de Serbo-Croates, 3 millions de Roumains, 2 millions d'Allemands, 2 millions de Slovaques, 900.000 Juifs, 500.000 Ruthènes.

La Bosnie et l'Herzégovine, jadis occupées et récemment annexées, comptent environ 2 millions d'habitants, de nationalité exclusivement serbo-croate, mais divisés en trois confessions : 900.000 orthodoxes, 600.000 musulmans et 400.000 catholiques. Pour éviter les conflits religieux, la nouvelle constitution a introduit trois curies dans la diète de Sarajevo.

Le dualisme fut une grande faute politique. Quand il s'agit de régénérer un État, on ne peut éluder certains principes. L'Autriche doit opter ou pour celui des nationalités ou pour celui des droits historiques. Le dualisme ne tint pas compte du premier, et quant aux droits historiques, il n'eut égard qu'à ceux de la couronne de Hongrie, il négligea ceux de la couronne de Bohême et les traditions du royaume trinitaire d'Illyrie, de Croatie et de Slavonie. Les Tchèques luttent encore pour les droits de la couronne de saint Venceslas. Les Croates demandent qu'on les sépare de la Hongrie et qu'on leur rattache la Dalmatie, ou ancienne Illyrie.

Il est certain qu'une reconstitution de la mo-

marchie austro-hongroise sur la base des droits historiques serait un anachronisme. Ce principe ne tient aucun compte du principe moderne des nationalités. Ainsi il soumet les Roumains et les Slovaques aux Hongrois, et réunit la Silésie de Teschen à la Bohême.

Quand la population est homogène, le principe des nationalités ne présente aucune difficulté. Mais dans un grand nombre de régions deux nationalités, ou plus encore, se trouvent juxtaposées, et leurs revendications sont difficiles à concilier. Sans compter que la complexité croissante des rapports économiques, la diffusion de la civilisation, le perfectionnement des voies de communication et les déplacements qu'il entraîne, ont pour effet de multiplier les régions à population mixte.

Quand on est amené à trancher les désaccords survenus entre deux nationalités qui sont en contact sur le même point, on recherche quelquefois quel est l'occupant primitif. Et l'on revient ainsi au principe historique, pur anachronisme, impuissant d'ailleurs à résoudre la difficulté. Dans les siècles anciens, le déplacement des populations n'était pas régulier, en bloc, il avait ses flux et reflux, de sorte qu'une seule et même nationalité, indigène pour les uns, ne l'est pas pour les autres. Toute l'Allemagne de l'Est est pays proprement slave, peut-on cependant y regarder les Allemands comme population étrangère ?

Il est clair que les nationalités, pour régler pacifiquement leurs rapports, ne peuvent remonter dans le passé et s'adresser à l'histoire. Elles ne les régleront que d'après l'état présent des choses, et doivent se prêter à ses fluctuations.

La théorie donne quelques moyens de résoudre les conflits de nationalités. Ce sont : la décentralisation, la garantie, par certaines dispositions, des droits des minorités, la représentation proportionnelle, et l'autonomie nationale.

Dans les États dépourvus d'homogénéité nationale, toute centralisation, sans aucun doute, rend la vie commune extrêmement difficile. Une décentralisation judicieuse écarte nombre de litiges et évite bien des injustices. Mais ce moyen, par lui-même, est insuffisant. Il y a beaucoup de territoires où les mélanges de population ne permettent pas de délimiter avec netteté des circonscriptions ethniques, et d'autre part l'État a certaines fonctions, comme la diplomatie, l'entretien d'une armée, le monopole monétaire, qui sont incompatibles avec une décentralisation exagérée. Ces fonctions, aujourd'hui surtout, réclament une certaine unité de pouvoir. C'est pourquoi, dans un pays où se parlent plusieurs langues, la nécessité d'une langue officielle oblige à certains compromis.

Les dispositions de nature à protéger les minorités nationales doivent être introduites dans les

pays composés de plusieurs nationalités, parmi lesquelles il s'en trouve une dont la prépondérance est si marquée que ses droits peuvent être considérés comme la règle, et les droits des autres comme des exceptions. Mais ici une question se pose : qu'est-ce que la prépondérance et qu'est-ce que la minorité?

Nous avons dit déjà que par prépondérance on ne saurait entendre la prépondérance historique ; il la faut définir par des données concrètes et actuelles. Certaines nations aussi font valoir trop souvent la prétention d'être plus civilisées que d'autres. Dans l'état présent des démocraties européennes, ces prétentions, celles des Allemands par exemple, n'ont plus aucune raison d'être, et sont même contradictoires. Une civilisation, si elle est supérieure à d'autres, n'a rien à craindre de leur concurrence. Il ne peut donc être question que de prépondérance numérique et de minorité numérique. Quand des nationalités différentes sont en cela sensiblement au même niveau, elles doivent être égales en droit.

Ces principes sont plus aisés à formuler qu'à réaliser. Dans leur application, ils soulèvent des difficultés de toute nature qui demandent à être examinées séparément. Soit par exemple un pays composé de deux nationalités à peu près également représentées, mais mélangées de telle sorte qu'il n'y ait aucun moyen de faire entre elles une délimitation territoriale. Il peut s'y trouver

une ville dont les habitants appartiennent pour la plupart à l'une de ces deux nationalités. Quelle langue devra adopter son administration? Une seule? Oui, si l'on ne considère que la majorité ethnique dans le seul rayon de cette ville. Mais si la ville est capitale du pays? Si elle est située dans une région bilingue? En ce cas, l'administration devra adopter deux langues. D'une façon générale tout centre administratif, en cette matière, doit avoir égard non pas à la population locale, mais à celle des territoires qui s'y rattachent. J'ai montré par ailleurs, dans mon *Projet d'organisation politique*, la nécessité d'introduire dans l'autorité locale des villes une représentation des circonscriptions dont ces villes sont les capitales.

Autre exemple : un pays est peuplé d'une nationalité homogène, mais par exception une commune est habitée par une nationalité différente, qui y a la prépondérance du nombre. Quelle sera pour elle la langue officielle? Sa langue propre? Non, car elle est une unité trop petite pour déranger l'administration de tout un pays homogène. Dès lors, malgré sa supériorité numérique, elle doit être traitée comme minorité, et sa langue doit jouir des garanties assurées aux langues des minorités.

De même l'étendue des droits, pour ces minorités nationales, ne peut pas être partout la même. Elle dépend nécessairement d'une foule de consi-

dérations, comme l'importance de ces groupes dans telle ou telle localité, dans tel ou tel pays, leurs besoins réels, leurs revendications nationales, etc. Il est clair que lorsqu'ils représentent 40 pour 100 de la population, ils peuvent avoir des exigences plus grandes que lorsqu'ils ne représentent que 10 pour 100.

Le principe de la représentation proportionnelle tient de très près au principe des droits des minorités. Il est un moyen de garantir les droits publics des minorités de toute sorte, non seulement nationales et sociales, mais des différents partis, etc. On sait que les élections à système majoritaire sont au sens exact une tyrannie exercée par la moitié des citoyens + 1 sur l'autre moitié — 1. Cette tyrannie, dans les pays à nationalité unique, s'exerce sur les minorités de classes et de partis; mais dans les pays à nationalités multiples, elle est plus redoutable encore: une circonscription comptant 51 pour 100 d'individus d'une nationalité et 49 pour 100 d'une autre aurait une représentation composée exclusivement des premiers. La représentation proportionnelle remédie à cette injustice d'une façon satisfaisante. Supposons un arrondissement semblable de 10.000 votants, ayant à élire 100 candidats. Avec le système proportionnaliste chaque électeur, par exemple, pourra choisir un candidat, et chaque candidat sera élu s'il obtient 100 voix. De la sorte, la minorité pourra avoir théoriquement 49 repré-

sentants et la majorité 51. Les systèmes de représentation proportionnelle sont nombreux. Plus ils sont précis, plus ils sont compliqués. Il vaut mieux faire des concessions aux commodités pratiques. Les élections par curies représentent la forme la plus simple, mais la plus imparfaite.

Tous ces moyens destinés à régler pour le mieux les rapports de nationalités différentes partageant une vie commune, demeureront insuffisants tant que leur vie intellectuelle et surtout l'instruction publique ne sera pas affranchie de la suprématie de l'État, et tant qu'une large autonomie ne leur sera pas accordée. Entendons par là une organisation telle que chaque nationalité, sous le haut contrôle de l'État, reste juge de ses propres besoins intellectuels et moraux. Chacune doit donc avoir le soin et la charge de ses écoles, grandes et petites, et l'État n'a qu'à s'assurer si ces institutions offrent les garanties voulues de compétence et de moralité. Les impôts scolaires doivent être distincts, et chacun doit avoir le droit d'indiquer à quelle école nationale il destine sa contribution. C'est l'unique moyen de mettre fin, en Autriche, aux disputes sur les universités tchèques, italiennes, slovènes et ruthènes; chacune d'elles pourrait s'établir où elle voudrait, et elle serait soutenue par les nationaux intéressés.

Enfin, étant donné que la question de langue, dans les différents rites religieux, a une grande importance, il est à désirer, pour couper court

aux difficultés, que l'on opère la séparation de l'Église et de l'État.

Maintenant, quelle est, en fait, la situation de l'Autriche? Aucun des principes précédents n'y a été intégralement appliqué, mais on a fait déjà beaucoup en ce sens.

En Cislétanie, l'œuvre de décentralisation est déjà réelle, puisque chacune des provinces historiques, et surtout celles qui composent des unités tranchées, jouissent maintenant d'une autonomie encore restreinte, mais effective. Une décentralisation plus large, celle par exemple qui consisterait à diviser ces provinces en territoires ethnographiques homogènes et en territoires ethnographiques mixtes, rencontre des obstacles dans certaines tendances étatiques qui se réclament de droits historiques, comme par exemple celles des Tchèques qui aspirent à réunir les terres de la couronne de saint Venceslas. Reconstituer un État à administration décentralisée, en créant de nouvelles unités autonomes, et cela sur la base des possessions qui appartiennent aujourd'hui à chaque nationalité, un tel remaniement ne serait possible qu'à la suite de quelque guerre ou révolution qui bouleverserait la face de l'Europe.

Les droits des nationalités ont reçu en Autriche des garanties théoriquement très larges, en réalité restreintes; mais enfin elles sont relativement satisfaisantes. De par la constitution, toutes les nationalités et leurs langues ont des droits égaux;

elles peuvent adresser des pétitions en leur langue et exiger qu'on leur réponde en leur langue. En pratique, ce principe n'est pas toujours respecté, mais c'est encore en Autriche que les minorités jouissent à cet égard des garanties les plus sérieuses. La question la plus difficile à résoudre est celle de la langue officielle de toute la monarchie. La langue allemande profite encore de ses privilèges traditionnels souvent exagérés.

On doit signaler ici une inconséquence. Théoriquement on ignore la nationalité juive et son jargon, dans un pays où les Juifs sont plus nombreux qu'ailleurs et jouissent de l'égalité des droits. Le système autrichien veut que les Juifs soient rattachés à l'une des nationalités au milieu desquelles ils habitent, et qu'ils indiquent comme leur langue courante la langue de l'une de ces nationalités. Cette fiction est poussée si loin que dans les recensements, ils ne peuvent indiquer leur jargon comme langue courante. On arrive ainsi à l'absurdité, car enfin les recensements sont faits pour la statistique, et la statistique, en tant que science, doit dire ce qu'elle a à dire et non pas ce qu'on veut lui faire dire. D'un point de vue linguistique, il est permis de regarder le jargon comme une simple corruption de l'allemand, mais ce dialecte est si spécifiquement juif qu'à moins de faire violence à la réalité, on ne saurait ni l'ignorer ni le confondre avec la langue allemande. Avec ces plaisants procédés de la statistique offi-

cielle, impossible de savoir combien de Juifs reconnaissent le jargon pour leur langue courante, ce qui, après tout, pour la question juive, ne manquerait pas d'intérêt. Sans compter qu'en même temps on fausse la statistique des autres langues. Pour y voir clair, on est obligé de recourir à la statistique confessionnelle, et l'on obtient par comparaison des chiffres relativement exacts. Indubitablement, cette question recevra bientôt une solution rationnelle, et si, au point de vue de la civilisation, le jargon ne peut prétendre aux droits des autres langues, on en reconnaîtra au moins l'existence officiellement, les recensements en tiendront compte et l'on verra disparaître certaines ordonnances inspirées par ce préjugé que le jargon n'est pas une langue distincte.

Le principe de la représentation proportionnelle a reçu jusqu'à ce jour en Autriche peu d'applications. Sur cette base a été organisé le régime électoral de Galicie en ce qui concerne le choix des députés envoyés au Parlement de Vienne (circonscriptions à deux mandats). Sur cette base également ont été créées les curies confessionnelles à la diète bosniaque. Il se peut que ce principe soit appelé à remplacer les systèmes surannés d'aujourd'hui dans la représentation des diètes de pays, par exemple en Galicie, et dans les administrations locales autonomes.

L'autonomie nationale et la séparation de l'Eglise et de l'État sont en Autriche choses

d'avenir. Leur réalisation se heurte à de grosses difficultés, mais elles seront l'une et l'autre, la première surtout, un moyen précieux d'adoucir les conflits de nationalités.

L'allemand n'étant langue générale officielle qu'en vertu du fait de la tradition, les centralistes ont fait tous leur efforts pour obtenir qu'elle fût légalement consacrée comme telle.

Ils se sont heurtés à l'opposition des autres nationalités, opposition parfaitement naturelle, car une pareille question ne peut être réglée qu'avec tout un ensemble d'autres de première importance, et quand on aura toute garantie contre le retour de l'ancien système germanisateur. Elle se posera de nouveau le jour où il s'agira de l'union austro-allemande.

Quand viendra ce jour ? dans quelles circonstances se réalisera cette union ? sous quelle forme ? Impossible de le prévoir. Les éventualités diverses auxquelles on peut songer dépendent à la fois du cours que prendront les affaires générales de l'Europe, des rapports ultérieurs des deux empires, et de la guerre qui tôt ou tard doit bouleverser le continent. Mais de toute façon cette union sera conclue. La nécessité en est inéluctable.

Songeons bien que l'Autriche-Hongrie compte plus de onze millions d'Allemands. Malgré toutes les assertions contraires, il est de fait qu'Allemands d'Autriche et Allemands d'Allemagne se

regardent comme formant une seule et même nation et qu'ils ont les mêmes aspirations politiques et nationales. Peuvent-ils se résigner à faire partie de deux organismes différents, de deux systèmes qui contrarient ces aspirations et dont la politique, du jour au lendemain, peut détruire cette Arcadie de fraternité et les jeter les uns contre les autres? On dira que les sujets de la maison des Habsbourg, ceux par exemple des Alpes et des duchés autrichiens, restent trop attachés à leur dynastie pour vouloir passer à l'Empire d'Allemagne. Mais l'union peut s'opérer comme pour les autres Etats allemands, sans changement de dynastie, et suivant les principes fédéralistes. D'ailleurs, à mesure que les sociétés se démocratisent, les questions nationales et économiques tendent de plus en plus à prendre le pas sur les questions dynastiques. Et puis, *wer weiss, was in der Zeiten Hintergrunde schlummert*? Qui sait comment se comporteront les deux dynasties en mesure de se disputer l'hégémonie de l'Europe centrale?

Ainsi la nécessité d'une fusion des Allemands d'Autriche et des Allemands de l'Empire prouve que l'union n'est qu'une question de temps. Et si l'on objecte les autres nationalités autrichiennes, on peut dire qu'elles ne font que confirmer ces prévisions. Le temps n'est plus des petits Etats dont l'isolement était un obstacle au développement de la civilisation et des rapports écono-

miques. Les différents genres d'unions de pays à pays, douanières et postales, par exemple, ou encore les conventions relatives à l'arbitrage, deviennent de plus en plus insuffisants. Or toute cette évolution intéresse particulièrement l'Autriche, étant donné sa confusion territoriale et son mélange de nationalités. Privée des provinces allemandes, elle s'éparpillerait en petits Etats rivaux, dont aucun n'aurait assez de force pour tenir en respect l'ennemi du dehors et satisfaire, à l'intérieur, aux besoins d'ordre économique. Les Tchèques assurément, et cela se conçoit, se défendront de tout leur pouvoir contre la mainmise de l'Allemagne; mais leurs efforts tendront beaucoup plus à repousser la germanisation qu'à sauvegarder l'indépendance de l'Autriche. Ce qui doit leur importer avant tout, c'est leur propre autonomie nationale, et qui sait s'ils ne l'obtiendront pas plus facilement le jour où l'Autriche remaniée formera une confédération rattachée à la confédération allemande actuelle? Les Hongrois constituent aujourd'hui un Etat nationaliste qui « magyarise » les autres nationalités. Au moment décisif, ils auront à veiller sur leurs droits nationaux plus que sur l'unité autrichienne, et les autres peuples de la couronne de Hongrie ne défendront évidemment pas l'étatisme magyar actuel. Les Croates et les Serbes, une fois l'Autriche confédérée et même fondue avec l'Allemagne, pourront s'ériger en unité autonome et

satisfaire ainsi une de leurs aspirations nationales. Et les Polonais ? Et les Ruthènes ? Privés d'un Etat propre, ayant une claire intelligence de leurs besoins nationaux, leur première ambition sera de se réunir à leurs compatriotes.

Ces prévisions sur les remaniements futurs de l'Europe centrale ne peuvent soulever que deux objections, de nature différente.

D'abord pourront-ils se réaliser en ce sens étant donné le chauvinisme et l'intolérance qui inspirent aujourd'hui la politique intérieure de l'Allemagne ? Quand on voit ce qui se passe en Posnanie, les enfants torturés, les règlements prussiens qui interdisent aux Polonais de construire sur leurs propres terrains et qui obligent un Drzymala, ce cultivateur de Rakoniewice, à loger sa famille dans une roulotte, quand on songe aux lois d'expropriation et à l'interdiction de la langue polonaise dans les assemblées, on comprend que le rattachement d'autres régions polonaises au monde germanique apparaisse aux nôtres comme une effrayante perspective. Les autres peuples de l'Autriche partagent les mêmes craintes, et surtout les Tchèques, qui ont éprouvé sur leur peau les délices de la suprématie allemande, tant à l'époque du Saint-Empire que dans les temps modernes. Il faut bien dire que les dispositions des Allemands n'ont rien de rassurant. Un de leurs économistes, Rudolf Martin, qui a écrit un retentissant ouvrage sur « l'Avenir de

la Russie et du Japon », est également l'auteur d'un roman fantastique sur l'avenir mondial de l'Allemagne, *De Berlin à Bagdad*, où il indique la future confédération germano-slave, qui doit comprendre la Bohême, la Pologne, les pays ruthènes, la Hongrie, etc. Il y fait une remarque qui caractérise bien l'idéologie allemande : toutes ces nations introduiront volontairement dans leurs écoles la langue allemande, comme langue d'enseignement, car elles sauront comprendre qu'il y va de leur intérêt et que cette condition est indispensable à l'existence d'un grand empire allemand. D'autres élucubrations de pangermanistes comme Chamberlain, Reimer, Louis Woltmann, démontrent que tous les grands hommes, depuis Jésus-Christ et saint Paul jusqu'aux artistes et poètes italiens de la Renaissance, étaient d'origine germanique, et que l'univers est destiné à subir la domination allemande et à se germaniser complètement. Cette arrogance outrecoûdante des Allemands, qui restent sous l'influence des traditions prussiennes, les rend désagréables et antipathiques aux étrangers. Ne connaissant, en matière d'extension territoriale, que la méthode d'extermination, ils paraissent incapables d'une action politique durable.

Mais tout change, les temps et les choses. L'esprit allemand n'est plus ce qu'il était à l'époque de Goethe et de Schiller. De même l'esprit prussien d'aujourd'hui peut subir et subira sans

aucun doute les transformations que lui imposent les circonstances. Les nations s'oublient, puis se reprennent, suivant les périodes d'adversité et de bonheur. Seulement, tandis que les grands désastres ou les grands succès déterminent des changements radicaux dans l'esprit national et politique d'un pays, les succès ou insuccès de peu d'importance, au lieu de modifier l'état des choses, n'ont pour effet que de le consolider. Les revers de la Russie en Mandchourie ne furent pas suffisants, étant donné sa puissance, pour lui faire abandonner les voies qu'elle suit. De même les triomphes actuels de l'Allemagne ne sont pas assez considérables pour déterminer une orientation nouvelle de sa politique. Non seulement ces deux États sont restés attachés au principe nationaliste, mais la Russie après ses défaites comme l'Allemagne après ses victoires ont vu s'accroître chez elles l'intransigeance de ses adeptes. Mais songeons au revirement qui s'opérerait dans ces puissances, si elles venaient à connaître le sort que subit par exemple l'Allemagne lors de la guerre de Trente ans ou du temps de Napoléon. Quand la Russie, sortie victorieuse des guerres de l'Empire, fut devenue maîtresse de la Finlande et de la Pologne, elle eut un moment de magnanimité et une lueur de profonde raison politique : elle pensa à une confédération slave, à l'occupation de Constantinople, à la fondation d'une « troisième Rome. » L'esprit rétrograde et la faiblesse

organique de l'empire l'empêchèrent de suivre cette voie. Quand l'Angleterre, au xvii^e et au xviii^e siècles, était encore réduite à ses possessions européennes, elle persécuta l'Irlande avec une férocité digne des Allemands d'aujourd'hui. Mais quand elle devint maîtresse de nombreux peuples et de vastes territoires, elle employa des procédés plus modérés. Aujourd'hui elle est le type et l'idéal du grand État moderne, et représente les principes du fédéralisme et de la tolérance. Non seulement noblesse oblige, mais les États sont soumis comme les individus à la logique des faits, et leur vie doit changer en même temps que changent les conditions d'existence.

Pour revenir à l'Allemagne, n'oublions pas qu'elle a connu de longues années d'impuissance et d'éparpillement lamentable, et qu'elle n'a réalisé que d'hier une unité d'ailleurs incomplète, en se soumettant à la suprématie de la Prusse. Ses grands succès politiques ont eu d'heureux effets dont elle profite, mais aussi des conséquences fâcheuses auxquelles elle n'a pas encore échappé. Enivrée de son triomphe, elle est, en face des principes prussiens, dans la période de l'adoration. Mais avec le temps, en absorbant la Prusse, elle lui fera perdre son caractère de condottiere, et deviendra peu à peu apte à jouer le rôle qu'avait assumé l'Angleterre au xviii^e siècle.

Assurément, tout cela ne peut se réaliser en un jour, et les combinaisons théoriques n'y feront

rien. Il y faudra de longues luttes, des heurts violents. L'histoire a toujours été et sera toujours écrite avec la sueur et le sang de l'homme. Mais, à côté de ces facteurs, il existe une logique historique, inéluctable, qui commande la suite des choses, et en vertu de laquelle telle cause produit tel effet. En tenant compte de certains faits imprévus comme l'apparition dans tel ou tel pays d'individus très grands ou très petits, cette logique permet, d'après le cours des événements contemporains, de prévoir l'orientation de l'avenir, au moins prochain. Or dans ces limites et avec ces réserves on peut être assuré que la politique prusso-allemande, dans les questions intérieures, subira des transformations radicales. Elle se rapprochera des principes actuellement reconnus par l'Autriche, par cette monarchie allemande elle-même autrefois, qui prépare à l'Allemagne, peut-être plus efficacement que la Prusse, le second stade de sa grandeur historique, et qui lui donnera en particulier le moyen de réaliser ce grand empire central-européen dont le territoire, au delà des Balkans et de l'Asie-Mineure, s'étendra jusqu'à la Mésopotamie, jusqu'au berceau biblique du genre humain.

Ainsi le chauvinisme et l'intolérance de la Prusse ne sont pas une objection à retenir. En voici une seconde : les autres États européens permettront-ils à la puissance allemande un développement aussi considérable ?

Mais ces États ont-ils fait obstacle à l'Allemagne quand elle a conquis la prépondérance qu'on ne saurait aujourd'hui lui contester ? Ce premier pas fait, ils seront bien obligés de la laisser aller où l'entraîne la logique historique. Une comparaison attentive des forces européennes conduit d'ailleurs à la même conclusion. La Russie, par sa situation intérieure, reste condamnée pour longtemps à l'impuissance, et par sa politique de persécution à l'égard des nationalités de ses confins elle travaille elle-même à les détacher d'elle. La France est en infériorité progressive par rapport à l'Allemagne, ayant une population sans cesse décroissante, et n'aspirant plus qu'au repos et à la jouissance. Reste l'Angleterre, avec laquelle les Allemands entreprendront une lutte à mort, à moins qu'ils ne s'entendent avec elle, aux frais de ses alliés.

Toute guerre a ses causes fondamentales et ses prétextes immédiats. Entre l'Angleterre et l'Allemagne, étant donné la tension de leurs rapports, les prétextes ne manqueront pas. Quant à la cause, elle est ici de tout premier ordre : il s'agit de l'empire des mers, dont l'Allemagne a besoin, et que l'Angleterre veut garder avec une jalouse intransigeance.

Aujourd'hui il semble qu'un conflit armé soit inévitable, et que la parole doive être aux dreadnoughts et aux canons. Mais en vertu de l'adage *Si vis pacem para bellum*, on peut croire que les

démonstrations militaires ne prouvent pas que cette éventualité soit fatale. Au contraire, elles peuvent servir à l'éloigner pour longtemps. A côté des hommes de guerre, il y a des hommes de paix. Diplomates, commerçants, bourgeois, socialistes, souverains, et la masse obscure des deux pays, tous travaillent à la recherche d'une issue pacifique, à la solution de ce grand problème du *xx^e* siècle. S'il ne tombe pas sur ces tonneaux de poudre quelque étincelle jetée plus imprudemment qu'à dessein, il est permis de supposer que la cause de la paix l'emportera et qu'une conflagration universelle sera conjurée.

Il ne faut pas se le dissimuler, si la lutte s'engage, elle ne sera pas circonscrite, elle embrassera l'Europe et le monde entier ; et si l'accord se réalise entre les deux pays, il n'aboutira pas à un maintien du statu quo, il modifiera l'équilibre universel, et cela au détriment des autres États européens, en particulier de la Russie et de la France.

Ainsi donc, guerre ou paix, l'antagonisme anglo-allemand déterminera une transformation complète de l'Europe et de la situation coloniale, avec cette différence que les hasards de la guerre rendent les prévisions beaucoup moins sûres que l'éventualité d'un arrangement pacifique.

Les bases d'une entente possible, telles que les envisagent dans les deux pays certains de ceux qui s'emploient à une solution pacifique,

seraient, dans les grandes lignes, les suivantes : l'Angleterre s'assure un certain genre de suprématie maritime, tout en permettant à l'Allemagne de défendre son commerce d'outre-mer ; celle-ci a les mains libres à l'Est de l'Europe, et établit son influence sur l'Asie-Mineure et sur la Mésopotamie, qui est séparée des Indes par une zone neutre. Les colonies françaises, sauf l'Algérie, sont partagées entre les deux puissances et l'Italie. En compensation, la France recouvre les communes de population française qui lui ont été enlevées en 1871. Quant à la Russie, l'entente implique pour elle une guerre inévitable et une occupation probable de ses confins de l'Ouest par l'Allemagne et l'Autriche réunies.

Autant qu'on puisse pénétrer le secret de leurs pensées, ce qui fait, pour les rivaux, la difficulté d'un accord, c'est moins la reconnaissance immédiate de telle ou telle acquisition que les assurances dont ils ont besoin, l'un et l'autre contre les surprises de l'avenir. On sait que les traités ne sont faits que pour être violés, et qu'en politique étrangère promesses et protestations n'ont aucune importance. La force armée est l'unique garantie des conventions.

Aussi personne ne songe-t-il d'une façon sérieuse au désarmement, même au cas d'un accord. Il ne peut être question que d'une certaine limitation des armements. L'Allemagne fait aujourd'hui de grands efforts pour se créer une

flotte égale à celle de l'Angleterre. L'entente réalisée, la situation actuelle, encore avantageuse pour l'Angleterre, pourrait être reconnue comme obligatoire et soumise à un contrôle commun, quel qu'en soit d'ailleurs l'inefficacité.

Malgré tout, l'histoire atteste que souvent les conventions sont conclues en dépit des difficultés et en dépit des craintes qu'inspire leur fragilité. L'Angleterre comme l'Allemagne, par l'excès de leurs efforts militaires, subissent un certain épuisement financier, et la population, de part et d'autre, désire une issue pacifique. Si les milieux influents manifestent quelque esprit de conciliation et de confiance, qui sait? l'accord ne se fera peut-être pas attendre longtemps.

Par malheur, les événements sont à la merci du premier incident. Une étincelle, et c'en est fait de toutes ces spéculations. Les tendances pacifiques et l'horreur des peuples pour les hécatombes n'empêcheraient pas l'Europe entière de prendre feu.

Une guerre de ce genre serait pour l'Europe un désastre irréparable. Ses pertes économiques profiteraient uniquement à l'Amérique et aux peuples d'Orient qui s'éveillent à une vie nouvelle. Ni l'Angleterre ni l'Allemagne ne sortiraient de là avec une prépondérance décisive. Il est peu vraisemblable que l'Allemagne puisse détruire la flotte anglaise et l'Angleterre avoir raison de l'Allemagne sur le continent. Une guerre entre elles finirait apparemment par une paix qui serait un genre de

compromis comme ceux dont nous avons parlé à propos des ententes arbitrales. Mais un arrêt momentané de l'expansion allemande outre-mer et de son industrie n'aurait pour nous autres Polonais que des suites funestes. La population, absorbée aujourd'hui par l'activité industrielle, se rejetterait de notre côté pour y chercher des voies d'émigration. Le *Drang nach Osten* reprendrait et nous ferait plus de mal que les lois draconiennes de la Prusse actuelle.

Si la situation de l'Europe est appelée à subir ces transformations, et si telle doit être la solution de l'antagonisme anglo-allemand, il est sûr que ces événements ne dépendent en rien des Polonais. Mais il nous importe de connaître exactement cet antagonisme et ses conséquences possibles. Nous saurons que la ruine de l'Allemagne, ruine maritime évidemment, ou simplement une diminution de ses forces, ne pourrait que nous être préjudiciable et même fatale. Au lieu de passer l'Océan, l'Allemand viendrait chercher pâture en terre polonaise.

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE NATIONALE

- I. Le nombre des Polonais. L'émigration. Le territoire ethnographique. Les Polonais dans les autres pays d'Europe. Comparaison numérique des Polonais et des autres nations européennes dans le présent et dans l'avenir.
- II. Réformes nécessaires à notre structure sociale. Le tiers-état. La question juive. Le patriotisme économique. La noblesse. Différenciation de ses éléments. L'aristocratie. Le peuple et ses besoins.
- III. Ce qu'est la politique. Notre incapacité politique. Notre orientation défectueuse dans la situation européenne. Complots et sociétés secrètes. Action légale. Servilisme. Défaut de tact politique. Manifestations. Deuils nationaux. Boycottage des marchandises prussiennes. La grève scolaire en Pologne russe. Les partis politiques. Notre politique sur les confins. Les Ruthènes-Ukrainiens. Les Lithuaniens. Les Ruthènes-Blancs.
- IV. Le caractère national actuel. Individualisme. Besoin de discipline et de solidarité. Faiblesse d'esprit logique. Disposition fâcheuse aux compromis. Formalisme. Maladresse dans le choix des chefs. Le prestige des noms. Illusions politiques. Manque de caractères forts. Défaut de courage civil. Répugnance à accepter les responsabilités publiques. Nécessité de former la volonté des jeunes gens. La culture artistique du sentiment. Ponctualité. Maîtrise de soi. Vestiges de l'ancien égalitarisme. Vertus nationales.

I

Le nombre des Polonais. L'émigration. Le territoire ethnographique. Les Polonais dans les autres pays d'Europe. Comparaison numérique des Polonais et des autres nations européennes dans le présent et dans l'avenir.

Le vie de chaque nation dépend non seulement de ses succès extérieurs et de sa situation internationale, mais encore, et si l'on envisage l'avenir on peut dire surtout, de sa situation intérieure et des conditions de sa santé. Cette vérité s'applique en particulier aux nations vaincues, retranchées de la vie internationale, et surtout à la Pologne, soumise à trois États et à leurs efforts de dénationalisation. Pour la Pologne, plus que pour tout autre peuple, le centre, le foyer de la politique nationale, c'est sa vie intérieure, le travail journalier sans éclat, le maintien de la santé sociale et morale, le dévouement au bien public, le perfectionnement continu pour les luttes d'aujourd'hui et de demain. Une chose seulement : durer ! ne pas fléchir sous les coups de l'ennemi ! Pour cela, détruire du passé ce qui était mal, conserver et développer ce qui en était bon ; forger le caractère national au feu des persécutions et de l'épreuve ; le préserver du venin de la corruption et de la haine ; puis, quand l'heure sonnera, être prêt à entreprendre la grande œuvre de résurrection.

Nous nous sommes appliqué, au début de notre exposé, à saisir les causes principales de notre impuissance et de notre décadence à la fin du XVIII^e siècle. Nous devons tirer de ce diagnostic les déductions qui s'imposent et y chercher les indications propres à nous diriger dans notre politique nationale. Si donc nous sommes sortis de nos frontières ethnographiques et si nous sommes dispersés par centaines de milles à l'Occident et à l'Orient, nous devons nous rallier, nous compter, appeler tout le monde sur les rangs. Et si nous avons eu une société amorphe, inorganique, un pays polonais sans bourgeoisie polonaise, des villes livrées à la curée d'une masse juive indifférente ou hostile, des hautes classes engourdies dans les préjugés, un peuple abandonné et avili, notre affaire est de corriger tout cela, de le transformer et d'établir entre ces éléments les rapports normaux qui assureront le plein et fécond développement de la nation.

Notre union avec la Lithuanie et la Ruthénie a été brisée. Maintenant que les peuples se réveillent et se démocratisent, ceux-là aussi cherchent leur voie. Incités par des meneurs radicaux ou démagogues, ils prennent une attitude agressive et répudient toute solidarité avec nous. Comme nous avons dans ces anciennes Marches polonaises de nombreux compatriotes et des intérêts particuliers, nous devons réviser à ce sujet notre politique sans passion, mais sans illusion ni senti-

mentalité. Refoulés ainsi vers nos frontières ethnographiques, et prenant en considération la lutte qu'il nous faut soutenir contre la tyrannie de la Prusse, le réveil de la Silésie, et l'apathie de nos frères les Mazoures Prussiens, un de nos premiers devoirs est de porter notre vigilance sur nos Marches ethnographiques de l'Ouest pour les préserver de la dénationalisation.

En outre, aujourd'hui que nous comprenons les vices de nos institutions anciennes, que, sans avoir d'État, nous participons à la vie politique des puissances qui nous gouvernent et que nous nous préparons à un régime d'autonomie future, nous devons acquérir les connaissances et les vertus politiques indispensables à la prospérité et au développement normal d'un pays. Nous devons également nous préoccuper des questions économiques et de l'organisation d'un enseignement sain et fécond. Enfin, comme l'une des causes de notre faiblesse résidait dans notre caractère national, nous devons tendre à le corriger, à le tremper, à en faire un des facteurs de notre renaissance.

D'ici le jour où sonnera l'heure de notre libération, nous avons devant nous une grande et large tâche. Il importe, si nous voulons la mener à bien, que nous en ayons une notion précise et complète. Le cadre de cet ouvrage ne permet que d'en esquisser les grandes lignes, et d'en marquer les points essentiels.

D'abord, combien sommes-nous? Le nombre est une force, dans la vie nationale et économique comme sur un champ de bataille. L'exemple de l'Allemagne nous a montré ce que peut faire une masse convenablement préparée, lorsqu'on la mobilise pour les conquêtes pacifiques, souvent plus importantes que les faits d'armes retentissants. Nous n'avons pas de statistique à nous, et celle de nos gouvernements est sujette à caution. Mais ici les évaluations moyennes sont suffisantes, et nous pouvons admettre : 1° que le chiffre total des Polonais, dans le monde, dépasse 22 millions ; 2° que là-dessus 3 millions habitent l'Amérique (2.900.000 aux États-Unis, 200.000 au Brésil) ; 3° que 15 millions habitent notre territoire ethnographique propre, 1 million et demi la Galicie Orientale, 2 millions la Lithuanie et les pays ruthènes en Russie, et 1 million environ d'émigrés l'Ouest de l'Allemagne, la Russie ou les autres pays d'Europe.

Nos colonies d'Amérique ne peuvent avoir qu'une médiocre et lointaine influence sur notre existence nationale et notre avenir en Europe. Créer par delà l'Océan quelque Nouvelle-Pologne, qui n'aurait même, si l'on veut, qu'un territoire modeste, ne serait peuplée que de Polonais, et échapperait à la dénationalisation, c'est là un rêve que nous ne pouvons faire. Au point de vue national, l'émigration est une perte. Penser le contraire serait une dangereuse illusion. Elle n'est

due qu'à la misère et aux conditions anormales de notre existence, et souvent ce sont les individus les plus vaillants qu'elle enlève au pays. Ils commencent par rester en contact étroit avec lui, envoient de l'argent à la famille et reviennent fréquemment enrichis d'économies et d'expérience. Mais d'autres fois aussi ils ne reviennent pas et s'habituent peu à peu à leur nouvelle patrie. Ils ont beau rester fidèles à la langue maternelle dans la vie privée, à l'église et à l'école, le temps fait son œuvre. Les générations suivantes se fondent dans le milieu étranger et sont perdues pour la Pologne. Cette évolution est d'autant plus rapide et inévitable que les émigrés sont plus disséminés.

Aux États-Unis, la colonisation polonaise n'a pu se diriger vers une seule et même région, n'ayant personne pour l'orienter. Elle s'est développée comme une force naturelle, allant où la terre semblait meilleure et le gain plus grand, entraînée au hasard des événements. Elle ne s'est guère portée, d'ailleurs, que vers les régions plus peuplées, rarement vers les solitudes, en sorte qu'aujourd'hui on trouve des Polonais un peu dans tous les États, sauf au Sud, mais surtout dans les vieux États de l'Est où la population est la plus dense. Ainsi dans l'État de New-York, y compris les villes de New-York et Buffalo, ils sont environ un demi-million ; en Pensylvanie, y compris Philadelphie, environ un demi-million ; dans

l'Illinois, y compris Chicago, plus d'un demi-million; dans le Massachusetts, y compris Boston, 200.000; dans le Wisconsin, y compris Milwaukee, 200.000; dans le Michigan, y compris Detroit, 200.000; dans le New-Jersey, 150.000; dans le Connecticut, 100.000, etc.

Il est vrai qu'une nationalité peu nombreuse, noyée dans une autre, échappe dans une certaine mesure à l'action du milieu, grâce aujourd'hui à la facilité des moyens de communication et de correspondance, grâce aussi à l'instruction plus répandue qui permet à l'individu de résister mieux aux influences immédiates. Mais n'allons pas nous bercer d'un optimisme trompeur. Sans doute, les facilités des communications contrebalancent le dispersément des Polonais; mais en même temps elles multiplient leurs contacts avec la population anglaise et ne peuvent qu'accélérer leur assimilation.

Du côté du Brésil, les perspectives sont peut-être encore moins rassurantes. Nos journaux nous disent qu'un certain nombre de groupements, massés sur un même point, travaillent à former un État indépendant. Mais, sans compter que ces informations sont exagérées, songeons que le Brésil ne comprend pas plus de 200.000 Polonais, et que c'est un chiffre bien faible pour résister à la dénationalisation. D'ailleurs la situation intérieure du Brésil est loin de pouvoir se comparer à celle des États-Unis. A tous égards

il est préférable d'en détourner le mouvement d'émigration.

Il est à souhaiter, pour notre intérêt national, que notre situation économique s'améliore et encourage le retour tout au moins d'un certain nombre d'émigrés. Ils nous apporteraient des éléments qui nous font défaut, l'esprit d'entreprise, d'initiative, et de salutaires principes démocratiques. En attendant le jour, encore lointain, où cette amélioration se produira, il ne reste qu'une ressource : enrayer l'émigration, non par des moyens artificiels et prohibitifs, mais en trouvant à notre population, soit au pays, soit en Europe, assez de travail et de profit pour la retenir. On peut par exemple contribuer à l'industrie non seulement des nôtres, mais des Allemands, écarter les obstacles qui s'opposent à la colonisation polonaise dans les pays polonais de la Prusse, en Lithuanie et dans les pays Ruthènes.

Au reste, en fait d'émigration, nous pouvons nous consoler à la pensée que nous ne sommes pas les seuls à connaître ce fléau. Au cours de ce siècle, les États-Unis ont reçu, outre les Polonais, 6 millions d'émigrés allemands, 5 millions d'Irlandais, 4 millions d'Anglais, 2 millions d'Italiens et plus d'un million de Juifs.

Pour l'instant, nos 3 millions d'émigrés américains rendent encore quelques services à notre vie nationale. Sans parler du grand nombre de périodiques, d'ailleurs peu littéraires, qui se

publient en Amérique en polonais, il arrive au pays, chaque année, des sommes qui montent à plusieurs dizaines de millions de couronnes. Elles sont envoyées par ceux qui ne vont pas là-bas pour toujours et qui reviennent avec des économies. En 1907, sur 38.000 émigrants du royaume de Pologne en Amérique, il en revint 28.000, non pas faute d'avoir trouvé du travail, mais parce qu'ils avaient fait leur petite fortune.

Depuis quelque temps, cependant, les conditions de l'émigration aux États-Unis sont moins avantageuses. Ceux qui réussissent sont relativement peu nombreux. Les émigrants, en majorité, sont des ouvriers que le capital américain exploite et qui ne gagnent qu'autant qu'il ne survient pas quelque crise industrielle. Encore sont-ils obligés à un travail excessif, deux fois plus intense en moyenne que dans leur patrie, et qui suffirait, chez nous, à leur assurer l'aisance.

L'opinion publique, en Pologne, à propos de l'émigration, s'est souvent égarée. Les uns s'imaginaient qu'une seconde patrie allait se fonder par delà l'Océan. D'autres, plus nombreux, essayèrent d'enrayer par la force le mouvement, et, pour détourner les gens d'émigrer, jugèrent bon d'abandonner les émigrants à leur propre sort. La vérité, évidemment, est entre ces deux extrêmes. Abstraction faite des considérations d'humanité, nous commettrions une grande faute, même au point de vue national, en refusant notre

protection aux émigrants. L'émigration reste un phénomène normal tant que le pays n'offre pas un champ d'activité suffisant au travail de la population, mais une intervention clairvoyante peut la réduire aux proportions nécessaires, la soustraire aux excitations d'agents sans scrupules et des sociétés de transport, l'orienter enfin de telle manière qu'elle rencontre des conditions favorables et qu'elle évite les dangers de la dispersion.

Une fois défalqués les 3 millions d'émigrés américains, restent 19 millions de Polonais, qui habitent l'Europe, en partie sur leur territoire ethnographique, en partie parmi les nations voisines ou disséminés à travers les autres pays.

Ces mélanges et cet éparpillement, par bonheur, ne sont pas un danger pour notre nationalité. La plupart de ces Polonais sont établis à proximité du pays, dans nos anciennes possessions, en Lithuanie, dans les pays Ruthènes et ceux qui vont plus loin, dans l'Allemagne de l'Ouest (émigration de saison) ou au fond de la Russie, ne perdent pas tout contact avec nous.

Sur le territoire ethnographique, voici les chiffres de la population polonaise :

Dans le Royaume de Pologne.	8.700.000
Dans deux districts du gouvernement de Grodno . . .	100.000
En Galicie Occidentale. . .	2.300.000
A reporter. . .	<u>11.100.000</u>

Report. . .	11.100.000
Dans la Silésie de Teschen . .	230.000
En Posnanie	1.300.000
Dans la Prusse Occidentale . .	600.000
Dans deux districts de Pomé- ranie.	10.000
Dans la Prusse orientale (Mazovie prussienne) . .	320.000
En Silésie prussienne (principa- lement régence d'Oppeln) . .	1.300.000
Au total. . .	14.860.000

En dehors du territoire ethnographique, les Polonais habitant l'Europe sont :

En Galicie Orientale	1.500.000
En Lithuanie	1.100.000
En Volhynie, Podolie et Ukraine.	800.000
En Allemagne, comme émi- grés	350.000
Au fond de la Russie et en Si- bérie.	400.000
Dans les autres pays euro- péens	150.000
Au total. . .	4.300.000

Examinons de plus près ces diverses régions où résident nos nationaux.

Le Royaume de Pologne, dit Royaume du Con-

grès, a une superficie de 127.000 kilomètres carrés et compte 12 millions d'habitants, soit 94 par kilomètre carré : 73 pour 100 de Polonais, 14 pour 100 de Juifs, 5 pour 100 d'Allemands, 3 pour 100 de Ruthènes, 3 pour 100 de Lithuaniens, et 1 1/2 pour 100 de Russes (fonctionnaires.)

Environ 1 million et demi de Juifs et 600.000 Allemands sont dispersés dans toute l'étendue du pays. Les proportions les plus élevées d'élément Juif sont à l'Est, dans les districts de Biala (20 pour 100), de Lublin (20 pour 100), de Siedlce (19 pour 100), etc. ; les plus faibles sont à l'Ouest, notamment dans les districts de Slouptza et de Nieszawa (3 pour 100.) Au contraire, le pourcentage le plus élevé d'Allemands est à l'Ouest, dans les districts de Lodz (26 pour 100), de Lipno (20 pour 100), de Lask (15 pour 100), de Slouptza (15 pour 100), de Brzeziny (15 pour 100), de Konin (15 pour 100), de Gostynin (15 pour 100), de Kolo (13 pour 100), etc. A l'Est, il n'est appréciable que dans le district de Khelm (15 pour 100).

Les Ruthènes, au nombre d'environ 350.000, sont mêlés aux Polonais dans quatre districts du gouvernement de Lublin, savoir :

Hrubieszow (59 pour 100 de Ruthènes, 23 pour 100 de Polonais, 14 1/2 pour 100 de Juifs) ; Tomaszow (49 pour 100 de Ruthènes, 36 pour 100 de Polonais, 11 pour 100 de Juifs) ; Khelm (33 pour 100 de Ruthènes, 34 pour 100 de Polo

nais, 15 pour 100 d'Allemands, 13 pour 100 de Juifs); Bilgorai (20 pour 100 de Ruthènes, 62 pour 100 de Polonais, 9 pour 100 de Juifs); et dans trois districts du gouvernement de Siedlce, savoir : Wlodawa (56 pour 100 de Ruthènes, 21 pour 100 de Polonais, 16 pour 100 de Juifs, 4 pour 100 d'Allemands); Biala (38 pour 100 de Ruthènes, 34 pour 100 de Polonais, 22 pour 100 de Juifs); et Konstantynow (30 pour 100 de Ruthènes, 53 pour 100 de Polonais, 13 pour 100 de Juifs). On voit qu'ils n'ont la majorité absolue que dans deux districts, Hrubieszow et Wlodawa, et la majorité relative dans deux autres, Tomaszow et Biala. Etant donné le nombre considérable des Polonais dans tous ces districts, il ne peut être question d'un territoire ruthène compact, et ces pays doivent être regardés ethnographiquement comme mixtes. Voilà pourquoi la création du nouveau gouvernement de Khelm, enlevé au Royaume de Pologne sous prétexte qu'il est territoire ruthène et auquel on a annexé même des territoires purement polonais, n'est qu'une chicane des nationalistes russes, menés par l'évêque orthodoxe Euloge, ennemi implacable de la Pologne, qui rêve de transformer les Ruthènes en Russes. Outre que cette mesure, au point de vue national, est un attentat, elle est une méconnaissance des conventions internationales. Au moment voulu, les puissances qui y auront intérêt la dénonceront comme une violation du traité de

Vienne et en trouveront occasion de mettre en question les droits de la Russie sur le Royaume de Pologne. En tout cas il est hors de doute que la séparation de ce qu'on appelle la terre de Khelm, est à la convenance de l'Allemagne et de l'Autriche; c'est donc une naïveté que de supposer, comme le font certains cercles polonais, que l'Autriche puisse être inclinée à protester contre la séparation projetée; ces protestations se produiront un jour, mais plus tard seulement, après le fait accompli; quant au fait, l'Autriche l'attend certainement avec impatience...

La population lithuanienne fixée dans le Royaume de Pologne (environ 350.000) est dans un autre cas que la population ruthène. Elle est massée dans les districts Nord du gouvernement de Suwalki : Wladislawow, Wolkowysk, Mariampol et Kalwaria, de même que dans la région Nord du district de Seiny. Ces quatre districts et demi constituent indéniablement un territoire ethnographique non polonais, et la population polonaise n'y est que très faiblement représentée (district de Wladislawow 2 pour 100, de Marjampol 3 pour 100, de Wolkowysk 4 pour 100, de Kalwaria 10 pour 100).

Au Royaume de Pologne touchent deux districts du gouvernement de Grodno : Bialystok et Bielsk, dont les régions Ouest appartiennent au territoire ethnographique polonais. Dans ces districts habitent en masse compacte environ 100.000 des nôtres.

La Galicie Occidentale, qui embrasse environ trois quarts de toute la Galicie, est de tous les pays appartenant à notre territoire ethnographique celui qui offre le caractère le plus polonais. Cela s'explique par la quantité relativement petite de Juifs qui refluent sur l'Ouest de l'Autriche et la Hongrie, notamment sur Vienne et Budapest. Ce reflux pourrait avoir lieu dans le Royaume de Pologne vers l'Est, si les Juifs avaient licence de se transporter en Russie. Les lois le leur interdisent. Et même les Juifs russes affluent encore dans le Royaume.

Les Polonais, en Galicie Occidentale, sont 2.300.000, les Juifs environ 200.000, ce qui donne une proportion inférieure à 8 pour 100. Si nous défalquons ceux de Cracovie et de Tarnov, leur pourcentage moyen ne dépasse pas 6 pour 100. Dans certaines circonscriptions, comme Zywiec, Makow, Liszki, il tombe au-dessous de 2 pour 100. Dans les environs de Cracovie et de Zakopane, il est de 3 pour 100.

La frontière ethnographique qui sépare en Galicie Polonais et Ruthènes suit la rivière San. Cependant il y a une longue zone ruthène à l'Ouest de cette rivière, au pied des Karpathes, près de Krynica et Szczawnica, tandis qu'à l'Est, en Galicie Orientale, nous rencontrons de forts îlots polonais.

La densité de la population en Galicie Occidentale atteint 116 habitants par kilomètre carré (en Galicie Orientale 96).

À l'Ouest, la Galicie Occidentale confine à la Silésie de Teschen (Cieszyn.) Ce petit pays de 2.300 kilomètres n'est guère plus étendu qu'un district du Royaume de Pologne. Il est peuplé d'environ 380.000 habitants, dont 61 pour 100 de Polonais, 24 pour 100 de Tchèques et 15 pour 100 d'Allemands. Ces derniers sont établis principalement sur la frontière galicienne, à Bielsk et aux environs ; les Tchèques au Sud et à l'Ouest, surtout dans le district de Frydek. Dans la zone intermédiaire entre Tchèques et Polonais le peuple parle un dialecte mixte, dont les Tchèques savent tirer parti, ayant plus de savoir-faire et d'influence que les Polonais.

La principauté de Teschen (Cieszyn) ayant été séparée de la couronne polonaise de très bonne heure, dès le xiv^e siècle, le polonisme y a beaucoup souffert. La grande propriété et le grand capital sont aux mains des Allemands, qui détiennent aussi la majorité dans les classes dirigeantes et la bureaucratie. Les Tchèques viennent après eux. Quant aux Polonais ils constituent là l'élément le plus pauvre, ouvriers et paysans. Ils sont 230.000, 150.000 catholiques, le reste protestants. Mais, à l'encontre de leurs coreligionnaires des autres contrées de la Pologne, ceux-ci, loin de se prêter à la dénationalisation, se montrent les patriotes les plus fervents et les plus intelligents, c'est à eux que l'on doit le réveil polonais de ces régions. La raison en est que la situation est tout

autre en Silésie et en Prusse : ce ne sont pas les protestants, fort rares en Autriche, qui ont entrepris de dénationaliser cette province, ce sont les catholiques allemands ou tchèques.

La prépondérance politique et économique des éléments étrangers dans le pays de Teschen y fait des Polonais, malgré leur supériorité numérique, une population de second ordre et une quantité négligeable. La langue officielle est l'allemand. Les difficultés d'enseignement sont énormes. L'ouverture de chaque école demande des efforts surhumains et même les subsides des autres régions de Pologne. Sur les quelques établissements d'enseignement secondaire que compte la principauté, les Polonais n'ont qu'un gymnase à Teschen, subventionné par le gouvernement depuis peu de temps, et fondé grâce aux dons venus du dehors. Ils possèdent aussi une école réale à Orłowa. Les écoles populaires ont besoin d'être soutenues par l'initiative privée, et la « Société Mère des écoles », à Teschen, serait impuissante sans son appui. La principauté envoie à la diète de Troppau (Opawa) treize députés, sur lesquels un régime électoral suranné ne permet aux Polonais de n'en avoir que trois, tirés de la curie rurale. Le reste des mandats, à part un Tchèque, appartient aux Allemands. On comprend par là tous les vices de certaines institutions archaïques en Autriche et les avantages de l'autonomie nationale dont nous parlions. Sans elle, des querelles

infinies viennent mettre la discorde entre nations ; dans le pays de Teschen, elles sèment le mécontentement entre Tchèques et Polonais, deux races sœurs qui, par leur origine et leurs fortunes semblables, devraient être toujours alliées. Nous devons faire tous nos efforts, de part et d'autre, pour apaiser ces dissentiments par des concessions réciproques, sans attendre que les réformes viennent enfin nous désarmer.

Tout au nord de la principauté de Teschen, de l'autre côté de la frontière prussienne, s'étend la seconde partie de l'ancienne Silésie polonaise, non germanisée, les anciens duchés de Ratibor et d'Opole, formant aujourd'hui la Haute-Silésie ou la Régence d'Oppeln. Le reste, c'est-à-dire en Autriche la région de Troppau, et en Prusse la Moyenne et Basse-Silésie (régence de Breslau et de Lignitz), est définitivement perdu pour le polonisme, à l'exception de deux districts de la région de Breslau : celui de Gr. Wartenburg (Sycow), où la proportion de Polonais est encore de 45 pour 100, et celui de Namyslow, où elle est de 32 pour 100. La ligne de démarcation qui sépare le territoire ethnographique polonais en Silésie et les Allemands à l'Ouest, va de Mœhrisch Ostrau (Moravska Ostrava) à Neustadt (Prondnik), et de là tout droit par Brieg (Brzeg) dans la direction de Krotoszyn en Posnanie.

Sur une étendue d'environ 14.000 kilomètres carrés habitent, en Silésie prussienne, une masse

compacte d'à peu près 1.300.000 Polonais, qui, en dépit des siècles, sont restés fidèles à leur nationalité. Ce sont exclusivement aussi des paysans et des ouvriers. L'ancienne noblesse polonaise s'est germanisée et a presque disparu. Aujourd'hui, dans les classes cultivées, industrie, capital, propriété, tout est allemand. La Silésie est avant tout un pays de grands domaines; plus d'un quart de la région d'Oppeln appartient à six grands seigneurs. Le plus riche, le prince Hohenlohe Oehringen, possède plus de 40.000 hectares, et le plus pauvre, le prince de Henkel-Donnersmarck, plus de 20.000. Il n'est resté aux mains du paysan polonais que 30 pour 100 de la terre, et la propriété paysanne est encore plus morcelée qu'en Galicie. Cette population trouve du travail dans l'énorme industrie minière et métallurgique concentrée au voisinage de la frontière de Dombrowa, de Cracovie et de Teschen. L'activité est particulièrement intense dans le triangle formé par les villes de Gliwitez, Bytom et Myslowitze, cette dernière située au point même où se rejoignent les frontières actuelles des trois puissances copartageantes. Entre Allemands et Polonais de Silésie les rapports sont affreux, mais ces derniers tiennent bon, quoique leurs adversaires aient tout pour eux, pouvoir, école, et argent, et il ne peut être question de leur arracher leur nationalité. L'instruction du peuple fait des progrès énormes, comme en témoignent les abonnements

aux publications polonaises, lesquelles sont plus nombreuses qu'ailleurs et se tirent par dizaines de milles. Malgré tout, cette année-ci, lors des élections au Reichstag, les pertes éprouvées viennent de montrer qu'il reste encore beaucoup à faire.

Au nord de la Silésie se trouve le grand-duché de Posen, créé par le congrès de Vienne, et que les Prussiens appellent aujourd'hui la province de Posen. Cette région a 28.900 kilomètres carrés, deux fois plus que la Silésie d'Oppeln, mais la densité de la population y est moindre. Sur les 2.100.000 habitants, 62 pour 100 ou 1.300.000 environ sont Polonais, ce qui est à peu près le chiffre des Polonais de la Silésie prussienne.

Au nord de la Posnanie est la Prusse occidentale, notre ancienne Prusse royale, qui compte aujourd'hui 600.000 Polonais. Au territoire ethnographique polonais ne peuvent plus appartenir à l'ouest : le cercle de Deutschkrone (Walcz) et les régions occidentales des cercles de Schlochau (Czluchow) et Flatau (Zlotow); au nord : les cercles d'Elbing et de Marienbourg; à l'ouest : la partie nord du cercle de Rosenberg (Susz). Le reste est habité en proportions appréciables par les Polonais, qui de plus ont la majorité dans les cercles de Putzk, Neustadt (Weyherowo), Karthaus (Kartuzy), Berent (Koscierzyna), Stargard (Starogrod), Konitz (Choinice), Tukhol, Swietzie,

Kulm (Chelmno), Briesen (Wonbrzezno), Löbau (Lubawa), Strasburg (Brodnicza) et Thorn (ils ne sont dans la ville même que 26 pour 100).

En Prusse occidentale ils sont 40 pour 100 dans les cercles de Marienwerder (Kwidzin), de Sztum, de Dirschau (Tczew), et de Graudenz (Grudziondz) sans la ville; aux environs de Dantzig, ils ne sont que 13 pour 100, et à Dantzig même 4 pour 100.

Ainsi le territoire ethnographique polonais en Prusse occidentale s'étend depuis la mer, près de Putzk, dans la direction du sud, principalement sur la rive gauche de la Vistule, puis à partir de Sztum débordé peu à peu à droite, et forme à l'est, depuis Kulm, une longue bande qui passe au-dessus du royaume de Pologne et s'en va rejoindre par la Prusse orientale le gouvernement de Souwalki.

Inutile de rappeler ici la situation des Polonais en Prusse, elle est connue du monde entier. Signalons seulement que la prospérité de l'industrie allemande est leur principal auxiliaire dans leur lutte contre l'hakatism, qu'elle prive de son arme préférée, la colonisation naturelle à l'est, Grâce à l'arrêt du *Drang nach Osten*, le pourcentage des Polonais en Posnanie et en Prusse occidentale, malgré l'émigration et les essais de colonisation allemande, au lieu de diminuer tend à se relever un peu, ce qui doit nous encourager à ne pas désespérer de l'avenir.

Il n'en est pas de même de la dernière région polonaise à laquelle nous arrivons, la Mazovie prussienne, partie méridionale de la Prusse orientale (formée de l'ancienne Prusse ducale et de la Warmie). Cette région, qui s'étend en une longue bande au-dessus de la frontière nord du Royaume, est habitée par le même peuple mazouze que nous trouvons dans les districts de Mlawa et de Prasnysz (gouvernement de Plock), et dans ceux d'Ostrolenka, Kolno et Szczuczyn (gouvernement de Lomza). Les Mazouzes prussiens, passés au protestantisme dès le xvi^e siècle et séparés de la Pologne, emploient l'alphabet gothique. Ils cèdent à la germanisation, que le gouvernement prussien fait triompher en exploitant leurs divergences confessionnelles et en leur représentant les Polonais comme une nation étrangère qui les menace. Quoique ceux-ci, sur différents points, soient en majorité, notre cause est fortement compromise.

Juste au nord du royaume, en allant de l'ouest à l'est, les cercles habités par les Mazouzes de Prusse, sont les suivants : Neidenburg (Nidbork) 71 pour 100 de Polonais (en 1867, 78 pour 100), Ortelsburg (Szczytno) 77 pour 100 (en 1867, 87 pour 100), Johannsburg (Jansborg) 75 pour 100, Lyck (Elk) 59 pour 100 (en 1867, 78 pour 100). Plus au nord de cette frontière, en continuant vers l'est : Osterode (Ostrod) 48 pour 100 (en 1867, 65 pour 100), Allenstein (Olsztynek)

51 pour 100 (en 1867, 64 pour 100), Sensburg (Zondzbork) 57 pour 100 (en 1867, 71 pour 100), Lötzen (Lec) 46 pour 100 (en 1867, 62 pour 100), Oleck, 37 pour 100 (en 1867, 58 pour 100). Dans d'autres cercles plus éloignés encore, où jadis habitait une population mazouze, la proportion de Polonais est très faible : cercles de Rössel (Reszel) 15 pour 100, d'Augerburg (Wengoborek) 6 pour 100, de Goldap 2 pour 100.

La Mazovie prussienne, pour la beauté de ses sites, a mérité d'être comparée à la Suisse. Elle est inondée chaque année de touristes allemands. Si les Polonais s'y rendaient aussi, ils prouveraient aux Mazouzes prussiens qu'ils ont aussi des classes cultivées et qu'ils n'ont pas à rougir de leur nationalité. Les villes et même les gros bourgs ont d'excellents hôtels tenus par des Allemands. Les gens de service sont polonais, et n'ayant pas à faire usage de leur langue, ils tâchent de parler l'allemand.

Tel est le territoire ethnographique polonais. Jadis il s'étendait beaucoup plus à l'ouest et au nord, et comprenait la Silésie et la Poméranie entières. Pour compenser cette perte, les Polonais songèrent à s'implanter en Lithuanie et dans la Ruthénie. Dès le *xiv*^e siècle, la Ruthénie Rouge était annexée, puis le duché de Lithuanie et les domaines ruthènes qui en dépendaient. Les colons polonais étaient certainement plusieurs

millions, et bon nombre d'entre eux se fondirent peu à peu dans la population locale. Aujourd'hui, sur plus d'un point de la Lithuanie et de la Ruthénie, les traces de ces mélanges restent très apparentes. Tout cela est perdu. Nos millions de colons nous ont tout juste valu, en compensation, quelques milliers de familles nobles lithuanienues ou ruthènes qui ont été absorbées par nous et qui, de leurs origines lointaines, n'ont gardé souvent que leur nom.

C'est en Ruthénie Rouge, aujourd'hui Galicie orientale, que l'expansion polonaise fut la plus active. Dans les districts nord surtout, l'élément polonais est assez considérable pour qu'on puisse regarder la population actuelle comme mixte. Les Ruthènes ne dominent que dans les districts du sud. La Galicie orientale en son entier compte environ 5 millions et demi d'habitants, dont 3 millions un quart de Ruthènes, 1 million et demi de Polonais, et à peu près 700.000 Juifs (soit une moyenne de 13 pour 100).

Dans les districts (circonscriptions judiciaires) du nord, la proportion des Polonais est la suivante : Sieniawa : 36 pour 100, Lubaczów 27 pour 100, Cieszanów 40 pour 100, Rawa Ruska 23 pour 100, Radymno 34 pour 100, Przemyśl 35 pour 100, Mosciska 36 pour 100, Janów 25 pour 100, Gródek 33 pour 100, Sadowa Wisnia 32 pour 100, Leopold (Lwów) 59 pour 100, Belz 24 pour 100, Sokal 20 pour 100, Radziechów 14

pour 100, Kamionka Strumitowa 30 pour 100, Busk 27 pour 100, Brody 17 pour 100, Lopatyn 33 pour 100, Olesko 21 pour 100, Zloczów 25 pour 100, Zbaraz 37 pour 100, Przemyslany 30 pour 100, Brzezany 26 pour 100, Skalat 38 pour 100, Tarnopol 32 pour 100, Podwoloczyska 30 pour 100, Trembowla 41 pour 100, Czortków 25 pour 100, Buczacz 29 pour 100, Monasterzyska 33 pour 100, Podhajce 28 pour 100, Rymanów 46 pour 100, Sanok 45 pour 100, Lisko 25 pour 100, Sambor 32 pour 100, Drohobycz 19 pour 100, Stryj 17 pour 100, Zólkiew 16 pour 100, Borszczów 22 pour 100, Husiatyn 30 pour 100. Par contre, dans les districts du sud, la proportion est faible; ainsi, en allant du sud au nord : Kosów 4 pour 100, Zabie 1 et demi pour 100, Nadworna 9 pour 100, Sniatyn 6 pour 100, Kalusz 6 pour 100, Dolina 12 pour 100, Turka 4 pour 100, Horodenka 10 pour 100, Zaleszczyki 11 pour 100, Kolomyja 16 pour 100, Stanisławów 24 pour 100, etc.

En outre, au sud de notre territoire ethnographique, sur la frontière hongroise, nous avons une circonscription où l'élément ruthène domine (75 pour 100), c'est Muszyna.

La ville de Lwów (Léopol) compte 61 pour 100 de Polonais, 10 pour 100 de Ruthènes et 28 pour 100 de Juifs.

Étant donné ces mélanges, on ne saurait songer à partager la Galicie orientale en deux parties. Il

faudrait distinguer au moins trois sortes de territoires ethnographiques : ruthène, polonais, et mixte. Encore aurions-nous même en territoire ruthène des minorités polonaises appréciables.

La Lithuanie historique, à savoir les gouvernements de Vilno, Grodno, Kowno, Minsk, Vitebsk et Mohilev, sauf un lambeau de territoire ethnographique polonais dans les parties occidentales des districts de Bielsk et de Bialystok, se trouve répartie entre quatre nationalités : 1° les Lithuaniens occupent le gouvernement de Kowno, et dans le gouvernement de Vilno la plus grande partie du district de Troki, ainsi que les régions occidentales des districts de Vilno et de Swientsany ; 2° les Ruthènes (Ukrainiens) occupent dans le gouvernement de Grodno la partie orientale du district de Bielsk et les districts de Brest et de Kobryn ; dans le gouvernement de Minsk la partie méridionale des districts de Pinsk et de Mozyr ; 3° les Lettons occupent dans le gouvernement de Vitebsk certaines parties des districts de Dwinsk, Lucyn et Rzezyca ; 4° les Ruthènes-Blancs occupent le reste, c'est-à-dire certaines parties des gouvernements de Vilno, Grodno et Vitebsk, tout le gouvernement de Minsk sauf une bande au sud, de l'autre côté du Prypet, et tout le gouvernement de Mohilev.

Ces six gouvernements, dénommés par les Russes provinces du Nord-Ouest, comptent en-

viron 13 millions d'habitants : 2 millions environ de Lithuaniens, 6 millions de Ruthènes-Blancs, un demi-million de Ruthènes-Ukrainiens, plus d'un million de Polonais, plus d'un million de Russes, un peu moins d'un demi-million de Lettons, et à peu près 2 millions de Juifs.

Dans les localités habitées également par les Polonais et les Ruthènes-Blancs catholiques, il s'est formé un idiome mixte, et la population peut aussi bien être attribuée à l'une et à l'autre des deux nationalités. Elle-même ne sait guère ce qu'elle est. Il va sans dire que la statistique russe met tout au compte de la nationalité russe. En réalité ces régions sont ethnographiquement mixtes, et la preuve en est que leurs habitants, à mesure qu'ils prennent conscience d'eux-mêmes, se reconnaissent les uns comme Polonais, les autres comme Ruthènes-Blancs. Lors donc que les Russes attribuent aux provinces du Nord-Ouest tout au plus quelques centaines de milles de Polonais, il en faut compter pour le moins 1 million 100.000. On ne saurait être assez prudent avec les chiffres. La statistique officielle attribue aux Polonais, dans le district de Sokolka (gouvernement de Grodno) une proportion de 1 pour 100, et elle élève considérablement cette proportion pour les districts plus lointains. Qu'est-ce à dire? Le district de Sokolka confine au territoire foncièrement polonais; on s'attend à ce que la quantité des Polonais y soit beaucoup plus grande que

dans les districts plus éloignés, et elle l'est en effet. D'où vient alors ce 1 pour 100? C'est que tous les paysans catholiques sont comptés comme Russes-Blancs; bien qu'ils prient en polonais, ils parlent ordinairement le patois mixte qui est celui de la population mixte. Il en est de même en beaucoup de régions, et c'est pourquoi les données statistiques concernant les Polonais et les Ruthènes-Blancs sont jusqu'ici dénuées de valeur.

En tous cas, sans compter que le polonisme est, par excellence, en Lithuanie et en Ruthénie, l'élément civilisé, au grand dépit de nos ennemis, il reste encore, au simple point de vue numérique, représenté par des minorités respectables. Ainsi à Vilno même on compte 20 pour 100 de Russes (surtout fonctionnaires), 31 pour 100 de Polonais, 5 pour 100 de Ruthènes-Blancs, 1 pour 100 de Lithuaniens, et 42 pour 100 de Juifs. Dans le district de Vilno, on compte 12 pour 100 de Polonais; dans la ville de Minsk 12 pour 100; dans le district de Minsk 5 pour 100. Plus on avance du côté de l'Est, plus la proportion polonaise diminue.

Sur le territoire ethnographique lithuanien, à cause de la complète différence de langue, l'élément polonais se distingue plus nettement; aussi le pourcentage, même dans la statistique officielle, est-il plus près de la vérité. Il est partout assez considérable. Ainsi : district de Kowno : 23 pour 100,

de Troki : 11 pour 100, de Wilkomir : 10 pour 100, d'Alexandrowsk : 9 pour 100, et 6 pour 100 dans chacun des districts de Poniewiez, Szawle et Rosienie.

Au milieu des Lettons, nous avons dans le district de Dwinsk 9 pour 100 de Polonais, de Lucyn 2 pour 100, de Rzezyca 5 pour 100. Dans les districts les plus proches de Courlande, nous avons dans le district de Grobin 6 pour 100, et jusqu'à 17 pour 100 dans celui de Iluksza.

La population est plus homogène qu'en Lithuanie dans la Volhynie, la Podolie et l'Ukraine. On y compte au total à peu près 12.000.000 d'habitants : plus de 8 millions de Ruthènes (Ukrainiens), environ 1 million de Russes, 800.000 Polonais, 300.000 Allemands, 100.000 Tchèques et 1 million et demi de Juifs. C'est en Volhynie qu'il y a le plus de Polonais, 5 à 10 pour 100. En Podolie ils sont de 2 à 7 pour 100. Dans le gouvernement de Kiev ils ne sont guère que de 1 à 5 pour 100, et 6 pour 100 à Kiev même. La statistique officielle signale ici encore trop peu de Polonais, environ un demi-million, car elle en range beaucoup parmi les Ruthènes catholiques.

Dans les autres parties de la Russie, y compris les possessions asiatiques, on peut compter approximativement 400.000 Polonais. Dans les districts de Courlande, comme nous l'avons vu, ils constituent des minorités assez appréciables.

Un certain nombre sont fixés en Bessarabie et dans les gouvernements d'Ekaterinoslav et de Kherson. Pétersbourg compte environ 50.000 Polonais, Moscou 15.000, Riga 20.000, Libau 15.000, Odessa 30.000. Une statistique détaillée des nationalités faisant défaut, nous sommes réduits à la statistique confessionnelle.

L'émigration des travailleurs se porte surtout en Allemagne, puis au Danemark. L'agriculture, en Allemagne et ailleurs, attire chaque année, pour la saison, 630.000 ouvriers polonais, dont 380.000 viennent du royaume de Pologne et 250.000 de Galicie. Ils rapportent au pays environ 80 millions de marks. Ils partent au printemps et reviennent à l'automne, mais ils laissent là-bas des groupes plus ou moins importants. Les fabriques de l'ouest, surtout de Westphalie, les emploient encore en plus grand nombre; on en peut compter aujourd'hui 350.000. Environ 150.000 sont dispersés dans les autres pays d'Europe.

Ce demi-million de nationaux n'est pas perdu pour nous. Ils restent en contact avec nous, et sont en va-et-vient incessant. Mieux vaudrait qu'ils trouvent du travail chez eux, mais mieux vaut encore qu'ils ne passent pas la mer. Et puis, si ce mouvement de population a des inconvénients auxquels il faut parer (voir là-dessus les excellents travaux de M. Léopold Caro), il présente en revanche des avantages certains : il donne aux

nôtres des occasions de voir le monde, d'apprendre l'activité et l'économie. Impossible à enrayer par la force, il demande toute notre attention et nous impose des devoirs.

Les chiffres de population des différentes nations européennes, y compris les possessions russes d'Asie, sont les suivants :

1. Allemands	74	millions
2. Russes (Grands-Russes).	68	—
3. Français (avec les Wal- lons)	42	—
4. Anglais	40	—
5. Italiens	33	—
6. Ruthènes-Ukrainiens. .	30	—
7. Polonais	19	—
8. Espagnols	18	—
9. Roumains	10	—
10. Serbo-Croates	9 1/2	—
11. Juifs	9	—
12. Hongrois	8	—
13. Hollandais et Flamands.	8	—
14. Tchèques	7 1/2	—
15. Finnois	7	—
16. Ruthènes-Blancs	7	—
17. Suédois	6	—
18. Bulgares	6	—
19. Turcs,	5	—
20. Portugais	5	—
21. Danois et Norvégiens .	5	—

22. Grecs.	5	millions
23. Irlandais	4	—
24. Slovaques	3	—
25. Lithuaniens et Samogi- tiens	2	—
26. Lettons	1 1/2	—
27. Slovènes	1 1/2	— 500
28. Serbes de Lusace. . . .	160	mille

On voit par ce tableau que parmi les 28 nationalités européennes les Polonais tiennent, comme chiffre de population, le septième rang. Si nous comptons les Ukrainiens avec les Russes, ils occupent le sixième rang. Ils sont deux fois plus nombreux que les Roumains, deux fois et demi plus nombreux que les Hongrois et les Hollandais, trois fois plus que les Suédois et les Bulgares, quatre fois plus que les Portugais, les Danois et les Grecs. Et toutes ces nations, pourtant, forment des États indépendants!

L'accroissement de la population n'est pas uniforme dans les différents pays d'Europe; actuellement il varie entre 1,5 chez les Russes et Polonais et zéro (ou 0,2 jusqu'en 1910) chez les Français. La natalité est en proportion inverse du bien-être. Dans cinquante ans, les chiffres précédents auront changé, et si l'on combine certains facteurs on peut prévoir que la statistique européenne donnera approximativement les chiffres suivants :

1. Russes (Grands-Russes)	120 millions.	
2. Allemands	100	—
3. Anglais	50	—
4. Ruthènes-Ukrainiens	50	—
5. Italiens	40	—
6. Français	36	—
7. Polonais	35	—
8. Espagnols	25	—
9. Roumains	15	—
10. Serbo-Croates	15	—
11. Juifs	14	—
12. Tchèques	13	—
13. Hollandais	12	—
14. Hongrois	10	—
15. Finnois	10	—
16. Ruthènes-Blancs	10	—
17. Bulgares	10	—
18. Suédois	9	—
19. Portugais	8	—
20. Danois et Norvégiens	8	—
21. Grecs	8	—
22. Irlandais	7	—
23. Slovaques	5	—
24. Turcs	3	—
25. Lithuaniens et Samogi- tiens	3	—
26. Lettons	3	—
27. Slovènes	3	—
28. Serbes de Lusace	?	—

Ainsi dans cinquante ans nous aurons atteint les Français, et nous pouvons prévoir que nous les aurons certainement dépassés autour de l'an 2000. Parmi les nations européennes, nous viendrons au sixième rang, et peut-être au cinquième. Dans ces conditions, pour qu'un peuple ne réussisse pas à se faire sa place en Europe, il faudrait qu'il soit « avili », comme disait Staszyc, que sa civilisation soit nulle, qu'il soit dénué de toute valeur sociale et morale. Voilà, en ces jours d'oppression, ce qu'il s'agit pour nous de conserver et de défendre. Le nombre ne nous manquera pas. Si les persécutions entraînent un appauvrissement matériel, les populations pauvres ont toujours une natalité considérable.

II

Réformes nécessaires à notre structure sociale. Le tiers-état. La question juive. Le patriotisme économique. La noblesse. Différenciation de ses éléments. L'aristocratie. Le peuple et ses besoins.

La structure sociale est pour une nation un élément plus important peut-être que sa force numérique. Une machine, pour bien fonctionner, doit avoir des parties convenablement distribuées, adaptées chacune à sa destination, et coopérant dans une solidarité harmonieuse. De même une nation, si elle veut que son activité se développe dans des conditions normales et régulières.

C'est d'abord faute d'une structure semblable que la Pologne tomba à ce degré de faiblesse où nous la voyons dans les dernières années du xviii^e siècle. Elle manquait de tiers-état : les Juifs en avaient pris la place. Elle manquait d'éléments pour faire contre-poids à la licence de la noblesse : le peuple, comme partout ailleurs, n'avait aucun rôle politique. Cette noblesse, elle l'avait laissée développer ses privilèges dans des proportions si monstrueuses que la notion même de l'État s'en trouva faussée et devait finalement s'évanouir.

Notre œuvre sociale, où en est-elle? Et que nous reste-il à faire?

C'est de la Diète de quatre ans (1788-1792) que date la résurrection de la bourgeoisie polonaise. Plusieurs causes y contribuèrent : l'entrée dans la vie urbaine des classes nobiliaires pauvres; la diffusion de l'enseignement qui fit passer nombre de gens du peuple dans les classes éclairées; le réveil de l'industrie nationale; enfin les mesures dont les gouvernements conquérants frappèrent la population polonaise et qui, en l'arrachant à ses anciennes occupations, la firent refluer vers les villes.

Mais celles-ci n'en continuèrent pas moins à être étouffées par une quantité exorbitante de Juifs. Or le Juif est funeste même aux pays où la vie urbaine est fortement organisée. La preuve en est cet antisémitisme que l'on rencontre même

dans les sociétés qui ont un tiers-état, et très peu de Sémites. Nous, nous avons à créer un tiers-état de toutes pièces! De plus, nous sommes privés de tous les moyens législatifs qui nous permettraient de régler la question! Nous ne pouvons pas, par exemple, encourager l'émigration des Juifs, ni les assimiler par l'enseignement. Mieux que cela, le gouvernement russe regarde la Pologne comme le dépotoir naturel de ses Juifs, qui sont ainsi chez nous des concurrents funestes et des russificateurs attirés.

La question juive est donc en Pologne de toute première importance, et comme elle offre, ici comme ailleurs, des difficultés tout à fait considérables, on comprend qu'elle ait donné lieu aux mouvements d'opinions les plus opposés et aux programmes les plus extrêmes.

En présence du problème, les Polonais ont bien manifesté leur rare esprit de tolérance et de libéralisme. Ils ont toujours été portés, spontanément, à le résoudre par la méthode d'assimilation et par le « philosémitisme ». Pour provoquer chez eux les tendances contraires, il a fallu les désillusions et les réflexions de l'expérience. Mais « philosémitisme » et antisémitisme ne tiennent compte ni l'un ni l'autre de la réalité positive. Ils n'aperçoivent pas assez l'impossibilité de la fusion, et partent de ce point de vue que les Juifs ne constituent pas une nation distincte, mais simplement une classe sociale différente des autres par

ses mœurs et par sa foi. Ces mœurs et cette foi, les uns ont cru que le milieu peut les absorber, et les autres qu'il les doit rejeter, comme un poison, d'une manière ou d'une autre.

Vinrent les Sionistes, avec un programme si idéal qu'il induisit en erreur beaucoup d'esprits. Au fond, ce n'était qu'un nationalisme déguisé, et comme tel, aujourd'hui, il réclame tout haut la domination des masses juives. Sous l'influence des Juifs russes refoulés en masse dans notre pays, ce nationalisme s'est dressé hardiment contre le polonisme. Il faut se rappeler que les Juifs sont à l'égard de la Russie comme à l'égard de l'Allemagne. Ce dernier pays les a chassés jadis, mais ils s'y sentent attirés instinctivement, parce que cet empire est puissant et parce qu'ils s'en sont approprié la langue. De même les Juifs de Russie, par la langue, par le respect de cette force, tiennent beaucoup plus à l'empire du tsar qu'à nous. Preuve que le sentiment est une chose et la question juive une autre.

Le nationalisme juif affirme que les Juifs, privés de leur patrie et dispersés à travers le monde, n'ont pas cessé d'être une nation à part, qu'ainsi ils ne se sentent pas le devoir d'adopter la nationalité des peuples au milieu desquels ils habitent, et que la Pologne, n'ayant rien fait pour eux, n'a rien à leur demander. Ce programme souleva l'indignation de la société polonaise, mais il eut le grand avantage de l'obliger à voir les choses

d'une vue nette et de la détacher de ses illusions.

La situation aujourd'hui est la suivante : la grande masse juive reste fidèle à l'orthodoxie juïdaique et garde jalousement sa physionomie distincte; puis viennent les nationalistes purs ou ceux qui s'intitulent sionistes; enfin un petit nombre sont partisans de l'assimilation. Il n'en peut être autrement, et toutes nos lamentations ne font que prouver notre ignorance de la véritable question.

Ceux qui partent de cette donnée que les Juifs ne sont pas une nation, mais un parasite des nations, ne savent pas le sens des mots. Si le judaïsme n'est pas, au sens général, une nationalité, il est, dans l'acception la plus large du terme, ce qu'on pourrait appeler une « surnationalité »; dépourvu de territoire propre, partagé en des langues diverses, il a réussi, ce que peu d'autres peuples auraient fait, à garder sa foi, son individualité ethnique, sa tradition, sa conscience et sa solidarité nationales.

Dans leurs grands traits, les principes des nationalistes sont donc fondés. Oui, les Juifs sont étrangers, radicalement étrangers à nous; ils ne se sentent liés à nous par aucune sorte de devoir; ils ont leurs buts, souvent opposés aux nôtres, toujours différents. Voilà le fait d'où doit partir une politique positive, dans l'examen de la question, si elle veut éviter aussi bien la sentimentalité et l'utopie de l'assimilation que les emporte-

ments aveugles d'un antisémitisme étroit. Elle doit comprendre que si une partie des Allemands, des Français, des Russes et des Tchèques qui habitent au milieu de nous sont assimilés par la société polonaise, il en sera de même des Juifs, mais dans des proportions beaucoup moindres. Les mêmes causes agiront sur eux en ce sens, pénétration du milieu, amour, intérêt. Mais intérêt pour intérêt, les Juifs, aujourd'hui, préfèrent être Allemands ou Russes. Si quelques-uns embrassent chez nous le catholicisme, ils y sont portés par quelque motif supérieur, qui ne pourra jamais déterminer que les meilleurs d'entre eux, c'est-à-dire une petite minorité.

Ainsi une assimilation globale, il n'en peut être question. Ils sont trop nombreux. Le bloc juif restera ce qu'il est. Tenons-nous pour heureux s'il ne fait pas mieux et ne devient pas russificateur ou hakatiste. Sachons-le, à côté de nous, au milieu de nous, habite un élément étranger, irréductible, souvent hostile, une population juive nombreuse qui nous empêche de créer le tiers-état urbain indispensable à notre renaissance nationale. Si nous ne voulons pas compromettre notre avenir, nous devons organiser un commerce à nous, une industrie à nous, nous grouper en coopératives, soutenir avant tout nos nationaux, enlever aux Juifs leurs positions et les obliger à émigrer. Il en faut prendre notre parti, les choses nous le commandent. Les agglomérations juives

disparaissent partout où les sociétés reviennent à la santé; elles se multiplient dans les sociétés appauvries et débiles qui ne savent plus défendre leur existence.

C'est là, dira-t-on, de l'« asémitisme », et les Juifs, comme nos anciens progressistes, ont qualifié l'asémitisme d'antisémitisme. En réalité, la différence est fondamentale; l'un n'est que défensif, l'autre est offensif. Leur seul rapport est de partir tous deux de l'antagonisme de races, sans égard aux pays, que ce soit en France, en Allemagne ou en Pologne. Notre politique, ici, doit être dictée non par la haine des Juifs, par le dessein de les humilier comme nation ou de les proscrire comme individus, mais uniquement par la nécessité de créer chez nous un commerce, une industrie et un tiers-état polonais.

La morale ne nous permet pas de faire tout ce qui peut être à notre profit, mais elle nous permet d'appliquer de part et d'autre les mêmes mesures, de reconnaître de part et d'autre les mêmes droits. Cela nous suffit. Nous reconnaissons aux Juifs le droit de se regarder comme une nation indépendante, ennemie même souvent, mais nous pouvons logiquement revendiquer le même droit. Dans la situation terrible, unique, où nous sommes, ils ne doivent pas trouver mauvais que nous soyons décidés à tout tenter pour reconstituer une société normale. Nous ne maudissons pas ceux d'entre eux qui habitent parmi nous.

Souvent ils ne sont guère heureux. Nous avons pitié d'eux, mais nous avons aussi pitié de nous. Ils ne veulent penser qu'à leur sort, nous avons le droit de penser au nôtre. En travaillant pour leurs intérêts propres, Juif et Polonais peuvent souvent se prêter appui mutuellement; il n'est pas nécessaire qu'ils se traitent en ennemis. C'est seulement lorsqu'ils tendent la main à nos ennemis que les Juifs, par la force des choses, rencontrent notre hostilité, et que nous devons nous comporter avec eux comme avec les Hakatistes, par exemple, en rompant toute relation.

Quant à l'assimilation, il est bon de l'encourager, mais sans illusions, sans gaspiller des efforts que notre situation réclame sur d'autres points. Et puis il y a assimilation et assimilation. S'il s'agit de la communauté de langue et de costume, de l'extérieur, et même de tel ou tel individu isolé, évidemment nous pouvons regarder comme assimilés une quantité notable d'Hébreux de Pologne. Mais si nous songeons au véritable polonisme, à ce qu'il a de profond et de permanent, à la famille et à la tradition dont il tire sa force, et si nous voulons le transmettre intact aux générations futures, ces assimilés ne nous apparaîtront plus que comme des Polonais de hasard et d'occasion, souvent très utiles et fort estimables personnellement, mais rattachés à notre civilisation par des liens bien fragiles. Dans les conditions présentes, nous ne nous représentons pas

une famille polonaise orthodoxe : l'orthodoxie fait trop corps avec la Russie. De même, nous avons peine à concevoir l'union de notre idéal national avec une religion qui est l'élément spécifique d'une nationalité étrangère, celle des Juifs. Le catholicisme est notre religion nationale, il nous marque de son sceau. A côté de lui, le calvinisme, en partie, a des traditions polonaises; le luthérianisme n'en a pas : religion allemande, il est souvent un moyen efficace de germanisation. S'il n'adhère pas au catholicisme, un Juif n'est polonisé que personnellement; sa famille, sa lignée, ne l'est pas. Cette assimilation est purement temporaire et partielle; on doit la regarder comme telle. Faisons abstraction ici des questions de dogme et de tolérance. Il ne nous est pas encore arrivé de rencontrer un israélite se sentant *polonais* qui confessât vraiment le judaïsme. Y en eût-il, nous serions quand même obligés de dire qu'il ne tient à nous que de loin, et qu'il suffit d'un changement de séjour ou de situation sociale pour que lui-même ou sa postérité soient perdus pour le polonisme.

Si nous reconnaissons les Juifs, comme ils le demandent d'ailleurs, pour une nation étrangère, et si nous sommes dans la nécessité, pour nous créer une classe urbaine, de lutter contre eux sur le terrain économique et national, nous ne devons cependant pas, dans cette lutte, recourir à des moyens réprouvés par la civilisation ou opposés

aux principes des droits nationaux. Beaucoup prétendent que les Juifs ne sont que des parasites ; gardons-nous pourtant de leur refuser les droits de la nationalité, car l'argument pourrait être retourné contre nous. Qu'est-ce au juste que la nationalité spécifique ? Rien ne prête à plus d'interprétations, rien n'est plus élastique. C'est de là que s'autorisent les Hakatistes quand ils nous qualifient, en tant que nationalité, de *minderwärtig*, de qualité inférieure. Soyons prudents à faire ces sortes d'exclusions et de classifications. Sur cette voie, on peut renverser tous les principes, et tous les moyens se justifieront par la fin. Égalité de droits pour les nationalités, ce principe est absolu et intangible. Il a tant d'importance pour nous autres Polonais que nous n'y saurions admettre la moindre exception : nous en serions nous-mêmes immédiatement les victimes, dans les conditions terribles où nous nous trouvons et parmi les dangers qui nous menacent.

Nous devons également nous garder de récriminer contre les tendances séparatistes des Juifs, au point de vue national, économique et confessionnel, et contre leur résistance à l'assimilation. Nous ne pouvons leur en savoir mauvais gré. Seulement nous devons tirer de là les conclusions qui s'imposent. Occupons-nous de nos affaires, ne nous laissons pas influencer par les Juifs et leur presse, soutenons la nôtre. Qu'ils soient contents ou non, créons un solide tiers-état, c'est-à-dire en-

courageons de tout notre pouvoir le commerce polonais, l'industrie polonaise, les entreprises et les carrières libérales polonaises. Les Juifs étant les maîtres dans tous ces domaines, faisons-nous un grand patriotisme économique, mettons-y toute notre foi, au besoin même notre esprit de sacrifice, et fortifions-nous par l'étroite solidarité de la coopération.

Il n'est pas de patriotisme polonais, aujourd'hui, sans la préoccupation d'un relèvement économique. Le premier devoir est de soutenir en cela la production et l'activité nationales, de fournir du travail aux compatriotes, d'acheter chez eux des marchandises du pays. Rappelons-nous bien que pour reconstruire le tout il faut reconstruire les parties, et que nous n'avons chance d'améliorer notre sort qu'en travaillant à reconstituer la vie urbaine et à libérer notre commerce et notre industrie. La situation économique, aujourd'hui, tend à prendre dans la vie des peuples une importance croissante, et si le fait est vrai pour les nations heureuses, il l'est encore davantage pour nous.

La dépendance de cette situation et de la politique est apparue, par exemple, dans le boycottage des marchandises prussiennes. Le public, en général, ne s'est pas rendu compte qu'un boycottage de ce genre était impossible sur une grande échelle, parce que l'industrie allemande, pour une quantité d'articles, jouit d'une supériorité qui va presque

jusqu'au monopole, en beaucoup de pays, et particulièrement dans le royaume de Pologne, qui confine à l'Allemagne. Mais dans une certaine mesure, un mouvement de cette sorte pouvait avoir pour les Allemands des conséquences fâcheuses ; ce qui est plus important, il pouvait être, pour notre industrie nationale, un stimulant énergique. En attendant, il faut bien l'avouer, le résultat en a été nul. Pourquoi ? Parce que tout notre commerce est aux mains des Juifs. Ce fut une grande naïveté de notre part d'imaginer qu'ils consentiraient à s'exposer pour nous à la moindre perte, que dis-je ? au plus petit dérangement. Le boycottage a été pour eux une aubaine. Ils ont continué à acheter des marchandises allemandes, en sous-main, à des conditions de crédit plus avantageuses. Ils les ont revendues aux Polonais à plus haut prix, en les donnant comme articles autrichiens ou anglais, tandis que les marchands polonais, qui observaient scrupuleusement le boycottage, subissaient des pertes inouïes.

Notre simplicité alla plus loin encore. Lorsqu'un congrès se réunit en Galicie et que les marchands protestèrent contre la vérification de provenance des marchandises en promettant de soutenir le boycottage, le public eut la candeur de les croire. Or il est clair qu'un boycottage n'est efficace, et dans de modestes limites, que si le marchand et le public agissent solidairement. Il faut pour cela une société animée d'un vrai patriotisme

économique, sachant ce qu'elle achète, où elle l'achète, en mesure de distinguer la marchandise, c'est-à-dire de contrôler le marchand, d'apprécier sa probité et de démasquer la fraude.

Qu'exige de nous ce patriotisme économique ? Des qualités qui nous ont toujours fait défaut, une bonne volonté toujours tendue, de la fermeté dans la conduite, et certaines connaissances pratiques sur le trafic. Après la chute de la Pologne, notre patriotisme s'est complu aux tendances abstraites, aux rêveries vagues, aux emportements sublimes du sentiment : aujourd'hui, la dure réalité nous a fait descendre des nuages sur la terre, renoncer à plus d'une illusion, et appliquer l'effort de notre pensée à des choses d'apparence vulgaire et médiocre. Après l'insurrection de 1863, nous avons fait un premier pas en mettant *l'action organique* au premier plan, dans notre programme de relèvement. Il s'agit d'aller plus loin. Il ne suffit pas que les individus s'enrichissent, il faut que la nation tout entière reconstitue sa vie économique et que cette évolution, au lieu d'affaiblir le sentiment national, ait pour effet de le renfoncer.

Les Juifs ne la désirent pas, naturellement. Elle ne peut s'opérer qu'à leur détriment. Aussi s'efforceront-ils de l'arrêter par tous les moyens. C'est à quoi travaille la presse juive ou inspirée par les Juifs, en détournant la société, surtout la jeunesse, de l'activité pratique et en l'orientant vers le socialisme. C'est à quoi aboutissent les

grèves de toute sorte, dans lesquelles les Juifs jouent souvent le rôle de provocateurs. C'est à quoi se prêtent les institutions de crédit, aux ordres des juifs, et qui ont pour eux et pour les Polonais deux poids et deux mesures. On l'a vu naguère, à Varsovie, dans la banqueroute d'Huberland : nos banques commerciales, si prudentes quand il s'agit de Polonais, lui prêtaient à taux minime, depuis des années, et par centaines de mille, des roubles qu'il employait à ses opérations d'es-compte dans les milieux commerciaux ultra-juifs de Varsovie.

Cet état de choses appelle toute notre attention, et nous impose des devoirs précis : vulgariser dans le grand public les connaissances qui lui permettront d'apprécier la situation et les besoins de notre vie économique ; recourir uniquement aux Polonais pour les entreprises et les achats ; soutenir nos producteurs nationaux, nos artisans, nos ingénieurs, nos médecins, nos hommes de loi, tous ceux des nôtres qui ont une fonction quelconque ; nous adresser aux usines et fabriques qui ont un propriétaire ou un personnel polonais ; fonder des maisons de commerce et des institutions de crédit ; répandre les principes de la coopération ; préparer les jeunes gens aux carrières industrielles et commerciales ; enfin, chaque jour, jusque dans les moindres démarches de notre activité économique, demeurer pénétrés de l'idée nationale.

Dès maintenant, nous possédons les éléments d'un commerce, d'une industrie et d'un tiers-état polonais. Mais sans le concours de la société tout entière, sans une application constante, inlassable, nous n'arriverons jamais à nous mettre au niveau des autres peuples. Pensons à la formidable concurrence à laquelle est condamné le marchand polonais. Les Juifs sont la nation mercantile par excellence, ils ont l'instinct du trafic, une longue tradition héréditaire, et tout un réseau d'agents qui enveloppe les pays polonais et les grands centres d'Allemagne et de Russie. On peut dire sans hésiter qu'ils sont partout chez eux, dans les villes comme dans les campagnes ; partout ils trouvent en leurs coreligionnaires des collaborateurs merveilleusement dressés, connaissant les localités et sachant en tirer parti. Leurs préjugés, leurs capotes grasses, leur jargon et leur Talmud, tout ce qu'il y a d'arriéré et d'inculte chez eux, loin de leur être nuisible, rend leur concurrence plus redoutable, en faisant d'eux comme une vaste confrérie de négoce qui reste fermée aux chrétiens. A côté des questions dogmatiques et rituelles, le Talmud contient une foule de règles de casuistique, de morale, de psychologie, de droit et de commerce, où la jeunesse israélite puise ce savoir-faire particulier dont la valeur morale et scientifique est médiocre, mais dont l'utilité commerciale est immense. Enfin tout le crédit se concentre en

leurs mains, et son influence est appuyée par la presse, une presse juive ou demi-juive à laquelle viennent en aide certains Polonais qui se laissent prendre aux devises de tolérance ou de progrès. En un mot, par les capitaux, par l'influence, par les hommes, la puissance commerciale des Juifs en Pologne est énorme. Nous n'en aurons raison que par la solidarité et la coopération.

Le système des coopératives donne d'excellents résultats partout où les individus ne sont pas en état, isolément, de soutenir la concurrence économique. Pour nous, il est un moyen unique de secouer notre apathie sociale, une école aussi bien pour les jeunes commerçants qui débudent que pour le public qui achète, la preuve palpable des résultats auxquels on peut aboutir par une action coordonnée et systématique. Il n'y a pas lieu de redouter que ce mouvement tue l'initiative. Au contraire, en secouant la passivité du public polonais, il suscitera des légions de travailleurs et il éclairera la clientèle. Une clientèle informée, voilà ce qui nous a toujours manqué; et c'est cette ignorance qui a toujours assuré l'avantage au Juif dans sa lutte contre le marchand polonais.

Où se recrute, chez nous, la classe commerçante? En grande partie parmi les gens qui ont échoué ailleurs par incompetence et qui se rabattent faute de mieux sur le commerce, principalement employés et agriculteurs ruinés. Il est clair

que ce recrutement est insuffisant, et qu'il faut nous adresser à la jeunesse. Pour l'instant, si nous n'avons pas assez d'écoles de commerce et de cours de comptabilité, nous n'en sommes pas dépourvus. Notre effort principal doit porter ailleurs. C'est le personnel inférieur, ce sont les commis qui représentent le facteur essentiel de l'activité commerciale. La science théorique, sans eux, reste stérile. Les résultats féconds ne sont atteints que par ceux qui partent d'en bas, qui s'élèvent peu à peu à force de travail, d'intelligence professionnelle, d'initiative, et qui finalement de commis deviennent patrons. C'est de leurs rangs que sortent souvent les directeurs de grandes entreprises et les fondateurs de grandes fortunes. Le contingent le plus précieux ne sera pas fourni par les jeunes gens de familles aisées ou qui ont des prétentions à ce qu'on est convenu d'appeler la « haute société »; il sera fourni par les jeunes gens des classes pauvres, artisans ou ruraux, pour qui les occupations du commerce ne seront pas « déchoir », mais « s'élever ». Avec le temps, ces travailleurs modestes apprendront à voir dans le commerce leur avenir propre et celui de leur postérité; ils constitueront une classe marchande organisée, compacte, qui prendra des traditions et se consolidera dans la suite des générations. Il ne manque pas de marchands polonais, aujourd'hui, mais il manque presque complètement une classe marchande et

de vieilles familles marchandes. Après fortune faite, beaucoup cèdent à l'atavisme, à l'inclination ou à la mode, et abandonnent le commerce. Ils retournent aux champs, ou entrent dans les bureaux, ou se consacrent aux occupations scientifiques. Et c'est une perte irréparable pour une société qui demande un solide tiers-état. Notre corps marchand restera anémique tant que ces désertions obligeront chaque génération à recommencer le travail de la précédente.

Si les persécutions et l'oppression que notre pays subit depuis plus d'un siècle nous ont valu mille calamités et ont retardé notre développement national, elles ont eu cependant un avantage, elles nous ont débarrassés de nos vieilles préventions contre le commerce et l'industrie. Les villes de Posnanie, au XVIII^e siècle, étaient aux mains des Juifs et des Allemands; aujourd'hui la situation a changé à notre profit, et partout dans les villes, l'élément polonais se relève. La Posnanie ne compte plus que 1 et demi pour 100 de Juifs, le reste a émigré peu à peu dans les villes allemandes. Il est vrai que la plupart de ces émigrés sont devenus hakatistes, mais c'est un fait connu que les Juifs se rangent toujours du côté du plus fort. Ils tiennent à prouver leur loyalisme allemand. Mieux vaut qu'ils aient quitté la Pologne; c'est un bien pour eux, puisqu'ils trouvent ailleurs des conditions d'existence plus favorables, et c'est un bien pour nous, qui avons

pu former une bourgeoisie encore pauvre, mais déjà forte. En Galicie, surtout en Galicie occidentale, le pourcentage des Juifs diminue également peu à peu. Il est inférieur à 8 pour 100 dans la Galicie occidentale, et à 13 pour 100 dans la Galicie orientale. C'est dans le royaume que la situation est la plus fâcheuse. Malgré l'émigration, l'affluence des Juifs russes y a élevé le pourcentage jusqu'à 14 pour 100. Ils ont contribué à aigrir les rapports de leurs coreligionnaires et des Polonais, en aggravant la désorganisation économique et en irritant, par leur intervention intolérable, les plaies saignantes de la nation opprimée. La situation nous commande donc impérieusement de nous défendre avec plus d'énergie que jamais, de pratiquer avec opiniâtreté et réflexion une large politique économique pour nous délivrer de la suprématie juive, et de mettre tous nos soins à organiser solidement un tiers-état national.

La noblesse polonaise du XVIII^e siècle, avons-nous dit, comprenait à l'époque de la Diète de quatre ans près de 800.000 individus, soit 8 pour 100 de notre population. A la même date, les autres pays, la France par exemple, n'avaient guère que 1 pour 100 de nobles. Cette énorme proportion s'explique par l'existence d'une plèbe nobiliaire, qui différait peu, par les occupations et la culture, des simples paysans, quand elle

n'était pas au service des magnats ou de la noblesse moyenne. Une pareille distribution sociale, évidemment, était une anomalie appelée à disparaître. La noblesse devait être épurée de tous les éléments qui, par leurs occupations, se rattachaient à la population ouvrière ou paysanne, et de tous les oisifs qui encombraient comme serviteurs les châteaux des seigneurs au lieu de travailler la terre ou de faire un métier à la ville. Cette sorte de différenciation, à l'heure actuelle, est déjà opérée en grande partie. La législation française introduite par Napoléon y a fortement contribué en supprimant les différences de classes dans le royaume de Pologne. Ailleurs, outre les difficultés de prouver les titres de noblesse, ce fut simplement l'œuvre de la vie moderne, groupant les individus d'après l'éducation, la richesse, faisant des anciens ordres quelque chose d'autre, voisin de ce qu'on entend aujourd'hui par classes sociales. En tous cas, cette différenciation n'est pas achevée, et aujourd'hui encore, si l'on compare la Pologne avec les autres pays, on y trouve une quantité exceptionnelle de nobles, attachés à des préjugés extrêmement forts. De fait, les conditions mêmes de notre vie actuelle, qui nous obligent à lutter âprement pour notre existence économique, contribuent et contribueront à éclaircir les rangs de la noblesse et à faire tomber les vieux préjugés; à un point de vue national, cette évolution est donc, en principe,

nécessaire et utile. Il importe seulement que les fractions du corps nobiliaire désagrégé se développent chacune normalement et au profit de l'intérêt général.

L'ancienne petite noblesse habite surtout les districts nord du royaume, l'ancienne Mazovie. En Lithuanie, on rencontre beaucoup de bourgades nobiliaires (Zascianki) comme celles qu'ont décrites Mickiewicz et Sienkiewicz. En Volhynie, sur nombre de points, on retrouve des descendants de l'ancienne petite noblesse, presque au même niveau que la population paysanne. Toute cette ancienne masse nobiliaire, qu'elle soit établie sur des domaines héréditaires ou sur des propriétés dont elle avait jadis le fermage et qu'elle a maintenant achetées, possède des terres terriblement morcelées. Il en résulte de grands inconvénients, étant donné le vieil esprit de chicane et la routine des procédés d'exploitation. Il est fort à souhaiter que ces terres soient réparties au plus tôt en propriétés massées. Cette condition est indispensable pour que l'agriculture se développe et devienne plus rationnelle. Beaucoup de petits agriculteurs pourront trouver un autre emploi, ou se mettre au service de propriétaires plus importants, ou s'établir dans les villes et y renforcer l'élément bourgeois.

De l'ancienne classe de noblesse terrienne, qui possédait une ou plusieurs fermes, les uns sont restés sur leurs domaines, qu'ils apprennent à

exploiter, en s'aidant de l'industrie, d'après des méthodes de plus en plus rigoureuses ; d'autres fournissent un gros contingent d'employés ruraux de tout ordre, tels que les intendants ; d'autres enfin se sont transportés dans les villes, remplissant de préférence les bureaux et les carrières libérales ; comme valeur et comme nombre, ils n'ont encore qu'une part médiocre dans l'industrie et le commerce. Les industries qui touchent à l'agriculture sont entre les mains des Polonais : raffineries, distilleries, fabriques d'amidon, brasseries, etc. Quant à la grande industrie du royaume, seuls les ouvriers et le personnel administratif ou technique sont polonais ; tandis que les chefs d'entreprises sont presque tous allemands ou juifs. Dans le commerce également, surtout en gros, la part des Polonais est faible. Sur ce point, tout reste à faire. Les descendants de l'ancienne noblesse mériteront bien du pays s'ils n'attendent pas d'être devancés dans cette voie, s'ils se montrent réellement classe dirigeante, s'ils dépouillent les préjugés de caste incompatibles avec les conditions modernes du travail, et s'ils comprennent qu'il est de leur intérêt et de l'intérêt général de se lancer dans les entreprises du commerce et de l'industrie après une solide préparation théorique, technique, et surtout pratique. Et il est aussi à souhaiter qu'une fois sur cette route ils ne l'abandonnent pas, qu'ils fondent de ces familles professionnelles aussi

supérieures aux travailleurs improvisés que les armées permanentes le sont aux milices.

Ainsi nous n'aurions qu'à gagner dans une transformation de l'ancienne noblesse terrienne en une classe de gens d'affaires intelligents. Evidemment les traditions nobiliaires sont chose vénérable, et dans la lutte que nous soutenons depuis plus de cent ans, nous n'avons pas à rejeter les éléments d'idéal que renferme notre passé ; ils affermissent plus d'une âme et stimulent souvent de nobles efforts. Cependant, il faut être prudent, car ces traditions sont liées à certains préjugés séculaires qui ne peuvent s'accorder avec le patriotisme nouveau, avec la forme sociale nouvelle que tous, d'une commune volonté, nous devons tendre à réaliser. Mais quand nous entendons prétendre que la noblesse en elle-même est un élément inutile, et même nuisible, empêchant la Pologne de s'adapter à la vie moderne, nous devons protester. C'est par sa faute, il est vrai, que l'État polonais est tombé et que la nation s'est trouvée exposée à tous les malheurs ; mais nous avons vu que la ruine de la République s'explique moins par des responsabilités individuelles ou propres à la noblesse que par tout un ensemble de circonstances intérieures et extérieures. La dégénérescence de la noblesse fut également le résultat de certaines causes qui remontaient jusqu'au temps des Piasts et des Jagellons. D'ailleurs, après la chute, elle a racheté une grande

partie de ses fautes historiques par son héroïsme et ses sacrifices. Si elle est tenue aujourd'hui de réparer ses torts, elle peut le faire le front haut. Quant à l'utilité d'une aristocratie dans la vie des peuples modernes, un examen attentif montre qu'à la condition de n'être pas trop nombreuse et d'être propre à une activité sérieuse, elle est partout un facteur bienfaisant, en Angleterre, sur le continent, et jusqu'au Japon. L'absence de haute classe à grandes traditions se fait sentir chez certaines nations ; les Ruthènes, par exemple, en souffrent, ou encore, dans une certaine mesure, les Tchèques et les Américains. Les systèmes parlementaires comportent des chambres hautes, destinées à assurer la stabilité politique ; les institutions de crédit et les entreprises, outre les capitaux de circulation, ont des fonds de réserve pour parer aux krachs dans les moments critiques ; de même l'organisation sociale demande un certain nombre d'hommes en état, par leur origine, leurs traditions, leur éducation et leur fortune, de faire entrer dans la vie nationale cette continuité, cet équilibre et cette pondération qui sont les principes d'un salubre conservatisme. Le mal n'est donc pas qu'il y ait une noblesse, mais qu'elle ne soit pas ce qu'elle doit être.

L'ancienne constitution polonaise n'admettait pas d'aristocratie de race, et ce fut une grande faute. La législation ne doit jamais ignorer la réalité vivante. Pour les raisons qui ont été indiquées, la

noblesse prit un développement inconnu ailleurs. Le régime politique, au lieu de lui faire obstacle, l'aida. Dès lors il devait fournir à cette noblesse un champ d'activité. Mais il se trouva qu'en vertu des principes égalitaires on prétendit ramener le plus haut, le plus riche et le plus puissant magnat à la taille du plus chétif hobereau. De là les symptômes funestes qui apparurent dans les classes élevées : duplicité, bassesse flagorneuse dans leurs rapports avec la foule, égoïsme, menées antipatriotiques. Toute force sociale détournée de son application normale devient principe de désordre. Ainsi au xvii^e et au xviii^e siècles, la noblesse polonaise servit d'auxiliaire aux envahisseurs.

Après les démembrements, l'aristocratie obtint dans les États conquérants les titres et la situation sociale qui lui reviennent. Mais dans la vie politique, la sphère de son activité reste limitée ; sans compter que les circonstances lui commandent parfois l'abstention, les éléments polonais sont exclus de toute participation au gouvernement. Tout en prenant sa part des efforts et des épreuves de la nation, elle incline à un certain cosmopolitisme et tend à adopter vis-à-vis du pouvoir une attitude trop accommodante, ce qui lui fait perdre contact avec le reste du pays. Citons ici les paroles que prononça Julien Klaczko, en 1868, à l'occasion de la mort du général Ladislas Zamoyski : « Ce n'est pas assez de dire que

rien de polonais ne fut étranger à cet homme : il faut ajouter que rien de polonais ne lui paraissait petit ou négligeable. Et de toute notre aristocratie il est le seul dont on puisse le dire. Nos grands seigneurs, à un moment donné, surtout quand des horizons plus heureux se découvrent, sont prêts à donner beaucoup et à se sacrifier sans compter. Quand il s'agit de parler aux têtes couronnées, de paraître à la cour, de visiter les ministres, ils aiment se montrer et s'employer. Mais devant les labeurs quotidiens, ils sont vite refroidis. Ils ont parfois de nobles ardeurs, mais le sentiment constant du devoir, ils ne l'ont pas. Leurs affaires domestiques prennent vite le dessus sur les autres, et ces affaires n'en finissent jamais. »

Et cependant l'aristocratie polonaise, par sa position, ses relations, ses moyens matériels, peut déployer dans tous les sens une activité vraiment féconde. Mieux que cela, elle le doit. Ayant plus reçu, il lui est demandé davantage. Au reste, sans parler des familles que les démembrements ont enrichies, l'aristocratie, qui a sa part de responsabilité, après tout, dans les malheurs de notre histoire, est tenue de coopérer au relèvement par le sacrifice de sa vie, de son temps et de son superflu. En encourageant non seulement nos efforts politiques, mais nos savants, notre enseignement, nos beaux-arts, notre agriculture, notre commerce et notre industrie, ses représentants trouveront un

contentement plus profond qu'à mener une vie oisive et sans but ou à courir les pays étrangers.

La Pologne, en dépit de sa vieille fiction égalitaire, reste une nation aristocratique. La liberté individuelle lui est plus précieuse que l'égalité. Elle est moins choquée des différences sociales et matérielles que les peuples entichés d'égalité, comme les Français, qui s'accommodent volontiers de tout despotisme pourvu qu'il ne soit pas personnel. En cela le Polonais ressemble à l'Anglais et à l'Américain, qui avant tout et avant l'égalité apprécient la liberté individuelle et, entre autres, le droit de faire librement fortune et de s'élever, selon ses moyens, dans la hiérarchie sociale. Or dans une société comme la nôtre, où l'aristocratie a un vaste champ d'action, un champ unique, les esprits sont disposés plus qu'ailleurs à lui savoir gré de son effort, si elle n'est pas dénuée de clairvoyance et de dévouement.

Clairvoyance et dévouement, disons-nous. A ce égard, sauf exceptions, la comparaison avec l'aristocratie anglaise n'est pas à l'avantage de la nôtre. D'abord l'éducation y est souvent négligée ; au point de vue national, elle est même nulle. Il est vrai qu'elle est, dans les maisons riches, infiniment plus difficile que dans les classes moyennes ; l'entourage, la flatterie, la domesticité, autant de dangers pour l'intelligence et le caractère. Il est indispensable de parer à cette démoralisation par les bons exemples, par une instruction élevée, qui

forme dans les jeunes gens le sentiment du devoir et qui les initie aux préoccupations supérieures de l'humanité et de leur pays. En fait, que se passe-t-il ? Cette jeunesse, dès ses premières années, a sous les yeux l'oisiveté, le gaspillage, le cosmopolitisme, le dédain de la patrie et de ses besoins. Les préoccupations de l'humanité et de la nation ? Elle trouve à leur place les exigences absorbantes de la société et l'opportunisme. L'éducation élevée ? On en fait un décor et une vanité. Le devoir ? En toutes choses, petites et grandes, c'est partout l'égoïsme personnel ou l'égoïsme de caste. Peut-on s'étonner, dans ces conditions, que la jeunesse aristocratique ignore le dévouement civique, qu'elle soit déformée, déviée, qu'elle demeure insensible aux nobles ambitions et aux intérêts du pays ? On peut dire, d'une façon générale, qu'elle restera soumise aux influences du milieu et incapable d'un développement sérieux tant que l'aristocratie elle-même n'aura pas fortifié le sentiment de ses devoirs nationaux.

Si celle-ci veut être digne de son rôle naturel, rôle de direction et d'exemple, elle doit s'identifier aux besoins du pays ; avant d'envoyer ses enfants dans les institutions étrangères, elle doit donc les faire instruire dans nos écoles. La tyrannie russe ou prussienne rend notre enseignement incapable de soutenir la comparaison avec d'autres, mais ce n'est pas une raison de le désertier. Si l'on veut travailler dans telle ou telle région de la Pologne,

il faut passer par les écoles, bonnes ou mauvaises, où se forme la masse de la jeunesse locale ; ce contact vivant est pour la suite une condition de solidarité et d'union. En Allemagne et en Angleterre, quelle éducation reçoivent les enfants des familles aristocratiques et même des maisons régnautes ? Ils fréquentent obligatoirement les écoles publiques. Quand l'homme n'entre pas, dès l'enfance, en étroite liaison avec son pays natal, quand il ne partage pas sa bonne ou mauvaise fortune, il lui devient en quelque mesure étranger et compromet par là même cette harmonie de sentiments, de pensées, d'habitudes, de goûts et de tendances qui doit exister entre une patrie et tous ses fils.

Celui qui est contraint de travailler pour vivre se choisit une carrière et s'y spécialise. Sans même avoir besoin de gagner son pain, la jeunesse aristocratique doit aussi, jusqu'à un certain point, se spécialiser et acquérir les connaissances techniques qui la rendront propre, plus tard, à rendre des services à la collectivité. Suivant ses goûts et ses aptitudes, au lieu de se borner à une culture générale, elle doit apprendre une profession comme s'il lui fallait en vivre. En Galicie, aujourd'hui, les jeunes gens des grandes familles suivent les cours de droit pour se préparer aux fonctions politiques et diplomatiques. Dans cette région et surtout dans celles où ces carrières ne sont pas ouvertes pour les Polonais, ils devraient égale-

ment suivre les cours techniques et commerciaux, pour se mettre en état de collaborer directement à notre relèvement économique et d'en prendre la direction. Du moment qu'en Prusse comme en Russie nous sommes condamnés à l'impuissance politique et que toute large action nous est interdite dans ce domaine, le mieux qui nous reste à faire, de part et d'autre, est de prendre les choses par la base, autrement dit de donner nos soins à l'enseignement et de nous créer une force économique. En Angleterre, pays riche, pays de vie politique intense, l'aristocratie ne refuse pas de placer ses capitaux dans les grandes entreprises industrielles et commerciales. Que ne devrait pas faire la nôtre, dans un pays où ces entreprises réclament tant d'encouragements et où l'activité politique demeure si étroitement limitée? Voici un fait caractéristique : en Silésie, une grande partie des entreprises industrielles sont entre les mains des magnats allemands de l'endroit, qui en tirent d'énormes revenus : prince de Hohenlohe-Oehringen, prince de Pless, comte de Henkel-Donnersmarck, comte de Ballestrem, etc. ; et de l'autre côté de la frontière, dans le royaume, la formidable industrie de Dombrowa et de la région de Lodz est privée des capitaux de nos magnats qui, contre leur intérêt propre et celui du pays, les placent dans des banques étrangères. Pourquoi ces capitaux ne restent-ils pas sur place? Pourquoi n'alimentent-ils pas la vie économique? Pourquoi

encore ne soutiennent-ils pas des œuvres nationales telles que l'achat de terres en Silésie, en Posnanie, en Prusse occidentale, en Mazovie prussienne, partout où la grande propriété polonaise contribuerait à réveiller l'esprit national de la population? Aux postes importants, nous constatons l'absence de l'aristocratie. Elle les déserte, parce qu'elle a cessé d'être en étroite union de cœur avec le reste de la nation, parce qu'elle ne se forme et ne s'instruit ni dans le pays, ni pour le pays, parce qu'elle est timide et apathique devant les questions d'ordre pratique, parce qu'elle a perdu l'habitude de tout travail productif et qu'elle manque d'éducation économique.

On ne saurait nier que cet état de choses tend insensiblement à se modifier. L'exemple justement apprécié d'un Lubecki ou d'un Louis Krasinski trouve un certain nombre d'imitateurs, mais si peu! Encore ceux-là même ne sont-ils pas toujours suffisamment préparés à leur rôle. Le bien national ne demande pas les exceptions, ni le dilettantisme, ni la charité à son de trompe; il demande un dévouement entier, et une participation régulière à la vie collective. L'aristocratie doit expier les péchés de ses ancêtres et se rendre digne d'occuper la première place, qui ne revient à cette classe, dans une société, qu'autant qu'elle se montre à la hauteur de ses fonctions naturelles. Dans notre pays, étranger aux haines et revendications de classes, elle a une tâche agréable que n'ont point

les aristocraties des autres peuples, bien qu'ils se gouvernent eux-mêmes, dirigent leur diplomatie et possèdent un parlement : cette tâche est de diriger le travail national dans tous les sens et sur tous les domaines.

Si maintenant nous considérons le peuple, hâtons-nous de reconnaître qu'il a fait un grand pas depuis la chute de la Pologne. La Révolution française fut la première à proclamer l'égalité des classes, et les guerres de l'Empire furent comme la charrue qui retourna le sol de l'Europe pour y jeter ces semences nouvelles. Peu à peu, le paysan obtint non seulement la liberté individuelle, mais la propriété de la terre qu'il labourait. Les territoires polonais étant répartis entre trois États distincts, la réforme agraire ne s'y fit pas en même temps ni uniformément. Les trois gouvernements ne furent d'accord que sur un point : ils se servirent de cette réforme pour exciter le peuple contre la noblesse et pour entretenir sa haine. Les meilleures intentions de la noblesse furent paralysées ; partout on s'arrangea de manière à présenter l'émancipation comme réalisée, malgré son hostilité, par la générosité des pouvoirs publics. Étant donné l'ignorance du peuple, cette politique machiavélique était assurée du succès. Pour aggraver les malentendus, on eut soin de laisser, en Autriche et en Russie, les parcelles disséminées en échiquier, et des servitudes paysannes sur les

fonds seigneuriaux, ce qui était une source inépuisable de litiges et de procès. A cet égard, la Prusse, soucieuse après tout de la prospérité économique, fut la seule à introduire la réforme d'un coup, dans des conditions rationnelles, en évitant de disperser les terres paysannes. L'Autriche ne l'imita que beaucoup plus tard. En Russie et dans le royaume de Pologne, c'est seulement après la guerre du Japon qu'ont été édictées les mesures relatives au groupement des lots, mesures qui favorisaient l'abolition des servitudes. Encore celles-ci attendent-elles toujours une réglementation particulière, ce qui s'explique par le fait qu'en Russie proprement dite, elles ont été supprimées dès la réforme générale, après 1861, et ont été expressément laissées intactes par le gouvernement, uniquement sur les terres polonaises, lithuaniennes et ruthènes.

Divide et impera, telle a été la maxime constante des gouvernements en Pologne, après les partages dans la question des rapports du peuple et de la noblesse. On se rendrait compte parfaitement que le peuple, une fois détaché des classes dirigeantes, se prête toujours plus docilement à la dénationalisation : ainsi les Mazoures prussiens et les Silésiens de Teschen. Sans compter qu'en Mazovie prussienne la germanisation avait pour auxiliaire le protestantisme de la masse polonaise et que cette religion y est toute dévouée au gouvernement.

Cependant les efforts qui tendaient à séparer le peuple de la noblesse ne devaient pas avoir un succès durable. L'instruction devait ouvrir les yeux des paysans, mais surtout les persécutions qu'ils eurent à souffrir dans leur religion et leur langue. A part les pays que nous venons d'indiquer, la conscience nationale du peuple s'est partout sérieusement éclairée; il sait discerner de quel côté est son ennemi véritable. En Posnanie, l'élément de résistance n'est plus dans les hautes classes, il est dans les masses populaires. Dans le royaume, le peuple a montré sa maturité durant les tristes jours de la Révolution russe; malgré les meneurs russes, il s'est abstenu de tous les excès qui ont été commis en Russie, il a fait preuve de clairvoyance et d'attachement à l'idéal national. Les conditions terribles qui nous sont faites en Prusse et en Russie n'empêcheront pas cette évolution de se poursuivre et d'ajouter une force nouvelle au pays.

Au contraire, elles rendent plus indispensable encore une harmonieuse collaboration de toutes nos classes sociales. Or ici la première nécessité, c'est une action de l'ancienne classe nobiliaire sur le peuple, action dévouée puisqu'il y a des fautes à racheter, action raisonnable puisque la situation a changé du tout au tout et que les anciennes relations patriarcales ne peuvent plus répondre aux besoins présents. Comprenons donc exactement ce qu'il faut au peuple, au point de vue

national comme au point de vue économique; débarrassons-nous, à son égard, de tout sentimentalisme poétique, et mettons à la place une assistance virile, féconde et avisée. A ce propos, on doit dire qu'il circule dans le public beaucoup d'idées et de principes sans raison d'être et dont l'action est même fâcheuse. Ainsi cette tendance à tolérer ou à idéaliser les mauvais côtés de notre peuple; ainsi toutes les exagérations de la littérature, tout le traditionnalisme qui voudrait que le peuple conserve son patois, ses mœurs, son ancien costume, toutes les théories qui demandent qu'il soit traité comme une classe à part, aimée, mais de loin, instruite, mais en restant paysanne, tout cela n'a rien à voir avec une action intelligente et efficace. Il faut autre chose à ce peuple: une instruction qui éclaire sa conscience nationale et en même temps l'arme pour les luttes de la vie, qui le mette en état de lire, d'écrire et de compter, qui lui fournisse des notions sur l'agriculture, les métiers et la géographie. Il demande qu'on lui facilite le crédit, qu'on lui apprenne à s'associer, à défendre ses intérêts, qu'on le dirige, qu'on le protège quand il est obligé d'émigrer en Europe ou au delà des mers, en un mot qu'on le traite comme un homme et non pas comme un enfant.

Costume, langage, mœurs du peuple sont dans tous les pays objets d'une curiosité souvent pieuse. Que nos littérateurs et nos érudits s'y

intéressent, c'est fort bien. Mais il est facile de tomber dans l'exagération, et de sacrifier l'intérêt positif aux considérations d'esthétique. Nous pouvons et devons ne pas rester indifférents devant les mœurs, la langue, et le costume de notre pays, mais sans oublier qu'ils attestent l'infériorité de sa culture. Evidemment, un veston de chez le fripier n'est pas signe indubitable de civilisation, et au point de vue esthétique il est même une monstruosité auprès des habits pittoresques de nos paysans, mais qu'y faire ? La civilisation ne suit pas le même chemin que l'esthétique ; partout où elle s'étend, elle impose l'uniformité extérieure et élimine les particularités individuelles ou locales. N'encourageons donc pas nos paysans à garder leurs anciens costumes. Ne faisons pas effort pour parler leur patois. Ne pleurons pas de voir disparaître leurs mœurs patriarcales. Aux âges idylliques ont succédé des temps ingrats et durs, où toute la nation doit tendre ses forces, où tout le peuple doit s'enrichir le plus possible de culture européenne. Du pittoresque, le peuple n'a que faire ; comme nous, il doit se pénétrer de la gravité du moment, renoncer aux enfantillages, et transporter toute sa poésie dans la région plus vaste de l'idéal national.

En revanche, il a droit de compter sur nous pour son relèvement intellectuel et économique. Écoles primaires, écoles professionnelles, presse,

littérature populaire, demandent tous nos soins et de gros sacrifices matériels, que les classes riches, en particulier, ne sauraient marchander. Les dons d'occasion n'y suffisent point. Il s'agit de soutenir par des contributions régulières toutes les œuvres qui tendent à éclairer la masse et à préserver son esprit national, telles que, en Galicie, la Société de l'école populaire, en Silésie, la Société Mère polonaise, à Ursynow l'École des instituteurs, et partout enfin la presse populaire. C'est le premier devoir des familles riches. Dans le domaine économique, l'exemple est donné aux classes aisées par la Posnanie et ses grands hommes d'action, Charles Marcinkowski, l'abbé Wawrzyniak, Maximilien Jackowski, et d'autres. Nous devons répandre dans le peuple l'esprit d'association, soutenir les cercles agricoles, les petites sociétés de crédit, les unions professionnelles et ouvrières, les coopératives de consommation et en général toutes les institutions qui ont pour but de grouper les efforts, dans l'ordre national comme dans l'ordre économique. Nous devons également envisager la question de l'émigration, y voir la conséquence d'un certain état de choses, la limiter en travaillant à relever la condition des travailleurs, et la prévenir dans une certaine mesure en fondant des sociétés, des bureaux d'informations, des asiles, etc.

Persuadons-nous d'une chose : les tracasseries des gouvernements, les persécutions des Haka-

tistes, la domination juive, tout cela nous en triompherons si du haut en bas nos efforts tendent au même but. Évitions aussi les excès des luttes de partis, et n'entraînons pas le peuple dans des querelles où il n'a rien à gagner, quand il n'a pas à y perdre. Je veux parler ici, avant tout, de la campagne menée contre le clergé par les partis radicaux, qui subissent fortement l'influence des milieux juifs. Il est permis d'être incroyant, mais non pas de s'attaquer à la foi, quand elle est pour d'autres la base principale de la morale ou l'unique consolation d'une vie médiocre et bornée. Pour en parler à la légère et la tourner en dérision, il faut manquer de cœur ou d'esprit. Les hommes cultivés qui lui substituent une philosophie ne l'ont acquise qu'à force de réflexions et de combats intérieurs. Mais le peuple n'a ni les lumières ni le temps nécessaires à la spéculation ; si la foi lui manque, il n'a pas de philosophie à mettre à sa place ; il ne lui reste que ce vide moral qui fourvoie souvent et qui est trop inconsistant pour soutenir la conscience. Quand on voit l'œuvre de destruction et de démolition qui se poursuit dans le peuple, on se demande s'ils savent eux-mêmes ce qu'ils font.

III

Ce qu'est la politique. Notre incapacité politique. Orientation défectueuse dans la situation européenne. Complots et sociétés secrètes. Action légale. Servilisme. Défaut de tact politique. Manifestations. Deuils nationaux. Boycottage des marchandises prussiennes. La grève scolaire en Pologne russe. Les partis politiques. Notre politique sur les confins. Les Ruthènes-Ukrainiens. Les Lithuaniens. Les Ruthènes-Blancs.

En examinant les causes de notre impuissance nationale au XVIII^e siècle, nous avons indiqué, après les lacunes de notre organisation sociale, les défauts de notre constitution politique. Aujourd'hui il nous est plus facile de corriger la première que de modifier le régime sous lequel nous devons vivre. Privés d'un gouvernement à nous, partagés entre trois conquérants, écartés par deux d'entre eux des affaires publiques, notre action politique est nécessairement bornée. Malgré tout, dans ce domaine étroit, nous devons encore mettre à profit les enseignements du passé.

Les Polonais, autrefois, entendaient médiocrement l'essence de la politique et négligeaient trop les principes de cette science. Assurément, en remontant très avant dans les siècles, nous rencontrons des figures comme Casimir le Grand ou Zbigniew Olesnicki, qui pouvaient aller de pair avec les hommes d'État des autres pays d'Europe. Au XVI^e siècle, nous avons eu aussi le grand

écrivain politique Frycz Modrzewski. Mais à mesure que le pouvoir passe du roi et des magnats à la petite noblesse, la vie politique dégénère, et les idées aussi. Où trouver chez nous un homme de la taille des Richelieu et des Mazarin, des Cromwell et des William Pitt, des Kaunitz et des Metternich, des Frédéric II et des Bismarck ? Au moment des tardives réformes, au déclin de la République, Hugues Kollontay se signale par des qualités qui, dans des conditions différentes, lui auraient permis de faire beaucoup. Il était condamné à se buter à la défiance, à rencontrer les déceptions, et à finir sa vie dans l'oubli. La Révolution de 1830 échoue faute de chefs politiques et stratéges : nous n'avons eu ni Washington, ni Garibaldi, ni Cavour. Ce n'est guère qu'avant le soulèvement de 1863 qu'on voit émerger un Alexandre Wielopolski, tempérament en somme supérieur, caractère puissant, esprit politique indéniable, mais aveuglé de morgue et incapable de sentir l'état de l'âme nationale.

D'autre part, si au xvi^e siècle le bouffon du roi Sigismond disait que la Pologne était le pays où il y avait le plus de médecins, on peut dire qu'aujourd'hui elle est celui où il y a le plus de gens qui se prennent pour des *politiques*. Et cependant la politicomanie a si peu de rapport avec la politique qu'elle en est précisément l'inverse.

L'esprit des nobles de l'ancienne Pologne se

déshabitua graduellement d'approfondir les faits d'ordre politique et leurs conséquences. Ils pensaient à la Diète quand elle était convoquée, à la guerre quand le Tatar ou le Turc était sur eux ; l'avenir, ils n'y pensaient jamais. Ils se disaient, comme on fait souvent aujourd'hui : Qui vivra verra ! Au moment où toute l'Europe s'armait, où les puissances voisines prenaient un développement formidable, la noblesse polonaise affirmait tranquillement que la Pologne se maintenait par l'anarchie, et que personne ne l'attaquerait puisqu'elle ne menaçait personne. Après la catastrophe, on comptait sur le secours étranger, ou l'on se jetait dans la lutte avec des forces improvisées, à moins qu'on ne s'abandonnât à la torpeur. La politique se résumait en deux mots : tout ou rien ! On ne connaissait que les extrêmes, triomphe ou écrasement, vie ou mort. On passait sans transition des vivats aux lamentations, d'un naïf optimisme à la démoralisation la plus affreuse. Cette conduite a toujours été celle des sociétés trop jeunes ou peu développées ; n'étant qu'une suite de mouvements irrésolus, elle n'a aucun caractère politique. La véritable science politique commence du jour où la nation sait se contenir, où la raison contrôle et réprime ses mouvements impulsifs, où elle entreprend une critique des faits présents et passés pour en tirer les conclusions appropriées et les indications qui intéressent son avenir. Entre *tout* et *rien*, il reste donc encore un

vaste champ d'action. Dans l'étroite limite où notre vie politique est aujourd'hui resserrée, il y a pour elle une autre solution que celle des extrêmes ; elle comporte des données complexes, une multitude de faits séparés, en apparence souvent menus, mais qui ont tous pour nous des conséquences avantageuses ou funestes et qui, à ce titre, intéressent d'une manière ou d'une autre nos destinées.

Les événements postérieurs au démembrement nous donnent une série d'indications précieuses que nous devons mettre à profit dans nos rapports avec les puissances copartageantes. L'étude attentive de cette histoire montre qu'aujourd'hui comme à l'époque de la République le plus grand obstacle à notre renaissance est notre incapacité politique, aggravée de nos différents défauts nationaux. Nous reviendrons sur ces défauts. Quelques exemples empruntés au XIX^e siècle feront apparaître ici les lacunes de notre esprit politique.

Ainsi la Révolution de 1830. Elle était inévitable, avons-nous dit, avec ce royaume du Congrès ; l'union du petit royaume constitutionnel et de l'immense empire autocratique créait une situation impossible. D'autant plus impossible qu'Alexandre I^{er} avait confié le pouvoir précisément à deux hommes qui étaient comme l'antithèse vivante de l'esprit constitutionnel : le grand-duc Constantin, moins méchant qu'irresponsable,

despote né, et Novosiltseff, gremlin monstrueux, provoquant le pays pour l'exterminer, homme de confiance du tsar et instrument de ses secrets desseins. La Pologne, entretenue dans un état d'excitation continuelle, en vint à un mécontentement qui s'accrut encore à l'avènement de Nicolas I^{er}. Alexandre avait d'abord promis formellement de réunir au royaume la Lithuanie, la Volhynie et la Podolie. Il avait même laissé entrevoir une reprise de la Posnanie. A mesure que ses dispositions devenaient plus hostiles à l'égard des Polonais, il abandonna ses premiers desseins, et finalement ne songea plus qu'à laisser le royaume dans les limites étroites du Congrès de Vienne, et même à lui arracher les droits qui lui avaient été garantis. Ainsi quand on dit que les Polonais avaient leur existence politique assurée dans une partie de l'ancienne Pologne, qu'ils pouvaient tirer parti de leur union avec la Russie pour améliorer peu à peu leur sort, qu'ils n'ont pas su en profiter, et qu'ils sont allés au-devant de leur ruine par l'insurrection de 1830, on leur fait un reproche parfaitement injuste, et l'histoire dément cette accusation. D'autre part, en dépit des légendes patriotiques, il faut bien reconnaître qu'un mouvement national de cette gravité fut dirigé par des hommes d'une incompétence radicale, et que la société qui ne sut pas les apprécier à leur valeur témoigna d'une grande légèreté politique. Dès lors, tous les efforts devaient rester

vains, et la vaillante armée polonaise devait répandre son sang en pure perte.

Qui prépara l'insurrection de 1830? Qui en donna le signal? Une poignée de jeunes gens. Le reste de la société s'amusait à agacer Nicolas et jouait à l'opposition constitutionnelle. Quand l'insurrection eut éclaté et que la société eut accepté le fait accompli, quels chefs choisit-on? Comme il arriva souvent en Pologne, on choisit précisément les adversaires du mouvement. On investit des pouvoirs dictatoriaux un Chlopicki, et ce Chlopicki craignait les Russes comme le feu! Quand il fut clair qu'il ne voulait pas combattre, qu'il aimait mieux pactiser, qu'il était disposé tout au plus à permettre quelques escarmouches, quand une poignée de braves, voyant la cause perdue, élevèrent des protestations, qui fut accusé de trahison? Ni Chlopicki, ni le gouvernement insurrectionnel, mais ceux qui osaient n'être pas contents de leur dictateur. Le jour où celui-ci, après n'avoir rien fait, sauf pour étouffer l'insurrection, déposa enfin le pouvoir qu'il n'avait gardé qu'un mois et demi, le gouvernement national vint encore le supplier de renoncer à l'abdication. Sur son refus, il nomma général en chef le faible Radziwill, qui avait au moins le mérite de l'honnêteté, puis, après sa retraite, ce méprisable fantoche de Skrzynecki. Avec un chef comme celui-là, toute armée était vouée à la défaite, fût-elle, comme l'armée polonaise, une des plus vaillantes

du monde. Et dire que, malgré son incapacité et son apathie, cet homme déplorable fut maintenu à son poste presque jusqu'à la fin, jusqu'aux suprêmes efforts!

L'illogisme des Polonais ne s'en tint pas là! Tandis qu'ils laissaient en fonction des chefs hostiles au mouvement et qui essayaient d'entrer en négociation avec le tsar, ils brûlaient tous les ponts derrière eux en proclamant, dans leur Diète, la déchéance de Nicolas. C'était là moins un acte politique qu'une manifestation de sentiment. Mais enfin, après cette manifestation, la Diète et le gouvernement se rendirent-ils compte qu'il ne fallait plus songer, désormais, à aucune sorte de pourparlers, et qu'il ne restait plus qu'à lutter à la vie ou à la mort? Loin de le comprendre, on continua le jeu de la diplomatie et des correspondances, et l'on s'appliqua à observer strictement les formes constitutionnelles. Et quand certains émirent l'idée d'appeler le peuple tout entier aux armes pour soutenir les troupes régulières, on les conspu, et on les traita de Jacobins.

Une fois dépouillée de l'auréole de gloire qu'elle doit à l'héroïsme de l'armée, cette révolution de 1830 est un spectacle à faire pleurer. Voilà un peuple qui se met debout pour vaincre ou mourir, et ce peuple se conduit comme un enfant!

Au fond, ce qu'on retrouve dans cette impéritie, ce sont les vieux péchés polonais, point d'esprit politique, point de courage civique, inconséquence,

phraséologie, et les mots à la place des actes. A tous ces défauts séculaires il convient d'en ajouter un nouveau, qui est une forme déviée d'une grande vertu, la discipline, et qu'on pourrait appeler la solidarité dans la déraison. Ayant expié tragiquement, au XVIII^e siècle, sa turbulence indocile, la nation, quand elle se leva trente-cinq ans après pour lutter, pensa qu'il suffirait d'obéir pour vaincre, et réclama un dictateur. Si elle était tombée sur un Washington, elle aurait triomphé : mais il ne lui fut donné qu'un Chlopicki et un Skrzynecki. Leur nullité était manifeste, flagrante : personne ne voulut la voir. Au lieu de voir les hommes, on vit l'idée, et l'idée était : discipline, même dans l'erreur. On comprend par là tout le temps qu'il faut, même avec les meilleures intentions, pour acquérir un esprit politique sérieux ; il est la somme de vertus civiques multiples et le fruit d'une longue expérience.

Et après l'échec de l'insurrection, que dire d'un Mieroslawski ? Criard, hâbleur, sophiste étincelant, au fond simple figure d'opérette, cet homme aussi pesa sur nos destinées. Il fut écouté et adoré non seulement par la fraction la plus exaltée de l'émigration et par la jeunesse, mais une grande partie de la nation. Jusqu'à ces derniers temps, il est resté entouré d'une auréole de gloire et de sacrifice. Mais, comme le dit Klaczko, c'est la douleur des douleurs que de pareils rhé-

teurs deviennent les chefs d'un peuple ou soient tenus pour tels.

Et 1862 ? c'est le moment de Wielopolski et de ses réformes : homme rude, entier, mais qui apporte au pays un soulagement et des garanties d'amélioration. Que les Rouges, partisans de Mieroslawski, s'élèvent contre lui, rien de plus naturel : son programme, inspiré de principes modérés et conservateurs, et répondant aux vœux d'une partie de la nation, leur devait paraître une menace pour les tendances révolutionnaires. Mais les Blancs ? Pourquoi s'opposèrent-ils aux réformes ? N'y adhéraient-ils pas, au fond ? Ne reconnaissaient-ils pas que l'œuvre des Rouges ne pouvait être que désastreuse ? Encore et toujours, pour expliquer cette attitude, il faut songer au caractère national et à ses défauts séculaires.

Le peuple polonais n'acquiert que lentement et pas à pas l'expérience politique qui lui manquait. Il n'est plus inconsidéré et naïf comme il l'était après trois siècles d'anarchie. Mais il lui reste encore de grands progrès à accomplir. Il doit surtout se pénétrer de cette vérité incontestable, qu'une des conditions de succès, dans son effort, est d'enrichir et de perfectionner ses connaissances politiques.

L'histoire de la Pologne après les partages comporte un autre enseignement étroitement lié au précédent. Je veux parler de notre orienta-

tion défectueuse dans les affaires de l'Europe.

La Pologne avait entretenu avec l'Europe, au cours du *xvi^e* siècle, des relations actives, qui peu à peu diminuèrent jusqu'à devenir presque nulles. L'État, et la classe sociale qui le dirigeait, vécurent dès lors d'une vie fermée. L'Europe politique ignora la Pologne. A part la plus haute classe, la nation se désintéressa de toute question extérieure et n'en eut aucune idée. Elle ne remarqua même pas le développement des états voisins, qui devaient être un jour les envahisseurs. En dépit des usages internationaux, elle n'entretenait pas à l'étranger de représentants diplomatiques; la société nobiliaire trouvait ce procédé normal, le pays marquant ainsi son intention délibérée de rester à l'écart des intrigues et des querelles européennes. Comme l'autriche qui se cache la tête dans le sable, et se croit en sûreté, la noblesse croyait que l'Europe la perdrait de vue. Elle n'ouvrit même pas les yeux au temps des rois de la maison saxonne, quand la Pologne devint une route où circulaient librement les armées étrangères. La triste réalité ne lui apparut enfin qu'au premier partage. Alors, on envoya partout des ambassades, on s'imagina des choses de l'autre monde; on se dit que jamais l'Europe ne voudrait faire du mal à ce bon pays; on alla jusqu'à compter sur la magnanimité de la « Sémiramis du Nord » et sur la loyauté du roi de Prusse. Quand la Constitution du 3 mai donna le trône,

désormais héréditaire, à la dynastie saxonne, on n'oublia qu'une chose, d'en prévenir la cour de Saxe, ce qui ne pouvait guère, comme on pense, assurer le sort de cette constitution. L'ignorance de la situation européenne, que tous partageaient au temps de la Diète de quatre ans, apparaît bien dans les illusions que se faisaient partisans et adversaires de la Constitution du 3 mai : les premiers comptant sur la Prusse, les seconds comptant sur la Russie qui, au moment où se formait la Confédération de Targowitsa, venait de décider en principe le second partage.

Après le démembrement définitif, après les légions, après les guerres napoléoniennes au cours desquelles nombre de Polonais parcoururent l'étranger, l'horizon s'agrandit sensiblement; mais il resta encore des traces, chez les Polonais, de leur ancien détachement à l'égard des grandes questions de politique européenne. En particulier, ils continuèrent à apprécier avec une singulière naïveté les sentiments des étrangers sur les affaires de leur pays. Aujourd'hui même, trop de gens supposent, chez nous, que nos souffrances, notre ruine, nos désastres, sont capables d'impressionner l'Europe, et de l'impressionner plus fortement que les manifestations de notre vitalité. Quand nos ancêtres croyaient que les peuples libres, en considération de leur passé glorieux, viendraient leur tendre la main et ne souffriraient pas leur asservissement, ils oubliaient cette vérité

essentielle que la morale ordinaire est une chose et que la politique étrangère en est une autre. Nous n'avons jamais pu compter sur l'intervention et le secours de l'Europe que lorsque, pour tel ou tel motif, nous représentions un certain intérêt positif, une certaine force dont on espérait profiter. Avant qu'il n'eût besoin des Polonais, Napoléon les avertissait de ne pas se fier aux diplomates, mais à leurs seuls moyens. Nulle part mieux qu'en politique ne s'applique la parole de l'Évangile : « Celui qui possède, on lui donnera et il sera dans l'abondance; mais celui qui n'a point, on lui ôtera même ce qu'il a. »

Dans son *Livre de la Nation Polonaise*, Mickiewicz montre assez quel secours nous pouvons attendre de la France : « Or le Gaulois était juge, et il dit : En vérité, je ne trouve rien de coupable dans cette nation, et la France, mon épouse, femme craintive, est tourmentée de mauvais rêves. Toutefois, saisissez-vous de cette nation, et faites-la mourir. Et il se lava les mains. »

Ainsi en fut-il en 1831 et en 1863. Ainsi en sera-t-il demain.

Pareille a été l'attitude de l'Angleterre et de l'Autriche. Toutes deux n'aidèrent les Polonais que si elles y trouvaient avantage. La libérale Angleterre elle-même ne nous donnera que de bonnes paroles.

Certes, à cet égard, nous avons fait des progrès. Nous sommes assagis. Les Sirènes étran-

gères ne provoquent plus nos naïfs attendrissements. Tout de même, les tendres voix des libéraux russes et les cris de guerre du néoslavisme n'ont-ils pas réussi encore récemment à nous émouvoir? Et cependant on avait déjà vu tout cela. Qu'il est mal d'oublier les leçons du passé! Avons-nous donc oublié que même des libéraux comme les décembristes russes étaient hostiles à la cause polonaise? Et quant aux billesées slaves, il vaut la peine de citer ce que Klaczko écrivait en 1857 dans les *Nouvelles Polonaises*, qui paraissaient alors à Paris. C'était à l'occasion du poème de Lenartowicz intitulé *Le Gladiateur*, dans lequel le « barde polonais » glorifiait la fraternité slave. Voici quelques passages de l'article de Klaczko : « Nous avons d'abord le panslavisme commode et méprisable, qui renonce aux « rêveries », proclame que la lumière vient du Caucase et mène à la conquête des carrières et des décorations... Puis nous avons le slavisme mystique et séraphique, surhumain et surchrétien, qui baise le knout comme l'instrument des vengeances divines, qui ne veut être ni en pensée ni en action ennemi du gouvernement oppresseur, et qui étend si loin sa charité qu'il y fait entrer le diable et l'enfer. Enfin nous avons le slavisme vandale, théorie de haine aussi folle que l'autre théorie d'amour, qui veut se venger sur l'Europe de torts imaginaires et mener l'armée barbare d'Attila contre le monde civilisé... Il y a quelque

chose de douloureux, de dégradant pour la dignité nationale dans nos fréquents appels aux « frères slaves » ; il y a quelque chose de mesquin et de lâche dans nos manèges de coquetterie avec cette horde sans âme et sans histoire... Les Serbes et les Tchèques ne pèseront pas dans la balance des destinées slaves ; ils tomberont où l'emportera définitivement soit la pensée polonaise, soit la pensée russe... Et le peuple russe ! Il répondra par des éclats de rire à notre hymne funèbre. Non, pareille attitude ne nous gagnera pas un seul allié, ne désarmera pas un seul ennemi ; elle ne fera que diminuer notre force de résistance, troubler notre conception de nos devoirs et de nos droits les plus élémentaires, et obscurcir notre grande tradition... Ah ! ce fameux « aimons-nous », dont on abuse tant et dont on se sert si peu, il est au propre et au figuré le signe que la dernière lueur de raison disparaît et que l'enivrement ne connaît plus de bornes. »

Ce n'est pas l'amour et l'enivrement qui mènent la politique et qui règlent les rapports entre les peuples, c'est la dure réalité et c'est la force, sans laquelle il n'y a pas de charité en ce monde. Il ne faut pas compter toutefois seulement sur la force aveugle. C'est par son courage prudent que David abattit le géant Goliath, mais il eut raison de lui par la vigueur de son poignet et non par la douceur des adjurations.

L'histoire de notre pays après son demembre-

ment nous donne une troisième indication profitable : gardons-nous autant que possible de tout complot et de toute action secrète.

La noblesse polonaise, au temps de la République, avait des moyens légaux de faire valoir ses revendications : les confédérations et les *rokosz*. Il lui était inutile de recourir aux complots. Le tempérament national répugne instinctivement à ces procédés ; il n'a ni la dissimulation ni la discipline et la constance qu'il y faut. Le Polonais est loquace, expansif, mobile et turbulent. Il essaie de se corriger, mais cette œuvre demande des générations, et il arrive que ses progrès mêmes lui sont funestes. C'est ainsi qu'en 1830 et en 1863 le souci de la discipline à tout prix l'amena à confier ses intérêts à des chefs nuisibles et ridicules. De même, quand il se vit dans la nécessité de conspirer, il essaya de s'adapter à cette forme d'action et ne réussit pas à se dépouiller des tendances qui n'y avaient que faire : excès de formalisme, scrupule de légalité, tous les vestiges des anciennes conspirations légales, des confédérations et des *rokosz*, sans compter la préoccupation d'éviter le vieil écueil de l'anarchie. En définitive, tous ces complots ne furent pas sérieux et n'aboutirent à rien ; ils englutirent d'innombrables victimes sans autre effet que d'attirer de nouveaux malheurs. La preuve frappante en est fournie par toutes les associations secrètes qui se multiplièrent dans le

royaume et en Lithuanie avant l'insurrection de 1830, depuis la franc-maçonnerie nationale et la Société patriotique fondée par Lukasinski jusqu'à ces innocentes et malencontreuses sociétés de jeunesse que furent les Philomates, les Philarètes et les Rayonnants. Songeons à toutes les énergies, à tous les dévouements qui furent absorbés par ces associations; songeons à la quantité de malheureux dont elles fourvoyèrent l'activité et qui y perdirent jusqu'à la liberté et jusqu'à la vie! Employée franchement, à découvert, cette somme de force et d'héroïsme n'eût-elle pas été cent fois plus féconde et plus profitable au pays?

Écoutez ce que dit Lukasinski, patriote ardent, brave, tempérament de fer, véritable Mucius Sœvola polonais, qui consacra sa vie sans compter à la cause nationale dans ce genre d'associations. Voici ce qu'il reconnaît dans des confessions écrites de sa main : « Je me suis persuadé avec douleur que j'avais fait erreur en croyant les Polonais aptes à ces sortes d'associations. Je comptais que tant d'années de malheurs, la connaissance des autres peuples et une civilisation un peu avancée, auraient donné à mes compatriotes un caractère solide et un esprit national qui semblait apparaître dans leurs derniers désastres; mais tout n'était que l'affaire d'un instant et a disparu sans laisser de traces. Quand j'ai passé en revue tous ces hommes, compté leur sottise, considéré leur caractère, leur indiscipline, leur

entêtement, quand j'ai constaté que tous, ou à peu près, entraient dans l'association sans vocation, sans peser les chances qu'ils couraient, j'ai jugé qu'un pareil groupement, à supposer même les conditions les plus favorables, ne pourrait jamais rendre aucun service et qu'il était plutôt de nature à compromettre, à tout moment, les intérêts de la nation. Ainsi disposé... je n'appartenais plus moralement à l'association, mais je pris son parti quand même, car mon devoir m'y forçait. »

Écoutez encore ce que dit le célèbre général Prondzynski, membre lui aussi, pendant un certain temps, des sociétés de Lukasinski : « Je finis par désespérer complètement de pouvoir organiser une société telle que je l'imaginai, c'est-à-dire disciplinée et soumise à ses chefs. Rien n'égale la légèreté avec laquelle on fixait son choix sur le premier venu, si ce n'est peut-être la désinvolture avec laquelle celui-ci envisageait ses responsabilités... Faites sans moi, disaient-ils, je vous donne carte blanche, et quand le moment sera venu de monter à cheval, comptez sur moi. Et combien de nouveaux affiliés qui posaient comme condition qu'on ne leur ordonnerait jamais de tuer personne parce qu'ils ne s'en sentaient pas capables! On avait reconnu l'absolue nécessité, pour la société, de posséder des ressources financières et de mettre à la disposition de ses chefs des fonds considérables : ce qui n'empêcha pas qu'il fut

toujours impossible d'obtenir des cotisations régulières. Mieux encore : par délicatesse, tout le monde déclinait les fonctions de trésorier ou de gérant de ces fonds secrets dont le maniement exigeait une probité absolue... La fièvre des sociétés secrètes, pendant quelques années, envahit toute la Pologne, mais elle tomba, car le caractère national ne se prêtait pas à ce genre d'organisations. Je ne sais si la tyrannie actuelle, en se prolongeant, parviendra à changer ce tempérament et à le rendre discret, constant et persévérant, mais je sais bien que de mon temps nous étions loin de ces défauts ou, si l'on veut, de ces qualités. Les sociétés secrètes embrasèrent la Pologne comme un feu, mais comme un feu de paille. Tout ce mouvement n'aurait laissé aucune trace si l'importance n'en avait été relevée par l'intervention des Russes, par les persécutions qui atteignirent à la fois les conjurés et les juges qu'on leur imposa, et dont souffrirent plus ou moins directement à peu près toutes les familles polonaises. »

C'est encore le lieu de citer les magnifiques réflexions de Julien Klaczko, en 1859, à propos de l'Unité italienne. Il comparait l'œuvre de l'éternel conspirateur que fut Mazzini avec celle de Cavour, le premier se dépensant inutilement pour l'Italie, le second opérant des merveilles par son habileté politique et son art de mettre à profit les circonstances. Voici quelques passages de cet

article intitulé « Conspiration et action ouverte » :

« Quiconque envisage d'un œil lucide les événements des quarante dernières années de l'histoire européenne se fera facilement une idée de la nature et de l'efficacité de cette méthode qui consiste en conspirations et en menées sourdes. C'est une arme dangereuse qui éclate dans les mains avant qu'on ait le temps de viser. De toutes les sortes de conjurations qui ont été essayées depuis des siècles, en Europe, on n'en trouve que deux qui aient parfois atteint leur but : les complots de cour, quand ils étaient destinés à renverser le souverain sans changer la dynastie, et les complots militaires, quand ils avaient de vastes ramifications dans une armée. Mais aux uns comme aux autres il a fallu une organisation solide, une action rapide, et surtout l'appui de l'opinion. Une conjuration obligée à la fois de faire de la propagande et de mettre de l'ordre dans ses rangs, une conspiration qui dure des années, qui enveloppe des milliers d'individus et qui garde un mystère complet, c'est là une idée absurde par elle-même, une contradiction *in adjecto*. » « Celui qui suppose, écrit l'auteur d'un livre aujourd'hui célèbre, conspirateur consommé et compagnon de Mazzini, Giovanni Rufini, celui qui suppose qu'une conspiration peut rester longtemps secrète demande une chose contraire au bon sens. Les associations assez secrètes pour qu'on ne puisse les découvrir n'existent que dans

les imaginations crédules et sont comme les troupes sur le papier. Un complot toujours en travail et composé d'un grand nombre d'affiliés est une mine qui peut éclater d'un moment à l'autre. Il doit s'y trouver des braillards, des têtes chaudes, des casse-cou, qui sont par eux-mêmes le plus grand des dangers. Du reste telle est la nature humaine que le succès donne aux plus prudents une excessive confiance. Le conspirateur est comme le chimiste qui manie des matières explosives; d'abord il ne néglige aucune précaution, puis, peu à peu, il en arrive à oublier aujourd'hui un détail et demain un autre, jusqu'à ce qu'il soit habitué au danger et se persuade qu'il n'existe plus... »

« La conspiration a grand air, mais elle est au fond une chose vaine. Aucune conjuration, aucune société secrète, à supposer même qu'elles se maintiennent, ne peuvent arriver à une action collective sérieuse et se développer avec calme. Une entreprise au grand jour peut attirer toutes sortes de gens; secrète, elle n'attire que les inexpérimentés ou les impatientes. La conspiration ne groupe que des bonnes volontés, sinon des velléités, mais non pas des forces; c'est l'organisation des illusions. Pour le conjuré, tout peut devenir illusion : les moyens, le temps, l'action; une seule chose pour lui est positive, c'est le danger qui le menace, et par malheur aussi les désastres qui tombent sur lui et sur son pays. Le

résultat infaillible de toute association secrète est de détruire certaines forces et de paralyser les autres. » « Dans les efforts stériles, dit Massimo d'Azeglio, l'un des patriotes italiens les plus autorisés, se gaspillent les meilleurs éléments. Le pays perd là ses plus hardis défenseurs, qui quittent la patrie ou, tenus comme en quarantaine, sont dans l'impossibilité de la servir. Et pendant ce temps le gouvernement, autorisé aux soupçons et aux craintes exagérés qu'excitent les dangers obscurs, redouble de prudence, multiplie ses policiers, et entrave ainsi tout le développement de l'activité nationale... »

« Chez tous les peuples opprimés, la lutte commence par les conspirations et les coups de force. C'est plus tard seulement, après les déceptions tragiques et les nobles martyres, que s'éveille le besoin de faire appel à des éléments plus résistants, à la nation tout entière, et que l'on comprend la nécessité de livrer d'abord la lutte sur le terrain moral.

« En un mot, et pour achever, nul ne peut édifier une œuvre durable et vaste s'il ne bâtit en plein jour. Les nations vaincues n'ont pas de secrets d'État : leurs plus intimes pensées, leurs tendances les plus profondes, sont connues de leurs ennemis. Un gouvernement hostile peut faire obstacle à tout, détruire tout travail collectif, faire avorter tous les efforts; *le résultat le plus précieux, il ne peut pas nous l'enlever, car il n'est*

pas dans le fruit du travail, mais dans la valeur des ouvriers. Les bonnes institutions une fois écroulées, le grain de l'avenir germe encore dans leurs ruines. Mais est-il nécessaire d'ajouter que pour servir ainsi la patrie il faut cette sérénité et cette humilité chrétienne qui ne cherche ni gloire ni applaudissements, et qui est d'autant plus sûre d'obtenir le triomphe qu'elle y est indifférente? Il faut cette patience qui n'est pas l'inaction pusillanime, mais, comme on l'a dit, l'acte parfait; il faut savoir attendre. »

On se trompe à croire que les conjurations et les attentats, même quand ils réussissent, puissent être de quelque utilité. Le meurtre de César par les champions de la liberté, Brutus et Cassius, loin de retenir la chute de la république romaine, aida l'autocratie à s'implanter. C'est ainsi que tous les actes de violence sont impuissants à arrêter l'évolution naturelle des événements et déterminent au contraire, en grande partie, une réaction et un renforcement des tendances qu'ils se proposaient de détruire. Nous en avons des preuves éclatantes dans l'histoire de Russie, terre classique des conspirations et des attentats. Quel est celui de ces coups de force qui a amené les résultats que ses auteurs en attendaient? N'a-t-on pas vu, à chacun d'eux, une répression plus violente et un mouvement de recul plus accentué? Sans parler de l'assassinat d'Alexandre II au moment même où se préparaient d'importantes

réformes, et qui valut à la Russie l'ère de Pobiedonostsev et d'Alexandre III, les attentats contre Plehve, contre le grand-duc Serge, contre Sipiaguine, et enfin contre Stolypine, n'ont-ils pas abouti, malgré la suppression de ces réactionnaires, à consolider leur politique, et n'ont-ils pas donné une arme nouvelle aux adversaires des réformes? Si on avait laissé un Stolypine poursuivre jusqu'à une réalisation complète sa politique médiocre au fond et bornée, l'absurdité du système eût tôt fait d'apparaître à tous les yeux; il n'y manquait plus que quelques fantaisies dans le goût de la nationalisation du crédit et du commerce des céréales. La fin tragique du ministre fit de lui une sorte de martyr, ses plates conceptions nationalistes prirent l'envergure d'un grand programme; les partis de réaction formèrent un bloc, et ses successeurs durent marcher dans l'ornière tracée. Au point de vue humanitaire, on ne faisait que tuer un homme personnellement honnête, dont l'unique faute était de manquer de génie et de n'avoir que de la bonne volonté. A cet égard les Polonais eux-mêmes, dont il était l'ennemi acharné par aveuglement de chauvinisme, ont pu éprouver à la nouvelle de sa mort autre chose qu'une émotion de commande.

Au temps de leur indépendance, les Polonais n'ont jamais connu ni complots, ni attentats, ni régicides. Ils ne doivent pas aujourd'hui sortir de cette voie. Qu'ils luttent avec opiniâtreté pour

leurs droits, mais à force ouverte; qu'ils sachent que leur meilleur moyen de résistance est de développer toutes les formes de leur activité. Après avoir rejeté à la fin du XVIII^e siècle le *liberum veto*, défaisons-nous aussi du *liberum conspiro*. « Les nations libres, dit le professeur Askenazy, ne connaissent pas les sociétés secrètes au sens propre du mot. C'est la malédiction des peuples subjugués. C'est comme le venin que secrète un organisme social, par instinct aveugle de conservation, quand il est empoisonné par la servitude. Les sociétés secrètes sont le signe infaillible d'un état de choses anormal et pathologique, un mal parfois nécessaire, mais toujours très redoutable. » Et, alors même qu'on est contraint par la force des choses de recourir à la dissimulation, comme nous le sommes en Pologne où notre langue même est persécutée, nous devons éviter toute association secrète, tout l'appareil ordinaire et le rituel formaliste de la conspiration : tenons-nous-en aux moyens les plus simples. En revanche, sur le terrain légal, déployons toute notre activité et mettons à profit tout ce qui nous est laissé par la législation en vigueur.

Dans les conditions très dures qui nous sont faites en Pologne prussienne, nous avons appris à tirer parti de nos moindres droits et à les défendre contre les fonctionnaires, n'hésitant pas à faire appel jusqu'à la dernière instance. Mais il

faut avouer qu'en Pologne russe nous nous montrons moins avisés; à force de voir et de subir les illégalités de toutes sortes, nous renonçons la plupart du temps à porter plainte. Dans les questions d'enseignement, de langue, de religion, d'intérêts économiques, partout enfin, il suffirait que la collectivité et les individus en prennent la peine pour qu'un bon nombre de difficultés soient transportées sur le terrain légal. Nous ne devons pas nous laisser rebuter par les tracasseries de l'autorité scolaire et la fermeture de nos écoles. Mettons-nous bien au courant des lois et règlements, observons-les, et en cas d'abus réclamons sans nous lasser. Il est vrai que par cette voie on obtient souvent moins, en Russie, que par les relations et les intrigues; mais ce n'est pas une raison pour la négliger. Quant à la langue, nous en devons défendre les droits avec une susceptibilité vétilleuse et la parler le plus possible. Il n'est pas rare d'entendre en Lithuanie et en Ruthénie des Polonais que rien n'y oblige parler russe aux employés de chemin de fer, dans les magasins, dans les banques privées, dans différents établissements de même caractère, télégraphier en russe, mettre sur leurs lettres des adresses russes. Les commercants polonais usent rarement de leur droit de mettre les enseignes en deux langues, et le public ne réagit pas. Enfin, dans les mêmes pays, les théâtres polonais, sur lesquels on a jadis tant écrit, brillent souvent par

l'absence de spectateurs. Tout cela, détail évidemment ; mais la vie est faite de détails, et ces menues négligences mènent aux abdications. Quand les écoles peuvent avoir des cours de langue polonaise, elles en manquent souvent parce que les parents ne réclament pas avec assez d'énergie. Dans le domaine religieux, quand les anciens Uniates ont passé, après la loi de tolérance, au catholicisme, on a négligé dans beaucoup de cas certaines formalités dont l'objet était d'ailleurs manifestement d'enrayer les pertes de l'orthodoxie : et voilà des Uniates qui par notre faute sont encore comptés officiellement comme étant de confession russe. Dans l'ordre économique enfin, nous négligeons beaucoup de moyens que la loi nous confère, et notre incurie à cet égard va si loin que nous échouons dans les affaires les plus simples parce que nous redoutons les peines qu'il faut se donner pour obtenir l'autorisation. En un mot, à chaque pas nous négligeons les droits déjà bien étroits dont nous disposons, alors que c'est précisément au grand jour, dans les voies de la légalité, que nous devons développer notre activité nationale. Nous avons beaucoup à apprendre, dans le royaume, de nos frères de Posnanie.

La légalité et le loyalisme n'exigent pas la servilité. Nous en voulons dire un mot.

Les nations jeunes et inexpérimentées ne connaissent qu'un mode d'action politique, la lutte à

main armée, et qu'un résultat de la défaite, le servilisme. Les nations plus avancées doivent éviter cette dernière extrémité. Etre servil, c'est s'agenouiller hypocritement devant le plus fort et gagner son indulgence au prix de la dignité personnelle. Il y a là un cercle vicieux ; plus la nation vaincue sacrifiera de sa dignité, plus elle sera traitée durement ; elle tombera à l'avilissement complet, ou en sera réduite à une révolte qui à son tour provoquera une répression plus énergique. Ce servilisme accompagné d'explosions violentes, nous le trouvons chez les peuples sauvages.

Fondé sur l'hypocrisie, il peut aller jusqu'à l'abdication des convictions personnelles. Au contraire, la légalité et le loyalisme peuvent avoir pour fondement la sincérité, l'une conduisant au respect des lois, et l'autre à l'accomplissement des devoirs politiques.

Il est malaisé de définir théoriquement les limites au delà desquelles disparaît la dignité personnelle ou nationale. Mais une détermination pratique est possible. Il faut considérer comme serviles tous les actes qui dépassant les stricts devoirs politiques, et ne procédant pas d'une volonté intérieure libre et franche, ne visent qu'à gagner les grâces du vainqueur.

Après le démembrement, pour des motifs qui souvent peut-être étaient excellents, nos hautes classes ont dépassé plus d'une fois les limites du

loyalisme envers les gouvernements oppresseurs et sont tombées dans un plat servilisme qu'il leur arrivait de dissimuler sous les programmes politiques. Avec cette illusion qu'un abaissement de dignité pourrait être de quelque avantage pour leur pays, les nôtres se sont laissé entraîner à toutes sortes de démarches et de manifestations dont le souvenir nous est pénible et nous répugne. Ces manèges, au lieu d'atteindre leur but, ont fait grand tort à notre pays. La flatterie, en politique, peut être encore un instrument aux mains du plus fort ou de l'égal : elle ne sert de rien au vaincu. La conspiration, avons-nous dit, affaiblit d'un côté l'activité générale d'un peuple, sans avoir de l'autre des résultats directs appréciables. Il en est de même du servilisme : il endort la vigilance d'un pays et diminue sa résistance, sans agir ailleurs que sur les dispositions passagères d'individus particuliers, et encore faut-il pour cela des circonstances exceptionnellement favorables. En amenant un peu de détente et de répit, il opère comme l'opium et la morphine sur un organisme malade ; après une heure de soulagement, la souffrance est pire.

Ces erreurs de notre aristocratie ne s'expliquent pas seulement par l'égoïsme ou l'intérêt de classe ; elles sont dues le plus souvent à une confusion entre les principes de la vie privée et ceux de la vie publique, c'est-à-dire à une insuffisance de l'éducation politique. Nous devons donc saluer avec

joie la création à Cracovie d'une Ecole spéciale des sciences politiques. Certains journaux russes et allemands ont protesté avec indignation, en affirmant hypocritement que cette institution serait un foyer de politique anti-gouvernementale. La simple vérité est qu'une étude raisonnée des faits politiques nous apprendra à distinguer la vie publique et la vie privée, à voir que les dangers du servilisme sous toutes ses formes égalent ceux des sociétés secrètes, et à apprécier l'importance de la force dans les destinées d'un peuple.

Il ne faudrait pas, évidemment, tomber dans l'extrême opposé, irriter inutilement nos ennemis ou nous aliéner nos amis. Souvent on justifie ces procédés par la prétendue nécessité d'attester justement notre « force » nationale. La vraie force n'est pas fanfaronne. En ces choses, tout défaut de tact ne révèle qu'un défaut de sens politique. Les bases de toute sage politique doivent être : claire conscience des fins à atteindre, mesure, esprit de suite, exacte connaissance de notre pays et de ses adversaires, de leurs lois, de leur situation économique et de leur psychologie. Hors de là, toute action est vouée à l'insuccès, et surtout celle qui, au lieu de procéder *fortiter in re, suaviter in modo*, s'amusera aux criailleries et aux démonstrations bruyantes.

Nous n'avons pas encore perdu le goût des manifestations, deuils nationaux, protestations

tumultueuses, boycottages irréfléchis, de tous ces mouvements impulsifs qu'une raison virile et mûrie reste impuissante à dominer. Certains d'entre eux compliquent, sur tel ou tel point, les difficultés de la politique courante; d'autres nous aliènent même nos amis; tous affaiblissent l'énergie que la société devrait employer aux besognes utiles et ne lui rapportent aucun bénéfice.

Il y a quelque chose de puéril dans ces explosions qui finissent toujours en feu de paille, et quelque chose de tragique dans la sentimentalité avec laquelle nous envisageons les problèmes les plus vitaux, passant d'un optimisme frivole au pessimisme le plus lugubre. Une lutte est engagée, dont l'issue dépend souvent de circonstances ignorées du grand public, ou de la foi que la société garde en sa victoire finale, — et voilà que déjà des fossoyeurs trop zélés improvisent un deuil national, font des appels à la pénitence et aux jérémiades, et souvent, pour la grande joie de nos ennemis, finissent par provoquer des manifestations qui rendent impossible ou difficile la défense des places qui restaient en nos mains. Et ces agitations sont d'autant plus dangereuses que les auteurs en sont ordinairement des inconnus, des apôtres d'occasion, quand ils ne sont pas des agents provocateurs qui, par leurs secrètes manœuvres, leur phraséologie patriotique, leurs allures mystérieuses, attirent notre jeunesse ou les éléments les moins pondérés de la nation.

Nous venons d'en avoir un exemple dans la malheureuse affaire de Khelm. Elle n'était pas encore décidée que nos croque-morts demandaient un deuil national, organisaient des meetings, réclamaient une interpellation au Parlement de Vienne. Par bonheur, les députés polonais ne se laissèrent pas entraîner, et, ce qui montre bien le caractère de ces procédés impolitiques, l'interpellation n'eut comme promoteurs que les députés plutôt juifs que polonais Breiter et Rayzes, pour qui le pauvre pays de Khelm doit être un tremplin électoral.

Ceux qui poussent à de pareilles démarches ne se rendront-ils pas compte qu'elles ne peuvent que nous nuire, justifier les répressions, exciter le chauvinisme, encourager le gouvernement incriminé à s'obstiner dans ses desseins pour montrer qu'il ne cède pas aux intimidations de l'étranger? Dans l'espèce, un attentat se préparant contre l'intégrité du royaume de Pologne, peut-on douter, avec quelque bon sens, que l'Autriche ne se réjouisse secrètement de cette violation des traités de Vienne, qui lui fournira dans l'avenir un excellent argument, le jour où elle voudra remettre en question les droits de la Russie sur la Pologne? Et l'on voudrait que l'Autriche aille protester avant même que l'attentat ne fût commis!

Le boycottage des marchandises prussiennes, qui ne demandait pas tant d'éclat et qui pouvait

avoir un certain succès, n'a-t-il pas pris chez nous, lui aussi, les proportions d'une facétie? Beaucoup de bruit et peu d'effet. Pourquoi? Nous l'avons expliqué en traitant de la question juive, et montré comment les Juifs en tirèrent le plus clair profit.

Le boycottage des écoles russes n'a guère été plus raisonnable. Il est vrai qu'il était organisé dans des circonstances exceptionnelles, où l'on pouvait croire facile d'obtenir toutes les satisfactions. Mais faute d'une préparation suffisante, le mouvement a été et est encore préjudiciable à la société et à la jeunesse. La seule idée d'un boycottage obligatoire pour nous des écoles russes, secondaires et supérieures, sans la création d'écoles polonaises correspondantes, était un système désastreux, plus meurtrier, étant donné l'étendue de ses conséquences, que celui des prisonniers politiques qui protestent en refusant de se nourrir. Qui en souffrit? Ce ne fut pas le gouvernement russe : il ne demande pas mieux, il lui est tout au moins indifférent que les Polonais refusent de profiter des écoles et des avantages qu'ils y trouveraient. Les conséquences, c'est nous qui les avons supportées. Les intentions des initiateurs étaient excellentes, mais ils se rendent sans doute compte aujourd'hui qu'ils n'auraient pas dû pousser les choses aussi loin, et se borner à fonder le plus grand nombre possible d'écoles polonaises, apprendre au public que les

carrières ne dépendent pas toutes de l'école officielle, encourager la bienfaisance à soutenir les établissements professionnels, et travailler à obtenir par voie légale une situation meilleure dans les écoles du gouvernement. En définitive, c'est notre jeunesse qui a été boycottée. Faute de moyens ou à cause de la position des parents, elle a bien été obligée de réintégrer les écoles russes. Il s'est créé un état de choses intolérable, et les jeunes israélites ont été les seuls à s'applaudir d'avoir des places libres dans les écoles du gouvernement. Puis, quand on se prit à réfléchir, on fut longtemps avant de reconnaître son erreur et de quitter la mauvaise route. Le jour où le parti national-démocrate se fut décidé à prendre la responsabilité du revirement, on fut incapable de lui en savoir gré et on l'accusa presque de trahison. Tel est l'aboutissement ordinaire des actes qui n'ont pas été sagement préparés et qui n'ont pour mobiles que l'impulsion du moment ou une sensiblerie déraisonnable.

Un pays qui depuis plus d'un siècle se trouve dans un état de lutte continuelle pour ses droits les plus chers et, pourrait-on dire, pour son existence même, qui a connu toutes les formes de la souffrance, depuis les effusions de sang jusqu'à la prostration du désespoir, qui à force de sacrifices et de sueurs s'est accumulé un trésor d'expérience, ce pays-là est aujourd'hui en droit de réclamer autre chose que cette politique d'é-

clats et de phrases, de mégalomanie et de lamentations, de grands mots et de petits actes. Il faut que, conscient de ce qui lui est dû et de la force qu'il a de l'obtenir, il pratique une politique virile, une politique de réflexion et de travail national. Nous sommes las de ces gouvernements secrets, de ces comités mystérieux, de ces manifestations sans but. Nous voulons à notre tête des hommes qualifiés, élus régulièrement pour la défense de nos droits, ou qui s'imposent par leurs mérites antérieurs, ou qui soient manifestement désignés par le suffrage de l'opinion. Après, libre à chacun de discuter en public et de répandre ses idées, à condition que la société ne soit pas tenue de les adopter d'une manière ou d'une autre sous menace de quelque terreur « patriotique » telle que la malédiction ou les campagnes diffamatoires.

Parmi les moyens propres à faire l'éducation politique d'un peuple, il faut reconnaître que les partis et leurs luttes sont un des plus actifs en obligeant à une propagande incessante et en forçant les convictions à s'armer d'arguments. On imagine difficilement une société moderne normale sans partis en présence. L'Angleterre doit les avantages les plus précieux de son régime intérieur à la rivalité de ses deux grands partis, Whigs et Torys. L'Allemagne doit également beaucoup aux siens, et les socialistes de tous les pays n'étendent leur influence sur les masses que grâce à la

création de multiples organisations de parti. Il est donc à souhaiter que la Pologne à son tour développe en ce sens son activité politique, encore si rudimentaire. Seulement il faut avoir égard à la situation exceptionnelle qui nous est faite. Dans un seul État, en Autriche, nous avons obtenu l'égalité de droits et le respect de notre individualité nationale. Dans les deux autres nous nous trouvons relégués au second plan et limités de toutes les manières dans l'exercice de notre liberté. Cela étant, nous devons veiller à ne pas affaiblir, par nos luttes de partis, les énergies qui nous sont nécessaires pour la défense de nos intérêts nationaux les plus essentiels ; autrement dit, les considérations de partis doivent toujours, chez nous, être subordonnées aux exigences supérieures de la cause nationale. D'autant plus que les Juifs, qui exercent sur nos partis une grande influence, sont un élément extrêmement dangereux.

Il est clair d'ailleurs que l'application de ce principe doit varier suivant les différentes régions de la Pologne démembrée. Sans entrer dans le détail, disons seulement que les points où le polonisme est le plus menacé sont ceux où nous devons aussi nous diviser le moins, pour former un bloc national compact. C'est le cas avant tout dans la Pologne prussienne, puis en Silésie, de Teschen en Lithuanie, dans les pays ruthènes. La Galicie occidentale, à cet égard, est la région

la plus heureuse. Mais partout il faut appliquer l'aphorisme : *in necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus charitas*. Partout la défense de notre nationalité doit être entre nous le trait d'union ; nous n'avons droit de nous séparer que sur les questions douteuses, et encore sans oublier l'indulgence et la tolérance.

Notre vie politique étant dominée par ces nécessités supérieures, il est permis en Pologne plus qu'ailleurs de n'appartenir à aucun parti tranché et de se borner à sympathiser avec telle ou telle idée. Permis, mais non pas désirable, puisque le jeu des partis est en général une excellente école politique, et puisque notre tempérament n'a qu'à gagner à cette discipline qui bridera son individualisme et lui enseignera une activité raisonnable. En principe, dans les situations normales, l'adhésion à un parti déterminé peut être regardée comme un devoir. Tel n'est pas précisément le cas chez nous. Beaucoup des nôtres restent indépendants, et en ont le droit, pourvu que cette indépendance ne dégénère pas en dilettantisme, en indifférence, ou en esprit de contradiction systématique. Dans les conditions difficiles où nous sommes, il est tout au moins malaisé et impolitique de ne rien faire et surtout de paralyser l'action des autres.

Que la force et la faiblesse des partis dépend des conditions où se trouve le pays, nous venons d'en avoir une preuve récemment dans le royaume.

Après quelques soulagements et quelques espérances éphémères, quand le régime de répression s'aggrava, on vit se désorganiser et périlcliter les partis qui venaient à peine de naître. Mais tous doivent se rallier plus que jamais sous l'étendard national, et les partis eux-mêmes doivent se transformer. Le parti national-démocrate a modifié depuis longtemps son programme et sa tactique du début. Si son importance a diminué, il serait injuste de méconnaître les services exceptionnels qu'il a rendus. Il a inspiré aux masses les sentiments nationaux et civiques ; il a réveillé le sens de l'organisation et de la solidarité dans une société passive et déshabituée de la vie publique ; enfin il a dénoncé comme elles devaient l'être les influences juives et russes, anti-nationales et destructrices, qui infestent notre démocratie progressiste. Mais si les représentants de ce parti ont suivi à la Douma une politique modelée sur celle des anciens « ententistes » (les « réalistes » d'aujourd'hui) sans être, tant s'en faut, aussi capables de la mener à bien ; si la démocratie progressiste est entièrement disqualifiée et sans prestige ; si la nation a perdu le goût funeste de coqueter avec le libéralisme juif et russe ; il semble bien qu'il soit désormais nécessaire de procéder à une révision de nos partis dans le royaume, et de les refondre complètement.

Un dernier point mérite notre attention : quelle

politique devons-nous pratiquer sur nos confins, dans nos rapports avec les Lithuaniens et les Ruthènes ?

Si les Polonais, quand leur pays était un État libre et vigoureux, commirent une faute, et une faute qu'ils payèrent, en débordant hors de leurs frontières ethnographiques, que faudrait-il dire aujourd'hui qu'il ne s'agit plus pour eux de conquête, mais de la défense de leur nationalité ? Dépenser leurs forces sur les confins en abandonnant une place, une seule place, de leur territoire ethnographique serait une sorte de suicide. Si la Pologne était encore un État, nous devrions aujourd'hui conférer aux Lithuaniens et aux Ruthènes la plus large autonomie nationale. Mais notre union avec eux se réduisant à une simple cohabitation sur un même territoire, nous devons nous borner à agir sur eux dans la stricte limite de nos intérêts nationaux et économiques, sans compter, bien entendu, les rapports de société et d'humanité. Quant à nous ingérer dans leur vie intérieure, ce n'est pas notre affaire ; loin de le demander, ils en prennent ombrage. Évitions simplement ces deux extrêmes : inquiéter leur nationalité, perdre la nôtre.

N'allons donc pas nous amuser en Lithuanie et en Ruthénie, à nous dire demi-polonais, demi-ruthènes, ou demi-lithuaniens, mais soyons toujours polonais tout court. Maintenons nos positions. Veillons à ne pas affaiblir, par cette

colonisation naturelle de l'Est, les éléments nationaux de notre territoire propre, et défendons-nous contre l'invasion de la culture étrangère. N'oublions pas qu'en Ruthénie, pour quelques milliers de familles nobles qui se polonisèrent, des millions de colons polonais se ruthénisèrent, et que l'assimilation continue aujourd'hui encore. Nous avons en Galicie orientale 100.000 Polonais-Uniates, il y en a qui croient qu'ils sont des Ruthènes polonisés : en réalité, ce sont les restes des anciens colons polonais non ruthénisés. L'Église unie ne différant pas nominalement de l'Église catholique, ils baptisaient leurs enfants selon le rite oriental et perdirent ainsi peu à peu leurs liens primitifs avec le rite latin. En Podlachie, au pays de Khelm, en Lithuanie, en Ruthénie, partout se trouvent des fractions considérables de catholiques d'origine polonaise, qui parlent la langue locale ou un idiome mixte. En essayant de les ressaisir, nous ne ferons pas acte de nationalisme agressif, nous accomplirons simplement un devoir sacré et nous rachèterons la faute où nous entraîna jadis notre colonisation. Par l'union religieuse, nous avons l'ambition de rallier toute la Ruthénie à l'Église catholique. En fait, même au point de vue religieux, l'opération échoua comme toutes les demi-mesures ; au point de vue national, elle ne pouvait qu'amener nos émigrés de l'Est à se détacher entièrement de nous, vu que la langue de l'Église Uniate est le ruthène.

Notre politique dans ces régions doit s'affranchir de certains préjugés. Préjugé d'abord de discuter si en Lithuanie et en Ruthénie nous devons être considérés comme population indigène, et de trouver mauvais qu'on nous y regarde comme étrangers. Ces questions, au xx^e siècle, deviennent de plus en plus secondaires, avons-nous dit, et les mouvements de populations, qui ne cessent d'augmenter, détruisent de plus en plus aussi, dans tous les pays, l'homogénéité ethnique. Dès lors, que nous soyons établis en Lithuanie et en Ruthénie depuis plusieurs siècles, que nous y ayons répandu la culture et la civilisation, qu'une partie considérable de leurs habitants, malgré l'assimilation, soit restée polonaise par les origines et par le sang, ce n'est pas là ce qui fonde nos droits sur ces régions, ou du moins les plus sérieux. Nos titres véritables, c'est le fait même d'y être actuellement établis, et c'est la contribution que nous apportons par notre travail à la prospérité générale de ces pays.

Préjugé encore d'invoquer je ne sais quelle mission qui nous appellerait à l'Orient de l'Europe. Nous avons eu la tâche d'y répandre la civilisation occidentale, mais plusieurs causes, aujourd'hui, diminuent l'importance de ce rôle : notre état d'infériorité politique, la démocratisation des sociétés modernes, l'émancipation des Ruthènes et des Lithuaniens, qui désormais n'attendent aucun secours de notre civilisation et qui regardent

même toute action de notre part, en ce sens, comme un attentat contre leurs aspirations particulières. Notre unique et véritable mission, sur nos confins de l'Est, est donc d'y défendre notre nationalité et nos intérêts, d'y répandre les principes de la tolérance et de l'égalité nationale.

Enfin nous nous épuisons souvent à vouloir que Ruthènes et Lithuaniens aient à notre égard des sentiments fraternels. Certains de nos confrères des pays lithuaniens ou ruthènes vont jusqu'à se nommer Lithuaniens ou Ukrainiens de langue polonaise, et autres sottises de cette sorte. Comme nous l'avons dit, contentons-nous d'être Polonais, simplement, partout et toujours. Soyons justes pour les autres, et persuadons-nous que c'est la meilleure manière de nous entendre avec nos voisins. Si des meneurs plus ou moins radicaux les détournent de nous, ils seront bien obligés, tout de même, de compter avec nous, et l'on peut supposer que le temps dissipera les malentendus. Ruthènes et Lithuaniens viendront bien quelque jour à une attitude plus équitable à notre égard.

Les nations jeunes sont toujours impulsives, impressionnables et irréfléchies. Et s'il est vrai, d'autre part, que la tradition historique joue un grand rôle dans la vie des peuples, il faut avouer qu'en cela les Ruthènes ne sont guère favorisés. Ils en sont encore à fixer le nom de leur nationalité (Ukrainiens). Luttant pour se détacher de la

masse puissante des Russes orientaux, ils commencent leur histoire à un Bogdan Chmielnicki. Leurs héros, de tristes héros pour une nation civilisée, ce sont des Gonta et des Jelezniak, brutes sinistres, bornées et sanguinaires.

La question ruthène diffère sur plus d'un point de la question lithuanienne : alors que les Ruthènes ont souvent été en lutte avec les Polonais, les Lithuaniens, eux, ont toujours entretenu avec ces derniers des rapports pacifiques. Ajoutons que les Ruthènes, ou Petits-Russiens, ou Ukrainiens, habitent deux États, Autriche et Russie. En Autriche, où ils sont peu nombreux, ils jouissent de tous les droits nationaux. En Russie, où ils sont plus de 20 millions, ils ne sont pas reconnus comme nationalité distincte, et tous leurs efforts en ce sens sont impitoyablement réprimés. Or le trait caractéristique des peuples primitifs est que rien ne leur impose plus que la force. Dociles en Russie, les Ruthènes sont arrogants en Autriche, et se dédommagent par leur acharnement contre les Polonais de la veulerie méprisante dont ils font preuve dans l'empire du tsar. Par contre, à part quelques rares établissements en Prusse, les Lithuaniens n'habitent que la Russie; et là, pour faire prévaloir leur nationalité, ils se mettent volontiers du côté du gouvernement qui les soutient pour affaiblir le polonisme. Enfin les Ruthènes sont pour la plupart orthodoxes en Russie et uniates en Galicie, tandis que les Lithuaniens

sont, comme les Polonais, de fervents catholiques. Mais les uns et les autres manquent de classes nobiliaires et sont pauvres en éléments dirigeants, ce qui fait que chez eux la question nationale se joint à la question sociale.

La démocratisation des sociétés, l'essor de l'idée nationale, les hérédités historiques, les antagonismes de classe, autant de causes qui font aujourd'hui des Ruthènes nos ennemis les plus acharnés. Certains font observer que cette haine est toute factice. Sans doute, mais elle est quand même entrée dans le sang, et des conditions favorables peuvent l'exaspérer.

D'ailleurs il ne faut pas oublier que la politique de l'Allemagne comme celle de l'Autriche appuieront de plus en plus le mouvement ruthène. Elles y trouvent un moyen de faire contrepoids aux Polonais et de leur créer des difficultés, mais surtout un moyen de préparer les agrandissements futurs du côté de l'est. Notre attitude n'en doit pas être modifiée. Armons-nous de patience, ne nous immisçons pas dans les affaires intérieures des Ruthènes, faisons droit à leurs revendications quand elles sont justes, et concentrons toutes nos forces du côté de la Galicie orientale pour la défense de notre nationalité. La meilleure manière de régler les conflits dans les questions d'enseignement public serait d'y appliquer les principes d'autonomie nationale dont nous avons déjà parlé à propos de l'Autriche.

En Russie, où les Ruthènes manifestent encore peu leurs tendances nationales, nous devons encore moins nous soucier de ce qui adviendra entre eux et les Russes. Là aussi, défendons simplement nos intérêts, représentons l'esprit de tolérance et les principes d'individualité nationale.

Dans la question lithuanienne, même réserve, pas d'intervention. Étant donné la communauté de religion, l'esprit de charité doit nous faire désirer l'entente et la bonne harmonie. Accueillons avec reconnaissance le régime introduit par l'administrateur actuel du diocèse de Vilno, Mgr Michalkiewicz, régime qui définit et garantit scrupuleusement, dans les paroisses, en ce qui concerne les offices religieux, les droits des langues que parlent les majorités et les minorités.

Comme les Lithuaniens, au contraire des Ruthènes, sont une petite nation, et comme ils ont ainsi grand peine à défendre l'indépendance de leur existence, nous ne devons pas leur refuser une certaine assistance intellectuelle, dans la mesure du possible et autant qu'ils y consentent. On a eu, à l'Université de Cracovie, une idée fort heureuse, en y créant une chaire spéciale pour les choses lithuaniennes. Si par là un certain nombre d'entre eux trouvent un intérêt intellectuel à se joindre à nous, nous devons nous en réjouir. Mais ce mouvement doit être à la fois spontané et raisonné. En étudiant de près la

situation, plus d'un Lithuanien se convaincrait qu'en luttant contre les Polonais ou en les abandonnant, ses compatriotes, au lieu d'aller où ils veulent aller, ne feront que se livrer à la puissance qui les excite contre nous.

Quant aux Ruthènes-Blancs, ils ne manifestent pas, jusqu'à présent, de tendances séparatistes. Il est possible qu'en fait de culture ils se fondent en partie avec les Ruthènes-Ukrainiens, en partie avec les Russes, en partie avec les Polonais. Ils se rapprochent des premiers par leur langue, des seconds par le gouvernement, et de nous par le catholicisme, ou par l'origine, ou par le mélange de leur élément ethnique avec le nôtre.

IV

Le caractère national actuel. Individualisme. Besoin de discipline et de solidarité. Faiblesse d'esprit logique. Disposition fâcheuse aux compromis. Formalisme. Maladresse dans le choix des chefs. Le prestige des noms. Illusions politiques. Manque de caractères forts. Défaut de courage civil. Répugnance à accepter les responsabilités publiques. Nécessité de former la volonté des jeunes gens. La culture artistique du sentiment. Ponctualité. Maîtrise de soi. Vestiges de l'ancien égalitarisme. Vertus nationales.

Quel est présentement notre caractère national? Il n'est pas de question qui intéresse plus directement notre avenir. Nous avons vu les conséquences tragiques auxquelles avaient abouti, au XVIII^e siècle, les déviations de ce caractère. Il

devait exercer également et il exerça une influence souvent décisive, toujours considérable, sur notre histoire ultérieure, nos luttes, nos désastres, nos déceptions, et sur la condition même qui nous est faite aujourd'hui. D'un autre côté, les événements devaient réagir sur lui et le modifier en quelque mesure. En considérant ces changements, rappelons-nous que si un peuple, avec de la bonne volonté, acquiert relativement vite la science et la culture, il lui faut beaucoup de temps, même dans des conditions favorables, pour modifier les traits constitutifs de son âme nationale.

Le caractère, comme nous l'entendons ordinairement, est l'ensemble des manifestations de la volonté humaine, par opposition à l'intellect. Un caractère national est quelque chose de plus ; il implique tous les éléments spécifiques appartenant aussi bien à l'intelligence d'un peuple qu'aux qualités de sa volonté. Les nations, comme les individus, se distinguent les unes des autres à la fois par l'énergie plus ou moins grande de leur volonté et par la tournure de leur esprit. Seules les connaissances concrètes ou abstraites et la culture qui en est l'application pratique, sont à peu près équivalentes dans toutes les nations et s'acquièrent assez vite par l'étude, l'imitation et le frottement. Un caractère national, ce n'est pas telle ou telle somme de savoir, c'est une certaine originalité du mécanisme intellectuel, une rapidité de combinaison plus ou moins grande, une

logique plus ou moins vigoureuse, des tendances plus ou moins abstraites ou concrètes, et cela indépendamment du niveau d'instruction et des formes extérieures de la culture.

Or, en fait d'instruction et de culture extérieure, si les Polonais du xviii^e siècle étaient en retard sur les peuples les plus développés, et même sur leurs propres ancêtres du xvi^e siècle, il n'en va plus de même aujourd'hui. Il est vrai que la tyrannie et les tracasseries des gouvernements mettent chez nous l'enseignement public dans une situation anormale, à laquelle la Galicie seule, dans ces derniers temps, vient d'échapper. Il est vrai que l'école, détournée de sa fonction éducatrice, est devenue un instrument de la politique, et qu'il faut attribuer à ce système déplorable l'énorme proportion des illettrés dans le royaume. Mais les classes éclairées de la société polonaise ne cèdent en rien aux classes correspondantes des autres pays d'Occident, et il faut reconnaître que sur ce point l'état de choses s'est modifié.

Pour notre caractère et ses défauts, on n'en saurait dire autant. La correction en demande beaucoup de temps et le travail de toute une suite de générations. Et si les malheurs nationaux nous donnèrent des enseignements profitables, ils furent aussi, par ailleurs, un remède trop radical, finalement énervant et nuisible.

La Pologne tomba au moment où la nation se mettait aux réformes et où l'établissement de la

Commission d'éducation (1775) promettait pour l'enseignement public d'excellents résultats. Toutes ces perspectives furent anéanties. Chaque partie du pays démembré fut soumise à un système éducatif différent, qui ne visait qu'à dénationaliser. Persécutions, tyrannie, conspirations, désastres, rêves déçus, toutes ces causes agirent sur l'imagination et les nerfs des Polonais, exaltèrent leurs puissances de sentiment et de mysticisme. L'expiation des fautes commises par les ancêtres passa la mesure, devint une torture imméritée.

Par bonheur, toutes ces diverses influences furent paralysées par la démocratisation de notre société, la fusion de l'ancienne petite noblesse et du peuple. Malgré tout, comme l'ancienne noblesse demeure l'élément prépondérant des classes dirigeantes, on peut dire que notre caractère national, en dépit des modifications qu'il a subies, a conservé les traits essentiels qui le distinguaient antérieurement.

Les défauts nationaux du XVIII^e siècle, avouons dit, étaient l'individualisme excessif, le manque d'esprit logique, la faiblesse de volonté et l'égalitarisme. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Quels changements se sont opérés en eux ?

L'individualisme polonais n'a qu'une analogie lointaine avec celui des Anglais, qui n'a jamais dégénéré en licence et en anarchie. Ces derniers, tout en usant de leur initiative, en conquérant des

colonies, en organisant leur vie politique, n'ont jamais perdu de vue la nécessité de l'ordre ni les intérêts généraux de leur pays. Il est vrai que leurs institutions les y aidaient. Le noble de Pologne, lui aussi, se passa de la tutelle de l'État, mais il perdit la notion de la discipline et de la règle, et les institutions de son pays ne firent que l'en éloigner davantage.

Les conquêtes de l'esprit étant relativement aisées et rapides, quand la nation, avant d'avoir pu se faire une autre âme, entreprit d'appliquer les théories dont elle avait enfin reconnu la justesse, les résultats furent factices et décevants. Ainsi les Polonais, dès le berceau, entendent dire que la licence et l'indiscipline ont été la cause de leurs malheurs. Ils s'empressent donc, par théorie raisonnée, de faire preuve d'obéissance et de solidarité. Mais qu'il y a loin encore de là à la spontanéité des vertus naturelles ! Au fond, les vieux instincts de turbulence anarchique persistent. On comprend ce que peuvent donner dans la pratique ces principes artificiels auxquels se plient, à force de raisonnement, des volontés rebelles ; ils aboutissent à la maladresse et à l'exagération. Nous en avons signalé un bon exemple dans notre révolution de 1830, où l'on nomma dictateur un Chlopicki et général en chef un Skrzynecki, auxquels on s'abandonna corps et âme sans vouloir reconnaître leur incompetence radicale, qu'on ne pouvait dénoncer sans être

accusé de trahison. On ne se rendit pas compte que la discipline ne se suffit pas à elle-même, et qu'elle n'est plus qu'une faute quand elle se met au service de la sottise.

Aujourd'hui encore on voit assez souvent ces vertus de solidarité et d'obéissance fonctionner en quelque sorte à vide, isolées des autres, c'est-à-dire des qualités de caractère et de raison politique sans lesquelles pourtant elles sont condamnées à la stérilité.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas ici de nier ou de rabaisser l'importance de pareilles vertus. Elles sont un des instruments indispensables de notre politique nationale. Mais nous insistons sur l'inutilité et le danger même de toute solidarité dans les œuvres qui ne sont ni préparées ni guidées par une claire intelligence de nos intérêts généraux. Voilà ce qu'il nous faut d'abord acquérir. La discipline n'est pas une fin, elle est un moyen.

Ceci nous amène à notre second défaut héréditaire, la médiocrité de notre logique. A cet égard, nous avons réalisé quelque progrès, mais que nous restons loin de la perfection !

Le raisonnement est un produit de la logique objective combinée avec les impressions et les états intellectuels d'un individu. Le sauvage raisonne peu ; tout en lui est primitif et spontané. Il faut l'action lente de la civilisation pour que les individus et les nations raisonnent leurs états, dominant leurs tendances, et évitent les conclu-

sions précipitées. L'Anglais représente aujourd'hui le type le plus achevé de l'esprit réfléchi, par sa faculté supérieure de se prêter à la diversité des situations et des circonstances.

Les Polonais restent impulsifs, impressionnables, et dociles aux suggestions. Leur raisonnement manque de clarté, de rigueur, de calme, et ne va guère souvent jusqu'au fond des choses. De là ces opinions superficielles et fragiles qui cèdent facilement et les inclinent aux compromis. Le jour où quelque circonstance exige l'accord, l'esprit de concession est porté si loin que les avis particuliers se fondent pour ne composer plus qu'une masse flottante et inorganique.

Tel a été le cas, souvent, aux heures les plus graves de notre vie politique. Les hommes qui avaient provoqué l'insurrection de 1830 ne furent pas ceux qui la dirigèrent. On mit à la tête du mouvement des hommes qui y étaient hostiles, qui s'en défiaient, qui n'y voyaient que folie, des hommes qui commencèrent par pactiser, puis se laissèrent entraîner par les événements jusqu'à ratifier un acte aussi radical que la déchéance du tsar, puis enfin continuèrent la lutte sans entrain, sans espoir, avec une résignation néfaste et absurde.

Avant l'insurrection de 1863, les Blancs refusent d'appuyer Wielopolski. Pourquoi ? Parce qu'au lieu de se déclarer nettement soit pour l'entente, soit pour la révolution, ils veulent

concilier les deux attitudes, faire de l'entente une opposition, de la révolution une Fronde stérile, c'est-à-dire en somme fausser les deux tendances. En résultat, ce fut le hasard qui trancha; l'insurrection de Janvier balaya les Blancs comme les Rouges et plongea la nation dans l'abîme.

Notre vie politique donne à chaque pas des preuves nouvelles de ces défauts. La société polonaise n'aime ni les actes ni les hommes tranchés et conséquents. Par contre, elle est fort éprise de transactions, pour ne rien céder, de luttes, pour n'y pas recevoir de coups, d'hommes politiques qui n'ont pas de programme, et d'entreprises qu'on ne poursuit pas jusqu'à la fin.

Dans les autres pays, les partis entrent en conflit, heurtent leurs idées, triomphent, succombent, et quand l'un des deux a le dessus pour un moment, la politique générale se conforme aux tendances qu'il lui imprime, jusqu'au jour où le parti adverse reprend l'avantage. Chez nous, la fraternité de toast mêle tous les courants et rend impossible l'exécution de quelque large plan d'ensemble.

Cette confusion et cette inconsistance des idées devait naturellement amener la tyrannie du formalisme. L'histoire nous apprend qu'en 1453, au moment où les Turcs livraient le dernier assaut à Constantinople, les Grecs réunis à Sainte-Sophie disputaient de la procession du Saint-Esprit. Ainsi chez nous, en 1830, la diète d'insurrection

s'occupait beaucoup moins de mener la guerre que d'épiloguer sans fin sur le caractère plus ou moins constitutionnel de telle ou telle mesure du gouvernement, en quoi excellaient les frères Niemoyowski, leaders de la majorité. On délibérait dans tout l'appareil solennel de la procédure parlementaire sur la forme du gouvernement, sur la législation, sur les principes d'après lesquels devait s'opérer la réquisition des bœufs. On se querellait pour la plus légère infraction aux formes légales. On discourait éperdument avec des poses de tribune. On briguait les emplois sans penser à renforcer les cadres de l'armée et à organiser la levée en masse. Bref, on se comportait comme si tout danger était écarté, comme si la nation avait recouvré son indépendance, comme s'il ne restait plus qu'à perfectionner le système des lois et le régime administratif. Et voilà qu'arriva, dans cette torpeur stupide, l'heure de la débâcle. La panique enleva les parlementaires, et ils passèrent la frontière, laissant l'armée à son sort.

Cette manie de formalisme, par laquelle on prétendait conjurer les désordres du passé, devint à ce point envahissante et forcenée qu'on l'introduisit jusque dans les besognes les plus secrètes par nature et les plus étrangères à la légalité. La moindre démarche exigeait tout un protocole plus ou moins extravagant et compromettant : statuts écrits, procès-verbaux et comptes en

règle. Ce jeu-là n'était pas pour déplaire à la police ; il la mettait sur les bonnes pistes. Si nous voulions faire le total des individus perdus, des fortunes confisquées, des efforts annihilés, et cela grâce à la frénésie de légalité que nos conspirateurs apportaient jusque dans leurs actions les plus illégales, nous verrions que souvent une cotisation de quelques roubles enregistrée par le « trésorier » a entraîné la confiscation de fortunes polonaises qui s'élevaient à des sommes énormes. Ce formalisme désastreux sévit jusque dans les associations d'élèves et d'étudiants.

Pour comble d'ingénuité, on confiait à diverses cachettes ces statuts, procès-verbaux et livres de comptes, en y inscrivant les noms par les initiales ou par un système de signes qui était immanquablement déchiffré.

Le choix malheureux de nos hommes de confiance est un autre fait qui frappe dans notre histoire du XIX^e siècle. Skrzynecki fut nommé général en chef parce qu'il était beau garçon, et Lelewel, membre du gouvernement insurrectionnel parce qu'il était un grand savant. Aujourd'hui encore on confie des situations exigeant des capacités spéciales à des gens qui se sont distingués dans un autre ordre ou qui ne se recommandent que par leurs belles manières. De Lelewel, Mochnecki disait qu'il était comme le hibou, qu'il y voyait clair quand il s'enfonçait dans les ombres de l'histoire, et qu'il était aveugle au grand jour

des événements contemporains. Les hiboux ne nous manquent pas ; il s'en trouve encore un peu partout. Chez nous, on pousse à la tête moins les hommes réellement propres à un rôle déterminé que les hommes droits, bien intentionnés, débonnaires, souples, conciliants, autrement dit dépourvus de convictions et malléables à volonté.

A ce propos, il convient également de signaler l'importance exagérée que nous accordons encore aux considérations de personnes. On ne demande amais : que fera-t-on ? On demande : qui le fera ? Nous devons cette habitude aux derniers temps de la République, où le pays était aux mains des grandes familles et de leur clientèle, où l'on se groupait autour de tel ou tel magnat comme autour d'un étendard sans se préoccuper des desseins qu'il pouvait avoir. Notre caractère sur ce point n'a pas trop changé, et nous en éprouvons les conséquences funestes dans notre vie publique. Voici une entreprise quelconque : est-elle bonne ? est-elle raisonnable ? a-t-elle chance de succès ? La grande affaire pour nous n'est pas là, mais de mettre à sa tête un nom retentissant. Cela dispense avantageusement de penser, de combiner et de prendre des responsabilités. Ce goût des noms prestigieux, si caractéristique de la psychologie polonaise, nous porte à préférer aux compétences des hommes qui n'ont aucun titre au rôle qu'on leur confie. Il y aurait un moyen de le tourner au bien public : ce serait

que les hommes qui portent un nom célèbre ou historique participent largement, courageusement, à toutes les œuvres et institutions utiles aux intérêts généraux de la nation.

C'est à la médiocrité de notre esprit logique qu'il faut attribuer la plus grande partie de nos illusions politiques, les espérances que nous avons fondées sur le secours de l'étranger et l'appui des libéraux russes et allemands, les billevesées néo-slaves, et la naïveté avec laquelle nous avons compté sur l'assimilation des Juifs.

Quand on examine ces manifestations diverses de notre illogisme atavique, on comprend qu'une vertu aussi précieuse que la discipline dans la vie publique puisse ne pas avoir chez nous les mêmes résultats que chez les autres peuples dont la raison est plus développée. La santé de l'organisme ne dépend pas de la guérison d'un seul organe, et toute notre discipline sera vaine tant que nous n'aurons pas corrigé l'ensemble de notre caractère et surtout éduqué notre esprit logique.

Si cette éducation n'est pas facile, celle de la volonté l'est moins encore. Ce troisième grand défaut national, le manque d'énergie et de tempérament bien trempés, ne sera pas corrigé, il faut nous l'avouer, par une ou deux générations. Les dispositions physiques jouent ici un rôle considérable; le bon vouloir, l'entourage, l'éducation, les circonstances extérieures, ne sont que des facteurs accessoires; et encore sont-ils chez nous

peu favorables à la formation de caractères solides. Au lieu de leur donner de la résistance, l'excès des malheurs et les persécutions que nous continuons à subir devaient plutôt ébranler nos nerfs et les affaiblir. Pour atténuer les effets de ces commotions violentes qui nous secouent depuis plus d'un siècle, il a fallu l'influence des classes populaires nouvelles et saines, et la préoccupation constante de notre relèvement. En somme, là encore, quoique à un moindre degré, nous constatons un progrès insensible, sans que disparaissent certains traits de caractère qu'il est à propos de signaler.

D'abord, nous manquons toujours de courage civil. Or, comme le dit justement Klaczko, « l'inertie des bons est pire et plus funeste que l'activité des méchants et des sots. » Cette passivité, cette mollesse à défendre ses convictions procède moins d'un esprit de conciliation que du défaut d'idées claires et fermes chez les uns, et du défaut de volonté chez les autres. Au lieu de lutter avec l'opposition, au lieu d'affronter l'opinion de la majorité, les natures faibles fléchissent volontiers, font le « sacrifice » de leurs convictions et se réjouissent de la popularité qu'elles y gagnent. Il faut, pour exprimer la vérité avec franchise et braver hardiment l'impopularité, une certaine force de volonté dont nous sommes encore généralement dépourvus.

Nous répugnons trop souvent aussi à assumer

les responsabilités d'ordre public. Tantôt nous ne faisons rien quand il faut agir ; tantôt, si nous agissons, nous obéissons moins à notre devoir qu'à l'opinion publique ; tantôt enfin nous renions nos actes et nous en déchargeons sur les autres. La caractéristique du gouvernement provisoire de 1830 fut de se refuser à toute initiative par crainte des reponsabilités, et de se retrancher ainsi derrière les formes légales. Au moment de la capitulation de Varsovie, on se préoccupa moins des conditions que des signatures à donner, toujours pour les mêmes raisons. On négligea donc les conditions favorables arrachées à Paskievitch par Prondzynski, et en évacuant la ville sans formalités régulières, on laissa le pays à la merci du vainqueur. Trente ans après, au moment de l'insurrection de janvier, après l'attentat contre le grand-duc Constantin, quand il fut clair que le mouvement révolutionnaire éclaterait d'un moment à l'autre si les éléments modérés de la société n'appuyaient les efforts de Wielopolski, que fit le parti des Blancs ? Il refusa cet appui, non par ignorance de la situation, non par hostilité contre les réformes de Wielopolski, mais simplement parce qu'il avait peur de s'engager et trouvait plus prudent de rester à l'écart.

En tous pays, les grands hommes sont rares. Pourtant, si l'on compare notre histoire et celle de la France depuis la Révolution, on est frappé de la différence. Qu'avons-nous à mettre en paral-

lèle avec les individualités vigoureuses que la France a produites ? Si l'on oubliait les épreuves surhumaines que nous subissons depuis plus d'un siècle, la lutte gigantesque que deux des plus puissantes nations de l'Europe ont entreprise contre un peuple comparativement beaucoup moins nombreux, dont elles étouffent la vie politique, dont elles persécutent la nationalité avec une fureur méthodique, dont elles écrasent la civilisation et entravent le développement économique ; si l'on oubliait, dis-je, que ce peuple, malgré tout, continue à vivre, à lutter, à faire effort, et se relève peu à peu de son abaissement, on pourrait, en ne jugeant que les individus, se faire des Polonais une idée inexacte et croire que leurs aspirations manquent de force et de virilité. On ne se tromperait que par exagération, et il faut reconnaître que notre mollesse de tempérament prête à de telles erreurs.

Comment y remédier ? En veillant avant tout à l'éducation de notre jeunesse, éducation qui ne saurait être efficace, nationale, que si elle tend d'abord à la formation de la volonté. Du sentiment, nous en avons de reste. Notre raison fait des progrès et ne nous fera pas défaut à l'avenir. C'est la volonté qui nous manque le plus, et c'est elle qu'il s'agit de forger dans les générations nouvelles. Des nerfs solides, une santé bien équilibrée, voilà ce qu'il importe de leur donner par un régime physique et hygiénique approprié

qui favorisera le développement de leur énergie.

En fait, l'éducation actuelle est loin de donner satisfaction aux besoins que nous indiquons. Nous manquons des pédagogues qu'il nous faudrait. Surtout nous nous faisons des idées exagérées sur l'importance, au point de vue de la culture, des beaux-arts et des occupations abstraites. Voici ce que dit Klaczko de l'éducation artistique ; ses travaux sur Dante et Michel-Ange donnent à ses appréciations une autorité incontestable : « L'éducation et la formation artistique aiguise chez les hommes cette nervosité et cette sensibilité, augmente cette soif d'impressions incessamment renouvelées, ce goût des apparences, ce dédain des réalités positives, ces flamboiements et ces phosphorescences d'enthousiasme, cette facilité de transport et d'abattement, d'enchantement et de désillusion, toutes ces dispositions enfin qui ne sont que trop loin de nous faire défaut. Ce que nous n'avons pas, ce qu'elle ne nous donnera pas, ce qu'elle ne nous aidera pas, tant s'en faut, à acquérir, c'est la gravité de pensée, la fermeté, la pondération dans les desseins, la persévérance dans l'action, le sang-froid allié à une ardeur toujours égale, la discrétion, l'énergie, tout ce qui permet, et permet seul, ici-bas, de viser au but sans erreur et d'y atteindre sans défaillance. »

Quant au goût des abstractions, nous avons indiqué à propos des Juifs toute l'action démora-

lisante exercée sur notre société par certains courants de presse et de littérature encouragés surtout par leur influence. En détournant l'attention du public des réalités positives, en la dirigeant sur des choses abstraites et théoriques, ils l'entretiennent dans une sorte de léthargie ou de somnambulisme permanent. Si la Pologne veut préparer pour les redoutables luttes de l'avenir les générations vigoureuses dont nous avons besoin, il est urgent qu'elle secoue ces influences dissolvantes, tant juives que décadentes, et qu'elle fasse appel pour les combattre à toutes les énergies saines de la nation.

Rappelons-nous aussi que la bonne méthode, pour l'éducation de la volonté, est de lui proposer d'abord des difficultés qui n'exigent pas d'elle un effort extraordinaire. Commençons donc par prendre le sens et l'habitude de la ponctualité, dans les petites choses aussi bien que dans les grandes. Nulle discipline n'est plus efficace que cette vertu, qui consiste à faire les choses en leur temps, exactement, complètement, en obéissant à son devoir.

En la pratiquant, nous pourrions nous défaire de notre goût de parler trop, de cette habitude d'exprimer nos pensées hors de propos ou sans en finir. Il est clair que cette manie intempérante offre de sérieux dangers pour la ponctualité des parleurs comme de leurs auditeurs. Ne perdons pas notre temps, et ménageons celui des autres.

Il est aussi précieux que la santé. Le gaspiller, c'est diminuer notre valeur de rendement et nos moyens de remplir notre tâche. Le prendre aux autres, c'est chose plus grave que de prendre leur bourse.

Avec une activité réglée, ponctuelle, avec le sens des devoirs, nous ne dirons pas trop de mots et ne perdrons pas nos minutes. Nous apprendrons peu à peu devenir maîtres de nous-mêmes, et notre volonté se fortifiera.

Le quatrième défaut du caractère polonais que nous avons indiqué était les anciennes tendances de la noblesse à un égalitarisme inconsidéré. Elles ont été emportées avec le régime nobiliaire, mais elles ont persisté en partie sous une forme particulière : notre prédilection marquée pour toutes sortes de médiocrités intellectuelles, pour les hommes habiles à conquérir les sympathies sinon par la corruption, au moins par la souplesse de leur attitude et de leurs convictions. Les gens distingués, qui ont le tort de voir et de comprendre mieux que les autres, restent toujours impopulaires chez nous.

Un autre défaut, l'égoïsme, tend au contraire à s'atténuer sensiblement. Nous avons un sentiment plus net du patriotisme et de nos devoirs envers la collectivité. Mais nous ne sommes pas encore débarrassés de certains travers que nous a légués le passé. Toute entreprise, avons-nous dit, soulève des questions de sympathie ou d'antipa-

thie personnelles, et nous nous soucions plus de *qui* que de *quoi*. Dans la question juive, ce genre d'influences personnelles joue un grand rôle ; les rapports que nous entretenons avec les Juifs nous mettent dans leur dépendance et faussent souvent l'opinion publique et notre situation économique. Dans la question rurale, à part les sacrifices de certains particuliers, la noblesse a témoigné en général plus d'égoïsme que de dévouement au bien public. A l'époque de l'insurrection de 1830, au temps des réformes, c'est-à-dire avant l'insurrection de 1863, les considérations d'intérêt matériel, en dépit de ce qu'on peut dire pour notre justification, passèrent toujours, dans cette question, avant les exigences du moment. Wielopolski lui-même resta jusqu'au bout hostile à l'émancipation.

Enfin le dévouement au pays, comme dans le passé, se manifeste par explosion et dans des circonstances solennelles plutôt qu'avec cette continuité et ce sentiment du devoir qu'exigerait la situation nationale. Les hommes emportés par une ferveur mystique, qui immolent leur vie et leurs biens sur l'autel de la patrie, se trouvent encore chez nous ; ce qu'on rencontre moins, ce sont les sacrifices plus modestes, les hommes qui se donnent chaque jour, régulièrement, sans ostentation et sans bruit, aux intérêts de notre vie publique.

Dans le tableau de nos défauts et travers nationaux, nous n'avons pas épargné les couleurs sombres. Nous nous sommes appliqué à les mettre en relief et à les faire apparaître à tous les yeux. Pour ne pas tomber dans l'exagération, il convient d'observer que si les changements sont insensibles par rapport à l'état de choses du xviii^e siècle ils se font incontestablement dans le sens d'une amélioration ; que si cette évolution a commencé et si elle est apparente, rien ne permet de supposer qu'elle s'arrêtera ; qu'enfin, parmi les défauts que nous avons analysés, un grand nombre se rencontrent également chez les autres peuples, avec cette différence qu'ayant subi la grande catastrophe nationale du xviii^e siècle, étant obligés de faire notre vie et de nous régénérer, il est pour nous d'une nécessité particulièrement impérieuse de corriger ces défauts qui compromettent l'efficacité de nos efforts.

Ils sont rachetés d'ailleurs et compensés par les grandes vertus que nous avons reconnues plus haut, noblesse de sentiment, esprit chevaleresque, honnêteté, amour de la liberté, patriotisme, respect des traditions, tolérance, foi en l'avenir, toutes vertus qui, après nos désastres, nous ont préservés de la destruction, et qui furent comme une cuirasse contre laquelle vinrent s'émousser les armes de nos ennemis. Elles n'ont pas empêché notre sang de couler, mais elles nous ont sauvés de la haine, de ce venin qui infestait nos bourreaux.

La douceur et la noblesse de caractère, tout en rendant plus difficile l'œuvre d'affranchissement, permit aux Polonais de résister aux influences mauvaises de la servitude, et les garantit de la dépravation et de l'avilissement. Cet avilissement dont parlait Staszyc, cette servilité, cette hypocrisie, ce mépris du droit, cette haine, ces vices de toutes sortes qui sont le fruit de l'oppression, la Pologne, la douce et noble Pologne, ne les connaît pas. Et quoique les épreuves soient grandes et la renaissance lente à venir, il faut espérer qu'elle ne les connaîtra jamais et que son âme restera intacte.

CONCLUSION

Une analyse attentive de la question polonaise nous a conduit à certaines conclusions générales relatives au passé et à l'avenir.

En ce qui concerne le passé, ces conclusions ont été les suivantes :

1. La chute de la Pologne a été déterminée par des causes d'ordre extérieur. Elle ne fut pas due à une impuissance de la nation, à l'impossibilité pour elle d'assurer elle-même ses destinées, mais à l'intervention violente de l'étranger, de trois puissances qui s'entendirent pour en opérer le partage.

2. La faiblesse intérieure de la Pologne a naturellement facilité le démembrement, mais une situation meilleure ne l'aurait pas empêchée de succomber, les alliés cherchant de son côté des acquisitions territoriales et des compensations aux

défaites qu'ils avaient subies dans leurs guerres avec la France.

3. Si trois puissances européennes purent combiner ce démembrement, il faut l'expliquer par la disparition, au xviii^e siècle, de l'ancien système d'équilibre européen, par l'indifférence de la France monarchique et révolutionnaire à l'égard des choses d'Orient, et par les ambitions d'agrandissement de la Russie et de la Prusse.

4. La Pologne resta à l'écart des changements qui s'opérèrent dans l'Europe du xviii^e siècle. Ayant atteint au faite de sa puissance dès le xvi^e et le xvii^e siècles, elle avait renoncé non seulement à toute politique de conquête, mais à toute influence sur les affaires du continent, au moment où ses voisins, Prusse et Russie, faisaient précisément leurs plus grands efforts pour étendre leurs possessions. Dans ces conditions, un démembrement était fatal.

5. Cette renonciation de la Pologne à tout rôle actif, cet état de faiblesse où elle se trouvait au xviii^e siècle, comment l'expliquer ? Si l'on met de côté les causes indirectes et secondaires, et si l'on remonte dans le passé pour rechercher les raisons profondes, primordiales, on en trouve deux : l'expansion des Polonais au delà de leurs frontières ethnographiques, et l'excès d'immigration juive.

6. Ces causes, jointes à la facilité des conquêtes en Lithuanie et en Ruthénie, ont désorganisé

notre société, déformé nos institutions et faussé le caractère national.

7. Cette désorganisation de la société a eu pour cause immédiate la décadence de la bourgeoisie, et ensuite le développement anormal de la petite et grande noblesse. Au lieu de classes qui s'équilibrent, l'activité sociale tout entière n'est représentée que par le jeu des différents groupes nobiliaires, qui aboutit au xvii^e siècle à la ruine complète du pouvoir central, à la dégénérescence de la haute aristocratie et de la plèbe nobiliaire, au recul de la civilisation polonaise, et à l'abaissement politique du pays.

Il faut connaître la maladie pour apprécier l'état d'un malade. Nous avons cité le mot de Staszyc : « Une grande nation peut tomber, seule une nation avilie peut disparaître. » Or l'histoire de la nation polonaise n'a jamais montré qu'elle fût vile. Toutes les causes de sa chute, excès de confiance en la bonne foi des voisins, inégalité de force dans la lutte, toutes les causes de son affaiblissement intérieur, déséquilibre social, déviation du caractère national, après les annexions de l'Est et l'hospitalité accordée aux Juifs, enfin le rêve utopique que firent les nobles de substituer dans l'État la vertu civique à la force du pouvoir, tous ces malheurs et toutes ces fautes, s'ils attestent que la Pologne a manqué de prévoyance et de sens politique, ne permettent pas, tant s'en faut, de parler d'« avilissement ».

La nation polonaise ne périra pas.

Elle renaîtra avec le temps. La roue de l'histoire tourne, et nous remonterons. Il s'agit pour nous d'être prêts quand l'heure sonnera. Rappelons ici les conclusions auxquelles nous avons abouti, et qui intéressent notre avenir :

1. Depuis la fin du xviii^e siècle, la situation européenne a subi une transformation complète, déterminée par des causes telles que la Révolution française, les guerres napoléoniennes, et la démocratisation des sociétés, auxquelles il faut joindre comme facteur important la question polonaise, qui reste toujours pendante. La France, après des bouleversements intérieurs et de longues guerres, est épuisée. La Russie se débat dans une impuissance qui rappelle celle de la Pologne au xvii^e siècle. L'Allemagne est devenue une puissance de premier ordre, qui est en voie de dominer tout le centre de l'Europe ; et il est permis de prévoir que les États et les peuples de force moindre entreront dans la composition de ce vaste empire germanique, sur les bases du fédéralisme et de l'autonomie.

2. L'Europe est aujourd'hui, pour ainsi dire, sous le signe de l'antagonisme anglo-allemand. La logique des faits nous apprend que la solution de cet antagonisme, qu'elle soit amiable ou violente, amènera un bouleversement total de situation

non seulement en Europe, mais dans le monde entier. Les nations auxquelles leurs colonies sont inutiles, Turquie, Portugal, ensuite France et Hollande, les perdront. Ces colonies passeront aux peuples qui en ont le plus besoin pour leur expansion, c'est-à-dire aux Allemands, aux Américains, et à la race jaune.

3. La Russie, débilitée, plongée dans une sorte de léthargie, ne comprend ni la question polonaise, ni la question slave. Par la politique désastreuse qu'elle pratique sur ses confins, elle est l'instrument de sa propre ruine et prépare les désastres qui l'attendent à l'Est et à l'Ouest.

4. L'Autriche est à l'avant-garde du monde germanique, mais non pas du monde prussien. La politique prussienne, par la force des choses, deviendra digne de la grande nation allemande et de ses aspirations mondiales. Nous avons aujourd'hui des modèles de cette politique mondiale dans les principes de libéralisme et d'autonomie qu'appliquent l'Angleterre et l'Autriche. Ces principes, dont nous avons analysé les éléments essentiels, continueront à évoluer et à se préciser selon les besoins nouveaux des sociétés et de la civilisation.

5. Il importe aux Polonais de se rendre un compte exact des changements qui s'opèrent dans

la situation européenne, pour éviter la tentation des programmes inconsistants dans le genre du néoslavisme.

6. Pour être en état d'occuper, dans les combinaisons futures de l'Europe, la place qui leur revient, les Polonais doivent avant tout travailler à la réforme de leur situation intérieure, perfectionner leur organisation sociale, acquérir l'esprit politique et fortifier leur caractère national.

7. Ils perfectionneront leur organisation sociale en créant un tiers-état normal, et par conséquent en luttant contre la suprématie juive dans les villes et sur le terrain commercial et industriel. Le patriotisme polonais, sous peine d'impuissance, est tenu de devenir un patriotisme économique.

8. Le mouvement nationaliste juif est un phénomène normal et dont nous devons, à un certain point de vue, nous féliciter, car il nous permet de voir la question juive sous son vrai jour et nous détache de nos anciennes illusions et de nos utopies.

9. La question juive ne peut être résolue par l'assimilation. Un Juif ne peut être considéré comme assimilé s'il se borne à adopter notre langue et les formes extérieures de notre civilisation; il faut qu'il adopte cette civilisation elle-même et qu'il embrasse notre religion.

10. Si nous voulons avoir un tiers-état et une société dont le fonctionnement soit normal, il est indispensable que les éléments de l'ancienne noblesse continuent à se différencier, et que les occupations urbaines, l'industrie, le commerce, attirent en grand nombre les représentants de cette noblesse et surtout la masse du peuple.

11. La nation polonaise, pour des raisons d'ordre historique, est dépourvue d'esprit politique. D'où nécessité absolue de la soumettre à une discipline politique sérieuse, de l'arracher à ses errements traditionnels et de la déshabituer des mouvements impulsifs.

12. Au lieu de se disperser à travers le monde, elle doit se ramasser, et avant tout garder jalousement son domaine propre. Sur les territoires à population mixte, il lui suffit de défendre sa nationalité et de se maintenir dans les positions qu'elle occupe. Tel doit être son principe en Lithuanie et en Ruthénie, principe purement défensif, sans ambition d'empiètement. Rappelons-nous que pour avoir mal compris notre « mission » civilisatrice à l'est, nous avons condamné des millions de colons polonais à être absorbés par l'étranger, alors que nous n'avons gagné que quelques milliers de familles lithuaniennes et ruthènes.

13. Les défauts de notre caractère national dont

la réforme est la plus urgente sont la faiblesse de logique et de volonté. Ces défauts ont contribué dans une large mesure à la ruine du pays.

14. Étant par le nombre une des plus importantes nations de l'Europe, ayant une natalité considérable, il nous suffit de travailler sans défaillance à notre œuvre intérieure et à la réforme de notre caractère pour avoir le droit d'envisager l'avenir avec confiance.

En attendant, le présent est lourd à porter. Les conditions dans lesquelles il nous faut vivre sont un outrage à tous les principes d'humanité. Mais gardons-nous, gardons-nous surtout des sentiments mauvais à l'égard de nos persécuteurs. La haine déprave les hommes et égare les peuples. Pénétrons-nous des pages inspirées de l'*Irydion* de Krasinski, et allons à la victoire non à travers les ruines, mais à travers le bien et le labeur.

Odisse quem læseris! Nous n'avons fait de mal à personne, laissons la haine à nos oppresseurs. Hakatistes prussiens ou « patriotes » russes à la manière d'un évêque Euloge, haut dignitaire de l'Église orthodoxe, font plus de tort à leur propre pays qu'à la Pologne. Comme disait Joseph Koscielski à la Chambre prussienne, réjouissons-nous de n'être que persécutés, et non pas persécuteurs. Les suites de ces violences passeront « comme passent l'ouragan, l'orage, l'incendie,

la guerre et la peste », mais une chose restera, le venin qui empoisonnera longtemps le sang des peuples nourris de haine.

Il y a quelque chose de tragique dans cette fureur de haine et de persécution qui est au fond de l'homme et qui règne aujourd'hui en Europe.

Mais ne prenons pas trop à cœur ces sortes de manifestations pathologiques, et ne perdons pas notre équilibre. Les lois monstrueuses de la Prusse ou de la Douma russe ne changeront pas nos destinées.

Deux choses, et deux choses seulement pourront les changer : la transformation générale qui est en train de s'opérer dans l'état de l'Europe, et la force interne de la nation polonaise elle-même.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	v
INTRODUCTION	xi

CHAPITRE PREMIER

CAUSES DE LA DÉCADENCE DE LA POLOGNE

I. Partages de la Pologne. Les causes de la décadence de la Pologne furent de nature extérieure. La faiblesse intérieure comme facteur auxiliaire et secondaire	1
II. Particularités de l'évolution de la nation polonaise. Les idées de liberté et d'égalité. Leur antagonisme. Disparition du pouvoir de l'Etat. Importance de la famille. Faiblesse de la nation au xviii ^e siècle.	8
III. Evolution de la Russie. En quoi elle diffère de celle de la Pologne. Evolution et politique de la Prusse. Le condottierisme. Histoire de l'Autriche. En quoi elle diffère de celle de la Prusse	20
IV. Etat de l'Europe au xviii ^e siècle. Fin de l'ancien système d'équilibre. Politique de conquête. Essais de justification des partages de la Pologne. Ces partages déterminent la suprématie de la Prusse et par suite indirectement des changements dans toute l'Europe. Changements en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Angleterre, en France et en Russie	37

CHAPITRE II

CAUSES DE FAIBLESSE

- I. Les frontières ethnographiques dépassées. Cession de terres polonaises à l'Ouest. Réunion de la Lithuanie et de la Ruthénie. 54
- II. Excès d'immigration juive. Décadence de la bourgeoisie. 65
- III. Organisation politique et sociale. Les magnats. La noblesse moyenne. La plèbe nobiliaire. Décadence du pouvoir central. Conflits des différents groupes nobiliaires. Influence des Juifs. Désorganisation générale. Influence de l'anarchie sur la société. 73
- IV. Le caractère national sous le gouvernement nobiliaire. Ses défauts. Excès d'individualisme. Manque d'esprit logique. Faiblesse de caractère. Egalitarisme. Les bons côtés 105

CHAPITRE III

CONJONCTURES POLITIQUES

- I. Notre idéal d'indépendance et notre situation vis-à-vis des Etats copartageants. 116
- II. En quoi consiste au juste notre idéal d'indépendance. Union et autonomie 129
- III. La France d'aujourd'hui. Ce qu'est la Russie. Sa situation. 137
- IV. L'antagonisme anglo-normand. La situation de l'Angleterre. En quoi consiste la puissance de l'Allemagne. 168
- V. La situation de l'Autriche. Son étroite solidarité avec l'Allemagne. Prévisions sur la solution du conflit anglo-allemand 193

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE NATIONALE

- I. Le nombre des Polonais. L'émigration. Le territoire ethnographique. Les Polonais dans les autres pays

- d'Europe. Comparaison numérique des Polonais et des autres nations européennes dans le présent et dans l'avenir. 221
- II. Réformes nécessaires à notre structure sociale. Le tiers-état. La question juive. Le patriotisme économique. La noblesse. Différenciation de ses éléments. L'aristocratie. Le peuple et ses besoins 253
- III. Ce qu'est la politique. Notre incapacité politique. Notre orientation défectueuse dans la situation européenne. Complots et sociétés secrètes. Action légale. Servilisme. Défaut de tact politique. Manifestations. Deuils nationaux. Boycottage des marchandises prussiennes. La grève scolaire en Pologne russe. Les partis politiques. Notre politique sur les confins. Les Ruthènes-Ukrainiens. Les Lithuaniens. Les Ruthènes-Blancs 291
- IV. Le caractère national actuel. Individualisme. Besoin de discipline et de solidarité. Faiblesse d'esprit logique. Disposition fâcheuse aux compromis. Formalisme. Maladresse dans le choix des chefs. Le prestige des noms. Illusions politiques. Manque de caractères forts. Défaut de courage civil. Répugnance à accepter les responsabilités publiques. Nécessité de former la volonté des jeunes gens. La culture artistique du sentiment. Ponctualité. Maîtrise de soi. Vestiges de l'ancien égalitarisme. Vertus nationales 335
- CONCLUSION 356



Biblioteka Główna UMK



300045582344

30003532344

M 5.2.
M. V. 58.

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN ET C^{ie}

- BILLARD (D^r MAX). — *Les Tombeaux des Rois sous la Terreur*. 1 beau volume in-8° écu orné de 2^{is} gravures..... 3 50
- *Un interrègne de quelques heures* (la nuit du 23 octobre 1812). — *La Conspiration de Malet*. 1 vol. in-8° écu avec gravures..... 3 50
- BONNEFONS (ANDRÉ). — *Un État neutre sous la Révolution*. — *La Chute de la République de Venise (1789-1797)*. 1 vol. in-8° écu..... 5 »
- DARD (ÉMILE). — *Un acteur caché du drame révolutionnaire*. — Le général Choderlos de Laclos, auteur des *Liaisons dangereuses* (1741-1803), d'après les documents inédits. — (*Ouvrage couronné par l'Académie française*). 1 volume in-8° écu..... 5 »
- *Un épicurien sous la Terreur*. Hérault de Séchelles (1759-1794), d'après des documents inédits. 1 vol. in-8° écu avec gravures..... 5 »
- FURGEOT (HENRI). — *Le Marquis de Saint-Huruge, Généralissime des Sans-Culottes (1798-1801)*. 1 vol. in-8°..... 7 50
- HERBETTE (MAURICE). — *Une Ambassade persane sous Louis XIV*, d'après des documents inédits. — (*Ouvrage couronné par l'Académie française*) 1 volume in-8° écu orné de 13 gravures..... 5 »
- HÉRISSAY (JACQUES). — *Un Girondin, François Buzot, député de l'Eure à l'Assemblée constituante et à la Convention (1780-1794)*. 1 volume in-8° écu..... 5 »
- HOCQUART DE TURTOT (E). — *Le Tiers-État et les privilèges*. 1 volume in-16..... 3 50
- LAUDET (FERNAND). — *Souvenirs d'Hier. Rome. — Gascogne*. 1 volume in-16..... 3 50
- MEUNIER (DAUPHIN). — *La Comtesse de Mirabeau (1752-1800)*. 1 volume in-8° écu avec gravures..... 5 »
- MONNIER (PHILIPPE). — *Venise au XVIII^e siècle*. 4^e édition. 1 volume in-8° écu..... 5 »
- PAUL-DUBOIS (L). — *L'Irlande contemporaine et la Question Irlandaise*. 1 volume in-8° carré..... 7 50
- POILAY (MARCEL). — *Souvenirs d'un Engagé volontaire. Belfort (1870-1871)*. Préface de MAURICE BARRÈS. 1 volume in-16..... 3 50
- ROCA (ÉMILE). — *Le grand Siècle intime. Le règne de Richelieu (1617-1642)*, d'après des documents originaux. 1 vol. in-16..... 3 50
- SALINIS (DE). — *Le Protectorat français sur la Côte des Esclaves*. — *La Campagne du Sané (1889-1890)*, d'après des documents inédits. 1 volume in-8° écu..... 5 »
- SOMMERARD (L. DU). — *Deux Princesses d'Orléans au XII^e siècle*. — *Anne Comnène, témoin des croisades*. — *Agnès de France*. 1 volume in-16..... 3 50
- STELGER (GILBERT). — *La Société française pendant le Consulat*. 6 volumes in-8° écu ; le volume..... 5 »
- VAISSIÈRE (PIERRE DE). — *Lettres d'Aristocrates*. — *La Révolution racontée par des correspondances privées (1789-1794)*. 1 volume in-8° carré orné de gravures..... 7 50
- WYZEWA (TÉODOR DE). — *Les Maîtres Italiens d'autrefois*. — *Écoles du Nord*. 1 volume in-8° écu orné de 16 gravures..... 5 »
- *Quelques figures de Femmes aimantes ou malheureuses*. 1 volume in-8° écu avec portraits..... 5 »

Paris. — Imp. E. CAPIOMONT et C^{ie}, rue de Seine, 67.

Biblioteka Główna UMK



300045582344